





**LÉGISLATIVES** Une atmosphère tendue règne en Albanie avant le premier tour, dimanche 29 juin, des législatives. Les émeutes de février et mars ont fait plus de

1 600 morts, et les 7 000 hommes de la Force multinationale de protection parviennent difficilement à rétablir l'ordre dans le pays. Le président Sali Berisha et son Parti

démocratique se disent certains de remporter le scrutin. ■ ILS METTENT EN GARDE les électeurs contre le « retour du communisme » que présenterait à leurs yeux une vic-

toire de la coalition de gauche et du Parti social-démocrate de Fatos Nano. ■ LE CHARGÉ DE MISSION de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en Al-

banie, Franz Vranitzky, espère que le futur gouvernement de Tirana sera reconnu et accepté par tous les Albanais, ce qui permettra une reprise de l'aide internationale à un pays ruiné.

## Les règlements de comptes se poursuivent en Albanie avant les élections

Après l'effondrement des pyramides financières et les émeutes qui ont fait plus de 1 600 morts, le président Sali Berisha et son Parti démocratique abordent le premier tour du scrutin dans une situation délicate. Quatre cent cinquante observateurs de l'OSCE seront dans les bureaux de vote

### TIRANA

de notre envoyé spécial

La Banque d'Albanie va mettre en circulation au début du mois de juillet de nouveaux billets qui, petit à petit, remplaceront ceux actuellement en service. S'agit-il d'une manière de rompre avec un passé récent particulièrement douloureux pour une grande partie de la population, qui a perdu au total, selon des évaluations gouvernementales, 12 milliards de dollars en misant ses économies dans les fameuses pyramides financières ? Aucune explication officielle n'est donnée, mais il est clair que le régime du président Sali Berisha souhaite faire oublier au plus vite ce scandale à l'origine du soulèvement populaire des mois de février et mars. Une insurrection qui a plongé le pays dans le chaos et causé la mort de plus de 1 600 personnes. Chaque semaine la liste des victimes s'allonge d'une centaine de morts. On estime, par ailleurs, à environ sept cent mille le nombre des armées en circulation dans le pays.

Ces émeutes ont contraint, le 9 mars, le président Berisha à conclure un accord avec l'opposition qui a abouti à la constitution d'un gouvernement d'union nationale et à la convocation de nouvelles élections législatives anticipées dont le premier tour aura lieu

le 29 juin et le second une semaine plus tard, le 6 juillet.

Cinq ans après avoir été triomphalement élu à la tête de l'Etat albanais, Sali Berisha, l'artisan de la transition de la dictature communiste vers la démocratie, risque d'être battu par le PSA, le Parti socialiste de Fatos Nano, reconstruit à partir des décombres du Parti communiste. Cette consultation est celle de la dernière chance pour ce cardiologue accusé de dérive autoritaire, de clientélisme, et rendu responsable d'avoir conduit son pays à la catastrophe en tolérant la corruption et le pillage à gogos des sociétés financières.

L'échec du référendum constitutionnel, le 6 novembre 1994, était un premier avertissement pour cet ancien communiste devenu un farouche adversaire de ses ex-amis. S'il a remporté facilement les élections législatives de mai 1996, c'est en partie en raison du boycottage décidé au cours de la première journée de scrutin par les socialistes pour cause de violations flagrantes des règles les plus élémentaires d'une consultation démocratique. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) avait conclu à l'irrégularité des élections.

Réélu par le Parlement, le 3 mars, pour un deuxième mandat de cinq

ans, au lendemain même de la proclamation de l'état d'urgence, toujours en vigueur, Sali Berisha a clairement indiqué qu'en cas de défaite il quitterait le pouvoir. « Il n'acceptera pas la cohabitation », rappelle Tritan Shebu, président du Parti dé-

mocratique, le principal adversaire est une coalition de gauche dominée par le PSA et le PSD (Parti social-démocrate) dont le chef de file, Fatos Nano, est sorti de prison à la faveur des émeutes, le 11 mars, après quatre ans d'emprisonnement. Ce-

ment de coalition. Son souhait est de « créer une nouvelle division des responsabilités entre gouvernement et opposition, un partenariat afin de consolider les institutions démocratiques. Après cinq siècles d'empire ottoman et cinquante ans de communisme, il serait temps de mettre sur pied une démocratie parlementaire normale », fait remarquer M. Nano.

Une troisième coalition, la Droite unie, regroupant différentes formations conservatrices et notamment des partis nés de fractures diverses au sein du PDA, viendra troubler le jeu entre les deux grands. Sa constitution dessert le parti au pouvoir car ce trouble-fête mordera sans aucun doute sur l'électorat de Sali Berisha.

### PACTE POUR LE FUTUR

Au total, vingt-trois formations sont en lice pour cent quinze sièges. Les quarante autres seront désignées à la proportionnelle. Les Albanais se prononceront également, dimanche, par référendum, sur le maintien de la République ou la restauration de la monarchie, disparue en avril 1939 lors de l'occupation italienne. Le prétendant au trône, Leka, fils de Zog I<sup>er</sup>, fait campagne à travers le pays en vantant son rôle de possible arbitre et d'unificateur d'une nation inquiète.

Du scrutin de dimanche et de sa

régularité dépend pour une bonne partie l'avenir immédiat de l'Etat le plus pauvre d'Europe. Lundi 23 juin, à Rome, la presque totalité des partis politiques ont signé un « pacte pour le futur de l'Albanie ». Chacun s'engage à favoriser un processus électoral démocratique, à respecter ses résultats lorsqu'ils seront confirmés par la communauté internationale et à œuvrer à la constitution d'un gouvernement de coalition. Ce pacte, dû aux efforts de la communauté religieuse de Saint-Egidio, constitue un premier pas positif sur la voie de la normalisation des rapports politiques dans le pays. Mais cela est loin d'être suffisant.

Il ne sera pas facile de surveiller les quelque 4 700 bureaux de vote disséminés sur ce territoire montagneux et souvent difficile d'accès. L'OSCE espère néanmoins limiter le plus possible les risques de fraude. Selon la façon dont se déroulera le scrutin et ses résultats se dessinera la mort politique de Sali Berisha ou le retour aux affaires de Fatos Nano, après un court intermède de quelques mois en 1991. Sali Berisha a garanti qu'il « gèrera la sourie sur les lèvres de ses adversaires ». Chacun se demande ce que cela signifie.

Michel Bôle-Richard

### Franz Vranitzky, chargé de mission de l'OSCE « La force internationale ne doit pas relâcher son attention »

L'ANCIEN chancelier autrichien Franz Vranitzky a été chargé par l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) d'une mission en Albanie, après les troubles de l'hiver. Il avait été un des premiers à recommander l'envoi d'une force internationale. Il a répondu aux questions du Monde, à la veille des élections.

« Quel jugement portez-vous sur la situation actuelle en Albanie ? »

« Des progrès incontestables ont été accomplis. La loi électorale, pour le scrutin des 29 juin et 6 juillet, n'est pas un système purement majoritaire, mais une combinaison de majorité et de proportionnel, ce qui a permis de nouvelles alliances, dont témoignent les listes de candidats. L'OSCE a pris en charge la fabrication des bulletins de vote qui ont été imprimés à Rome, gratuitement bien sûr. Ce qui garantit qu'il ne s'agit pas, au moins, d'un acte de fraude. »

Plus la date du scrutin approche, plus les incidents se multiplient

« D'autre part, on a réussi à rétablir la sécurité dans certaines régions du pays, mais pas dans toutes. Or, plus la date des élections approche, plus les incidents se multiplient. Dans le sud et le nord-est, l'insécurité est toujours là ; elle n'est pas le fait de groupes politiques, mais de bandes criminelles. »

« Quelque six cents observateurs et auxiliaires électoraux vont veiller à la régularité du scrutin. Dans certaines circonscriptions, mais pas dans toutes, ils seront protégés par la force multinationale. Il est très important que les pays qui ont des troupes en Albanie fassent en sorte que leurs forces restent actives, y compris les jours du vote. Il ne faut pas que l'attention se relâche. »

« Que peut-on attendre de ces élections ? »

« Un nouveau départ politique était impossible sur la base des élections de 1996. Ce qu'on peut attendre du prochain scrutin, c'est la formation d'un gouvernement qui soit reconnu et accepté par tout le monde, par le président et par la communauté internationale. Cela permettra à la coopération internationale, économique et financière, dans un pays ruiné, sans doute le plus pauvre d'Europe, de démarrer vraiment. Ce sera l'heure zéro pour un nouveau commencement politique, avec un nouveau gouvernement. »

« Etes-vous satisfait de la prolongation du mandat des forces internationales ? »

« Les troupes internationales vont rester quarante-cinq jours de plus que prévu par le premier mandat de l'ONU, à compter du 28 juin. Sera-ce suffisant ? On verra dans le courant du mois de juillet. En attendant, il faut préparer une grande conférence sur l'Albanie, comme il y en a déjà eu une à Rome, pour coordonner l'aide internationale. »

Propos recueillis par Daniel Vermet

### « Nous ne voulons plus de montagnards ignares à la tête du pays »

Depuis les émeutes du mois de mars, l'hostilité au président Berisha s'est renforcée

### SHKODËR

de notre envoyé spécial

Assis par terre sur des feuilles de papier journal, un groupe de jeunes tient le temps en jouant aux cartes sur la place centrale de Shkodër, la deuxième ville alba-

### REPORTAGE

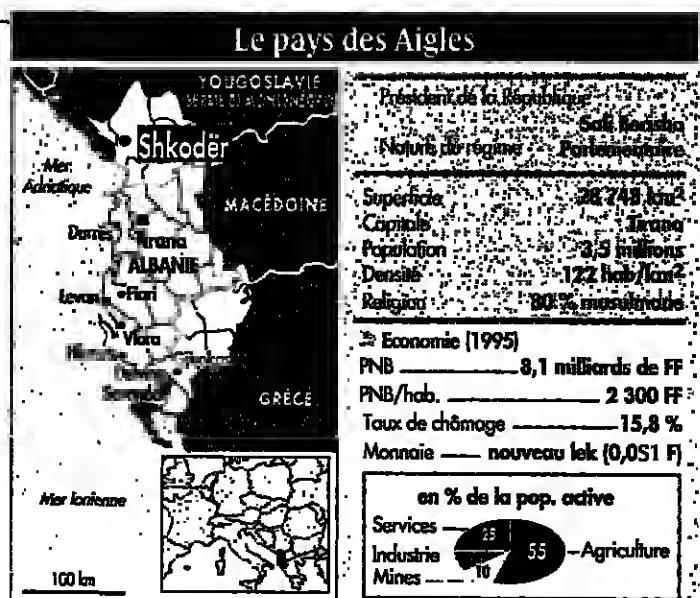
Un calme précaire règne sur Shkodër, la deuxième ville albanaise

naise. Depuis les émeutes du mois de mars, les rares parmi eux à avoir un travail l'ont perdu. Les entreprises italiennes ont fermé leurs portes en raison de l'insécurité. Et ceux qui avaient mis un peu d'argent de côté se sont retrouvés sans rien. Les économies se sont volatilisées avec l'effondrement des sociétés financières pyramidales à l'origine de l'embarquement du pays. Alors, il ne leur reste plus rien. Plus rien qu'à attendre que les choses changent.

D'abord, il n'est pas question de parler politique. Mais petit à petit les langues se délient et chacun fait part de ses doléances. L'un a perdu 30 000 dollars dans le krach financier. L'autre s'enquiert du salaire minimal en France. Tous sont hostiles au président Sali Berisha, à l'exception d'un seul, montré du doigt avec amusement.

« Si Berisha gagne, ce sera la guerre. La seule chose qu'il nous restera à faire, c'est de partir. » Tel est le sentiment général à l'égard de l'homme qui est accusé d'avoir « volé notre argent et nos votes », une allusion au scrutin législatif truqué de mai 1996. « Nous ne voulons plus de montagnards ignares à la tête du pays mais des citoyens qui savent diriger les choses », résume l'un des joueurs. Aucun n'a peur d'une victoire du Parti socialiste (PS) dans la propagande officielle du régime assimilé à un retour des communistes. Au contraire, la plupart sont prêts à voter pour les candidats de Fatos Nano.

Dans la capitale de l'ancienne principauté autonome du Nord, ville à la réputation conservatrice considérée comme fidèle à Sali Berisha, les choses ont changé. Et cela bien avant que n'éclate la révolte. En octobre 1996, lors des



élections municipales, le Parti démocratique (PDA) de Sali Berisha a perdu la gestion de la ville au profit d'une coalition de droite qui a porté à la mairie Bahri Borçi, personnage respecté et loué pour son intégrité. « Les gens étaient fatigués de la corruption, de l'inaction de Berisha qui a été incapable de construire l'Etat, de faire des réformes. Il a conduit le pays à la catastrophe et se retrouve aujourd'hui devant un peuple armé », constate cet enseignant de cinquante-trois ans pour lequel l'actualité présidentielle doit « quitter la scène politique, ce qu'il aurait déjà dû faire s'il avait un tant soit peu de conscience et de dignité ».

Shkodër, comme le reste de l'Albanie, n'a pas été épargnée par la vague de violence même si, ici, elle s'est manifestée plus tard, seulement le 12 mars. Un tourbillon de folie a alors saisi la ville : des groupes de civils se sont emparés des armes - à moins que ce ne soit le Parti démocratique qui les aient distribués... comme l'affirme le maire et beaucoup d'autres, sous le prétexte d'organiser une résistance contre les menaces venues des insurgés du Sud. Quoi qu'il en soit, le vandalisme et le saccage des bâtiments publics ont commencé. Le commissariat de police, le tribunal et le siège du PDA ont été incendiés. La Banque d'Albanie a été pillée et la paye des fonction-

naires de toute la région du Nord a disparu, soit 60 millions de dollars. A la préfecture, les pillards ont dévasté le bureau du préfet et volé les lustres.

Aujourd'hui, un calme précaire règne. Le poste de police a été transformé en camp retranché, protégé par des sacs de sable et deux blindés. Une petite unité de soldats espagnols de la Force multinationale de protection (FMP) veille sur cette ville de 100 000 habitants. Ou plus exactement sur les observateurs ayant pour mission de faciliter le bon déroulement du scrutin du 29 juin. Car telle est la limite de leur mandat. Pour l'heure, les observateurs n'ont pas pu entrer en contact avec les représentants locaux chargés de l'organisation des élections.

Comme en toute période d'instabilité, la vendetta, particulièrement vivace dans cette zone, a repris ses droits. Ces deux derniers mois, les règlements de comptes se sont multipliés. Mais cela n'émeut pas Ormir Rusi, président du PDA local. Rien ni personne ne peut avoir prise sur la vendetta, dit-il. En revanche, tout doit être fait pour éviter de revenir en arrière, en d'autres termes « revenir en 1946 avec le retour des communistes ». Dans un discours simpliste, ce député sortant les accuse de tous les maux y compris d'être à l'origine des dernières

violences car, selon lui, la population ne tiendra pas rigueur au président Berisha du scandale des pyramides financières et préférera finalement voter pour lui que de faire un plongeon risqué dans le passé.

Cette opinion n'est pas souvent partagée mais chez les socialistes on se refuse à polémiquer car, pour eux, « le mécontentement n'est pas uniquement lié aux pyramides mais à une manière de gouverner », explique Sadetin Stankaj, président du PS local. Pour cet économiste, l'essentiel est que les élections soient loyales et libres, que rien ne vienne entraver le bon déroulement du scrutin car « c'est l'unique solution pour que l'Albanie sorte de la crise et retrouve la voie de la normalité ».

Sadetin Stankaj énumère ses inquiétudes : le fait que sur 272 bureaux de vote, 48 seront installés dans des locaux privés, que les listes électorales n'ont pas été affichées, notamment dans les zones rurales, que des électeurs morts ou ayant déménagé figurent sur les registres. Tout sera mis en œuvre pour que les normes légales soient respectées et éviter que les irrégularités dénoncées en mai 1996 ne se reproduisent. Ce qui avait conduit le PS à boycotter le second tour. Rétrospectivement, cela fait sourire Artan Banushi, secrétaire, lorsqu'il se souvient que le slogan du PDA était à l'époque : « Avec nous, tout le monde gagne ! » Aux élections et dans les sociétés financières ! Le PS veut aujourd'hui « une Albanie normale pour tous ». Ce n'est pour l'instant qu'un mot d'ordre !

M. B.-R.

**VOYAGES**

Vois, séjours et circuits  
Guides touristiques

Votre agence 24 h/24

**3615 LEMONDE**

**ALAIN FIGARET**  
Le Spécialiste de la Chemise

**Soldes**

- 20 % - 30 %

Paris 2<sup>e</sup> : 21, rue de la Paix - Paris 7<sup>e</sup> : 16, rue de Sévres  
Paris 8<sup>e</sup> : 14 bis, rue Marbeuf - 30, avenue Franklin Roosevelt  
Paris 16<sup>e</sup> : 99, rue de la Chapelle - Le Chesnay : Parly 2  
St Germain-en-Laye : 10 rue, rue de la Salle  
Nice - Marseille - Bordeaux - Lyon - Strasbourg - Lille

## Les Quinze protègent leurs producteurs de céréales et d'oléagineux

M. Le Pensec participe à son premier Conseil

**LUXEMBOURG**  
(Union européenne)  
de notre correspondant  
« Mission accomplie sur toute la ligne », Louis Le Pensec, le nouveau ministre français de l'Agriculture, se montre pleinement satisfait mercredi 25 juin à l'issue de la réunion de trois jours que venait de tenir le Conseil des Quinze. Dans ce paquet-prix, comme on continue à appeler les mesures de gestion de la politique agricole commune (PAC), les producteurs de céréales et d'oléagineux se trouvaient en première ligne.

La priorité de la France, déjà définie par Philippe Vasseur, prédécesseur de Louis Le Pensec, était d'obtenir pour la prochaine campagne (1997-1998) un taux de jachère le plus bas possible. « Il n'y a pas lieu, expliquait-on du côté français, de li-

miter la production alors que les stocks sont bas, que la demande sur le marché mondial est en pleine croissance ». La Commission n'a pas encore fait de propositions, estimant qu'elle ne dispose pas pour l'instant d'indications suffisantes. Le Conseil intervenant de son propre chef a estimé qu'il faudrait maintenir le taux actuel de 5 %, alors que certains pays membres, dont l'Allemagne, moins soucieux d'exporter que de maintenir des prix de marché élevés à l'intérieur de l'Union, plaident pour un gel des terres atteignant 10 % de la surface cultivée.

L'orientation fixée par le Conseil ne vaut pas décision définitive. Il faudra revenir à la procédure normale et, pour commencer, que la Commission mette une proposition sur la table. Mais il y a tout lieu de croire qu'au bout du compte, les 5 % seront confirmés.

Le Conseil a rejeté la proposition de la Commission visant à réduire de 7 % les aides versées aux « grandes cultures » pour compenser les baisses de prix officielles intervenues depuis la réforme de la PAC en 1992. En 1996, il apparaît que le budget agricole de l'Union sera un peu étroit par rapport aux besoins et ce prélèvement de 7 % aurait permis de contribuer au financement des dépenses considérables dues à la crise de la « vache folle ». Le commissaire européen Franz Fischler justifiait sa proposition en expliquant que, par le passé, les producteurs de céréales avaient été « surcompensés » : ils ont reçu des aides pour compenser des baisses de prix officielles qui, en réalité, ne se sont répercutées que partiellement sur le marché.

L'argent ainsi empoché peut-être à tort sera gardé et l'on verra l'année prochaine, lors des débats sur les amendements à la réforme de la PAC dans la perspective de l'élargissement aux pays d'Europe centrale, s'il y a lieu de modifier le système de soutien actuellement appliqué.

Philippe Lemaître

## Les Etats-Unis autorisent la détention à vie des délinquants sexuels

**NEW YORK**  
de notre correspondant  
La Cour suprême des Etats-Unis vient d'offrir aux Etats américains une nouvelle arme contre les délinquants sexuels, en les autorisant à les enfermer dans des établissements psychiatriques après l'exécution de leur peine de prison s'ils constituent toujours un danger pour la société.

Cette décision, qui a été adoptée par cinq voix contre quatre, se fonde sur le critère de « l'état mental » du délinquant : celui-ci peut être enfermé si « l'onomotie mentale » ou les « troubles de la personnalité » qui l'ont amené à commettre l'agression sexuelle pour laquelle il a purgé une peine de prison laissent toujours peser la menace d'une récidive. L'état mental du délinquant soumis à ce régime de « détention civile » est réexaminé chaque année, afin de déterminer si son élargissement peut se faire sans risque. Dans les attendus de l'arrêt de la Cour suprême, le juge Clarence Thomas a estimé que la loi du Kansas qui est à l'origine de ce recours, la « loi sur les prédateurs sexuellement violents », la première aux Etats-Unis instituant cette « détention civile », n'était pas contraire à la Constitution, qui interdit le double châtiment pour un même crime.

Cette décision intervient dans un contexte d'angoisse collective à l'égard des délinquants sexuels, notamment pédophiles, à la suite de la publicité faite autour de plusieurs faits divers. Celui qui a le plus frappé l'opinion a été le viol et le meurtre d'une fillette de sept ans, Megan Kanka, en 1994 dans le New Jersey, par un voisin qui se révéla être tout juste sorti de prison où il avait purgé la deuxième fois une peine pour agressions sexuelles. Quelques mois plus tard, le New Jersey adoptait une loi, baptisée « loi Megan », qui impose

aux autorités locales l'obligation de notifier au voisinage l'adresse et le casier judiciaire des délinquants sexuels les plus susceptibles de récidiver. L'assassin de Megan, Jesse Temendekas, a été condamné à mort la semaine dernière par un jury du New Jersey.

### DELITS EN BAISSE

En 1996, le président Clinton, les parents de la petite Megan à ses côtés, a promulgué une loi fédérale similaire pour l'ensemble des Etats-Unis. Ce texte doit entrer en vigueur en septembre. Quelques Etats sont à la recherche de solutions plus radicales : la Californie a adopté l'automne dernier une loi prévoyant la castration chimique comme condition à la libération conditionnelle des pédophiles récidivistes ; ce texte a été aussi contesté devant les tribunaux par les défenseurs des libertés individuelles. Certains Etats, enfin, comme l'Etat de Washington, accompagnent la procédure de notification des délinquants sexuels de réunions publiques d'information, parfois en présence du délinquant lui-même, au cours desquelles les habitants sont avertis que tout harcèlement de la personne titulaire d'un casier judiciaire est puni par la loi.

En réalité, malgré plusieurs affaires dramatiques très médiatisées, le nombre de crimes et délits sexuels a baissé aux Etats-Unis ces dernières années : le nombre de viols et agressions sexuelles a même chuté de 40 % entre 1992 et 1995. Dans 46 % des cas, les auteurs de viols commis sur des enfants de moins de 12 ans font partie de leur famille, et dans 50 % des cas ce sont des personnes de l'entourage de la victime : dans ces cas-là, la procédure de notification n'aurait sans doute pas évité le crime.

Sylvie Kauffmann

## Londres appelle les républicains d'Irlande du Nord à renoncer à la violence et à négocier

Tony Blair fait une ultime proposition à l'IRA

Le premier ministre britannique a fait part, mercredi 25 juin, à la Chambre des communes, d'une nouvelle initiative pour relancer des négocia-

tions en Ulster entre unionistes protestants et républicains. Il propose à la branche politique de l'IRA, le Sinn Féin, d'y participer en échange

d'une renonciation catégorique à la violence et d'une participation totale au processus démocratique.

**LONDRES**  
de notre correspondant

Tony Blair a profité de la séance hebdomadaire de questions au premier ministre à la Chambre des communes pour lancer, mercredi 25 juin, son ultime proposition de paix à l'IRA. Neuf jours après l'assassinat par les républicains de deux policiers nord-irlandais et après avoir reçu le soutien de Washington et de Dublin ainsi que l'aval quasi unanime des partis représentés à Westminster, M. Blair a offert encore une chance au Sinn Féin, la branche politique de l'IRA, de « prendre le train en marche ».

Il a proposé un compromis entre les unionistes protestants, qui exigent que l'IRA désarme avant que le Sinn Féin soit admis à la table des négociations, et les républicains qui n'accepteraient pas de rendre le moindre fusil avant un accord en bonne et due forme. Désormais, désarmement et négociations devraient se dérouler en parallèle, commençant à peu près en même temps pour s'achever de concert. Le Sinn Féin pourra y participer à deux conditions : tout

d'abord que l'IRA proclame un nouveau cessez-le-feu, sincère et vérifiable, et ensuite que le mouvement de Gerry Adams et Martin McGuinness proclame son « engagement absolu » à la non-violence et au processus démocratique. Si ces conditions sont remplies, au bout de six semaines le Sinn Féin sera admis à la table de négociations.

M. Blair a fixé un calendrier serré aux pourparlers. Ils devraient débuter au plus tard en septembre pour s'achever avant la fin mai 1998. La commission chargée de superviser le désarmement devrait se mettre en place d'ici là. L'accord auquel les parties parviendront – avec ou sans le Sinn Féin – sera soumis à référendum dans les deux parties de l'île verte.

Dans sa première apparition aux Communes comme leader de l'opposition, William Hague a indiqué que les conservateurs poursuivraient la politique bipartite sur l'Irlande du Nord. Les unionistes modérés de l'UUP ont accordé un soutien du bout des lèvres à un plan qui ne leur plaît guère mais

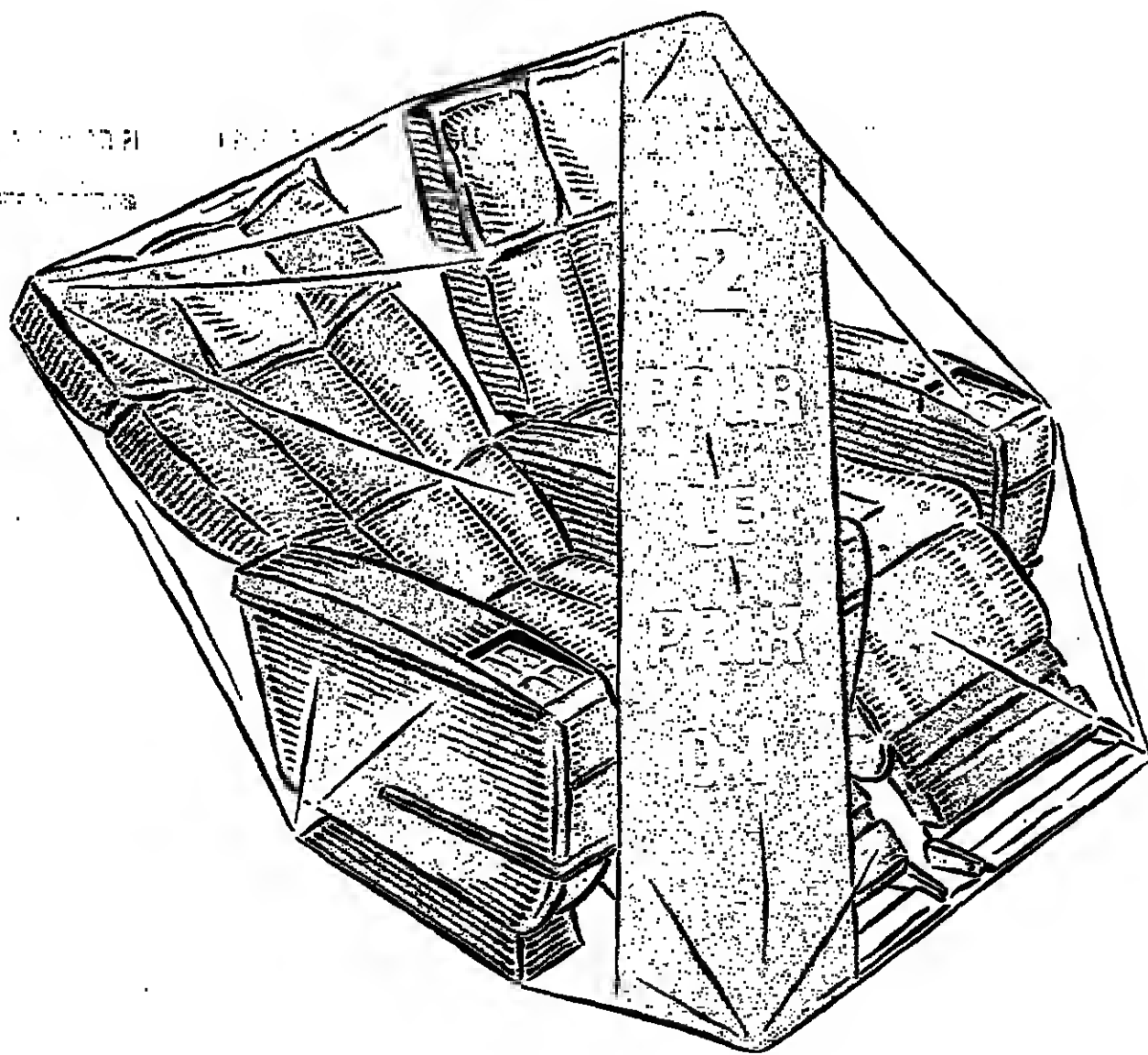
qu'ils n'ont plus les moyens de bloquer en raison de l'écrasante majorité parlementaire des travaillistes. Le SDLP (nationaliste modéré) a, par la bouche de John Hume, salué l'initiative de M. Blair. M. Hume, dont le rôle avait été crucial pour convaincre le Sinn Féin de l'utilité d'un cessez-le-feu en 1994, a déclaré que « si les pourparlers se déroulent dans une atmosphère pacifique, tant mieux, mais sinon que tous les autres se réunissent quand même et œuvrent rapidement et fermement avec les deux gouvernements pour parvenir à une paix durable ».

**LA BALLE DANS LE CAMP DU SINN FEIN**  
Pour sa part, M. Adams a déclaré que son parti « accordera à ces propositions son attention et sa considération les plus grandes », mais il a ajouté : « Je reste profondément inquiet quant au fait que la question du désarmement puisse bloquer la négociation sur les questions de fond ». Il est vrai que l'IRA – tout comme les terroristes protestants – n'a pas envie de se débarrasser de son arsenal.

La balle est dans le camp du Sinn Féin. Ce dernier est placé devant ses responsabilités par M. Blair, qui a rendu public l'aidemémoire remis aux républicains pour répondre à leurs questions et à leurs inquiétudes trois jours seulement avant le meurtre des deux policiers. Le plan annoncé est destiné à les rassurer.

L'initiative de M. Blair, et de sa secrétaire à l'Irlande du Nord, Mo Mowlam, représente un succès pour l'ancien sénateur américain George Mitchell. Ce dernier avait proposé un processus de paix dont s'est inspiré M. Blair, en particulier sur le processus parallèle désarmement-négociations. Le premier ministre conservateur de l'époque, John Major, avait rejeté la formule sous la pression des unionistes. L'échec de M. Blair est menacé par un danger immédiat : les marches orangistes de l'été, qui atteindront leur paroxysme le 12 juillet à Drumcree, où catholiques et protestants s'étaient violemment affrontés l'an dernier.

Patrice de Beer



## UN BILLET L'ESPACE 127 ACHETÉ, UN BILLET OFFERT

Cet été, partez à deux en l'Espace 127 d'AIR FRANCE et ne payez qu'un billet sur les deux. De Johannesburg à Hô Chi Minh-Ville en passant par New York, l'offre Duo d'AIR FRANCE c'est 35 destinations pour goûter à deux au confort en l'Espace 127. Pour connaître les conditions d'application de cette offre, contactez votre agence de voyages habituelle ou appelez le 802 802 802 (0,99 F/minure).

**AIR FRANCE**

\* Offre valable sur 35 destinations long-courriers AIR FRANCE pour 2 personnes voyageant ensemble en l'Espace 127 pour un séjour de 6 jours minimum compris entre le 14/07/97 et le 26/08/97 inclus.

## Janie avant les élections

Le président Sani Benche et son Parti démocratique ont de l'OSCE seront dans les bureaux de l'OSCE

Le président Sani Benche et son Parti démocratique ont de l'OSCE seront dans les bureaux de l'OSCE

Le président Sani Benche et son Parti démocratique ont de l'OSCE seront dans les bureaux de l'OSCE

## Les regards ignares à la tête du pays

Le président Sani Benche et son Parti démocratique ont de l'OSCE seront dans les bureaux de l'OSCE

Le président Sani Benche et son Parti démocratique ont de l'OSCE seront dans les bureaux de l'OSCE

Le président Sani Benche et son Parti démocratique ont de l'OSCE seront dans les bureaux de l'OSCE

Le président Sani Benche et son Parti démocratique ont de l'OSCE seront dans les bureaux de l'OSCE

Le président Sani Benche et son Parti démocratique ont de l'OSCE seront dans les bureaux de l'OSCE



## En Algérie, les postes clés du nouveau gouvernement restent dans les mêmes mains

Les islamistes du MSP obtiennent quatre ministères

ONZE JOURS après avoir été renommé premier ministre, Ahmed Ouyahia a réussi à constituer un gouvernement dont la composition a été annoncée mercredi 25 juin, en début de soirée. Onze jours, c'est un délai bien long pour une équipe qui, comparée à la précédente, n'apparaît pas bouleversée. Animé par plusieurs ministres du précédent gouvernement Ouyahia, le Rassemblement national démocratique (RND), le tout jeune parti du président Zeroual, grand vainqueur des législatives du 5 juin, se taille la part du lion dans la nouvelle équipe où se retrouvent également des représentants du Front de libération nationale (FLN), l'ancien parti unique, et des islamistes « modérés » du

l'ex porte-parole du RND. Déjà ministre de la communication sous le gouvernement de Belaid Abdesselam, M. Chawki n'a pas laissé le souvenir d'un grand défenseur de la liberté de la presse. Le RND récupère le ministère des affaires religieuses, qui était jusqu'ici entre les mains d'un dissident de l'ex-Front islamique du salut (FIS), Ahmed Merani. Le nouveau titulaire est un professeur de philosophie, Bouabdellah Ghilamallah, chef d'une puissante confrérie religieuse dans la région de Tiaret.

Accusé par une partie de la presse d'avoir retardé la constitution du gouvernement par ses demandes jugées excessives, le FLN hérite de quatre ministères techniques (équipement, habitat, agriculture, enseignement supérieur) et de trois secrétariats d'Etat. Idéologiquement, rien ne distingue le RND de l'ancien parti unique. Fort des 62 sièges gagnés aux législatives – un résultat inespéré – et d'une présence non négligeable au sein du gouvernement, les dirigeants du FLN peuvent désormais convoquer un nouveau congrès sans risquer de perdre le contrôle du parti au profit des réformateurs amenés par l'ancien premier ministre Mouloud Hamrouche.

Avec quatre ministères et trois secrétariats d'Etat, les islamistes « modérés » du MSP sont nettement mieux traités que dans le gouvernement précédent. Ingénieur de formation, Abdelmadjid Menasra hérite du ministère de l'Industrie et de la reconstruction. Ce n'est pas un portefeuille de tout repos à un moment où les privatisations avec leur cortège de suppressions d'emplois, réclamées par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), ne vont plus pouvoir être différées. Spécialiste de l'aéronautique, formé aux Etats-Unis, Sid Ahmed Bouill, se voit confier le ministère des transports – et donc le dossier de la compagnie Air Algérie, secouée par de multiples grèves. Les deux autres portefeuilles apparaissent moins exposés : le tourisme et l'artisanat pour Abdelkader Bengrina ; les PME pour Aboudjerra Soltani.

Jean-Pierre Tuquoy

■ Abdelkader Hachani, ancien chef du bureau exécutif provisoire de l'ex-FIS, devrait être jugé le 7 juillet prochain par la cour criminelle d'Alger, selon *El Watan*. Cette décision intervient après une grève de la faim entamée début juin. M. Hachani est détenu depuis plus de cinq ans sans jugement, à Alger.

## De violents combats ont éclaté au Congo pour le contrôle de l'aéroport de Brazzaville

L'ambassadeur de France a été pris à partie par des soldats du président Lissouba

Une offensive sur l'aéroport a replongé Brazzaville dans la guerre. Le cessez-le-feu semble définitivement brisé. L'ambassadeur de France, qui

poursuit ses efforts de médiation, a été violemment pris à partie par des combattants. M. Sassou Nguesso paraît vouloir forcer le président

Lissouba à accepter un gouvernement de transition, sans encore envisager de prendre la présidence du pays par les armes.

### BRAZZAVILLE

de notre correspondante

En début d'après-midi mercredi 25 juin, sur le tarmac de l'aéroport de Brazzaville, étaient attendus deux petits avions, l'un venant de Pointe-Noire et l'autre de Kinshasa. Les rares passagers s'avancèrent vers l'aérogare, escortés par l'ambassadeur de France et ses gardes, quand six militaires des Forces armées congolaises (FAC) les bloquèrent. La patrouille séquestra la caméra et la cassette d'un journaliste. « Vous n'avez pas le droit de filmer ! », indiqua le commandant. « Pas plus ici qu'à Roissy ! », hurla un soldat. « Vous, les Français, vous nous avez colonisés, vous nous tuez, foutez-nous la poix. Il faut

vous fusiller ! », poursuivait l'homme, le geste menaçant. L'ambassadeur, son escorte et les candidats au voyage rebrousserent chemin. Peu après, en ville, des combattants des FAC ordonnèrent au cortège de rentrer au plus vite : « Ça tire à l'aéroport. »

### CONCERT DE ROQUETTES

Le pilote de l'avion, de retour à Kinshasa, confirma par téléphone l'information venue de la tour de contrôle de Brazzaville. « Les milices "cobras" du général Denis Sassou Nguesso, adversaire du président Pascal Lissouba, viennent de s'emparer de l'aérogare, distant de 800 mètres de la tour de contrôle. » Ainsi débuta la « bataille de l'aéroport », tant redoutée à Brazza-

ville. Bientôt, dans la capitale congolaise, ce fut un concert de roquettes, de mortiers, jusqu'aux « orgues de Staline » des FAC.

L'ambassadeur de France se rendit chez le président Pascal Lissouba. A la barrière du palais, la « protection rapprochée » de l'ambassadeur, restée à l'extérieur selon la règle, fut prise à partie par des membres des FAC qui s'étaient enfuis avec cinq blessés de l'aéroport. Les voitures des gardes français essayèrent plusieurs rafales d'armes automatiques – trois impacts de balles furent relevés. Au même moment, un autre incident sérieux se produisit. Le garde du corps de l'ambassadeur fut désarmé, frappé

d'un coup de crosse : il souffre de plusieurs fractures. L'ambassadeur lui-même fut légèrement molesté. Il fallut attendre pour que l'ambassadeur et son garde puissent quitter le bâtiment, escortés par des officiers congolais.

A l'évidence, mercredi soir, alors que les armes continuaient de gronder, il était à craindre que la hiérarchie des FAC ne contrôle plus ses troupes, pas plus qu'elle ne contrôle les miliciens « zoulous » de M. Lissouba. Entre les gradés et leurs hommes, des altercations se multipliaient, tandis que d'autres patrouilles se livraient au pillage dans le centre-ville.

Danielle Rouard

## La France est prête à soutenir une force africaine d'interposition

JACQUES CHIRAC a affirmé

mercredi que la France était « toute prête » à coopérer à la mise sur pied d'une force d'interposition africaine au Congo-Brazzaville, comme l'ont souhaité les présidents sénégalais Abdou Diouf et ivoirien Henri Konan Bédié. « La France est favorable à toute coopération avec les Etats africains pour ce qui concerne l'organisation de la sécurité. Elle est toute prête à coopérer comme ils le souhaitent et comme ils le demandent », M. Chirac a fait part d'un « sentiment de tristesse » face aux événements au Congo. « Nous avons fait ce qui était nécessaire pour sauvegarder la vie des victimes et nous souhaitons que, dans toutes les situations de crise, une force interpositionnelle, sous le contrôle de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) et des pays concernés, puisse prendre les initiatives nécessaires. » « La France, sans aucun doute, s'associerait, non pas à la force elle-même, mais à l'aide technique et au soutien de cette force », a ajouté le président français.

Le président sénégalais Abdou Diouf a, de son côté, affirmé que « la France a toujours montré qu'elle était prête à aider les pays africains à se sortir, que ce soit pour les problèmes économiques ou de sécurité ». Selon lui, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, est également favorable à cette force d'interposition et va « faire tout ce qu'il faut pour que le Conseil de sé-

curité prenne une décision dans ce sens ». Henri Konan Bédié s'est lui aussi prononcé « pour une force d'interposition au Congo ». « D'une façon générale, nous envisageons d'obtenir à des structures qui nous permettent de réagir ponctuelle-

ment », a déclaré le président ivoirien. Rappelant que des discussions étaient actuellement menées au niveau de l'ONU, de l'OUA et des chefs d'Etat, il a estimé qu'il fallait « attendre ».

### Les mutins pourchassés à Bangui

La vie a repris normalement, mercredi 25 juin, dans le centre et les quartiers de Bangui restés en dehors des combats, tandis que les soldats de la force interafricaine continuent de perquisitionner le secteur favorable aux mutins, provoquant quelques tirs isolés. Les hommes de la Mission interafricaine de surveillance des accords de Bangui (Misab), bien renseignés, effectuent des raids sur des maisons précises pour les perquisitionner, les détruisant dès qu'une résistance armée se manifeste. « Des mutins se cachent encore », indiquent des témoins, en signalant que certains d'entre eux ont été arrêtés. Des dizaines d'habitants du quartier « mutin » continuent de s'enfuir. Les maisons détruites se comptent par dizaines. Le bilan des victimes, toujours provisoire, est estimé à une centaine de morts, selon des sources hospitalières et des responsables locaux du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Par ailleurs, une protestation antifrancophone a eu lieu mercredi à Bangui. Des manifestants ont marché jusqu'à l'ambassade de France en tenant des cadavres dans leurs bras, avant de se disperser dans le calme. – (AFP)

ment », a déclaré le président ivoirien. Rappelant que des discussions étaient actuellement menées au niveau de l'ONU, de l'OUA et des chefs d'Etat, il a estimé qu'il fallait « attendre ».

Le président ivoirien a souligné l'action « remarquable et louable » de la France « sur le plan humanitaire ». « Par conséquent, si les Etats

et pour le rôle que joue la France en faveur du développement. La rencontre entre MM. Chirac, Diouf et Konan Bédié a eu lieu alors que le Congo et le Centrafrique, bastions du « pré-carré » francophone en Afrique, sont en proie à des troubles violents. De Brazzaville à Bangui, ainsi qu'à Kinshasa, où le maréchal Mobutu Sese Seko a été

## L'Afrique du Sud confirme son soutien sans faille au régime de Kinshasa

Pretoria entend jouer un rôle privilégié dans la reconstruction de l'ex-Zaïre

JOHANNESBURG

de notre correspondant

L'Afrique du Sud demeure un allié de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), envers et contre tout. Une délégation gouvernementale devait regagner Pretoria, jeudi 26 juin, après deux jours passés à Kinshasa afin d'évaluer l'assistance technique que l'Afrique du Sud peut apporter à ce pays dans la remise sur pied de ses infrastructures.

Ce premier geste de coopération prend le contre-pied de la méfiance grandissante qui accompagne, à l'étranger, les débuts du régime de Laurent-Désiré Kabila. Il intervient quelques jours après de nouvelles révélations sur les massacres de réfugiés rwandais dans l'est du pays.

L'Afrique du Sud confirme ainsi, sur le plan économique, le soutien indéfectible qu'elle a déjà manifesté à la nouvelle République démocra-

tique du Congo dans le domaine politique. Après avoir joué jusqu'au dernier moment le rôle de médiateurs dans le conflit zaïrois, les responsables sud-africains cherchent à se positionner comme partenaires privilégiés du nouveau régime. Soucieuse de ses intérêts économiques, l'Afrique du Sud a été la première puissance étrangère à accorder sa reconnaissance à M. Kabila après sa prise de pouvoir. Depuis, le président Nelson Mandela n'a pas hésité à se faire le défenseur du nouveau maître de Kinshasa sur la scène internationale.

S'exprimant sur les doutes manifestés par certains pays à propos des intentions démocratiques de M. Kabila, le président sud-africain a estimé que ce dernier était un « remarquable penseur et un dirigeant dynamique, profondément attaché à la paix et à la démocratie ».

M. Mandela s'est montré particulièrement virulent à l'encontre des puissances occidentales qui affichent leur scepticisme à l'égard du nouveau pouvoir de Kinshasa. Il a fustigé l'attitude de ceux « qui ont soutenu pendant des années une dictature perverse et qui veulent, aujourd'hui, donner des leçons de démocratie ».

### RETOUR EN FORCE

L'appui qu'apportent les autorités sud-africaines à M. Kabila est à la hauteur des enjeux économiques que représentent pour Pretoria la reconstruction et la stabilité du géant à la charnière de l'Afrique centrale et de l'Afrique australe. Dans la logique d'expansion économique de l'Afrique du Sud à travers le continent, la République démocratique du Congo représente, à terme, un partenaire et un marché incalculables. Pretoria,

d'ailleurs, a déjà fait connaître son soutien à l'éventuelle adhésion de ce pays à la SADC, la Communauté économique de l'Afrique australe.

Les entreprises sud-africaines entendent bien tirer profit des relations privilégiées entre les deux pays. Evincées par M. Kabila pour s'être compromises avec le régime Mobutu, les grandes compagnies minières comme De Beers – le numéro un mondial du diamant – misent sur l'appui politique de leur gouvernement pour revenir en force dans l'ex-Zaïre. La délégation envoyée à Kinshasa était constituée d'experts gouvernementaux chargés d'estimer les besoins en matière d'infrastructures administratives et de finances publiques. Mais elle devait faciliter l'envoi d'une autre mission, comportant elle, des représentants du secteur privé.

Frédéric Chambon

Le Guide du Pouvoir public

## Les nouveaux députés

Biographies & photos, 128 p. 100 frs

Editions Jean-François Dourmic  
Tél. 01 42 46 58 10

### Vent de révolte dans l'armée de M. Kabila à Kisangani

Des soldats de l'armée de Laurent-Désiré Kabila ont tiré dans les rues de Kisangani, mardi 24 juin, à la suite d'un différend lié au paiement de leur solde. Les soldats ont ouvert le feu dans le centre-ville après que certains eurent été payés en dollars alors que d'autres ont reçu des zaïres ou n'ont pas été payés. « Les Tutsis, les Rwandais, ont été rémunérés en dollars. Les Congolais ont été payés en zaïres ou pas payés du tout », a dit l'un d'eux.

L'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) de Laurent-Désiré Kabila a conquis le pouvoir grâce à l'appui de forces rwandaises. Les autorités de Kinshasa ont d'autre part annoncé que les ex-Forces armées zaïroises seront intégrées dans la nouvelle armée. Les soldats seront transférés à Kitona, à 360 kilomètres au sud-est de la capitale. – (AFP)

MARCEL LASANCE

## SOLDES

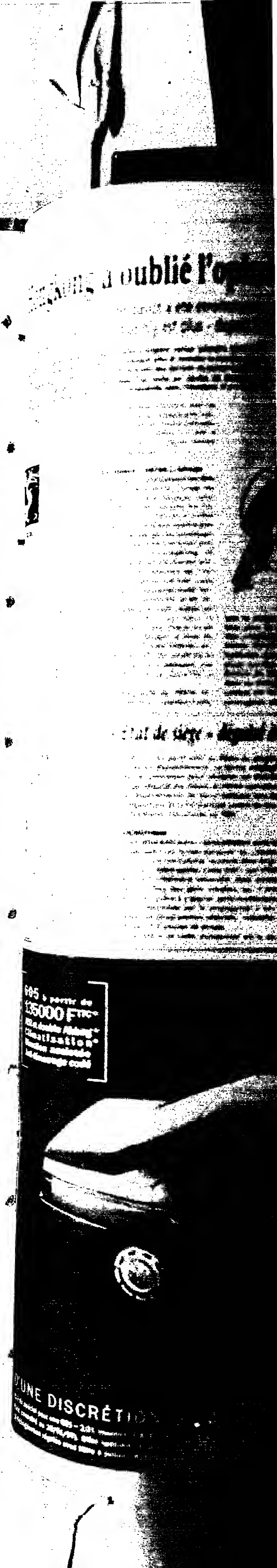
à partir du  
vendredi 27 Juin

17, rue du Vieux Colombier - Paris (6e)  
21, rue Marbeuf - Paris (8e)

**VENTES PAR ADJUDICATION**  
Régistre O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle  
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex  
TEL : 01.46.40.26.13 - FAX : 01.46.40.70.66

**LA VILLE DE PARIS vend LIBRES**  
sur surenchère du 110<sup>ème</sup> - Le MARDI 8 JUILLET 1997 à 17 h  
**6, RUE DE SEINE à PARIS (6<sup>ème</sup>)**  
**1 APPARTEMENT de 3 PIECES (138 m<sup>2</sup>)**  
avec TERRASSE  
**MISE A PRIX : 5.610.000 Frs**  
**58, RUE DES BERGERS à PARIS (15<sup>ème</sup>)**  
**1 STUDIO (20 m<sup>2</sup>) et 1 CAVE**  
**MISE A PRIX : 225.500 Frs**  
VISITES : les 28 juin et 2 juillet 1997 de 16 h à 18 h  
et les 30 juin, 5 et 7 juillet 1997 de 10 h à 12 h.  
S'adresser à M<sup>re</sup> BELLARGENT, Notaire associé à PARIS (75001),  
14, rue des Pyramides - Tél. : 01.44.77.37.35 - 01.44.77.37.71

**75** Vente au Palais de Justice de PARIS,  
le JEUDI 3 JUILLET 1997 à 14h30 - EN UN LOT  
**à PARIS (8<sup>ème</sup>), 72, rue de Rome**  
**UN APPARTEMENT de 4 Pièces Principales**  
dans le bâtiment A, au 5<sup>ème</sup> étage  
**UNE CHAMBRE au 6<sup>ème</sup> étage et 3 CAVES**  
**MISE A PRIX : 500.000 Frs**  
S'adresser à la SCP CAMPANA et ASSOCIES, Avocats à PARIS (17<sup>ème</sup>)  
22, avenue de la Grande Armée - Tél. : 01.47.66.35.85





ont éclaté au Congo  
aéroport de Brazzaville

par des soldats du 1<sup>er</sup> régiment d'infanterie

Plus aucun artiste ni intellectuel ne célèbre aujourd'hui la « pâte à rêves » censée être à l'origine de Hongkong, au temps des célèbres « guerres de l'opium » qui, selon l'historiographie, ont opposé la Chine aux

une force africaine d'interposition

En 1997, la Chine a commandité un film à grand spectacle, loog de trois heures, pour illustrer cette thèse. Œuvre du cinéaste Xie Jin, *La Guerre de l'opium* a coûté 15 millions de dollars américains et nécessité un an de tournage. S'il est encore trop tôt pour prédire son succès à Hongkong, où il est en pré-projection publique, les spectateurs de l'ex-colonie se souviendront sans doute que le gouvernement britannique du territoire avait interdit le film *Lin Zexu* réalisé en Chine en 1959. C'est vers la même époque que Pékin avait réussi à faire changer le nom du restaurant de l'hôtel Hilton, aujourd'hui démolé, qui avait eu le front de vouloir s'intituler *The Opium Den* (« Le Taverne à l'Opium »).

La propagande de Pékin incline aujourd'hui à instiller l'idée que le pavot disparaît pour de bon avec la rétrocession, pour être remplacé, par le nouvel emblème floral de Hongkong, la hauhinia, qui est un arbuste tropical. La *Far Eastern Economic Review* de Hongkong a publié, dans un document spécial à l'occasion de la rétrocession, un courageux essai de l'historien britannique Paul Johnson, qui tente de réfuter cette sorte de tare originelle censée avoir marqué la création de Hongkong. L'opium, fait-il valoir, était apprécié en Chine bien avant que les Britanniques ne s'y implantent. Sa généralisation résulte du seul fait que l'empire mandchou refusait de s'ouvrir au

plan commercial et ne parvint pas à enrayer l'usage de la drogue comme médium de corruption, voire comme une véritable monnaie d'échange. Les grandes compagnies marchandes britanniques, tout d'abord la Compagnie des Indes orientales puis celle du célèbre duo William Jardine et James Matheson, fondateurs du groupe financier qui en est venu à symboliser le territoire, s'engouffrèrent dans cette brèche au point d'y perdre leur âme, ou du moins leur morale. Ce n'est finalement, affirme l'historien, que pour se prémunir des punitions « légales » infligées aux marchands britanniques par les mandarins de l'empire mandchou que la Grande-Bretagne chercha un ancrage territorial. Elle le trouva à Hongkong, « refuge » insulaire selon toute la logique du colonialisme des conquérants de la mer qui furent les Anglais.

Et de préciser sa pensée par une formule qui résume fortement toute l'identité de Hongkong : « *La sagesse commune occidentale voudrait que dans toute*

## Hongkong a oublié l'opium, fleur maudite de la saga anglo-chinoise

La fleur de pavot a été étroitement associée à l'histoire de la conquête de l'île par les Britanniques en 1841. Aujourd'hui, même si la drogue n'y est plus – depuis longtemps – en vente libre, le territoire reste une plaque tournante du trafic vers l'Occident

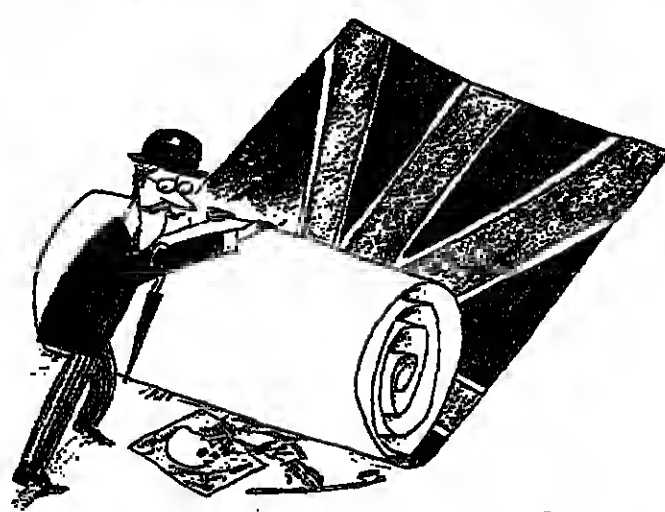
Plus aucun artiste ni intellectuel ne célèbre aujourd'hui la « pâte à rêves » censée être à l'origine de Hongkong, au temps des célèbres « guerres de l'opium » qui, selon l'historiographie, ont opposé la Chine aux

**HONGKONG**  
de notre envoyé spécial  
Comme tous les ans désormais, les autorités chinoises ont fait procéder ce mois-ci, à proximité immédiate de Hoogkoog, à l'autodafé solennel de stocks de drogues saisis au cours de rafles récentes. Cette « cérémonie » qui se déroulait à Humen (« la Bouche du Tigre »), dans l'estuaire de la rivière des Perles, avait une valeur symbolique. Elle entendait rappeler un célèbre épisode : celui du mandarin Lin Zexu faisant brûler des cargaisons d'opium importées par des marchands britanniques et déclenchant ainsi la première guerre de l'opium à l'issue de laquelle Hongkong devint propriété de Londres en 1841... Le suc du pavot est à tel point associé à Hongkong que l'historiographie a retenu l'idée selon laquelle c'était dans le but d'en inonder le marché chinois que la Grande-Bretagne avait décidé de prendre

possession souveraine sur le territoire. Dans l'imaginaire collectif, opium et impérialisme sont mariés à jamais. C'est à Hongkong que se serait tenue leur nuit de noces.

**LA HAUHINIA CONTRE L'OPIMUM**  
La Chine a commandité un film à grand spectacle, loog de trois heures, pour illustrer cette thèse. Œuvre du cinéaste Xie Jin, *La Guerre de l'opium* a coûté 15 millions de dollars américains et nécessité un an de tournage. S'il est encore trop tôt pour prédire son succès à Hongkong, où il est en pré-projection publique, les spectateurs de l'ex-colonie se souviendront sans doute que le gouvernement britannique du territoire avait interdit le film *Lin Zexu* réalisé en Chine en 1959. C'est vers la même époque que Pékin avait réussi à faire changer le nom du restaurant de l'hôtel Hilton, aujourd'hui démolé, qui avait eu le front de vouloir s'intituler *The Opium Den* (« Le Taverne à l'Opium »).

La propagande de Pékin incline aujourd'hui à instiller l'idée



PANCHO

que le pavot disparaît pour de bon avec la rétrocession, pour être remplacé, par le nouvel emblème floral de Hongkong, la hauhinia, qui est un arbuste tropical. La *Far Eastern Economic Review* de Hongkong a publié, dans un document spécial à l'occasion de la rétrocession, un courageux essai de l'historien

britannique Paul Johnson, qui tente de réfuter cette sorte de tare originelle censée avoir marqué la création de Hoogkoog.

L'opium, fait-il valoir, était apprécié en Chine bien avant que les Britanniques ne s'y implantent. Sa généralisation résulte du seul fait que l'empire mandchou refusait de s'ouvrir au

plan commercial et ne parvint pas à enrayer l'usage de la drogue comme médium de corruption, voire comme une véritable monnaie d'échange. Les grandes compagnies marchandes britanniques, tout d'abord la Compagnie des Indes orientales puis celle du célèbre duo William Jardine et James Matheson, fondateurs du groupe financier qui en est venu à symboliser le territoire, s'engouffrèrent dans cette brèche au point d'y perdre leur âme, ou du moins leur morale.

Ce n'est finalement, affirme l'historien, que pour se prémunir des punitions « légales » infligées aux marchands britanniques par les mandarins de l'empire mandchou que la Grande-Bretagne chercha un ancrage territorial. Elle le trouva à Hoogkoog, « refuge » insulaire selon toute la logique du colonialisme des conquérants de la mer qui furent les Anglais.

Et de préciser sa pensée par une formule qui résume fortement toute l'identité de Hongkong : « *La sagesse commune occidentale voudrait que dans toute*

sures de sécurité exceptionnelles afin d'empêcher d'éventuelles manifestations de contestataires qui tenteraient de prendre le prétexte des festivités hongkongaises pour exprimer leur opposition au régime.

**relation coloniale** Il y a eu un exploit et un exploitateur. L'onbuse est trop simple pour quelque chose qui peut se résumer sur une poignée d'années de gradations subtiles. Hongkong démontre la thèse opposée à l'exploitation : qu'on le drapait britannique fut hissé sur l'île en 1841, il n'y avait pratiquement personne qui y vécût et puisse être exploitée. Les Chinois qui s'y réfugièrent à leur tour par la suite, ajoute-t-il, ne se précipitaient pas pour être « exploités » mais pour fuir une injustice sur le continent. Thèses qui mériteraient peut-être d'être affinées du point de vue historique mais qui rompent avec des idées reçues utilisées à des fins politiques rarement innocentes.

### SITUATION BANCALE

L'opium, dans cette saga qui prend fin ces jours-ci, fut un prétexte plus qu'un mobile. Au demeurant, aucun artiste, aucun intellectuel hongkongais ne célèbre aujourd'hui la pâte à rêves censée être à l'origine de leur cité.

Il y a belle lurette que l'opium n'est plus en vente à Hongkong. Si la colonie restituée à la Chine demeure une plaque tournante importante de la drogue exportée vers l'Occident, ce n'est pas faute d'une vigilance étroite exercée par la police. C'est plutôt le produit naturel d'une situation bancale qui a vu la Chine, autrefois si fière d'avoir éradiqué ce fléau (du moins le prétendait-elle) redevenir productrice, consommatrice et exportatrice elle-même, des dérivés mortels de la fleur maudite.

Cultivé par de pauvres paysans sur les flancs de coteaux tropicaux pour le compte de riches assassins organisés, le pavot risque ainsi de faire toujours parler de lui en termes troubles par les idéologies. La rétrocession de Hoogkoog en est une nouvelle illustration.

F. D.

Francis Deron

### « Etat de siège » déguisé à Pékin avant la rétrocession

#### PÉKIN

de notre correspondant

La crainte d'un excès d'enthousiasme de la part d'éléments contestataires de la population pékinoise a conduit les autorités chinoises à déployer un dispositif de sécurité maximum dans leur propre capitale à l'occasion de la rétrocession de Hongkong.

Les renforts de police sont très visibles dans les rues. Les Chinois sont instamment priés de ne pas traîner hors de chez eux tard le soir. Les contrôles nocturnes d'identité vont jusqu'à imposer aux épouses ou amies de résidents étrangers soupçonnées par les policiers d'être des prostituées, rapporte l'un d'entre eux, citant son expérience personnelle. La place Tiananmen sera interdite au public durant les cérémonies de Hongkong et celles qui se tiendront simultanément à Pékin en présence des hauts di-

rigeants, en particulier au Palais du peuple, siège du gouvernement. Le terme employé par la population pour désigner cet état de siège déguisé est *jiyan*, le même que pour les déploiements de force militaire lors de l'imposition de la loi martiale contre les manifestations d'étudiants en 1989.

#### DICHOTOMIE

Ce dispositif est en contradiction avec la liesse que sont censés éprouver les Chinois à l'idée que l'ex-colonie revienne dans le giron de la mère-patrie. Cette joie – qui n'est pas uniformément ressentie mais existe jusque chez des gens simples, qui n'ont pourtant guère à y gagner personnellement – est clairement par la propagande à long terme de programmes télévisés, radiophoniques et d'articles de presse.

La raison de cette dichotomie est le caractère potentiellement explosif de tout rassemblement spontané de foule dans un pays où toute expression d'opposition ouverte au gouvernement est interdite.

Plusieurs fois par le passé, et pas seulement sous le régime communiste, le nationalisme a servi d'excuse à pareille expression. C'est d'un tel mouvement nationaliste, en 1919, lors du « mouvement du 4 mai », qu'est né le Parti communiste, protestation plus générale contre la gabegie et les injustices qui frappent alors la Chine.

Plus récemment, des bouffées de fierté nationale ont éclaté en incidents de rue à l'occasion d'événements banals comme des rencontres sportives. Il est alors difficile à la police de justifier l'interpellation de manifestants qui crient « Vive la patrie ! ».

Les modalités de la rétrocession ne permettent pas vraiment à la population de s'abandonner à la « joie » qu'elle est supposée ressentir, selon la propagande. En effet, l'honneur national est lavé mais le citoyen ordinaire qui ne bénéficie pas de bonnes relations nécessaires ne sera pas autorisé à se rendre dans l'ex-colonie pour y savourer cette victoire. Mieux, il considérera peut-être avec quelque dépit l'idée qu'un autre citoyen ordinaire, qui a eue le « malheur » de naître sous l'ancien occupant étranger, continuera de bénéficier de libertés – même diminuées par rapport au régime britannique – encore supérieures aux siennes.

La tentation serait alors grande de retourner le sentiment nationaliste contre le pouvoir de Pékin. C'est bien ce dont celui-ci est vivement conscient.

F. D.

Francis Deron

605 à partir de  
135000 F TTC  
ABR et double Airbag  
Climatisation  
Direction assistée  
Anti-démarrage codé



D'UNE DISCRÉTION QUE L'ON NE PEUT QUE REMARQUER.

(1) Prix spécial pour une 605 - 2.0i, essence, A.M. 97 avec ABR, double Airbag, climatisation, direction assistée, anti-démarrage codé - au lieu de 164 000 F TTC (tarif conseillé au 28/01/97). Offre spéciale valable du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin dans le Réseau Peugeot affichant l'opération. (2) Cousins gonflables de sécurité. (3) Réfrigération régulée avec filtre à pollen. Modèle présenté : 605, 2.0i, essence, A.M. 97 avec les options peinture métallisée et toit ouvrant.

605  
PEUGEOT

PEUGEOT. POUR QUE L'AUTOMOBILE SOIT TOUJOURS UN PLAISIR.

SOLDES



# Les recettes du trafic de stupéfiants représentent 8 % du commerce mondial, selon l'ONU

C'est la consommation des drogues de synthèse qui connaît l'augmentation la plus forte

Le rapport annuel de l'ONU sur les drogues, publié jeudi 26 juin à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre les stupéfiants, évalue à envi-

ron 400 milliards de dollars (plus de 2 300 milliards de francs) les recettes de cette industrie illicite, soit l'équivalent de 8 % du commerce mondial. Le

rapport décrit la gestion « hautement centralisée » de cette industrie, qui s'appuie sur une insaisissable main-d'œuvre à bon marché.

« LES BÉNÉFICES de l'industrie illicite de la drogue sont si énormes qu'elle n'est guère touchée par les importantes saisies de produits destinés au marché », note le Rapport mondial sur les drogues de l'Organisation des Nations unies, rendu public jeudi 26 juin. Le niveau des « recettes globales de l'industrie illicite de la drogue » se situerait ainsi « aux environs de 400 milliards de dollars. Un tel chiffre d'affaires équivaut à 8 % environ du commerce mondial », estime le rapport de l'ONU, publié à l'occasion de la Journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues. Ce montant est sensiblement égal à celui du commerce international de l'industrie textile en 1994. « Moins de 10 % de la population du globe consomme illicitement des drogues », évalue le rapport, tandis qu'au moins 20 % des habitants du globe ont consommé du tabac et 50 % de l'alcool. L'examen d'une batterie d'indicateurs - interventions d'urgence à domicile, mortalité liée à la toxicomanie, arrestations, nombre de pays ayant signalé à l'ONU une augmentation des oiveaux de consommation - montre que l'usage illicite de stupéfiants s'est « aggravé dans le monde

entier » au cours des dernières années. Le cannabis arrive en tête des drogues illicites, avec une population de consommateurs estimée à 140 millions dans le monde. Au moins 13 millions de personnes (soit 0,23 % de la population mondiale) consommeraient de la cocaïne de manière illicite. Du côté de la consommation de l'héroïne et des autres opiacés, le nombre des usagers serait d'environ 8 millions de personnes (0,14 % de la population mondiale). Ces dernières années, l'augmentation la plus sensible a été constatée pour les drogues de synthèse - amphetamines, ecstasy, LSD - : quel que soit le pays, les personnes (0,5 % de la population globale) auraient consommé ce type de substances chimiques soit entièrement produites en laboratoire. La prise de drogues par injection a été constatée dans cent pays ; entre 5 et 10 % des cas de virus de l'immunodéficience humaine constatés en 1996 seraient dus à l'utilisation de seringues contaminées.

Au chapitre de la culture de drogues naturelles, l'importance prise par les traditionnelles régions de production d'opium a évolué. « Près de 90 % de la production mondiale illicite d'opium

proviennent de deux grandes zones : celle du « Croissant d'or » (Afghanistan, Iran, Pakistan) et celle du « Triangle d'or » (Laos, Myanmar (Birmanie), Thaïlande), observe le rapport. L'Afghanistan et le Myanmar sont les deux principaux pays où l'on pratique la culture illicite du pavot à opium. » Plus de 300 tonnes d'héroïne, principalement destinées à l'exportation, auraient été produites annuellement dans les années 90. En ce qui concerne la cocaïne, « les pays andins (Pérou, Colombie et Bolivie) sont les principaux producteurs de feuilles de coca ; ils comptent pour plus de 98 % dans les approvisionnements mondiaux de cocaïne. La moitié des cultures, soit quelque 220 000 hectares, se trouvent au Pérou ». La production aurait cependant diminué par rapport au niveau record atteint en 1991-1992 : quelque 1 000 tonnes de cocaïne auraient été fabriquées en 1996. Si, curieusement, le rapport de l'ONU se s'intéresse pas à la culture et à la production du cannabis, il note que, « en volume, le trafic de cannabis est le plus important » avec 4 000 tonnes saisies en 1995, au lieu de 251 tonnes de cocaïne et de

Erich Inciyan

\* Rapport mondial sur les drogues, de l'ONU ; Oxford University Press, 330 pages, 1997.

## Le dissident chinois Wei Jingsheng passé à tabac par ses codétenus

PÉKIN. Le plus célèbre dissident chinois, Wei Jingsheng, a été passé à tabac par ses compagnons de cellule, a dénoncé, jeudi 26 juin, sa famille. Ces exactions répétées à l'encontre du prisonnier politique s'effectuent, selon sa sœur, dans l'indifférence des autorités de la prison, si ce n'est sous leurs encouragements, selon l'organisation Human Rights in China, basée à New York, qui affirme que les détenus en question ont bénéficié par la suite d'une réduction de peine. Wei Jingsheng, quarante-sept ans, purge quatorze ans de prison dans un centre près de Tangshan (120 kilomètres à l'est de Pékin). Il souffre de troubles cardiaques et son nom figurait sur une liste de prisonniers d'opinion présentée par les autorités françaises à la Chine lors de la visite en mai du président Jacques Chirac. En août, la famille d'un autre dissident, Chen Longde, avait dénoncé des sévices identiques à son encontre. - (AFR)

## RSF demande à MM. Kohl et Chirac d'intervenir en faveur de Faraj Sarkouhi

PARIS. L'organisation Reporters sans frontières (RSF), dans des lettres adressées mercredi 25 juin au chancelier allemand Helmut Kohl et au président français Jacques Chirac, demande leur intervention « de toute urgence auprès des autorités iraniennes pour obtenir la libération immédiate de Faraj Sarkouhi », journaliste iranien contestataire dont le procès s'est ouvert à huis clos lundi à Téhéran. RSF se dit « extrêmement préoccupée par les conditions dans lesquelles se déroule le procès de M. Sarkouhi et par la peine très lourde [condamnation à mort] qui pourrait lui être infligée », du fait qu'il est accusé d'« espionnage » pour un pays étranger. RSF confirme que M. Sarkouhi n'a pas été autorisé à désigner un avocat, malgré les propos contraires du chef du pouvoir judiciaire iranien, Mohamad Yazdi.

## Des négociations sur Chypre vont s'ouvrir près de New York

NICOSIE. Le président chypriote Glafcos Clirides et le dirigeant chypriote-turc Rauf Denktaş doivent partir, du 9 au 13 juillet, à des négociations organisées sous l'égide de l'ONU à Trinité, au nord de New York. La veille de l'ouverture formelle des pourparlers, les deux dirigeants seront les hôtes à dîner du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, en présence des représentants de la Grèce, de la Turquie et de la Grande-Bretagne (garantes de l'indépendance de l'île), ainsi que des ambassadeurs chypriotes et de ceux des Etats-Unis, de la Russie, de la Finlande, du Canada, de l'Allemagne et de la Suède. Les deux dirigeants chypriotes se sont rencontrés depuis octobre 1994. L'ONU propose la création d'un Etat fédéral bizonal et bicommunautaire pour réunifier l'île, divisée depuis l'occupation de sa partie nord par la Turquie en 1974, à la suite d'un coup d'Etat à Nicosie inspiré par le régime des colonels en Grèce. - (AFR)

### AFRIQUE

■ MALI : au moins dix personnes ont été blessées mardi au cours d'une bousculade provoquée par une attaque d'arabes sur le marché de Babilana, à l'ouest de Bamako. Aggravées par des gamin qui s'amusent avec des lance-pierres, les arabes, dont la ruche est située à la lisière du marché, se sont déchaînés et ont fondu sur la foule en prenant vendeurs, acheteurs et visiteurs pris de panique. - (AFR)

■ SIERRA LEONE : le chef de la junte au pouvoir s'est déclaré prêt à laisser rentrer au pays le président déchu Ahmad Tejan Kabbah, mais en lui demandant de « cesser de raconter n'importe quoi à la communauté internationale ». Le commandant Johnny Paul Koroma a indiqué qu'il annoncerait prochainement la composition de son gouvernement et « un calendrier pour un vrai retour au régime civil ». « Nous nous engageons à organiser des élections libres et transparentes », a-t-il ajouté. - (AFR)

### ASIE

■ CAMBODGE : le secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, a décidé de « reporter » sa visite au Cambodge, prévue les 28 et 29 juin, pour des raisons de sécurité, a annoncé, mercredi 25 juin, le département d'Etat, après les affrontements survenus la semaine dernière entre les factions des deux co-premiers ministres. Selon ces derniers, c'est à leur demande que la visite de Mme Albright, limitée à une escale à l'aéroport de Phnom Penh, a été repoussée. - (AFR)

### EUROPE

■ SERBIE : le président serbe Slobodan Milosevic s'est montré intransigent à l'égard des séparatistes albanais du Kosovo (sud) en affirmant, mercredi 25 juin, à Pristina, que la Serbie « ne cédera pas un seul pouce » de cette province. M. Milosevic est candidat au poste de président de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie et Monténégro), qui doit être désigné par le Parlement dans un délai d'un mois, le mandat du président précédent ayant expiré mercredi. - (AFR)

### PROCHE-ORIENT

■ ÉGYPTE : l'Union et l'Organisation égyptienne des droits de l'homme (OEDH) ont condamné, mercredi 25 juin, la ré-autorisation de l'exécution prononcée par le tribunal administratif du Caire. L'OEDH a annoncé son intention de faire appel de cette décision devant le Conseil d'Etat. Le tribunal avait qualifié d'« abus de pouvoir » de la part du corps médical l'interdiction de l'exécution en juillet 1996 sur décret du ministre de la santé. - (AFR)

■ IRAN : les Etats-Unis ont demandé à l'ambassade de Suisse à Téhéran, qui représente les intérêts américains, de vérifier les informations selon lesquelles un Noir américain serait détenu en Iran, a indiqué mercredi 25 juin le département d'Etat. La veille, le chef du pouvoir judiciaire iranien, Fayatollah Mohamad Yazdi, avait affirmé qu'un Américain était « en état d'arrestation », sans donner aucune précision sur la date et le lieu de son arrestation, ni sur son identité. Il s'agirait d'un musulman noir arrêté il y a plusieurs mois. - (AFR)

## La première visite d'Hubert Védrine à Bonn est programmée pour le 3 juillet

PARIS. Le ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, se rendra à Bonn, le jeudi 3 juillet, pour des entretiens avec son collègue allemand, Klaus Kinkel. Pour la première visite en Allemagne du nouveau chef de la diplomatie française, Klaus Kinkel a prévu un programme qui dépasse les conversations de routine, avec notamment une promenade à vélo sur les bords du Rhin. Il souhaiterait aussi que des projets concrets soient annoncés à cette occasion, par exemple l'intensification des échanges de diplomates entre les deux pays et la modernisation du traité de l'Eysée à l'occasion du 35<sup>e</sup> anniversaire de sa signature en janvier 1963.



**PUBLICATIONS JUDICIAIRES**  
Négociateur O.S.P. - 136, av. Charles de Gaulle  
92523 NEUILLY SUR SEINE Cedex  
TEL : 01.46.40.26.07 - FAX : 01.46.40.70.66

### TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

#### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE

Par jugement contradictoire, rendu par le Tribunal Correctionnel - 11<sup>ème</sup> Chambre - le 6 mars 1996.  
Jacques André François FLEURY, né le 21 septembre 1932 à VERNEUIL SUR AVRE.  
A été condamné à dix mois d'emprisonnement avec sursis, une amende déductive de 20.000 francs pour :  
- soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt omission de déclaration de 1991 à 1993 - à PARIS ART.1741 AL.1 C.G.I., ART.1741 AL.1 AL.3, ART.1750 AL.1 C.G.I.  
Le Tribunal a en outre ordonné l'affichage de la décision et la publication du jugement par extrait, dans le JOURNAL OFFICIEL, LE MONDE et LE FIGARO.  
Pour extrait conforme, n'y ayant appel, Le Greffier en Chef.

### TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

#### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE

Par jugement contradictoire, rendu par le Tribunal Correctionnel - 11<sup>ème</sup> Chambre - le 26 juin 1996.  
Simon OUAZANA, né le 1<sup>er</sup> mai 1930 à CASABLANCA (MAROC).  
A été condamné à quatre mois d'emprisonnement avec sursis, pour :  
- soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt : omission de déclaration de 1992 à 1993 à PARIS, ART.1741 AL.1 C.G.I., ART.1741 AL.1 AL.3, ART.1750 AL.1 C.G.I.  
Le Tribunal a en outre ordonné l'affichage de la décision et la publication du jugement par extrait, dans le JOURNAL OFFICIEL, LE MONDE et LE FIGARO.  
Pour extrait conforme, n'y ayant appel, Le Greffier en Chef.

### TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

#### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE

Par jugement contradictoire, rendu par le Tribunal Correctionnel - 11<sup>ème</sup> Chambre - le 28 mars 1996.  
Georges Henri Marc KUREAU, né le 1<sup>er</sup> janvier 1944 à LYON.  
A été condamné à quinze mois d'emprisonnement avec sursis, pour :  
- soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt, omission de déclaration de 1990 à 1991 à Paris et Territoire National, ART.1741 AL.1 C.G.I., ART.1741 AL.1 AL.3, ART.1750 AL.1 C.G.I.  
- soustraction à l'établissement ou au paiement de l'impôt, omission de déclaration de 1989 à 1991 à Paris, Grasse et Territoire National, ART.1741 AL.1 C.G.I., ART.1741 AL.1 AL.3, ART.1750 AL.1 C.G.I.  
- omission d'écriture dans un livre comptable en 1990 à Paris et sur le Territoire National, ART.1743 AL.1 C.G.I., ART.1743 AL.1 AL.3, ART.1741 AL.1 AL.3, ART.1750 AL.1 C.G.I.  
Le Tribunal a en outre ordonné l'affichage de la décision et la publication du jugement par extrait, dans le JOURNAL OFFICIEL, LE MONDE et LE FIGARO.  
Pour extrait conforme, n'y ayant appel, Le Greffier en Chef.

### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS

Par arrêt de la 9<sup>ème</sup> Chambre (section A) de la Cour d'Appel de PARIS du 10 décembre 1996.  
CAZENAVE DE LA ROCHE Philippe, né le 16 février 1933 à ALEP (SYRIE), demeurant LUIS THAYER Ojeda 133 Dpto 605 PROVIDENCIA SANTIAGO (CHILI).  
A été condamné à 1 an d'emprisonnement avec sursis et 100.000 francs d'amende, pour fraude fiscale (soustraction frauduleuse à l'établissement ou au paiement de l'impôt sur le revenu par omission de déclaration et par dissimulation de sommes) - faits commis courant 1988 à 1990.  
La Cour a, en outre ordonné, aux fins du condamné :  
La publication de cet arrêt, par extrait, dans : le Journal Officiel de la République Française et dans les journaux : Le Monde et Le Figaro.  
Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur Général sur sa réquisition.  
Pour LE GREFFIER EN CHEF.

### TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE PARIS

#### EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE

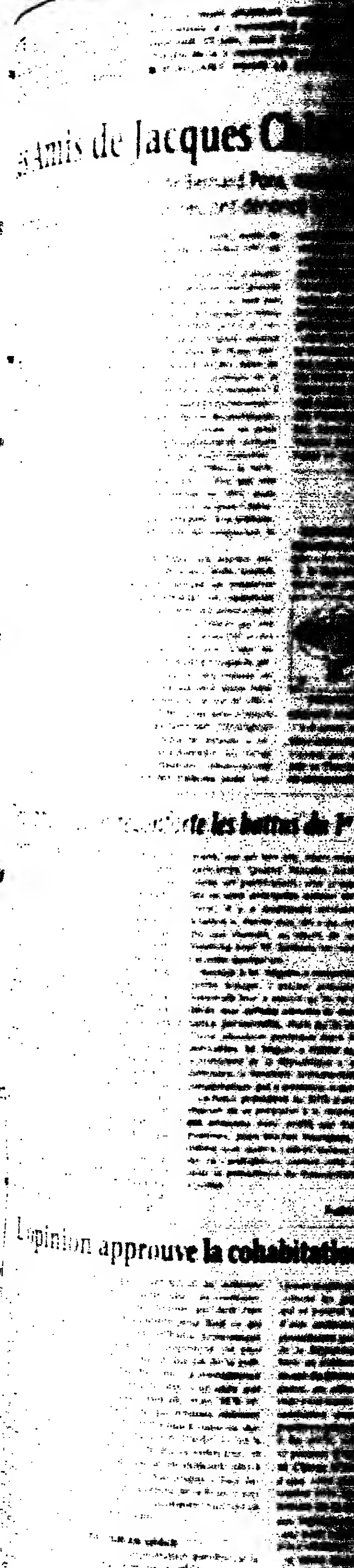
Par jugement contradictoire, rendu par le Tribunal Correctionnel - 11<sup>ème</sup> Chambre - le 24 janvier 1997 sur opposition à jugement du 16 février 1996.  
Harry KABLON, né le 24 janvier 1966 à TUNIS (TUNISIE).  
A été condamné :  
- à 15 mois d'emprisonnement avec sursis, mise à l'épreuve durant 3 ans - exercer une activité professionnelle (Article 132-45 1<sup>er</sup> du Nouveau Code Pénal)  
- Etablir sa résidence en un lieu déterminé (Article 132-45 2<sup>o</sup> du Nouveau Code Pénal)  
- Justifier de l'acquisition des sommes dues à la victime, ses représentants légaux ou ses ayants-droit (Art. 132-45 3<sup>o</sup> du Nouveau Code Pénal)  
pour :  
- soustraction frauduleuse à l'établissement ou au paiement de l'impôt par omission de déclaration - de 1991 à 1992 - à Paris - ART.1741 AL.1, AL.3, ART.1750 AL.1 C.G.I.  
- soustraction frauduleuse à l'établissement ou au paiement de l'impôt par dissimulation de sommes - 1992 - à Paris - ART.1741 AL.1, AL.3, ART.1750 AL.1 C.G.I.  
- omission d'écriture dans un livre comptable - 1990 et 1991 - à Paris - ART.1743 AL.1, ART.1741 AL.1, ART.1750 AL.1 C.G.I.  
Le Tribunal a en outre prononcé l'affichage de la décision par extrait pendant trois mois à la mairie du domicile et sa publication au JOURNAL OFFICIEL, LE MONDE et LIBERATION.  
Pour extrait conforme, n'y ayant appel, Le Greffier en Chef.

### PUBLICATION JUDICIAIRE CONTREFAÇON DES MARQUES CARTIER ET LOUIS VUITTON

Le Tribunal Correctionnel de Grasse a, par jugement du 8 mars 1993, déclaré Walter Richter et Ute Kellerman, épouse Richter, coupables de contrefaçon de marque, pour avoir importé, détenu et mis en vente des produits contrefaisant les marques Cartier et Louis Vuitton.  
Le Tribunal les a condamnés à :  
- 1 an d'emprisonnement chacun avec sursis  
- 50 000 francs d'amende  
- 200 000 francs de dommages-intérêts, à payer à chacune des sociétés Cartier et Louis Vuitton Malletier  
- 10 000 francs au titre de l'article 475-1 du Code de Procédure Pénale  
- la publication dudit jugement.  
Sur appel de la société Louis Vuitton Malletier la Cour d'Appel d'Aix en Provence a, le 28 février 1996, porté à 400 000 francs les dommages-intérêts dus à la société Louis Vuitton Malletier.  
Pour extraits.

### Communiqué

**Contrefaçon de la marque MUST de la Société CARTIER**  
Ayant constaté que la Société PROPHIL, 2, rue Jean-Moulin, 93350 LE BOURGET, fabriquait et vendait des vêtements marqués « MUST by PROPHIL », la Société CARTIER l'a assignée devant le Tribunal de Grande Instance de PARIS pour contrefaçon de sa marque MUST enregistrée le 12 mai 1989 sous le n° 1 546 417.  
Au cours de cette procédure, la Société PROPHIL a reconnu la validité des droits de la Société CARTIER sur sa marque MUST, s'est engagée à ne plus la contrefaire et a versé une indemnité à CARTIER, ce qui a permis de mettre fin au procès.





## Le dissident chinois Wei Jingsheng passé à tabac par ses codétenus

Wei Jingsheng, dissident chinois, a été passé à tabac par ses codétenus dans la prison de Shuanghuang. Il a été torturé pendant plusieurs jours et a été obligé de signer une déclaration de culpabilité. Ses codétenus ont été encouragés par des gardes à le torturer.

## RSF demande à MM. Kohl et Chirac d'intervenir en faveur de Faraj Sarkouti

Le Réseau syrien de la France (RSF) a demandé à MM. Kohl et Chirac d'intervenir en faveur de Faraj Sarkouti, un opposant syrien emprisonné. Le RSF a écrit une lettre aux deux chefs d'Etat pour leur demander de faire pression sur le régime syrien pour la libération de Sarkouti.

## Des négociations sur Chypre vont s'ouvrir près de New York

Des négociations sur Chypre vont s'ouvrir près de New York. Les deux camps, grecs et turcs, se réuniront pour discuter de la situation de l'île. Les négociations sont attendues avec intérêt car elles pourraient mener à une solution pacifique du conflit.

## Philippe Séguin réconforte les battus du 1<sup>er</sup> juin

Philippe Séguin, ancien ministre, a réconforté les battus du 1<sup>er</sup> juin. Il a déclaré que la défaite n'était pas définitive et que les Français devaient continuer à croire en leur pays. Il a encouragé les citoyens à rester engagés dans la vie politique.

## L'opinion approuve la cohabitation

L'opinion approuve la cohabitation. Une enquête a été menée pour connaître l'avis des Français sur la cohabitation entre la gauche et la droite. Les résultats montrent que la majorité des Français est favorable à la cohabitation, car elle permet de bénéficier de la compétence de la droite tout en maintenant la gauche au pouvoir.

## DRONTE A dix jours des assises nationales du RPR, qui devraient porter Philippe Séguin à la tête du parti néogaulliste, l'Association des amis de Jacques Chirac, présidée par Bernard Pons, a réuni plusieurs centaines de personnes à l'Assemblée nationale, mercredi 25 juin, pour annoncer que l'heure de la « reconquête » a sonné.

● PLAIDANT POUR LE RETOUR à

## LES AMIS DE JACQUES CHIRAC COMMENCENT À « PRÉPARER LA RECONQUÊTE »

Réunis à l'appel de Bernard Pons, mercredi 25 juin, à l'Assemblée nationale, les fidèles du président de la République, au nombre de plusieurs centaines, ont dénoncé le « gâchis » des espoirs soulevés par la campagne présidentielle et appelé à les faire renaître

ELLES SONT ARRIVÉES en avance, élégantes et ravies, jetant leur regard exercé de pilier de musée sur le décor austère du troisième sous-sol de l'Assemblée nationale. Elles, c'était plutôt le genre « amies de Bernard Pons », une main sur le carnet de chèques, l'autre abandonnée à l'homage courtois de Bernard Pons qui, en sa qualité de président de l'Association, les saluait à l'entrée. Puis sont venus, en vrac, les Corréziens jeunes et moins jeunes, les poignées de militants fidèles, les amis célèbres et généraux - Line Renaud, Jacques Friedman, Jérôme Monod - et surtout les élus, pleins d'élus, battus ou miraculés du suffrage universel aux dernières législatives.

Tout cela faisait du monde, beaucoup de monde, que la salle ne suffisait pas à accueillir. Il a fallu se serrer un peu sur la tribune, ajouter quelques ombes pour ne pas froisser la susceptibilité des anciens ministres. Quatre semaines après la sévère défaite de la droite aux élections législatives anticipées, la « garde du cœur » de Jacques Chirac, selon l'expression de M. Pons, a relevé la tête. Elle est encore un peu convalescente, elle n'a pas soldé son amertume, ni toutes ses colères. Elle a besoin de désigner des boucs-émissaires, de condamner les traités, de recevoir

des excuses. Elle a, aussi, envie de croire en l'avenir, d'oublier 1997 en retrouvant 1995.

« Le devoir nous impose d'analyser la situation politique avec gravité et sans complaisance. Il ne faut pas nous cacher que beaucoup d'entre nous sont consternés par cet immense gâchis après l'espoir soulevé en 1995 », a déclaré M. Pons, président de l'Association des Amis de Jacques Chirac, à l'ouverture de la réunion. Appelant ses troupes à « maintenir la pureté du message » du président de la République, M. Pons a défini l'épure: on peut critiquer le gouvernement sortant - surtout son premier ministre - les entourages, les élites, la technocratie, bref tous ceux qui ont oublié la promesse de 1995, mais on ne touche pas à Jacques Chirac. Tous les intervenants, à la tribune, voot parfaitement respecter le contrat.

Après M. Pons, un ancien ministre du général de Gaulle, Joseph Comiti, a déclenché un tonnerre d'applaudissements en rappelant qu'« après le temps des amis » était venu « celui des courtisans qui ont entouré, aveuglé, étouffé notre pauvre Jacques Chirac ». Dans un même élan, et sous les regards gênés de certains de ses voisins de tribune, il s'en est pris aussi bien aux « pommodés de la rue de Lille » - siège du RPR - qu'aux « muets du sérail conduits par l'étranger ottoman » - tout le monde a reconnu Edouard Balladur, qui est né en Turquie. Tout en s'interrogeant encore sur les raisons pour les-

## LES AMIS DE JACQUES CHIRAC COMMENCENT À « PRÉPARER LA RECONQUÊTE »

Réunis à l'appel de Bernard Pons, mercredi 25 juin, à l'Assemblée nationale, les fidèles du président de la République, au nombre de plusieurs centaines, ont dénoncé le « gâchis » des espoirs soulevés par la campagne présidentielle et appelé à les faire renaître

quelles « on a fait dissoudre l'Assemblée nationale », le vieux campagnon gaulliste s'est déclaré prêt à repartir « avec la foi du charbonnier et le courage du légionnaire ». Assis au fond de la salle, Eric Raoult s'inquiète: « C'est enregistré tout cela ? »

Pour les Amis de Jacques Chirac, le monde est assez simple et se divise en deux: il y a les traîtres, et les fidèles de la première heure. Parmi eux, on compte les UDF qui ont rejoint l'ancien maire de Paris dès l'automne 1994. Charles Millan, Hervé de Charette, Philippe Vasseur avaient leur place à la tribune et dans les applaudissements.

« Souviens-toi du serment de Signac ! », a lancé M. Mazeaud à M. Pons, en mémoire de ce pari de 1967, lorsque la jeune garde gaulliste de l'époque s'apprêtait à partir à la conquête électorale du Sud-Ouest. Pour Hervé Gaymard, ancien secrétaire d'Etat à la santé, ce sera l'évocation un peu trop appuyée de ce souvenir d'enfant regardant, ému, les images de l'enterrement du général de Gaulle à la télévision, avant d'adhérer, dès l'âge de quatorze ans, à l'UDR.

Et Alain Juppé, au fait ? De cette quasi-reconstitution du gouvernement sortant, il est absent. Seul Jean-Louis Debré fait applaudir son nom. Juste ce qu'il faut, guère plus. Les Amis de Jacques Chirac ont déjà choisi Philippe Séguin pour la présidence du RPR, afin de retrouver « de la manière la plus fidèle possible, l'esprit de la campagne de 1995 », selon les propos de Bernard Pons.

Ah ! 1995. Le temps béni où tout

## LES AMIS DE JACQUES CHIRAC COMMENCENT À « PRÉPARER LA RECONQUÊTE »

Réunis à l'appel de Bernard Pons, mercredi 25 juin, à l'Assemblée nationale, les fidèles du président de la République, au nombre de plusieurs centaines, ont dénoncé le « gâchis » des espoirs soulevés par la campagne présidentielle et appelé à les faire renaître

était possible, loin, si loin, de 1997. Tous les ardeurs font le détour par cette époque glorieuse. « La défaite de 1997 n'a en rien annulé le vote de 1995, au contraire. C'est parce que nous n'avons pas répondu aux aspirations de 1995, qu'en 1997 une partie de notre électorat ne nous a pas suivis », déclare Jacques Touban, en soulignant que, pour les années à venir, « le cap, c'est celui qui a été fixé par 53 % des électeurs » à l'élection présidentielle.

La « reconquête » commence aujourd'hui, mais attention !, prévient Pierre Mazeaud, « Jacques Chirac sait qu'il peut compter sur nous, mais qu'il sache aussi que nous comptons sur lui ». « Je lui demande solennellement de mieux nous écouter », avertit le député de Haute-Savoie, emportant, une fois de plus, l'adhésion de la salle. La « reconquête » passe par les Amis de Jacques Chirac. « C'est le sens de cette réunion », souligne Denis Tillinac, l'ami écrivain corrézien du chef de l'Etat. Quand « les cervelles molles s'affaillent, les habiles se replacent, les sceptiques se plaignent, ceux qui ont du sang-froid et des convictions se serrent les coudes », proclame-t-il.

« Quelques jours des assises du RPR, les Amis de Jacques Chirac ont reçu leur feuille de route, définie par l'écrivain: « Faire en sorte que le chiraquisme soit la philosophie politique du vingt et unième siècle. » Rien de moins.

Pascal Robert-Diard et Jean-Louis Saux

## « L'esprit de la campagne de 1995 »

REVENANT sur l'échec de la droite aux élections législatives, Bernard Pons a estimé, mercredi 25 juin, que « les Français n'ont pas rejeté les idées du président de la République (...), ils ont sanctionné un gouvernement qui pouvait parfois donner l'impression de les avoir perdus de vue ».

« Beaucoup de chiraquistes de toujours, avouons-le sans complaisance, ne se sont pas reconnus dans la politique du gouvernement et avaient eu le sentiment que la victoire était confisquée avant même que la défaite soit consommée. » Le député de Paris a ajouté que l'ancienne majorité avait donné « une impression d'ornage ».

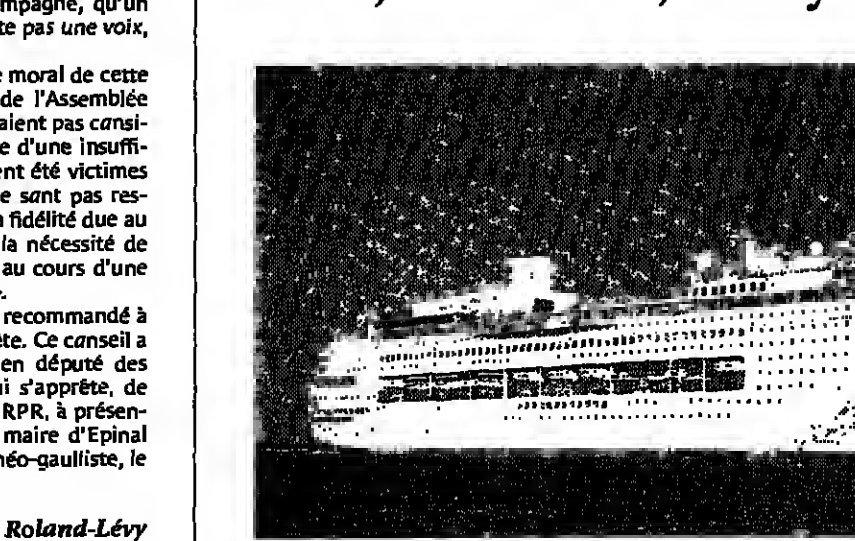
« Il serait un peu facile et condescendant de dire que nous avons fait une très bonne politique, mais que nous n'avons pas su communiquer, ou encore que les Français ne l'ont pas comprise. Non, il n'est pas sage ni juste, en démocratie, de penser que le peuple se trompe ! », a

affirmé l'ancien ministre, avant de s'en prendre à « ceux qui ont presque exigé du président une dissolution ».

« La seule voie d'avenir, a-t-il assuré, est celle qu'a tracée Jacques Chirac en 1995, à la condition que, désormais, elle soit suivie sans faillir (...). Le discours de Jacques Chirac de 1995, discours de résistance et de rupture, est le seul qui réponde aux exigences de notre temps », estime M. Pons.

Concernant la succession d'Alain Juppé à la tête du RPR, il a indiqué qu'« avec Philippe Séguin, bientôt à la présidence du RPR, c'est, de la manière la plus fidèle possible, l'esprit de la campagne de 1995, l'esprit de Jacques Chirac qui va souffler sur le mouvement et lui redonner son caractère populaire, proche des Français et authentiquement gaulliste ». M. Pons a aussi invité « la garde du cœur du président » à se comporter « comme des amis (qui) peuvent tout dire, passer des messages, faire tomber les écussons qui pourraient s'être glissés entre Jacques Chirac et les Français ».

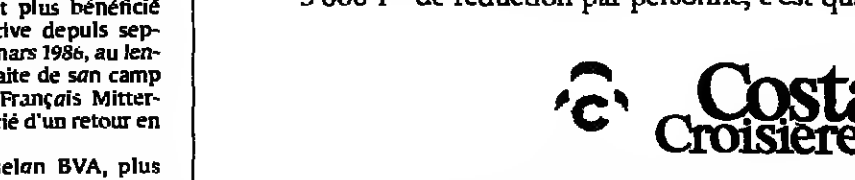
## Inoubliable, inimaginable, fantastique, extraordinaire, fabuleux, sensationnel, inouï, formidable, incroyable mais vrai !



Une Croisière de 7 jours en Grèce et en Turquie, sur le Paquebot Palace du 21<sup>ème</sup> siècle, le Costa Victoria.

A Partir de 6 780 F/pers\*, réduction et vols compris !

Piscine, jogging, tennis, massage à bord, 7 restaurants, 9 bars, un théâtre, un casino à tribord ! Et tout au long de la croisière, les îles grecques et la Turquie. Le tout au départ de Venise, l'ensorceleuse. Tous les dimanches du 22 juin au 27 juillet. Incroyable, 3 000 F\* de réduction par personne, c'est quand même incroyable !



\*Offre valable uniquement sur les tarifs individuels, sur la base d'une occupation double de la cabine et exclusivement sur les départs du 22 juin au 27 juillet 97. Offre non cumulable avec 1 autre réduction.

RENSEIGNEZ-VOUS AUPRÈS DE VOTRE AGENCE DE VOYAGES OU TÉLÉPHONÉZ VITE AU 01 49 24 41 81



# Le plafonnement des allocations concernera « moins de 10 % des familles »

Devant la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, Martine Aubry a confirmé le principe de la mise sous conditions de ressources, qui, a-t-elle affirmé, vise un effet « redistributif ». Plusieurs députés de droite approuvent cette mesure

La polémique sur le plafonnement des allocations familiales, dont le versement serait supprimé ou réduit pour les familles à hauts revenus, ne dissuade pas le gouvernement d'une mesure dont Martine Aubry, ministre

de l'emploi et de la solidarité, a souligné, mercredi 25 juin, qu'elle concerne « moins de 10 % des familles ». Cette réforme s'inscrit dans une logique de redistribution, a-t-elle expliqué aux députés, et non d'écono-

mies. Elle a précisé que les sommes qu'elle permettra de dégager « resteront dans la branche famille ». Devant M<sup>me</sup> Aubry, plusieurs députés de l'opposition, comme Denis Jacquat (UDF-DL, Moselle), ont déclaré

ne pas être hostiles au plafonnement, à condition que l'enveloppe globale soit maintenue. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie) juge « normal que les allocations familiales soient accordées aux gens en diffi-

culté et pas aux autres ». En revanche, Alain Madelin, président de Démocratie libérale, s'est prononcé, jeudi, sur RTL, « contre des allocations familiales et une Sécurité sociale à deux vitesses ».

LE GOUVERNEMENT et le PS sont de nouveau montés en première ligne, mercredi 25 juin, pour défendre et expliquer la décision de Lionel Jospin, annoncée le 19 juin, de soumettre les allocations familiales à conditions de ressources. Le porte-parole du gouvernement, Catherine Trautmann, a expliqué, après la réunion du conseil des ministres, qu'il s'agit d'une « mesure de solidarité » en faveur des foyers modestes, mais qu'« il n'est pas question d'étendre à d'autres secteurs de la protection sociale », en particulier l'assurance-maladie. M<sup>me</sup> Trautmann a précisé que la réforme sera définitivement arrêtée « dans le courant de l'automne ».

Entendue par la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, l'après-midi même, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, s'est employée à lever plusieurs ambiguïtés sur le plafonnement des allocations familiales. Une telle mesure s'inscrit dans une logique de redistribution, a-t-elle expliqué aux députés, et non d'économies. Adepte de la clarification sémantico-politique, le président de la commission, Claude Bartolone (PS), a émis le souhait que le terme « économies » soit banni lorsqu'on évoque les moyens dégagés par un tel plafonnement. « Ce n'est pas un bon terme, ce n'est pas l'idée », a-t-il insisté lors d'un

point presse commun avec le ministre. Ainsi, M<sup>me</sup> Aubry a catégoriquement exclu toute déviation des sommes dégagées par le plafonnement des allocations familiales. « Ces sommes resteront dans la branche famille », a-t-elle indiqué, affirmant « qu'il n'avait jamais été question de les verser ailleurs, par exemple au budget de l'Etat ». Elle a évalué à « 4 à 6 milliards de francs » les moyens dégagés par le plafonnement. Revenant sur la méthode et sur l'apparition imminente d'un seuil de 25 000 francs dans le discours de politique générale de M. Jospin, M<sup>me</sup> Aubry a indiqué que « la décision du premier ministre avait été

d'annoncer un chiffre car, sinon, on ne fait rien ». Le ministre juge que le plafonnement affectera « moins de 10 % des familles », précisant que trois critères – famille monoparentale ou pas, un seul ou deux conjoints actifs, nombre d'enfants – seront pris en compte dans l'évaluation du seuil. « En concertation avec les partenaires sociaux et les associations », « nous avons, parmi les pays européens, un des systèmes les plus favorables aux familles riches par rapport aux familles pauvres », a-t-elle déclaré. Selon M<sup>me</sup> Aubry, une famille de deux enfants dont le revenu est de 100 000 francs nets par an reçoit une aide de l'Etat (quotient familial et allocations

cumulées) de 30 000 francs par an, quand une famille identique dont le revenu net est de 400 000 francs par an perçoit 50 000 francs. Devant M<sup>me</sup> Aubry, plusieurs commissaires aux affaires sociales de l'opposition, parmi lesquels Denis Jacquat (UDF-PR, Moselle), ont déclaré ne pas être hostiles à un plafonnement des allocations familiales, à condition que l'enveloppe globale soit maintenue. La droite est, finalement, très divisée sur ce sujet. Alain Madelin, qui vient d'être élu président de Démocratie libérale (ex-Parti républicain), s'est prononcé, jeudi, sur RTL, « contre des allocations familiales et une Sécurité sociale à deux vitesses ». Jugeant qu'il existait d'autres moyens pour corriger les inégalités de revenus, M. Madelin regrette que l'on prenne « la famille pour cible » et qu'« on touche à ce principe jamais remis en cause depuis 1945 : l'égalité des enfants devant la politique de la famille ».

## Sécurité sociale : déficit de 38 milliards en 1997

Le président de la Caisse nationale d'assurance-maladie a annoncé, mercredi 25 juin, que le déficit de la branche maladie du régime général sera, en 1997, « proche des prévisions », soit « entre 17 et 18 milliards de francs ». Le déficit de la branche vieillesse devrait dépasser 10 milliards de francs, et celui de la Caisse nationale des allocations familiales se situer au même niveau. Au total, le régime des salariés accusera un solde négatif d'environ 38 milliards de francs. Fin 1996, Alain Juppé avait prévu de ramener le déficit à 30 milliards.

Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a indiqué, mercredi, à l'Assemblée nationale, qu'elle étudiera le problème des hôpitaux « ou cas par cas » avant d'« officialiser une politique plus globale ». M<sup>me</sup> Aubry entend « poursuivre la maîtrise des dépenses de santé à partir de l'état de santé de la population, de l'état des soins et des risques dans chaque établissement ».

grossissement quand le revenu augmente » (59 % en 1980). Toutefois, une faible minorité (entre 17 % et 23 % selon les années) pensait qu'il convient de les supprimer au-delà d'un certain niveau de revenus. Voilà qui, en définitive, relativise l'impact des protestations du mouvement familial, dont la représentativité (916 000 familles revendiquées par l'UNAF) reste difficile à vérifier.

Jean-Michel Bezat et Caroline Monnot

## Martine Aubry veut créer « de vrais emplois » pour les jeunes

LA MINISTRE DE L'EMPLOI et de la solidarité a apporté, mercredi 25 juin, après son audition devant la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale, des précisions sur le programme de création de 700 000 emplois pour les jeunes. Martine Aubry, qui doit présenter prochainement un projet « ambitieux », a dit son intention de pas « faire n'importe quoi », ni de « mettre les jeunes dans les entreprises, dans les administrations et les collectivités locales ou forcées ».

Critiquée par la droite et le patronat, M<sup>me</sup> Aubry ne veut pas re-

faire du traitement social, ni développer des « petits boulots », mais créer de « vrais emplois », à la fois durables et professionnalisés. Elle a précisé que, pour les emplois payés au SMIC, l'Etat contribuera à hauteur de 80 %, ce qui entraînera pour lui un coût annuel de 35 milliards de francs pour les 350 000 emplois des secteurs public ou para-public. Elle souhaite donc, une fois les besoins identifiés et les projets définis au sein de chaque bassin d'emplois, que d'autres acteurs (HLM, sociétés de transport, collectivités locales, en-

treprises, etc.) apportent une participation minoritaire à leur financement.

M<sup>me</sup> Aubry a rappelé qu'elle souhaite répondre à des besoins non satisfaits (soutien scolaire, sécurité dans les transports) et faire naître de nouveaux métiers dans des secteurs comme l'environnement, l'accès à la culture ou les loisirs. Cependant, le ministre n'a pas été en mesure d'identifier les aides actuelles qu'elle sera conduite à supprimer ou à réduire pour permettre le développement de ces nouveaux emplois, étant entendu

que la politique de soutien à l'emploi ne doit pas, selon Lionel Jospin, entraîner de dérapage des finances publiques.

Si le gouvernement est en butte aux critiques de l'opposition, il va également être sous la pression de la majorité. Dans un entretien publié jeudi 26 juin par *Libération*, Henri Emmanuelli (PS, Landes), président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, souligne qu'« il faut très vite un projet de loi sur l'emploi des jeunes ». M. Emmanuelli plaide pour « un texte simple, présenté dans la deuxième quinzaine de juillet, pour qu'on soit en mesure d'avancer à la rentrée le recrutement d'un certain nombre de jeunes ».

La ministre de l'emploi a prévu des créations rapides dans l'éducation nationale ; pour le reste, elle ne semble pas disposée à aller aussi vite en besogne. M<sup>me</sup> Aubry s'est montrée pragmatique sur la réduction du temps de travail, le passage aux trente-cinq heures ne devant être ni trop long, car les gains de productivité interdiraient la création de nouveaux emplois, ni trop court, car les entreprises ne pourraient pas s'adapter.

Elle a reconnu que si la loi Robien n'est pas à la hauteur du problème, elle a demandé lieu de s'accorder « très innovants » dont elle compte s'inspirer.

J.-M. B.

## L'entrée dans la vie active est de plus en plus difficile

HAUSSE DU CHÔMAGE, instabilité des emplois, montée du temps partiel : les jeunes entrés dans la vie active en 1995 rencontrent « des conditions globalement plus difficiles » que ceux arrivés sur le marché du travail au début de la décennie.

Telle est la conclusion d'une étude publiée, jeudi 25 juin, dans la revue mensuelle de l'Insee, *Economie et statistique*.

Ces difficultés se traduisent par un salaire mensuel moyen de 7 % inférieur, en francs constants, à celui de 1991, alors que les débutants de 1995 sont, en général, plus diplômés que leurs prédécesseurs. La « déroute des salaires » est plus prononcée au bas de l'échelle. Par rapport à ceux de 1991, les débutants de 1995 sont « plus fréquemment au chômage » (38 % contre 27 %) ou « passés par le chômage » (17 % contre 11 %), alors que, pour l'ensemble de la population active, le taux de chômage est passé de 9 % à 12 %. La hausse a été « particulièrement sensible » parmi les jeunes sortant d'un contrat d'apprentissage et

les titulaires d'un diplôme de niveau bac + 2 et « plus forte » chez les hommes que chez les femmes.

Les jeunes disposant d'un emploi en 1995 sont par ailleurs « plus souvent à temps partiel » (trente-trois heures hebdomadaires, en moyenne, contre trente-cinq heures quatre ans plus tôt) ou « employés pour des durées limitées » (54 % contre 43 %). Ainsi, seul un tiers des débutants bénéficiaient en 1995 d'un emploi stable et à temps complet, contre près de la moitié en 1991. La baisse de la durée du travail a, du même coup, « une forte influence sur le niveau des salaires ».

Enfin, la pénurie d'emplois contribue à un déclassement en début de vie active. Plus diplômés que leurs aînés (56,9 % détiennent au moins le bac, contre 41,9 %), les débutants de 1995 sont plus souvent employés et ouvriers non qualifiés – donc moins rémunérés –, la qualification des emplois ne s'étant pas élevée « aussi vite que celle des individus ».

Sandrine Blanchard

## Les préfets admettent avoir régularisé des étrangers

DE L'AVIS GÉNÉRAL, l'atmosphère était chaleureuse au cours de la réunion des préfets, convoqués au ministère de l'Intérieur, le 24 juin, par Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement (*Le Monde* du 25 juin). « Rien de comparable avec ce qui s'était passé il y a deux ans ! », affirme l'un de ces préfets, sous couvert d'anonymat, les représentants de l'Etat étant tenus au devoir de réserve. Le 23 juin 1995, le président de la République était venu leur dire que leur réussite en matière d'emploi serait le critère essentiel d'appréciation de leur mérite : « On nous rendait responsables d'une mission qui nous dépassait ! Cette fois, il n'y a rien de tel. En outre, Lionel Jospin nous a demandé de transmettre aux fonctionnaires de nos départements l'expression de la considération du gouvernement : c'est peu dire que l'attitude du pouvoir à l'égard des fonctionnaires a changé ! ».

Quelles que soient les opinions politiques personnelles des préfets, ils ont apprécié les convictions républicaines du nouveau ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement. Convoqués à 9 h 30, les préfets de département se sont assis à la place qui leur était assignée, autour de leur préfet de région. Jean-Charles Marchiani, préfet du Var, s'est fait discret. Une majorité de ses collègues jugent qu'il a discrédité la fonction préfectorale, mais, comme ce sont gens de bonne compagnie, ils ne lui ont manifesté qu'une distante ironie.

Les discours de MM. Jospin et Chevènement ont été suivis d'une séance de questions-réponses. Les

préfets ont apprécié les engagements pris sur le contrôle de légalité, tout en se disant qu'ils jugeraient le gouvernement aux actes. Ils se demandent si les membres de l'équipe gouvernementale appliqueront la règle du non-cumul des mandats : « Pourra-t-on juger comme il convient les actes d'un maire dont l'adjoint est ministre ? », s'interrogent-ils. Un préfet de région a déploré que les services des préfectures n'aient pas les moyens nécessaires pour contrôler les marchés publics, et demandé le renfort de magistrats de tribunaux administratifs et de chambres régionales des comptes.

« PRAGMATISME ET DISCRETION ». Le premier ministre ayant dit que le Fonds pour l'emploi des jeunes, créé en février, au lendemain du sommet sur les jeunes, ne sera « pas remis en cause dans son principe », certains préfets ont affirmé avoir reçu deux fax du ministère de l'emploi et de la solidarité leur demandant de ne pas consommer les crédits prévus, puis de n'en utiliser qu'un tiers. Ils ont assuré que ces instructions avaient suscité les « frustrations » des élus locaux auprès desquels ils s'étaient engagés. Le premier ministre les a autorisés à en rediscuter avec Martine Aubry.

M. Chevènement ayant demandé aux préfets de lui signaler les difficultés qu'ils rencontreraient avec les administrations excessivement jacobines, l'un d'eux s'est plaint du ministère de la culture : « Tel directeur du livre appelle directement un maire pour planifier la

construction d'une bibliothèque ! » M. Chevènement a répondu, sous forme de boutade, que rien ne l'empêchait de téléphoner au directeur du livre pour le sermonner. Il a ajouté que les préfets devaient faire preuve de « charisme » pour asseoir leur autorité auprès des services déconcentrés.

La régularisation des cas de sans-papiers rendus « inextricables » par la législation aurait pu choquer les préfets, qui ont pour mission de faire la chasse aux clandestins. Ce n'est pas le cas : « On ne nous demande pas d'autoriser l'immigration clandestine, mais de mettre fin à des situations impossibles : c'est ce que nous faisons déjà, pour la plupart d'entre nous, et des associations comme le Cimade ou SOS-Racisme le savent bien », confie l'un d'eux. « Une affaire comme celle de Saint-Bernard n'aurait pas pu se produire en province, car le préfet aurait régularisé la moitié des gens avant qu'elle ne se médiatise », assure un de ses collègues. « Pour ma part, je prenais déjà en compte la durée de résidence sur le territoire, le fait que l'intéressé ait un nan en emploi, même « au noir », et la scolarisation des enfants. En revanche, je rejetais les demandes des délinquants », indique un préfet.

Estimant sage que les demandes de réexamen se fassent par écrit, car, ainsi, « il n'y aura pas d'émotions devant les grilles des préfectures », les représentants de l'Etat n'ont qu'une maxime : « Pragmatisme et discrétion sont préférables sur un sujet aussi passionnel ».

Rafaële Rivais

## Robert Hue se veut « vigilant » et « constructif »

L'ÉTAT DE GRÂCE, décidé, n'est pas de mise. Si le Parti socialiste n'a pas retrouvé, en 1997, ses partenaires émervouillés de 1981, Robert Hue, qui invoque la « lucidité » de ses militants vis-à-vis du gouvernement, doit aussi affronter celle de ses troupes. Pas de contestation, mais pas de blanc-seing. La victoire, certes, mais sans triomphalisme, notamment électoral. Signe des temps, pendant les deux jours de débats, mardi 24 et mercredi 25 juin, les membres du comité national quittaient volontiers la grande salle du CC pour rencontrer les nombreux journalistes dans le hall.

Dans un rapport de trente pages, M. Hue a pris rendez-vous pour la rentrée et tracé la « ligne » à suivre d'ici l'automne : le parti sera à la fois « vigilant » et « constructif ». Les critiques sur le plafonnement des allocations familiales ont donné le ton : les communistes ont condamné la mesure sur le fond, mais ont aussi critiqué la forme de cette annonce (*Le Monde* du 26 juin). En revanche, M. Hue a expliqué qu'il ne faut pas se laisser aller à « la résignation ou au pessimisme », mais inventer, à côté des projets socialistes, « une voie française et citoyenne de la transformation sociale ».

Trois débats sont venus animer le comité national. Francis Wurtz, auteur de la déclaration officielle sur le sommet d'Amsterdam, le 17 juin, a été pris à partie de plusieurs côtés. Sylviane Ainaudi a parlé « d'une certaine cacophonie » : « En fait, Amsterdam n'est ni

une avancée, ni la fin de tout. » Il s'agit d'un « super-Maastricht, comme l'indiquait le premier ministre lui-même », a commenté Maxime Gremetz, opposant officiel de la direction. Porte-parole des refondateurs, Guy Hermier a aussi fait entendre sa voix : « Je ne pense pas, a-t-il dit, qu'il était juste de prétendre – comme l'a fait la déclaration du parti – que l'essentiel était, au moment de la signature du pacte de stabilité, le débat ouvert sur le contenu de la réorientation de la construction européenne. »

« L'HUMANITÉ » EN QUESTION. L'humanité s'est aussi trouvée au centre de quelques controverses, obligeant Pierre Zarka, son directeur, et Claude Cabanes, son rédacteur en chef, à prendre la parole. Plusieurs intervenants se sont étonnés de ne pas être informés des débats qui tournent autour du quotidien communiste, faisant allusion aux projets de nouvelle formule et d'ouverture du capital, aux « nouvelles relations avec le parti ». Dans les couloirs, on souriait de la « couverture » par « L'Huma » de la rencontre entre le secrétaire national et Maurice Kriegel-Valrimont, à l'initiative de la fédération de Meurthe-et-Moselle (*Le Monde* du 25 juin). Pas de journaliste de L'Humanité pour suivre le secrétaire national ; après la colère de M. Hue, un « rattrapage » de la rencontre, le lendemain.

La proposition d'élargir le bureau et le secrétariat national a donné lieu aux contestations les plus manifestes et, peut-être, les plus nouvelles. La direction a en

effet proposé d'élargir le secrétariat à deux nouveaux membres (Pierre Biotin y fait son retour, après l'avoir quitté en 1994, et devient ainsi officiellement le numéro deux du parti, tandis que Daniel Brunel prend la tête du secteur « vie du parti »), et d'élargir le bureau à sept nouveaux responsables (*Le Monde* du 25 juin). Personne n'a osé reprocher à M. Hue de placer ses hommes aux postes-clés, mais beaucoup le désaient dans les couloirs. Martine Bulard, rédactrice en chef de L'Humanité-dimanche, s'est élevée contre la sur-représentation de permanents (il y a désormais neuf secrétaires fédéraux sur vingt-neuf). « Nous avons déjà des locuteurs dans la diversité d'opinions, d'intelligences, d'expériences », a-t-elle expliqué sans ambages, avant de mettre les pieds dans le plat : « Nous manquons d'intellectuels dans la direction nationale. »

Seule Rolande Perlican (Paris) a voté contre l'élargissement, mais il y a eu neuf abstentions, alors que Roger Martelli, à une heure tardive, représentait seul les refondateurs : Sylvie Mayer, Serge Guichard, Richard Gispert, Elisabeth Gauthier, Martine Bulard, Maxime Gremetz, Roger Martelli, Jacques Perreux et Richard Dethy, responsable de l'association de chômeurs APEIS. M. Hue a indiqué que le comité national sera convoqué « en urgence », dès septembre, pour évoquer les questions « des directions » et de la presse communiste.

Ariane Chemin

Mari Blondel cherche face au gouvernement

Robert Hue quitte la mairie de

de Boulon et son palais des co



ains de 10 % des familles  
principe de la mise sous condition de ressource  
la approuvent cette mesure

Le comité confédéral national de Force ouvrière, réuni à Mâcon mercredi 25 et jeudi 26 juin, a débattu de sa stratégie face à un gouvernement

Renouant avec la tradition, c'est en province, à Mâcon (Saône-et-Loire), que Force ouvrière a convoqué la deuxième réunion annuelle de son comité confédéral national. Quelque cent trente responsables de FO se sont réunis, mercredi 25 et jeudi 26 juin, pour définir la ligne à suivre face au nouveau gouvernement, mais aussi pour laver leur linge sale en famille. Marc Blondel avait appelé, en janvier, les cadres de FO à réagir contre le « blues » qui saisisait la confédération, alors que les élections prud'homales, seul test de la représentativité nationale des syndicats dans le privé, se tenaient au mois de décembre.

Pour le secrétaire général de FO, l'horizon s'est en partie éclairci avec le départ d'Alain Juppé de Matignon. Le fait que Lionel Jospin, après avoir pris contact avec tous les syndicats, les 11 et 12 juin, ait déclaré qu'il n'avait pas d'interlocuteur privilégié, parmi les organisations syndicales, a été particulièrement bien ressenti par M. Blondel. Des contacts ont été noués avec tous les ministres qui, à l'exception d'un seul, Bernard Kouchner, en charge de la santé, satisfont FO. Dans le discours de

politique générale, prononcé le 19 juin par le premier ministre, M. Blondel a pu retrouver des idées qui lui sont chères, notamment la relance par la consommation des ménages ou le programme de réhabilitation des HLM. Reste que la marge de manoeuvre du secrétaire général de FO se révèle très étroite dès que l'on entre dans le vif des sujets. Se faisant, le 21 juin, l'écho des inquiétudes formulées par la Gauche socialiste, M. Blondel a lancé comme avertissement à l'adresse du gouvernement que tout « plan de rigueur à la rentrée » provoquerait « une bagarre immédiate ». Sur ce thème, il a aussitôt été conforté par son homologue de la CGT, Louis Vianet, qui déclare, jeudi, dans *Libération*, qu'« un tour de vis aboutirait à un clash ». De même, la hausse du SMIC, de 4 % seulement, a donné lieu à une surenchère verbale entre les deux organisations ouvrières, pour dénoncer la timidité gouvernementale, qui tourne à l'avantage de la CGT.

Arrivant difficilement à se démarquer de la CGT, FO développe en plus un antagonisme profond avec la CFDT. Depuis un

## Marc Blondel cherche sa nouvelle stratégie face au gouvernement de Lionel Jospin

La marge de manoeuvre du secrétaire général de Force ouvrière est étroite

Le comité confédéral national de Force ouvrière, réuni à Mâcon mercredi 25 et jeudi 26 juin, a débattu de sa stratégie face à un gouvernement

dont certaines options sont conformes à ses vœux. La centrale de Marc Blondel cherche sa voie entre la CFDT, qui n'est plus l'interlocuteur

privé du pouvoir, et la CGT, qui aspire à le devenir. M. Blondel doit faire face, en outre, à une dissidence au sein de sa confédération.

Renouant avec la tradition, c'est en province, à Mâcon (Saône-et-Loire), que Force ouvrière a convoqué la deuxième réunion annuelle de son comité confédéral national. Quelque cent trente responsables de FO se sont réunis, mercredi 25 et jeudi 26 juin, pour définir la ligne à suivre face au nouveau gouvernement, mais aussi pour laver leur linge sale en famille. Marc Blondel avait appelé, en janvier, les cadres de FO à réagir contre le « blues » qui saisisait la confédération, alors que les élections prud'homales, seul test de la représentativité nationale des syndicats dans le privé, se tenaient au mois de décembre.

Pour le secrétaire général de FO, l'horizon s'est en partie éclairci avec le départ d'Alain Juppé de Matignon. Le fait que Lionel Jospin, après avoir pris contact avec tous les syndicats, les 11 et 12 juin, ait déclaré qu'il n'avait pas d'interlocuteur privilégié, parmi les organisations syndicales, a été particulièrement bien ressenti par M. Blondel. Des contacts ont été noués avec tous les ministres qui, à l'exception d'un seul, Bernard Kouchner, en charge de la santé, satisfont FO. Dans le discours de

politique générale, prononcé le 19 juin par le premier ministre, M. Blondel a pu retrouver des idées qui lui sont chères, notamment la relance par la consommation des ménages ou le programme de réhabilitation des HLM. Reste que la marge de manoeuvre du secrétaire général de FO se révèle très étroite dès que l'on entre dans le vif des sujets. Se faisant, le 21 juin, l'écho des inquiétudes formulées par la Gauche socialiste, M. Blondel a lancé comme avertissement à l'adresse du gouvernement que tout « plan de rigueur à la rentrée » provoquerait « une bagarre immédiate ». Sur ce thème, il a aussitôt été conforté par son homologue de la CGT, Louis Vianet, qui déclare, jeudi, dans *Libération*, qu'« un tour de vis aboutirait à un clash ». De même, la hausse du SMIC, de 4 % seulement, a donné lieu à une surenchère verbale entre les deux organisations ouvrières, pour dénoncer la timidité gouvernementale, qui tourne à l'avantage de la CGT.

Arrivant difficilement à se démarquer de la CGT, FO développe en plus un antagonisme profond avec la CFDT. Depuis un

mois, M. Blondel multiplie les piques à l'encontre de Nicole Notat, accusée d'avoir été trop proche de l'ancienne majorité et de M. Juppé. Sur la Sécurité sociale, cependant, les décisions prises par le nouveau gouvernement de continuer le transfert des cotisations-maladie sur la CSG élargie, tout comme l'instauration de l'assurance-maladie universelle, vont dans le sens de la CFDT. M. Blondel a décidé de contre-attaquer sur un autre plan en demandant à M. Jospin « le retour aux élections pour les conseils d'administration des caisses » de la Sécurité sociale, qui n'ont pas été organisées depuis 1983. De même, l'hostilité de FO à la loi Robien a permis de croiser le fer avec la CFDT sur la réduction du temps de travail.

Enfin, l'Europe constitue la dernière épave, fichée dans le corps même de la confédération. Si l'absence remarquée de FO, lors de la manifestation européenne pour l'emploi, le 10 juin, ne suscite guère de remous internes, au nom de la différence que la confédération a toujours cherché à cultiver face à

ces deux grandes rivales que sont la CFDT et la CGT, les positions européennes de FO semblent de plus en plus inspirées par celles de la minorité trotskiste du Parti des travailleurs. Le refus du traité de Maastricht se double d'une hostilité au pacte de stabilité, qui a été ratifié à Amsterdam.

C'est sur les oppositions fondamentales concernant ces trois sujets - Sécurité sociale, réduction du temps de travail et construction européenne - que la minorité de FO, représentée par Jacques Mairé, secrétaire de l'union départementale de Paris, a décidé de marquer sa différence, en créant un journal nommé *Syndiqués*, qui en est à son deuxième numéro. Vouloir retourner aux vraies sources de FO, qui « a quitté son ancrage réformiste traditionnel » et qui « tente d'aller, vainement, pêcher dans les eaux de la CGT », les chefs de file de *Syndiqués* ont franchi un nouveau pas dans la dissidence. Leur coddamnation, voire leur expulsion de la centrale, demandées par certaines unions départementales - dont celle de l'Aisne - ne devraient pas, toutefois, être prononcées.

Alain Beau-Méry

## Roger Quilliot quitte la mairie de Clermont-Ferrand

CLERMONT-FERRAND de notre correspondant

Une page de l'histoire de Clermont-Ferrand a été tournée, mercredi 25 juin, à 20 heures, lorsque Roger Quilliot, devant le conseil municipal au grand complet, a fait savoir qu'il laissait la place après vingt-quatre ans d'exercice. Deuxième maire depuis la Libération, M. Quilliot a expliqué sa décision en saupoudrant son propos d'ironie. « Je peine de plus en plus à affronter des tâches croissantes. Mon corps, qui n'a jamais été de bonne qualité, se dégrade inéluctablement et, depuis le semaine dernière, j'ai soixante-douze ans. Voilà vingt-cinq ans bientôt que j'encombre le paysage clermontois ; il est temps de transmettre les commandes à un plus jeune... »

Né à Hermaville, dans le Pas-de-Calais, cet enseignant agrégé et docteur en lettres, spécialiste d'Albert Camus, est entré en politique en 1954. Membre du comité directeur de la SFIO, puis du PS, il se lia d'amitié avec Gaston Defferre. Délégué national du PS à l'éducation nationale de 1975 à 1979, ayant inlassablement prôné l'union de la gauche, M. Quilliot avait occupé dans le gouvernement de Pierre Mauroy le poste de ministre de l'Urbanisme et du logement, de juin 1981 à septembre 1983. La loi qui régit les rapports entre bailleurs et locataires porte son nom.

M. Quilliot n'a, pour autant, jamais perdu de

de vue la métropole auvergnate, dont il gérât les destinées. Mercredi, il a signalé avec satisfaction que « la situation financière de la ville est remarquablement saine » et que « les travaux essentiels voulus par les clermontois sont en bonne voie ». « Les dernières élections législatives ont apporté un souffle d'air frais, rééquilibré les forces et mis un frein à la féodalité technocratique », a-t-il dit, faisant allusion à la reconquête par les socialistes de cinq circonscriptions sur les six que compte le département du Puy-de-Dôme. « Clermont est resté aux clermontois », a-t-il aussi ajouté, évoquant ainsi sa réflexion, aux élections municipales de juin 1995, face à Valéry Giscard d'Estaing.

PAS DE DAUPHIN M. Quilliot s'est battu bec et ongles pour cette ville durement affectée, depuis dix ans, par l'avalanche des plans sociaux chez Michelin. Le 14 octobre 1991, alors qu'Edith Cresson était premier ministre, il avait jeté sa démission dans la balance pour - et il l'a aussi rappelé - « jeter un cri d'alarme (...), dénoncer une accumulation d'obstacles qui, malgré tous les efforts, étaient en passe d'asphyxier notre ville ». Il protestait ainsi contre l'oubli de Clermont-Ferrand dans la liste des villes bénéficiant des mesures de décentralisation d'emplois publics arrêtées par le comité interministériel d'aménagement du territoire. Il

avait repris sa démission après avoir obtenu des délocalisations, dont celle du service logistique du Centre du machinisme agricole génie rural eaux et forêts.

M. Quilliot a œuvré aussi pour une autre cause, celle du logement social. Président, depuis 1985, de l'Union nationale des fédérations d'organismes HLM, dont le congrès s'est tenu récemment à Lille, il a fait de Clermont-Ferrand une ville-phare en la matière, en implantant des ensembles HLM de qualité au cœur même de la cité.

Précisant qu'il restera conseiller municipal, « présent pour l'élection du nouveau maire, puis absent pour ne pas risquer de gêner sa liberté », M. Quilliot n'a pas de « dauphin », mais, a-t-il confié à des proches, il ne restera pas neutre. Dans les rangs du PS, ils sont quatre à postuler : Serge Godard, conseiller général et premier adjoint depuis 1995 ; Jean-Yves Gouttebel, ancien MRG, adjoint chargé des finances depuis 1983 ; Michèle André, ancien secrétaire d'Etat chargé des droits des femmes, adjointe à la jeunesse et aux sports ; l'avocat Gilles-Jean Portejoie, chargé depuis 1995 des affaires juridiques, des affaires militaires et du tourisme et des congrès, des relations internationales et de la communication.

Jean-Pierre Rouger

## L'« image » de Toulon et son palais des congrès

TOULON de notre correspondant

Réhabilité Raimu, le folklore provençal, la tradition de la Belle-de-Mai et les élections des reines de beauté : la municipalité Front national de Toulon, dirigée par Jean-Marie Le Chevallier, qui est devenu le 1<sup>er</sup> juin le seul député d'extrême droite à l'Assemblée

nationale, est convaincue d'avoir là tous les atouts de la relance touristique et économique de la ville. Après avoir investi l'office du tourisme, la voilà qui s'attaque au palais des congrès Neptune, avec une constante : les compressions de personnel et de salaires.

Dès le mois de décembre 1995, l'adjoint au tourisme, Patrice Mourichon, préconise la création d'un établissement public industriel et commercial (EPIC) qui, dans un premier temps, intégrera un office du tourisme jugé inefficace. Cette décision entraîne douze licenciements et neuf embauches nouvelles, avec une masse salariale réduite de plus des deux tiers.

LICENCIEMENTS Le directeur de cet EPIC, Christophe Gravier, prend ensuite la direction du palais des congrès, dont la municipalité a souhaité qu'il abandonne son statut de SEM pour rejoindre l'EPIC. Le personnel, brusquement déconvoqué, se voit offrir une nouvelle grille de salaires, avec des pertes oscillant entre 5 % et 70 %. Son étonnement, ses tentatives de négociation se heurtent à un mur de silence, avant de se solder par une action collective auprès des prud'hommes et par huit licenciements.

« Je suis là pour faire du business, pas du sentiment, ni de la politique », argumente M. Gravier pour évacuer toute critique, y compris celle qui porte sur l'effi-

cacité de ce nouvel EPIC, au fonctionnement administratif complexe et pour lequel la participation de la mairie - 30 % du budget global - est supérieure de 40 % à celle perçue durant la même période par la SEM l'année précédente. Depuis sa mise en service, en septembre 1991, par l'ancienne municipalité de François Trucy (UDF-PR), ce palais des congrès, aussi mal implanté et difficile d'accès que surdimensionné, vit difficilement, passant de 4,1 millions de francs de chiffre d'affaires en 1992, à 5,6 millions de francs avec 86 000 visiteurs en 1996.

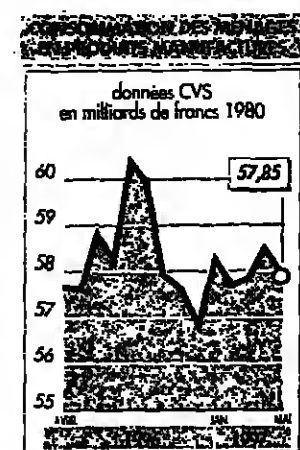
En mars 1996, une réorganisation de l'équipe avait permis de faire une économie de 1,5 million de francs sur l'ancienne masse salariale (2,1 millions de francs). Aujourd'hui, cette structure, en se privant du savoir-faire et de l'expérience de ce qui restait d'une équipe professionnelle, accroît ses difficultés, alors que les perspectives commerciales (3,6 millions de francs de chiffre d'affaires attendu pour 1997 et 1,7 million de francs pour 1998) sont affectées par la mauvaise « image » que donne de Toulon le fait que sa mairie soit détenue par le Front national. Qu'à cela ne tienne ! Le directeur du palais des congrès mise sur une relance commerciale et sur la location des salles pour l'organisation de mariages et de communions.

José Lenzini

## La consommation a baissé de 1,1 % en mai

LA CONSOMMATION des ménages en produits manufacturés a baissé de 1,1 % au cours du mois de mai, après une hausse de 1,1 % en avril, selon l'enquête publiée, jeudi 26 juin, par l'Insee.

Hors automobiles et produits pharmaceutiques, le recul est seulement de 0,4 %, après une hausse de 2,6 % en avril. Les fluctuations mensuelles étant très fortes, à la hausse ou à la baisse, il faut apprécier les tendances de fond sur une plus longue période. Après une progression ininterrompue en 1996, il semble ainsi que la consommation ait atteint un palier depuis le début de 1997 : les dépenses de produits manufacturés du mois de mai de cette année sont ainsi en progression de seulement 0,4 % par rapport à celles du même mois de l'année écoulée.



Source : Insee

### DÉPÊCHES

■ **ASSEMBLÉE NATIONALE** : la commission des finances de l'Assemblée nationale a nommé, mercredi 25 juin, 25 députés socialistes parmi les 44 rapporteurs spéciaux pour le projet de loi de finances pour 1998. Martin Malvy (PS, Lot) et Jacques Guyard (PS, Essonne) ont été désignés pour siéger aux conseils d'administration respectifs des organismes assurant le financement du redressement du Crédit lyonnais et du Comptoir des entrepreneurs. L'Assemblée a également procédé à l'élection de ses représentants à la Haute Cour de justice et à la Cour de justice de la République.

■ **DÉFENSE** : le ministre de la défense, Alain Richard, a indiqué à la commission de la défense de l'Assemblée nationale, mercredi 25 juin, qu'il comptait consulter les partis politiques au sujet du « rendez-vous citoyen ». Le président (PS) de cette commission, Paul Quilès, a précisé que le rendez-vous citoyen serait l'objet d'un « aller-retour » avec le Parlement, pour déterminer notamment les moyens à mettre en œuvre afin de conserver le lien armée-citoyen. Pierre Lellouche (RPR, Paris) s'est « réjoui » de la « continuité » qui prévaut pour les problèmes de défense, domaine « partagé » par le gouvernement et le président de la République.

■ **PARIS** : la Mairie de Paris a dénoncé, mercredi 25 juin, le « manquement » à la « tradition républicaine » du ministre (MDC) de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, qui a visité mardi des commissariats d'arrondissements « sans inviter, ni même informer » le maire (RPR) de la capitale, Jean Tiberi. « Cette attitude (...) ouvre mal des rapports à venir entre le gouvernement et la Ville », souligne l'Hôtel de Ville.

■ **AMSTERDAM** : Jacques Delors a qualifié de « fiasco » et de « flop », le sommet européen d'Amsterdam dans sa partie portant sur la réforme des institutions. « La faute en est à tout le monde (...) et cela s'est terminé par un "flop", c'est-à-dire un mauvais climat entre les pays, un mauvais climat entre les institutions », a dit l'ancien président de la Commission européenne, dimanche 22 juin, au Club de la presse d'Europe 1. Lors de ce sommet, les 16 et 17 juin, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne n'avaient pu s'entendre sur la réforme des institutions européennes, indispensable pour accueillir de nouveaux pays d'Europe de l'Est, au plus tôt à partir de 2002.

■ **ILE-DE-FRANCE** : le groupe Verts du conseil régional d'Ile-de-France passe de 14 à 21 membres en raison de l'arrivée dans ses rangs de 7 élus du groupe Ecologie et République, constitué à l'automne 1996 par d'anciens membres de Génération écologie et des représentants du Mouvement des citoyens. Il devient, en importance, le cinquième groupe du conseil régional, devant le PC (17 membres sur 209) et après le PS (29).

■ **VITROLLES** : Gilles Lacroix, adjoint au maire (Front national) de Vitrolles, a été blessé sans gravité au cuir chevelu, mercredi 25 juin, d'un coup de couteau porté par un homme d'une vingtaine d'années qui a pris la fuite. M. Lacroix a porté plainte pour « agression par arme blanche ». Le député RPR des Bouches-du-Rhône Reoaud Muselier a « condamné », jeudi, cette « agression basse et odieuse », qui « dénote » une « ambiance particulièrement horrible ».

■ **DÉMISSION** : José Pinna (RPR), ancien maire de l'Etang-Salé, dont la Cour de cassation a rejeté le pourvoi contre sa condamnation à dix mois de prison avec sursis et deux ans d'interdiction pour recel d'abus de biens sociaux, a démissionné de son mandat de conseiller général de la Réunion.

Charles CHONÉ

Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy



« Préserver l'air de nos villes est une nécessité. Le Diester, énergie renouvelable, y contribue. »

Dans plus de 30 agglomérations françaises les bus et véhicules municipaux utilisent déjà le Diester, carburant oxygéné, fabriqué à partir d'huile végétale.

Diester.

La ville passe au vert.



**ESG**  
La Grande Ecole paritaire  
leader pour l'emploi et les salaires

**CONCOURS PARALLELE**  
d'entrée en 1ère année  
ouvert aux étudiants de niveau  
BAC+2:

**2 SESSIONS**  
21 et 22 juillet 1997  
8 et 9 septembre 1997

Options de : DROIT-SCIENCES ECO. GESTION  
LICENCIATION : LETTRES-SCIENCES

Ecole Supérieure de Gestion  
RECONNUE PAR L'ETAT  
DIPLOME NATIONALE  
PAR L'ETAT  
25, RUE ST-ANDRE  
75011 PARIS

Renseignements : 01 43 53 44 44



صوتنا من الداخل

## SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 27 JUIN 1997

**EXCLUSION** Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a laissé, jeudi 26 juin, à Antoine Guichard, ancien PDG de Casino, la présidence de la Fondation

agir contre l'exclusion. Créée en 1993 avec le soutien de grands patrons, la FACE présente un bilan mitigé. ● SON IMPLANTATION dans plusieurs quartiers en difficulté a

inégalement réussi. La fondation s'est heurtée aux mêmes difficultés que d'autres associations de lutte contre l'exclusion, parvenant rarement à créer des emplois stables.

● À LILLE, plusieurs opérations ont échoué, la FACE venant se surajouter à de nombreux dispositifs déjà existants. ● À MARSEILLE, en revanche, la création d'un « Point

service aux particuliers » dans une cité des quartiers nord, avec le soutien d'entreprises locales, représente une innovation amenée à se développer.

# Martine Aubry lègue à la fondation FACE un fragile bilan d'activités

Antoine Guichard a succédé, jeudi 26 juin, au ministre de l'emploi et de la solidarité à la présidence de la Fondation agir contre l'exclusion. Créée en 1993, son installation dans des quartiers sinistres a connu de sérieux revers et quelques succès

L'HEURE DE VÉRITÉ a sonné pour la Fondation agir contre l'exclusion (FACE). Jeudi matin 26 juin, son conseil d'administration a enregistré la démission de Martine Aubry du poste de présidente, qu'elle ne souhaitait pas cumuler avec celui, tout neuf, de ministre de l'emploi et de la solidarité. Le conseil a entériné son remplacement par Antoine Guichard, ancien PDG de Casino. C'est sous la boulette de ce membre fondateur de la FACE, grand patron aux convictions sociales, que la fondation devra apprendre à marcher sans le soutien de celle qui l'a créée, en octobre 1993.

Il ne fait toutefois pas de doute que le numéro deux du gouvernement de Lionel Jospin surveillera de près sa création. Elle ne peut se permettre de se cacher de sa « base ornière », selon l'expression d'un de ses proches. Elle ne peut laisser s'effondrer ce qui lui a servi à la fois de refuge et de tremplin durant sa traversée de quatre ans d'opposition. Car la FACE n'existerait pas sans Martine Aubry. Mais Martine Aubry n'aurait pas tant existé ces dernières années, au moins dans les médias, sans cette fondation.

### ALLERS-RETOURS

Depuis fin 1993, il n'est pas un portrait, pas un entretien qui n'oublie de mentionner son rôle à la tête de la FACE. Mais il n'en est guère qui soit entré dans le détail du fonctionnement et dans la réalité du bilan. Comme si l'évaluation, jamais simple dans le domaine social, se compliquait encore avec la personnalité de Martine Aubry, ses allers-retours permanents entre tribune politique et action de terrain.

De 1994 à 1996, les responsables de la fondation ont organisé chaque année une conférence de presse. A chaque fois, Martine Aubry a rappelé que l'action de la FACE ne constituait qu'une « goutte d'eau ». Et qu'elle ne pouvait être simplement mesurée au nombre d'emplois directement créés. Ses collaborateurs ne manquaient pas, cependant, de faire circuler quelques chiffres recensant les opérations réalisées, en cours ou en projet.

Ce souci de donner du contenu



n'a toutefois pas complètement réussi à étouffer un soupçon de creux. Au fil des ans, la rumeur d'un net décalage entre les paroles et les actes s'est répandue dans le monde associatif et de l'insertion par l'économie. L'échec de certaines opérations, le départ presque simultané de plusieurs membres de la première équipe de la FACE, vers la fin 1995, ont été remarqués. Quelques incompréhensions se sont également manifestées sur le fonctionnement de la fondation et sur les objectifs qui s'étaient fixés Martine Aubry. Depuis

son accession au ministère de l'emploi et de la solidarité, ces remises en cause ne s'émettent plus que sous couvert d'annuité. « Avec le pouvoir qu'elle a, ce n'est pas le moment de se braver avec elle », dit un responsable d'association.

« Dans ce milieu, si l'on dit du mal de quelqu'un, c'est qu'il est en train de réussir », s'agace en revanche Patrick Nédélec, directeur de la FACE à Paris, et responsable de son développement à Marseille. « L'arrivée de Martine Aubry sur ce terrain a suscité des attentes très fortes, qui ne pouvaient être que dé-

çues à court terme, nuance Thierry Mandon, maire (PS) de Ris-Orangis (Essonne) et délégué général de la FACE durant sa première année d'existence. Mais quitte à créer quelques frustrations locales, il fallait faire du bruit. Et il était justifié de communiquer fortement sur la mobilisation des acteurs économiques. »

Cette mobilisation des entreprises demeure le point fort de la FACE. Grâce à son réseau de relations, Martine Aubry a réussi d'emblée à transformer le tour de table de sa fondation en répertoire des plus grosses entreprises françaises : BSN, Pechiney, Crédit lyonnais, AXA, Renault, Casino, Lyonnaise des eaux-Dumez, etc. « Tous ces patrons ne sont pas entrés dans le capital avec la même motivation, dit un ancien membre de la FACE. Il y a ceux qui croyaient en Martine, ceux qui croyaient en son père Jacques Delors n'avaient pas encore renoncé à se présenter à la présidentielle de 1995 et ceux qui croyaient vraiment dans la cause défendue par la fondation. »

C'est ce carnet d'adresses qui permet à la fondation de remplir sa mission d'interface entre les différents acteurs de l'insertion. « Si je me contente d'interpeller les patrons du club d'entreprises en leur demandant des postes, je suis sûr de les voir disparaître ou bout de quelques mois, dit Patrick Nédélec. Il faut aussi tenter de faire émerger des besoins qui puissent déboucher sur des créations d'entreprises. » Dans ce

domaine, le directeur du Centre d'action économique (CAE) de Marseille avoue un échec cinglant. La formation de huit cadres créateurs d'entreprises, mise en place en 1995, a capoté au bout de quelques mois. La plupart des personnes qui ont participé au stage en éprouvent encore aujourd'hui un fort ressentiment.

Dans la création d'activités, la fondation peut, en revanche, devenir la mémoire d'un savoir-faire. « La FACE peut être une base de données utile, explique Marc Bodinier, responsable d'une entreprise d'insertion à Chambéry (Savoie), et éviter ce travers bien français de chercher à réinventer, seul dans son coin, une action déjà expérimentée ailleurs. »

### « ANTICIPER »

Pour Thierry Mandon, la FACE est, toutefois, restée en deçà des objectifs de départ dans ce domaine : « Il était essentiel de réfléchir afin d'anticiper sur des problèmes qui pourraient se poser à l'avenir. Nous n'avons pas assez insisté sur ce point. » Une étude sur les dix-neuf ans dans les quartiers difficiles n'a pas ainsi bénéficié de la même mise en valeur que d'autres opérations plus médiatisées.

L'une d'elles, largement reprise par la presse à l'époque, a pointé la fragilité des parcours d'insertion mis en place. Sur les douze jeunes de Vaulx-en-Velin qui ont participé au spectacle parrainé par l'humor-

iste Guy Bedos, Quartier libre, en 1994 puis les deux années suivantes à Paris, seuls trois ont pu ébaucher une carrière de professionnels du spectacle. Les neuf autres n'y sont pas parvenus, même s'ils n'ont pas complètement perdu de vue l'univers du théâtre. Ils donnent des cours dans les centres culturels, le plus souvent dans des actions initiées par le centre d'action économique de Vaulx-en-Velin.

Dans le Rhône comme dans les autres sites, la constitution de clubs d'entreprises ne suffit pas toujours à offrir des débouchés vers un emploi pérenne aux jeunes. Alors que la FACE se lance dans une politique d'« essaimage » qui doit multiplier les sites en France, l'expérience menée dans les six premières villes choisies demeure incertaine. « Pour que cela fonctionne bien, dit un ancien membre de l'équipe, il faut qu'il y ait sur place un homme-ressource qui connaisse parfaitement les problèmes de l'exclusion, qui soit introduit dans le milieu des entreprises et proche des missions locales. Cela a été le cas à Marseille, mais dans d'autres sites, où toutes ces conditions n'étaient pas réunies, cela a beaucoup moins bien marché. »

L'expérience semble également nécessiter une unité de lieu. La tentative d'implantation aux Blagis, quartier très difficile des Hauts-de-Seine, implanté sur quatre communes, s'est soldée par un échec en moins d'un an. « Chaque maire voulait recevoir chez lui les activités qui paraissent prometteuses et laisser aux autres celles qui le semblaient moins », témoigne l'ancien responsable.

Pour lui, la FACE n'a pas rempli son rôle en ne tirant pas les leçons des multiples blocages rencontrés. « J'espérais qu'elle irait jusqu'au bout de la démarche en interpellant les pouvoirs publics pour demander des aménagements réglementaires et fiscaux. Cela n'a pas été fait. » La FACE, avec ses réussites et ses échecs, n'aura ainsi fait que poser de manière anticipée à sa fondatrice les questions auxquelles elle doit aujourd'hui répondre à son poste ministériel.

Jérôme Fenoglio avec Bruno Caussé, à Lyon

## Actions, budget, entreprises, la Fondation, mode d'emploi

● Sites : depuis sa création, la Fondation agit contre l'exclusion (FACE) s'est implantée dans six quartiers en difficulté, à Marseille, Chambéry, Amiens, Vaulx-en-Velin, Angoulême et Lille. Tout récemment, trois nouvelles implantations ont eu lieu à Beauvais, Angers et Cergy. La politique d'essai menée par Patrick Nédélec devrait conduire à d'autres ouvertures dans les prochains mois.

● Club des chefs d'entreprise : dans chaque site, il est l'instrument de la mobilisation des partenaires économiques. Chacun comprend entre 10 et 90 entreprises. Tous sites

confondus, le total des entreprises participant à un ou plusieurs clubs est de 379. Dans chaque implantation, un Centre d'activités économiques (CAE) est créé pour jouer le rôle d'outil de gestion professionnelle du club. Chaque CAE dispose d'un budget de fonctionnement autonome, grâce à des financements locaux, qui oscille entre 700 000 et 1,2 million de francs.

● Conseil d'administration : « La FACE est un réseau national de clubs de chefs d'entreprise locaux », explique Patrick Nédélec, son directeur. Ce réseau se structure à Paris, autour d'une équipe de clubs

chargés de mission, un directeur et trois secrétaires. La Fondation est gérée par un conseil d'administration composé de chefs d'entreprise, de représentants d'association et de ministères concernés. Le capital de la FACE (34 millions de francs) a été constitué par une douzaine de grandes entreprises et placés. Les produits financiers ainsi dégagés fournissent la plus grosse partie du budget de fonctionnement.

● Actions : la FACE joue un rôle dans quatre grands types d'actions sur le terrain. Le recrutement et la formation : la fondation participe au recrutement de ses partenaires

(continent à Marseille, au Casino à Vaulx-en-Velin, par exemple). Selon la FACE, ces actions ont débouché sur 287 contrats de travail en 1996, auxquels il faut ajouter le retour à l'emploi de 150 jeunes diplômés et une soixantaine de contrats saisonniers (notamment au Club Med). Autres actions : l'émergence de besoins économiques pouvant susciter la création d'entreprises et déboucher sur de l'emploi ; la mise en évidence de nouveaux gisements d'emploi, tels que les boutiques de service au sein de centres commerciaux (7 fonctionnent actuellement, d'autres sont en projet) ; la prévention de l'exclusion, notamment en favorisant des activités sportives ou culturelles.

## A Marseille, les innovations du Point service aux particuliers

### MARSEILLE

de notre correspondant régional La Savine dresse ses neuf cents logements à mi-pente d'une colline aride, mais surtout au fond d'un

### REPORTAGE

« Réapprendre aux gens qu'ils peuvent reprendre leurs affaires en main »

cul-de-sac. Plus de 4 000 personnes de 18 nationalités vivent dans cet ensemble des quartiers nord de Marseille et 380 familles n'y touchent que le RMI. Le centre social accueille des permanences de la Sécurité sociale, des Allocations familiales, prête ses locaux à diverses associations et fait travailler une dizaine de personnes à statuts différents.

Depuis janvier 1997, il héberge aussi cinq jours par semaine deux jeunes animatrices du Point service aux particuliers (PSP), lancé par FACE-Marseille. Le tract expliquant la fonction du PSP aux habitants de la cité précise qu'il a pour but d'« informer sur les crédits, les assurances, les banques », de « conseiller sur la gestion du budget, l'utilisation économique du téléphone et de l'électricité », d'« aider à rédiger (votre) courrier, à mieux comprendre les contrats ».

Les deux jeunes filles reçoivent une dizaine de personnes par semaine, essentiellement des

femmes. Le budget de la famille est mis à plat en comptabilisant ressources et dépenses. En règle générale, le deuxième poste est supérieur au premier, mais il peut aussi être rationnel. Les stages que les deux animatrices ont faits dans les entreprises qui participent à l'expérience, le Cetelem, le Crédit lyonnais, France Télécom, AXA Assurances, EDF ou la Société des eaux de Marseille, prennent alors tout leur intérêt. Elles ont, en effet, été formées dans les services clients : elles connaissent donc la logique de ces sociétés et surtout y ont un correspondant.

### LE VRAI SUCCÈS

Cela permet de construire un échéancier avec EDF qui évite une coupure brutale, d'imaginer un abonnement personnalisé au téléphone, ou de discuter d'un contrat d'assurance. Les budgets des visiteurs n'en sont pas augmentés, mais les conséquences de leur mauvaise gestion en sont amoindries. Et surtout l'idée que, même quand on est très pauvre, on peut encore choisir revient à la surface. « C'est une façon de réapprendre aux gens qu'ils peuvent reprendre leurs affaires en main », dit la directrice du centre social.

Les deux animatrices rendent compte de leur activité à l'ADES (Association de développement des emplois de service), bras exécutif de la fondation FACE, qui les emploie dans le cadre d'un contrat de qualification de deux ans. Une fois

par semaine, elles envoient une fiche répertoriant tous les rendez-vous qu'elles ont eus, et elles passent un après-midi à la Fondation. Outre leur travail, elles doivent aussi préparer un BTS d'économie sociale et familiale. Leurs parrains comptent bien qu'elles le réussissent.

Au siège de FACE-Marseille, on suit leur travail par le menu : ce PSP est une expérience pionnière et reproductible. Les entreprises associées la regardent aussi avec attention. Un comité d'évaluation trimestriel réunit leurs responsables, ceux de FACE et tous les travailleurs sociaux du secteur pour faire le point. Car les sociétés n'ont pas investi que leur image dans l'opération. Cetelem verse les deux salaires des animatrices durant les deux ans de leur formation qualifiante. Les autres entreprises fournissent des moyens et EDF a déjà décidé de tenir une permanence hebdomadaire à La Savine.

Le rêve de Hanifa Taguelmint, qui pilote ce PSP comme l'essentiel des actions de FACE à Marseille, est qu'il prouve sa validité, que ses deux jeunes animatrices réussissent leur BTS et soient embauchées par une des sociétés parties prenantes. D'autres jeunes gens des quartiers nord reprendraient l'activité avant de voler aussi de leurs propres ailes. Ce serait le vrai succès de FACE, la fondation aurait montré sa capacité à expérimenter des idées nouvelles.

Michel Samson

## A Lille, les loupés d'une implantation difficile

### LILLE

de notre envoyé spécial

Sur le bureau de Guillaume Vernier, jeune directeur du Centre d'activités économiques (CAE) de Lille, les projets sont rangés dans des chemises beige tandis que les opérations réalisées sont placées dans des classeurs bleus. Les premières se serrent en une pile compacte, les seconds ne sont que cinq. Ce rangement suffirait à résumer l'état encore largement virtuel de l'implantation de la FACE dans la préfecture du Nord. Paradoxalement, c'est dans la ville où Martine Aubry a choisi de s'implanter – elle est premier adjoint du maire, Pierre Mauroy (PS), depuis 1995 et vient d'obtenir son premier mandat de député – que sa fondation semble avoir eu le plus de mal à prendre racine.

Le site de Lille peut faire valoir les circonstances atténuantes d'un démarrage plus tardif que d'autres. En octobre 1993, lors de la création de la FACE, il ne figure pas dans la première liste des quartiers sélectionnés. Ce n'est que près d'un an plus tard, lorsque le flasco des Blagis (Hauts-de-Seine) est devenu patent, que les responsables de la fondation décident de lui substituer un autre lieu. Comme l'engagement politique et l'action sociale font parfois bon ménage, pourquoi ne pas le situer à proximité de la ville de Lille ? Des voix s'élèvent au sein de l'équipe parisienne de la fondation pour plaider la cause de Roubaix ou de Tourcoing, villes frappées de plein fouet par l'exclusion. Mais c'est plus simplement le choix des quartiers en déshérence du sud de Lille – Moulins et Faubourg de Béthune – qui est arrêté.

Ce choix ne s'avérera guère judicieux. Au cours de sa première année d'installation, en 1995, la FACE aura le plus grand mal à exister au milieu de multiples dispositifs déjà en place. Le premier Plan local d'insertion par l'économie (PLIE) du territoire y a en effet vu le jour en 1990 puis a été reconduit en 1994, sous l'impulsion de Pierre de Saint-Thomas, adjoint au maire chargé de l'emploi, proche de Martine Aubry et... délégué général de la FACE à

partir de 1995 (Le Monde du 25 juin). Au PLIE, il faut aussi ajouter le « Pas pour l'emploi » des missions locales, qui facilite le recrutement d'un réseau d'un millier de PME.

« Lorsque la FACE est arrivée, témoigne Christian Delbarre, responsable du club de prévention itinéraires, on a eu avant de mal à identifier son intervention, qu'elle a trouvé ses marques à côté des multiples actions de la ville. Il y a eu une confusion des genres : on ne savait plus qui était qui. » La présence de la FACE s'est résumée à quelques opérations de recrutement, notamment pour le Club Med, et à l'organisation des Lilliales, manifestations sportives inter-quartier inventées par deux jeunes du Faubourg de Béthune.

### RENSEIGNEMENT

Cette période s'est conclue par une vacance de la direction locale pendant tout le premier semestre 1996. Durant ces mois, la fondation, semblable à une coquille vide, n'a pu éviter l'échec d'une opération conçue à Paris. Il s'agissait de faire participer des jeunes en situation de grande précarité à un travail sur la photographie, guidé par deux photographes et une journaliste venue de Paris. L'expérience a rapidement tourné court. Dans un bilan succinct, l'association itinéraires pointe « un projet plutôt plaqué, dont la démarche ne cherche pas la participation des bénéficiaires à la définition des objectifs, mais une simple participation productive ».

L'action de la FACE à Lille n'est donc réellement sortie de sa léthargie et de ses errements qu'avec le recrutement, en juin 1996, de Guillaume Vernier comme directeur du CAE. Celui-ci a remis en route le club d'entreprises et a lancé de multiples opérations, parmi lesquelles le recrutement d'une trentaine de jeunes pour le McDonald qui va s'ouvrir à proximité de la cité, ou encore l'ouverture de boutiques de services dans des supermarchés de l'agglomération.

J. Fe.

## condamné à 15 arnement de 55

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille

... de la ville de Lille



## Un percepteur condamné à 15 ans de réclusion pour un détournement de 55 millions de francs

Son train de vie fastueux lui avait valu le surnom de « seigneur des rives du lac »

Ancien percepteur d'Annecy-le-Vieux, Jean-Claude Schouller a été condamné par la cour d'assises de Haute-Savoie à quinze ans de réclusion criminelle.

De 1985 à 1993, il avait détourné 54,6 millions de francs, record absolu pour un agent du ministère des finances - le Trésor a pu en récupérer 1,3 mil-

lion. L'exploit aura eu, au moins, un effet bénéfique : depuis cette affaire, les méthodes de contrôle interne du Trésor ont été révisées.

ANNÉCY de notre correspondant

La cour d'assises de Haute-Savoie a condamné, mercredi 25 juin, l'ancien percepteur d'Annecy-le-Vieux à quinze ans de réclusion criminelle. C'est la peine maximale prévue pour le crime de faux en écriture publique. Entre 1985 et 1993, Jean-Claude Schouller, cinquante-trois ans, avait puisé 54,6 millions de francs dans les caisses du Trésor. Dans l'histoire du ministère des finances, jamais un agent n'avait détourné une telle somme. Le percepteur révoqué devra en rembourser l'intégralité, mais pour l'instant le Trésor public n'a pu récupérer que 1,3 million de francs.

Tout commence il y a douze ans. M. Schouller vend, pour le compte de son administration, une assurance-vie à un couple riche d'Annecy. A 10 millions de francs de prime sur chaque tête, c'est le contrat du siècle pour le Trésor. Et déjà un premier record national pour l'agent Schouller. Son exploit,

fêté à la trésorerie, lui vaut une belle rémunération : 400 000 francs. Le percepteur dépense tout. Et même plus. Endetté M. Schouller se sert dans la caisse. L'opération passe inaperçue. Il renouvelle l'expérience une fois, deux fois, dix fois. C'est l'engrenage. Les détournements vont durer huit ans, à la moyenne de 500 000 francs par mois.

Pour parvenir à ses fins, Jean-Claude Schouller a mis au point un mécanisme assez simple, bien rodé et toujours identique. En charge de l'impôt sur les sociétés au sein de sa trésorerie, il encaisse les chèques sur le compte d'un lycée agricole dont il a la gestion au Trésor. Puis il en transfère les montants sur un compte bancaire du même lycée, avant d'alimenter ses comptes personnels. Par des jeux d'écriture, le percepteur équilibre son taux de recouvrements. Quand ce taux risque de dépasser les 100 %, il accorde des remises de majoration ou des exonérations à certains contribuables. Des personnalités locales en profitent, mais aussi des anonymes qui n'en croient pas leurs yeux.

Avec tout cet argent Jean-Claude Schouller mène la grande vie. A Annecy, on surnomme cet homme au

physique imposant le « seigneur des rives du lac ». Le percepteur assouvit ses deux passions : le football et les femmes. Vice-président du club professionnel de la ville, il injecte près de 3 millions de francs dans les caisses. Quatre mois après son arrestation, le club déposera son bilan avant de couler.

CADEAUX

Pour les femmes, M. Schouller dépense sans compter. Des sommes inimaginables. A l'une de ses maîtresses, il offre un appartement et trois voitures haut de gamme pour elle et ses enfants. A une autre, des voyages en Concorde et des virées dans les meilleurs restaurants de France qu'il rejoignent en hélicoptère de location. La comédienne Véronique Jannot, qui se lie d'amitié avec son percepteur, reçoit pour 300 000 francs de cadeaux, dont une voiture décapotable pour son anniversaire. Rien que le bijoutier Cartier, les achats de M. Schouller dépassent 7 millions de francs.

Mises en examen pour recel aggravé, trois amies du fonctionnaire ont bénéficié d'un non-lieu à l'instruction. Tout comme deux ex-pré-

sidents du Football-club d'Annecy. A la barre, tous ont assuré qu'ils ignoraient l'origine frauduleuse de l'argent. Mises en examen pour complicité de faux et de détournements, quatre autres personnes, dont le banquier et les supérieurs hiérarchiques de Jean-Claude Schouller, ont également bénéficié d'un non-lieu. Ils n'avaient rien décelé d'anormal dans les comptes du percepteur, contrôlé trois fois pendant les détournements, mais jamais pris en défaut d'anomalies signalées dès 1987 qui n'avaient pas suscité d'enquête approfondie. Six ans ont passé avant qu'il ne soit suspendu et condamné. A l'audience, un ancien directeur du Trésor a traduit en une phrase la force et la faiblesse du système : « Il n'était pas concevable de mettre en doute la parole d'un comptable assermenté ».

Pour avoir abusé de ses pairs et volé l'argent public, Jean-Claude Schouller va purger une lourde peine. Ses agissements ont eu au moins un effet bénéfique : depuis l'affaire d'Annecy, toutes les méthodes de contrôle interne ont été révisées.

Christophe Vincent

## Perquisition au conseil régional d'Ile-de-France

LE JUGE D'INSTRUCTION parisien Armand Ribemilès, accompagné d'une dizaine de policiers de la brigade financière de Paris, a effectué, jeudi 26 juin, une perquisition dans les locaux du conseil régional d'Ile-de-France. Son président, Michel Giraud, ainsi que l'ensemble des élus et le personnel installés rue Barbet-de-Juilly, à Paris, ont été priés de quitter les lieux. Cette opération intervient trois semaines après l'ouverture, le 3 juin, d'une information judiciaire sur les conditions dans lesquelles l'Assemblée régionale a conduit la passation des marchés de rénovation des lycées de la région entre 1991 et 1993. Ces investigations portent sur des soupçons de « favoritisme et recel, faux et usage de faux, et pratiques anticoncurrentielles en matière de marchés publics ». M. Giraud a indiqué que, « cette perquisition s'inscrit dans le déroulement normal de l'enquête ».

## Un recours en grâce est présenté pour Claude Lucas

M<sup>re</sup> OLIVIER METZNER et Xavier Autain ont présenté, mercredi 25 juin, un recours en grâce auprès du président de la République en faveur de Claude Lucas, ce braqueur multirécidiviste devenu philosophe, que la cour d'assises de l'Ain a condamné, le 9 décembre 1996, à douze ans de réclusion assortis d'une période de sûreté de quatre ans, pour un hold-up avec prise d'otages commis en 1987 (Le Monde des 7, 8-9 et 11 décembre). Claude Lucas, auteur de *Suerte*, roman autobiographique paru dans la collection « Terre humaine », dirigée par Jean Malaurie, avait auparavant purgé une peine de six années de prison en Espagne à l'issue de sa cavale pour détention d'armes, dont la justice n'avait pas tenu compte en l'état actuel du droit français. Plusieurs personnalités, parmi lesquelles Henri Leclerc, André Comte-Sponville, Jean-Paul Kauffmann, Paul Ricœur, Maurice Nadeau, réunies au sein d'un comité de soutien présidé par Olivier Mongin, directeur de la revue *Esprit*, ont lancé un appel afin de soutenir ce recours en grâce. « Certes, le talent d'écrivain de Claude Lucas est une chose et sa responsabilité pénale en est une autre », estiment-ils. Mais « à travers *Suerte*, et d'autres écrits, Claude Lucas apparaît comme un authentique repent, voire comme un exemple d'arrachement par la réflexion au cercle infernal de la récidive ».

DÉPÊCHES

■ **LOGEMENT** : une cinquantaine d'adultes accompagnés d'une trentaine d'enfants ont passé la nuit du mercredi 25 juin à l'intérieur du siège parisien du Crédit lyonnais, boulevard des Italiens, à Paris, pour protester contre leurs mauvaises conditions de logement. Encadrés par l'association Droit au logement (DAL), ils avaient investi dans le calme les locaux de la banque, dans l'après-midi, déployant une banderole : « 100 milliards pour le Crédit lyonnais. Rien pour les sans-logis ».

■ **ÉCOUTES** : Paul Bouchet, président de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité (CNCIS), qui avait été condamné par le tribunal de Paris pour diffamation envers Paul Barril, a été dispensé de peine, mercredi 25 juin, par la cour d'appel de Paris. Il devra, cependant, verser un franc de dommages et intérêts pour lui avoir imputé la pratique d'écoutes téléphoniques illégales.

■ **JUSTICE** : trois personnes, dont un administrateur judiciaire, ont été placées en détention dans le cadre d'une instruction menée à Nanterre (Hauts-de-Seine) sur la cession d'Affinal, l'une des entreprises du groupe de la Financière de Valois, dont le président, Michel Coeocas, a été incarcéré le 11 juin et mis en examen pour « abus de biens sociaux et faux bilan » (Le Monde du 18 juin).

■ **INONDATIONS** : l'état de catastrophe naturelle a été reconnu pour cinquante-deux communes de Seine-Maritime sinistrées à la suite des graves inondations intervenues la semaine dernière. Les demandes d'indemnités devront être présentées dans les dix jours après publication de l'arrêté interministériel au *Journal officiel*.

■ **IMMIGRATION** : le *Journal officiel*, du jeudi 26 juin, publie la circulaire ouvrant la possibilité d'une régularisation pour onze catégories d'étrangers en situation irrégulière. Les préfets recevront les demandes uniquement par voie postale jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre. Les intéressés faisant ensuite l'objet de convocations individuelles (Le Monde du 26 juin).

■ **CORRUPTION** : la commission d'enquête interne à la SNCF, mise en place par le président de l'entreprise, Louis Gallois, pour faire la lumière sur les irrégularités découvertes dans le cadre de l'enquête conduite par le juge de Créteil (Val-de-Marne), Eric Halphen, sur les marchés passés pour la construction du TGV-Nord, sera présidée par l'ancien ministre Pierre Lehnig.

## Un cinquième suicide parmi les personnes interpellées lors de l'opération « Ado 71 »

UN INSTITUTEUR de Charente-Maritime s'est suicidé après avoir été interpellé lors de l'opération « Ado 71 » qui a visé, la semaine dernière, les clients d'un réseau de diffusion de cassettes vidéo à caractère pédophile. Ce cinquième suicide intervient alors que les conditions spectaculaires d'une opération de police judiciaire, confiée à la gendarmerie par un juge d'instruction de Mâcon, ont donné lieu à une controverse (Le Monde du 24 juin).

L'enseignant s'est pendu à son domicile, où son corps a été retrouvé mardi 24 juin. Habitant à Royan et exerçant dans une commune rurale voisine, sans famille connue dans la région, cet enseignant âgé de trente-six ans avait été interpellé à son domicile par les gendarmes. Mis en examen pour détention de cassettes pédophiles, il avait été laissé en liberté à l'issue d'une garde à vue de quarante-huit heures. Vendredi après-midi, l'inspecteur d'Académie avait pris la décision de suspendre le fonctionnaire, jusqu'à ce qu'il soit déclaré responsable académique.

avait ajouté que, au terme de l'enquête, l'éventualité d'une radiation serait examinée. L'instituteur n'avait pas repris son travail et n'avait plus, depuis, regagné l'école où il enseignait. Samedi 21 juin, la presse locale avait relaté la mise en examen d'un instituteur, sans précision de nom, ni de lieu. L'annonce de la décision de l'Académie avait aussi été signalée, d'un entre-filet situé sous un article consacré aux trois premiers suicides consécutifs à l'opération « Ado 71 ».

■ **RISQUES D'ARBITRAIRE**

La famille d'un instituteur bordelais, qui s'était suicidé, samedi 21 juin à Bordeaux, a décidé de porter plainte pour connaître l'origine des informations de presse concernant leur parent. L'enseignant avait été interpellé, mardi 17 juin au matin, à son logement de fonction de l'école. Sans caractère spécialement ostentatoire, l'interpellation ne pouvait passer inaperçue dans un quartier où tout le monde se connaît. Sans citer son nom, les médias locaux avaient signalé l'arrestation d'un enseignant en pré-

sant le quartier où elle avait eu lieu. Mis en examen pour « corruption de mineurs et recel d'enregistrement d'images de mineurs présentant un caractère pornographique », l'instituteur avait été laissé en liberté sous un contrôle judiciaire assorti de l'interdiction d'exercer son métier. Évoquant les photos saisies chez l'enseignant, qui avait fait passer des jeunes garçons, l'avocat de la famille, Benoit Ducos-Ader considère que ces clichés étaient anodins et sans aucun caractère pornographique.

Parmi les cinq personnes qui se sont suicidées, figure aussi un homme âgé de trente-sept ans, handicapé à 80 % et sans emploi, interpellé, mardi 17 juin, au domicile de ses parents. Aucune cassette n'avait été trouvée lors de la perquisition visant cet homme dont le nom, comme celui des plus de six cents personnes interpellées, figurait sur le fichier « clientèle » d'un réseau de diffusion de vidéos à caractère pédophile. Placé en garde à vue, il avait regagné le domicile familial sans avoir été mis en examen. Le lendemain, son corps avait

été découvert, pendu, sans aucun mot d'explication.

Dans la controverse, la ministre de la Justice, Elisabeth Guigou, s'est interrogée sur la nécessité des « arrestations spectaculaires ». La gendarmerie explique que les interpellations se sont effectuées « normalement », entre 6 heures et 7 h 30 du matin et « sans giraphore », tandis que les gardes à vue se sont déroulées « sans incident » et qu'aucun nom - à l'exception de celui de l'organisateur du réseau, Bernard Alapetite - n'a été diffusé. Mercredi 25 juin, le syndicat des instituteurs de Force ouvrière a mis en garde contre la « psychose », les « procédures expéditives » et les « risques d'arbitraire » concernant les enseignants placés en position de suspects dans les affaires de pédophilie « sur la base de simples présomptions ».

Erich Ictyian avec nos correspondants

## Les parents des victimes du Drac souhaitent comprendre « les négligences et les maladroresses »

GRENOBLE de notre correspondant

Le tribunal correctionnel de Grenoble a visionné, mercredi 25 juin, un montage vidéo montrant les enfants emportés par les flots du Drac, un après-midi de décembre 1995. « Nous les avons vus, joyeux, un lundi matin à l'école et, le soir, nous les avons retrouvés à la morgue », a résumé la mère de l'un d'eux, pour qui ces images sont une façon « d'empêcher l'oubli ». « Ici, à part leur institutrice, personne ne les connaît, a-t-elle expliqué. Leur prénom n'a même pas été cité. Je voulais que ceux qui sont aujourd'hui devant la justice et qui se renvoient la balle, voient leur visage. » Se défendant d'être venu devant la justice « dans un esprit de revanche », le père d'une victime a déclaré qu'il souhaitait « comprendre où il y avait eu négligences, maladroresses ».

Les trois journées de débat, au cours desquelles les huit prévenus - cadres d'EDF ou fonctionnaires de l'éducation nationale - ont rejeté toute responsabilité sans donner l'impression de reconnaître « l'absence de prise en compte des risques encourus » dénoncée par les experts, ont posé

plus de questions qu'elles n'ont apporté de réponses. A commencer par le fait de savoir si l'accompagneur décédé dans l'accident avait téléphoné à EDF avant de partir avec ses classes dans le lit du Drac. Nul n'a pu répondre à cette interrogation. Les instituteurs entendus au cours de l'enquête se sont contentés de dire qu'ils étaient « sûrs » qu'elle avait téléphoné sans en avoir la preuve. Son employeur - les services de la ville - ne dispose pas de plus de certitude à cet égard. Quant aux responsables d'EDF, ils disent n'avoir jamais été contactés et affirment avoir ignoré jusqu'à la présence de classes à l'enduit, situé tout à fait en amont du bassin principal, habituellement fréquenté par les promeneurs.

■ **VALORISER UN SITE**

En revanche, les débats ont fait apparaître clairement que la gestion du site où s'est produit l'accident avait donné lieu à des arbitrages difficiles entre les préoccupations de sécurité liées à la présence d'équipements hydroélectriques et la volonté, partagée par les défenseurs de l'environnement et les communes - y

compris Grenoble -, de mettre en valeur ce même site. Les maires de Vif et de Saint-Georges-de-Commiers avaient ainsi, en juillet 1992, pris deux arrêtés interdisant la baignade et l'accès à la zone espace nature de la Rivolière tout en donnant leur aval à la réalisation d'un parking d'une trentaine de places en tant que membres du syndicat mixte créé en vue de l'aménagement de cette zone.

« Tout s'est concrétisé dans une volonté de valoriser un site aux plans touristiques et pédagogiques en négligeant l'aspect sécurité », concluent les experts dans un rapport. « Comment s'est interrogé le président, expliquez-vous que la ville de Grenoble, membre du syndicat mixte et qui, donc, participait aux débats sur les questions de sécurité liées au site, n'ait pu continuer à laisser son animatrice emmener des classes dans une zone réputée dangereuse ? » « Cela peut apparaître comme une contradiction fondamentale, a admis le représentant de la ville. Sans doute, s'agit-il d'une absence de coordination entre les services. »

Nicole Cabret

Roland SCHAAL  
Vice-Président  
de la Communauté Urbaine de Strasbourg



« Nos citoyens ont besoin de transports urbains modernes, accessibles et qui préservent l'environnement. Le Diester, énergie renouvelable, y participe. »

Dans plus de 30 agglomérations françaises, les bus et véhicules municipaux utilisent déjà le Diester, carburant oxygéné, fabriqué à partir d'huile végétale.

Diester.  
La ville passe au vert.





DISPARITIONS

# Irina Ehrenbourg

La fidélité et l'élégance du cœur

IRINA EHRENBURG était une de ces grandes dames que le régime soviétique a tolérées parce qu'elles étaient aussi fortes que lui, à leur manière. Dans le cas d'Irina, c'était l'élégance personnelle, à la fois morale et intellectuelle. Elle est morte le 17 juin à Moscou, dans les bras de sa voisine, Ludmila Oulitskaja (Prix Médicis étranger 1996), dans son petit appartement rempli de livres et de tableaux, rue de l'Armée-rouge. Elle avait quatre-vingt-six ans.

Irina était la fille d'Ilya Ehrenbourg (1891-1967), journaliste, écrivain, personnage inclassable que Nicole Zand décrivait ainsi dans *Le Monde* du 17 novembre 1995 : « Prix Staline et membre actif du Comité antifasciste juif, ambassadeur auprès des intellectuels français, aujourd'hui presque oublié », il est un peu triste

qu'on ait oublié la fille, après le père.

Ilya Ehrenbourg avait inventé le mot « dégel », un an après la mort de Staline. Irina conservait fidèlement et même pieusement (à la russe, car elle était athée, bien sûr) le souvenir de ce père, bohème, flamboyant, dont on disait, lorsqu'il était correspondant de guerre, sous Staline, qu'il « valait une division ». Elle était née à Nice le 25 mars 1911. « Mais, d'après mon passeport, je suis née à Leningrad. C'est ma mère, elle-même à moitié allemande et à moitié russe, qui avait voulu qu'on ne sache pas que j'étais née en France », disait-elle. A l'âge de six ans, elle retourna en Russie. « C'était la révolution, la guerre civile, la famine. Quand j'ai eu douze ans, je suis repartie avec mon père à Paris ». Elle eut une adolescence et une jeunesse parisienne assez chic :

Cours Sévigné, Ecole alsacienne, baccalauréat, Sorbonne... En 1933 elle rentra en URSS.

Irina Ehrenbourg fit alors une carrière extraordinaire sous Staline, sachant qu'il risquait à tout instant d'être envoyé dans un camp, s'il n'avait pas été auparavant sommairement exécuté dans une cave de la Loubianka. Avec l'écrivain Vassili Grossman, l'auteur de *Vie et Destin*, il rassemble à partir de 1943 les témoignages et documents qui forment le *Livre noir sur l'extermination des juifs par les envahisseurs fascistes allemands dans les régions provisoirement occupées de l'URSS et dans les camps d'extermination en Pologne*. Ce livre mythique, dont on connaissait l'existence, mais dont la publication fut interdite par Staline en 1947, Irina réussit à en garder la trace. Des épreuves avaient été tirées mais le

plomb avait été détruit sur ordre personnel du Guide...

Irina Ehrenbourg fit parvenir clandestinement, en 1980, au Memorial du génocide à Jérusalem, les archives de son père. En 1991, elle reçut d'un inconnu un paquet bien ficelé qui contenait le livre non paru en 1947. Vassili Grossman avait conservé en effet une seule épreuve, que le KGB avait saisie. Le livre, traduit du russe par une équipe, sous la direction de Michel Parfenov, parut en 1995, chez Solin/Actes sud. Il faut lire ces 1136 pages si l'on veut comprendre quelque chose à ce qui s'est passé là-bas pendant ces années noires. Irina Ehrenbourg, pour sa part, mérite mieux que l'oubli, ne serait-ce qu'à cause de cette fidélité, qui est aussi une élégance du cœur.

Domitrique Dhombres

# Serge Michel

Un militant de la cause algérienne

LE JOURNALISTE et écrivain Serge Michel, né Lucien Douchet, est mort, mardi 24 juin, à l'âge de soixante-cinq ans, au centre de poéumologie de Chevilly-Larue (Essonne).

Passionnément attaché à l'Algérie, pour l'indépendance de laquelle il s'était battu, dès le début des années 50, aux côtés de Ferhat Abbas, ce bourlingueur haut en couleur, membre du FLN, commença à écrire et à dessiner dans le quotidien clandestin *La République algérienne*, avant de rejoindre le siège de la radio du FLN, *La Voix d'Algérie*, installée à Tunis. Rédacteur à *El Moudjahid* entre 1957 et 1960, il passa ensuite quelques mois, en 1960, au Congo-Kinshasa, comme conseiller du dirigeant indépendantiste Patrice Lumumba. « Toi, tu as le cœur noir ! », lui glissa un jour ce dernier, en guise de compliment. Une bou-

tade dont il était très fier, autant que de cette médaille de la Résistance algérienne - numéro 259 - qui lui avait été décernée au lendemain de l'indépendance.

Premier rédacteur en chef de l'agence Algérie Presse Service (APS), Serge Michel, touche-à-tout électricien, s'intéressa aussi au cinéma, travaillant notamment pour la société de production Casbah-film, grâce à laquelle le film de Yacéf Saadi et Gillo Pontecorvo, *La Bataille d'Alger*, put voir le jour. Rétard invétéré, poète et fort en gueule, Serge Michel, qui côtoya Kateb Yacine et croisa Jean Sénac, était l'un des rares « pied-rouges » à avoir fait sa vie en Algérie. C'est grâce à l'entremise de son ami le commandant Azzedine qu'il s'était installé, à la fin des années 80, à s'installer dans le sud algérien, à Ghardaja, pour raisons de santé.

Né le 22 juillet 1922 à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), Serge Michel avait rejoint la France en juin 1994. Malgré sa maladie, il espérait toujours regagner l'Algérie, sa deuxième et véritable patrie. Auteur de deux livres publiés, un essai, *Uhuru Lumumba* (Julliard, 1962), et un roman, *Nour le volé* (Seuil, 1982), Serge Michel eut encore le temps, en 1995, de collaborer au quotidien *Alger-Info*, édité à Paris à l'occasion de l'élection présidentielle algérienne.

Catherine Simon

NOMINATIONS

## SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT

Serge Lasvignes, maître des requêtes au Conseil d'Etat, a été nommé directeur au secrétariat général du gouvernement, lors du conseil des ministres du mercredi 25 juin. Il remplace Jean-Eric Schoettl, nommé secrétaire général du Conseil constitutionnel (*Le Monde* du 24 juin).

## DÉFENSE

Le conseil des ministres du mercredi 25 juin a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

● **Terre** - Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, les généraux de division Pierre Coursier et Philippe Mansuy.

Sont promus : général de division, les généraux de brigade Philippe de la Chône de la Mettrie et Yves Le Chatelier (nommé directeur de l'école d'état-major) ; général de brigade, les colonels Jean-Paul Lebont, Hubert Ivanoff, Dominique Paoli, Jean-Louis Georgelin, Michel Bernot, Michel Finot, Roger Couturier, Henri de

Froissard-Broissia (mis à la disposition du chef d'état-major des armées), Jacques Kolb (nommé adjoint au général commandant les forces françaises en Allemagne et la 1<sup>re</sup> division blindée), René Vandelet (nommé adjoint au général gouverneur militaire de Metz, commandant la région militaire de défense Nord-Est et la circonscription militaire de défense de Metz), Bernard Aussead (nommé chef de la division « maîtrise des armements » à l'état-major des armées), Bruno Le Flem (nommé adjoint au général commandant la 27<sup>e</sup> division d'infanterie de montagne) et Claude Herbeteau (nommé adjoint au général commandant l'école d'application de l'artillerie).

Sont nommés : gouverneur militaire de Lyon, commandant la région militaire de défense Méditerranée et la circonscription militaire de défense de Lyon, le général de corps d'armée Georges Pormont ; adjoint au général commandant le corps européen, le général de division Bernard Friedrich ; commandant supérieur des forces armées dans la zone Sud de l'Océan Indien, le général de brigade François Gau-

bert ; directeur de l'école d'état-major, le général de brigade Yves Le Chatelier ; adjoint au sous-chef d'état-major « relations internationales » à l'état-major des armées, le général de brigade Jean-Paul Raffenne ; sous-chef d'état-major « opérations-logistique » à l'état-major de l'armée de terre, le général de brigade Georges Ladevèze ; commandant l'école nationale des sous-officiers d'active, le général de brigade Michel Stouff ; adjoint au général gouverneur militaire de Nancy et commandant la 4<sup>e</sup> division aéro-mobilité, le général de brigade Jean-Marie Panty ; commandant le groupement spécial autonome, le général de brigade Marie Rosier.

● **Air** - Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps aérien, le général de division aérienne Guy Poulliguen. Est promu commissaire général de division aérienne, le commissaire général de brigade aérienne Jean-Louis Stum. Sont nommés : commandant en second de la force aérienne de projection, le général de brigade aérienne Claude Chiffant ; adjoint tactique au général commandant la force aérienne de

combat, le général de brigade aérienne Pierre Amarger.

● **Marine** - Est nommé chef du bureau « études générales » à l'état-major des armées, le contre-amiral Edouard Mac-Grath.

● **Gendarmerie** - Sont promus : général de division, le général de brigade Nicolas Spillmann (nommé chargé de mission auprès du directeur général de la gendarmerie) ; général de brigade, les colonels Pierre Le Ténio, Jean-Michel Dubois, Claude Jaquet (nommé adjoint au directeur de la protection et de la sécurité de la défense) et Jean-Marc Denizot (nommé commandant la circonscription de gendarmerie de Rennes). Sont nommés : chef du service des plans et moyens à la direction générale de la gendarmerie, le général de brigade Paul Rocher ; chargé de mission auprès du chef d'état-major des armées, le général de brigade Antoine Brefflet ; commandant les écoles de la gendarmerie nationale, le général de brigade Georges Robert.

● **Service de santé** - Sont promus : vétérinaire biologiste général inspecteur, le vétérinaire

biologiste chef des services hors classe Jacques Doucet ; médecin général, les médecins chefs Patrick Quéguiner, Guy Tardivel, Jean-Claude Ronsin, Pierre Philippe et Julien Henri.

Est nommé commandant l'école du service de santé des armées (Lyon), le médecin général Antoine Seigneurt.

● **Armement** - Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Jacques Darrican ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Yves Stérel, Christian Foissey, Gérard Gnyodo, Francis Cbartier et Jean-Pierre Moutet.

Sont nommés : chargé de la sous-direction de la politique de recherche du service de la recherche et des études amont à la direction des systèmes de forces et de la prospective, l'ingénieur général de première classe Jean Bonchet ; chargé de la sous-direction des programmes d'études amont du service de la recherche et des études amont de la direction des systèmes de forces et de la prospective, l'ingénieur général de deuxième classe Lionel Gouédard.

## AU CARNET DU « MONDE »

### Naissances

- Villers-lès-Nancy, Nantes, Le Vésinet.

Catherine et Guillaume FLACHAT-BERNE sont heureux de faire part de la naissance de

Clement,

le 28 mai 1997, à Nancy.

Catherine et Paul de BRANCION, Anne-Sophie, Mathilde et Alice, sont heureux de faire part de la naissance de

Pierre,

le 21 mai 1997.

### Adoptions

Voulez MOREL est heureux de faire part de l'arrivée de son fils,

Ulysse,

le 23 juin 1997.

6 ter, rue Boudard, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

### Mariages

Simone DOUEK et Dominique MANGIN ont la joie d'annoncer leur mariage, le vendredi 20 juin 1997, à Paris.

Marie MAS et Jean-Marc MOISY ont le plaisir de faire part de leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité, le 23 juin 1997.

Marie Mas et Jean-Marc Moisy, 192 bis, rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. : 01-40-61-00-99.

Marie Mas et Jean-Marc Moisy, 192 bis, rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. : 01-40-61-00-99.

Marie Mas et Jean-Marc Moisy, 192 bis, rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. : 01-40-61-00-99.

Marie Mas et Jean-Marc Moisy, 192 bis, rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. : 01-40-61-00-99.

Marie Mas et Jean-Marc Moisy, 192 bis, rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. : 01-40-61-00-99.

Marie Mas et Jean-Marc Moisy, 192 bis, rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. : 01-40-61-00-99.

Marie Mas et Jean-Marc Moisy, 192 bis, rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. : 01-40-61-00-99.

Marie Mas et Jean-Marc Moisy, 192 bis, rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. : 01-40-61-00-99.

Marie Mas et Jean-Marc Moisy, 192 bis, rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. : 01-40-61-00-99.

Marie Mas et Jean-Marc Moisy, 192 bis, rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. : 01-40-61-00-99.

Marie Mas et Jean-Marc Moisy, 192 bis, rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. : 01-40-61-00-99.

Marie Mas et Jean-Marc Moisy, 192 bis, rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. : 01-40-61-00-99.

Marie Mas et Jean-Marc Moisy, 192 bis, rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. : 01-40-61-00-99.

Marie Mas et Jean-Marc Moisy, 192 bis, rue de Vaugirard, 75015 Paris. Tél. : 01-40-61-00-99.

- Le secrétaire perpétuel. Et les membres de l'Académie française.

ont la tristesse de faire part de la disparition de leur confrère.

M. Jacques-Yves COUSTEAU, commandeur de la Légion d'honneur, grand-croix de l'Ordre national du Mérite, officier du Mérite agricole, officier du Mérite maritime, commandeur des Arts et Lettres, commandeur de l'Ordre de Saint-Charles de Monaco, commandeur de l'Ordre du Mérite de la République fédérale allemande, Medal of Freedom des Etats-Unis.

décédé le 25 juin 1997, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Le service religieux sera célébré à Paris, le lundi 30 juin, à 10 heures, en la cathédrale Notre-Dame de Paris. (*Le Monde* du 26 juin et page 28)

M. Jacques-Yves Cousteau, 600, rue de Bouillargues, 93000 Nimes.

M. Jean-Pierre Limousin, 34 ter, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

M. Jean-Pierre Limousin, 34 ter, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

M. Jean-Pierre Limousin, 34 ter, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

M. Jean-Pierre Limousin, 34 ter, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

M. Jean-Pierre Limousin, 34 ter, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

M. Jean-Pierre Limousin, 34 ter, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

M. Jean-Pierre Limousin, 34 ter, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

M. Jean-Pierre Limousin, 34 ter, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

M. Jean-Pierre Limousin, 34 ter, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

M. Jean-Pierre Limousin, 34 ter, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

M. Jean-Pierre Limousin, 34 ter, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

M. Jean-Pierre Limousin, 34 ter, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

M. et M<sup>me</sup> Jacques Joubert, M. et M<sup>me</sup> Maurice Couill, M. et M<sup>me</sup> Philippe Allagout, M. et M<sup>me</sup> Valérie Joubert, M. et M<sup>me</sup> Michel Lescoffy, M<sup>me</sup> Carole Joubert, M. Jérôme Couill, Et toute la famille.

font part du décès de

M. JOUBERT, née Juliette NICOLAS, survenu le 18 juin 1997, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Une cérémonie religieuse a été célébrée le vendredi 20 juin, en l'église Notre-Dame-des-Enfants, à Nîmes.

L'inhumation a eu lieu le même jour à Saint-Pons (Rhône), dans la sépulture de famille.

600, rue de Bouillargues, 93000 Nîmes.

M. Jean-Pierre Limousin, 34 ter, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

M. Jean-Pierre Limousin, 34 ter, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

M. Jean-Pierre Limousin, 34 ter, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

M. Jean-Pierre Limousin, 34 ter, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

M. Jean-Pierre Limousin, 34 ter, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

M. Jean-Pierre Limousin, 34 ter, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

M. Jean-Pierre Limousin, 34 ter, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

M. Jean-Pierre Limousin, 34 ter, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

M. Jean-Pierre Limousin, 34 ter, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

M. Jean-Pierre Limousin, 34 ter, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

M. Jean-Pierre Limousin, 34 ter, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

M. Jean-Pierre Limousin, 34 ter, rue de Dunkerque, 75010 Paris.

## Anniversaires de décès

- Il y a neuf mois, le 27 septembre 1996,

Catherine

Elle reste merveilleuse dans nos cœurs. Fabrice et Mélanie.

« Heureux les cœurs purs, car ils verront Dieu. »

- Il y a cinq ans, Jean-Michel MANDOPOULOS disparaissait.

Ses amis, ses proches se souviennent.

- Il y a dix ans, le 26 juin 1987, Colette MOISY nous quittait.

« Sa mort nous sépare. Ma mort ne nous réunit pas. C'est ainsi : il est déjà beau que nos vies aient pu si longtemps s'accorder. »

Simone de Beauvoir. La Cérémonie des adieux.

Bernard Moisy.

Colloques

COLLOQUE NATIONAL DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

« Villes : la nouvelle donne économique. » Politiques urbaines et développement local.

A Marseille, jeudi 3 juillet 1997. Centre des congrès, parc Chanot.

Contact ACFC : Mission ville. Anniek Roques, tél. : 01-40-69-38-85. Christine Joseph, tél. : 01-40-69-39-85.

CARNET DU MONDE

Télécopieur : 01-42-17-21-36 Téléphone : 01-42-17-29-94 ou 38-42

## Expositions

LEE MILLER, 1944-1945.

Exposition de 105 photographies en noir et blanc de Lee Miller, photographe et correspondante de guerre de l'armée américaine, réalisées lors de l'avancée des troupes alliées en France et en Allemagne, depuis le débarquement en Normandie jusqu'aux derniers remembrements nazis en Bavière.

Centre d'histoire de la Résistance et de la Déportation, 14, avenue Berthelot, Lyon-7<sup>e</sup>. Renseignements : 04-78-72-23-11.

Soutenances de thèse

- Bernard Loescher soutiendra sa thèse de doctorat en informatique, intitulée « D6 : faisabilité de requêtes avec des fonctions. Une contribution à la théorie de la complexité descriptive », le 27 juin 1997, à 11h30, à l'université Paris-XI-Orsay, LRI, bât. 490, salle 79, devant le jury composé de M<sup>me</sup> Rouzy (Paris-XI) et de MM. Courcelle (Bordeaux-1), Fagin (rapporteur, IBM), Grandjean (rapporteur, Caen), Gurevich (Ann Arbor), Lasseigne (Paris-VII) et de Rougemont (directeur, Paris-II).

- Isabelle Berrebi Hoffmann soutiendra sa thèse de doctorat en sociologie : « Prouver et contrôler dans les entreprises d'expertise », le mardi 1<sup>er</sup> juillet 1997, à 14 heures, à l'Institut d'études politiques de Paris, salle André-Sieffried, 30, rue Saint-Guillaume, Paris-7<sup>e</sup>.

Composition du jury : M<sup>me</sup> C. Paradesco, professeur des universités, et MM. M. Crozier, directeur de recherche émérite au CNRS, C. Dubar, professeur des universités, O. Faveau, professeur des universités, C. Riveline, professeur à l'Ecole des mines.

Le Carnet du Monde

POUR VOS HEUREUX ÉVÉNEMENTS

NAISSANCES, MARIAGES

70 F la ligne hors taxes

☎ 01.42.17.39.80 01.42.17.38.42

# Une deuxième ligne

Le 22 juillet 1922 à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), Serge Michel avait rejoint la France en juin 1994. Malgré sa maladie, il espérait toujours regagner l'Algérie, sa deuxième et véritable patrie. Auteur de deux livres publiés, un essai, *Uhuru Lumumba* (Julliard, 1962), et un roman, *Nour le volé* (Seuil, 1982), Serge Michel eut encore le temps, en 1995, de collaborer au quotidien *Alger-Info*, édité à Paris à l'occasion de l'élection présidentielle algérienne.

# La rue Papillon en fête pour lui

Le 22 juillet 1922 à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), Serge Michel avait rejoint la France en juin 1994. Malgré sa maladie, il espérait toujours regagner l'Algérie, sa deuxième et véritable patrie. Auteur de deux livres publiés, un essai, *Uhuru Lumumba* (Julliard, 1962), et un roman, *Nour le volé* (Seuil, 1982), Serge Michel eut encore le temps, en 1995, de collaborer au quotidien *Alger-Info*, édité à Paris à l'occasion de l'élection présidentielle algérienne.

# La rue Papillon en fête pour lui

Le 22 juillet 1922 à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), Serge Michel avait rejoint la France en juin 1994. Malgré sa maladie, il espérait toujours regagner l'Algérie, sa deuxième et véritable patrie. Auteur de deux livres publiés, un essai, *Uhuru Lumumba* (Julliard, 1962), et un roman, *Nour le volé* (Seuil, 1982), Serge Michel eut encore le temps, en 1995, de collaborer au quotidien *Alger-Info*, édité à Paris à l'occasion de l'élection présidentielle algérienne.

# La rue Papillon en fête pour lui

Le 22 juillet 1922 à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), Serge Michel avait rejoint la France en juin 1994. Malgré sa maladie, il espérait toujours regagner l'Algérie, sa deuxième et véritable patrie. Auteur de deux livres publiés, un essai, *Uhuru Lumumba* (Julliard, 1962), et un roman, *Nour le volé* (Seuil, 1982), Serge Michel eut encore le temps, en 1995, de collaborer au quotidien *Alger-Info*, édité à Paris à l'occasion de l'élection présidentielle algérienne.

# La rue Papillon en fête pour lui

Le 22 juillet 1922 à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), Serge Michel avait rejoint la France en juin 1994. Malgré sa maladie, il espérait toujours regagner l'Algérie, sa deuxième et véritable patrie. Auteur de deux livres publiés, un essai, *Uhuru Lumumba* (Julliard, 1962), et un roman, *Nour le volé* (Seuil, 1982), Serge Michel eut encore le temps, en 1995, de collaborer au quotidien *Alger-Info*, édité à Paris à l'occasion de l'élection présidentielle algérienne.



## Serge Michel

Un militant de la cause a gérienne

Le gériatrie, c'est la médecine des personnes âgées. C'est une discipline qui a connu, ces dernières années, un développement remarquable. Mais elle ne doit pas être confondue avec la gérontologie, qui est une véritable science de l'âge. La gériatrie est une médecine, la gérontologie est une science. La gériatrie s'occupe de la prise en charge des personnes âgées, la gérontologie s'occupe de l'étude de l'âge et de ses conséquences. La gériatrie est une médecine, la gérontologie est une science. La gériatrie s'occupe de la prise en charge des personnes âgées, la gérontologie s'occupe de l'étude de l'âge et de ses conséquences.

La gériatrie est une médecine, la gérontologie est une science. La gériatrie s'occupe de la prise en charge des personnes âgées, la gérontologie s'occupe de l'étude de l'âge et de ses conséquences. La gériatrie est une médecine, la gérontologie est une science. La gériatrie s'occupe de la prise en charge des personnes âgées, la gérontologie s'occupe de l'étude de l'âge et de ses conséquences.

La gériatrie est une médecine, la gérontologie est une science. La gériatrie s'occupe de la prise en charge des personnes âgées, la gérontologie s'occupe de l'étude de l'âge et de ses conséquences. La gériatrie est une médecine, la gérontologie est une science. La gériatrie s'occupe de la prise en charge des personnes âgées, la gérontologie s'occupe de l'étude de l'âge et de ses conséquences.

La gériatrie est une médecine, la gérontologie est une science. La gériatrie s'occupe de la prise en charge des personnes âgées, la gérontologie s'occupe de l'étude de l'âge et de ses conséquences. La gériatrie est une médecine, la gérontologie est une science. La gériatrie s'occupe de la prise en charge des personnes âgées, la gérontologie s'occupe de l'étude de l'âge et de ses conséquences.

La gériatrie est une médecine, la gérontologie est une science. La gériatrie s'occupe de la prise en charge des personnes âgées, la gérontologie s'occupe de l'étude de l'âge et de ses conséquences. La gériatrie est une médecine, la gérontologie est une science. La gériatrie s'occupe de la prise en charge des personnes âgées, la gérontologie s'occupe de l'étude de l'âge et de ses conséquences.

La gériatrie est une médecine, la gérontologie est une science. La gériatrie s'occupe de la prise en charge des personnes âgées, la gérontologie s'occupe de l'étude de l'âge et de ses conséquences. La gériatrie est une médecine, la gérontologie est une science. La gériatrie s'occupe de la prise en charge des personnes âgées, la gérontologie s'occupe de l'étude de l'âge et de ses conséquences.

La gériatrie est une médecine, la gérontologie est une science. La gériatrie s'occupe de la prise en charge des personnes âgées, la gérontologie s'occupe de l'étude de l'âge et de ses conséquences. La gériatrie est une médecine, la gérontologie est une science. La gériatrie s'occupe de la prise en charge des personnes âgées, la gérontologie s'occupe de l'étude de l'âge et de ses conséquences.

## RÉGIONS

LE MONDE / VENDREDI 27 JUIN 1997

**TRANSPORTS** Une nouvelle ligne de tramway doit ouvrir au début du mois de juillet dans le département des Hauts-de-Seine. C'est la deuxième en Ile-de-France. ● LE

**TRAM-VAL-DE-SEINE** reliera en vingt minutes Issy-les-Moulineaux et La Défense. Les 11,3 kilomètres du parcours desservent treize gares. 25 000 voyageurs devraient l'em-

prunter chaque jour. Une extension est prévue jusqu'à Bezons au nord et, de l'autre côté, jusqu'à la porte de Versailles à Paris. ● EN SEINE-SAINT-DENIS, le succès du tramway

ne se dément pas. 63 000 voyageurs sont transportés tous les jours. La ligne va être prochainement prolongée jusqu'à Noisy-le-Sec. ● A ORLÉANS, le projet de tramway,

dont l'entrée en service était prévue pour l'an 2000, piétine. La commission d'enquête remet en cause le tracé et l'état tarde à s'engager financièrement.

## Une deuxième ligne de tramway ouvre en Ile-de-France

Tram-Val-de-Seine va être mis en service au début du mois de juillet et mettra Issy-les-Moulineaux à vingt minutes de la Défense. 25 000 voyageurs devraient être transportés chaque jour sur 11 kilomètres de voies

**NANTERRE** de notre correspondant Il y a plus de vingt ans, en 1976, les pouvoirs publics avaient prévu, dans le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme d'Ile-de-France, une liaison de transport collectif autour de Paris. Destinée à relier les pôles urbains importants, cette rocade, connue sous le nom d'Orbital, devait permettre aux Franciliens d'accéder facilement aux centres administratifs, industriels et commerciaux de leur département, sans passer par la capitale.

De ce grand projet, il reste trois tronçons : le tramway a été retenu pour la liaison Saint-Denis-Bobigny, en Seine-Saint-Denis, le bus pour relier le marché d'intérêt national de Rungis à Saint-Maur, dans le Val-de-Marne et, à partir de juillet, la nouvelle ligne de tramway Issy-les-Moulineaux-La Défense, dans les Hauts-de-Seine. Ces trois projets ont pour dénomi-

oateur commun de circuler en « site propre », c'est-à-dire sur une voie qui leur est exclusivement réservée, permettant à la fois une meilleure intégration dans le milieu urbain et offrant un moyen de transport de qualité, efficace et rapide.

La ligne entre Issy et La Défense - Tram-Val-de-Seine (T2) - fait ap-

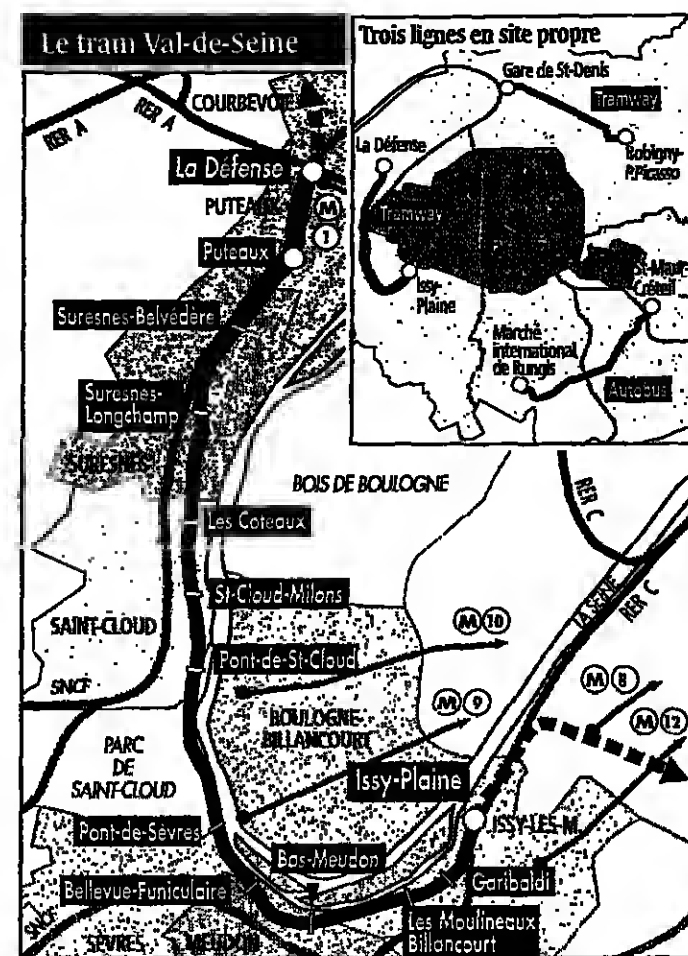
pel à la technologie du tramway électrique équipé de roues élastiques antivibratoires pour le rendre plus silencieux. Elle est longue de 11,3 kilomètres. Elle dessert treize stations implantées à l'emplacement des gares de l'ancienne ligne SNCF, dont elle emprunte une partie du trajet, à l'exception de trois qui ont été

spécialement coconstruites et de celle du terminus de la Défense, située dans la gare SNCF du quartier d'affaires. Le T2 relie six villes des Hauts-de-Seine, d'Issy-les-Moulineaux à Puteaux, en passant par Meudon, Sèvres, Saint-Cloud et Suresnes.

Ce nouveau moyen de transport collectif peut accueillir 178 personnes, dont 52 assises, dans des voitures spacieuses dotées d'un plancher surbaissé accessible à tous les voyageurs, ni la circulation est possible de l'un à l'autre des deux éléments qui composent les rames. La fréquence de passage sera de quatre à cinq minutes aux heures de pointe.

**OÛSSENGER LA ROUTE** Par sa facilité d'accès et d'utilisation, le Tram-Val-de-Seine devrait favoriser une plus forte utilisation des transports en commun entre le nord et le sud du département des Hauts-de-Seine et alléger ainsi une circulation routière particulièrement chargée. Il sera également, à terme, l'un des principaux moyens de communication permettant d'accéder aux nouveaux ensembles de bureaux et d'habitations qui seront réalisés sur les anciens terrains libérés par la régie Renault à Boulogne-Billancourt et Meudon.

Au départ d'Issy-Plaine, le tramway emprunte l'ancienne ligne ferroviaire jusqu'à Saint-Cloud, puis une section réaménagée sur six kilomètres menant à Puteaux et enfin un kilomètre de voie nouvelle, pour atteindre la gare de la Défense. Outre l'amélioration des voies et les gares entièrement repensées, quatre ponts ont dû être reconstruits à Issy-les-Moulineaux ; à Saint-Cloud, un passage à niveau a fait place à un pont et, à Puteaux, deux autres ouvrages d'art ont été édifiés. Pour assurer la régularité des tramways, augmenter leur fréquence aux heures de pointe et leur permettre de circuler en toute sécurité en pouvant intervenir immédiatement en cas d'incident, la RATP a installé un poste de commandement central ultramodern à la station Moulineaux-Billancourt qui surveille l'ensemble de la ligne. L'entretien, les réparations



et le stationnement des rames s'effectueront dans un atelier implanté entre les stations Garibaldi et Moulineaux-Billancourt. La ligne permet aux voyageurs d'avoir accès à d'autres modes de transport collectif comme la ligne C du RER à Issy-Plaine ou la ligne A à la Défense. Sur son parcours, le tramway offre des possibilités de correspondance avec trois lignes du métro parisien ainsi qu'avec treize lignes d'autobus, dont les itinéraires ont été repensés à l'occasion de l'ouverture du Tram-Val-de-Seine, trois réseaux de bus urbains à Meudon, Suresnes et Puteaux, et le réseau SNCF-Ile-de-France à la gare de la Défense.

Le coût total avoisine 900 millions de francs (valeur 1994). 272 millions de francs sont consacrés au matériel roulant de la deuxième ligne de tramway de l'Ile-de-France, prise en charge par la RATP ; 620 millions représentent les dépenses liées aux infrastructures et sont financées à 57 % par la région, 17 % par la SNCF et la RATP sur des prêts bonifiés, 14 % par le département des Hauts-de-Seine et les 12 % restant par l'Etat. D'ores et déjà, une extension de la ligne T2 est prévue au nord jusqu'à Bezons (Val-d'Oise) et au sud jusqu'à la Porte de Versailles à Paris.

Jean-Claude Pierrette

## Le projet d'Orléans défile

**ORLÉANS** de notre correspondant De mauvais génies semblent s'acharner sur le projet de tramway d'Orléans. Le Syndicat intercommunal à vocation multiple (Sivom) de l'agglomération, qui préside le maire d'Orléans, Jean-Pierre Sueur (PS), s'était prononcé le 7 mars dernier à une très large majorité (57 voix contre 17) pour la construction d'une première ligne nord-sud, en « site propre intégral », longue de 18 kilomètres, reliant Fleury-les-Aubrais à Orléans-la-Source. Coût de l'opération : 1,85 milliard de francs. Les élus avaient adopté le relèvement de la cotisation transport payée par les entreprises, nécessaire au déblocage de la subvention de l'Etat, estimée à 340 millions de francs.

Or, lors d'un passage dans la ville de Jeanne d'Arc, le 3 avril, Bernard Pons, ministre de l'équipement et des transports de l'ancien gouvernement, avait indiqué à la surprise générale qu'il n'y au-

rait pas d'argent en 1997 et 1998 pour le tramway d'Orléans. « Nous ne pouvons pas financer tous les projets en même temps. Nous avons aussi d'importants projets sur Paris », avait expliqué M. Pons. Propos en contradiction avec les assurances données par Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat, dans une lettre au maire d'Orléans, en juillet 1996. Interrogée au lendemain de la visite de M. Pons, Madame Idrac avait indiqué que rien n'était encore tranché, même pour les crédits de 1997.

Nouvelle embûche : la commission d'enquête remet en cause aujourd'hui le tracé. Elle s'oppose au passage du tramway sur le pont Georges-V, qui franchit la Loire, au motif que l'ouvrage est classé monument historique. Décision qui vide le projet de son sens, puisqu'il s'agit de l'axe principal desservant le cœur de la ville. La commission suggère la construction d'une passerelle à proximité. « Alternative qui serait préjudiciable au paysage », répond le maire

d'Orléans. Cela revient à construire un pont à 50 mètres de l'actuel. Le pont Georges-V est en effet une royale antiquité. Construit au 18<sup>e</sup> siècle sur l'ordre de Louis XV, il permettait à M<sup>re</sup> de Pompadour de se rendre en son château de Ménars, ce qui faisait dire aux Orléanais de l'époque qu'il était d'une solidité à toute épreuve, puisqu'il portait « le plus lourd fardeau de France ». Au début de ce siècle, le premier tramway d'Orléans l'empruntait déjà. Nul ne doute que le vieil ouvrage, envahi aujourd'hui par les voitures, ne puisse remplir à nouveau son office.

Bien que remettant en cause le tracé, la commission a finalement donné un avis favorable au projet. Aux élus du Sivom et au nouveau gouvernement d'apporter maintenant leurs réponses, avant que le préfet ne se prononce sur l'utilité publique du projet. La mise en service est prévue pour l'an 2000.

Régis Guyotat

## La rue Papillon en fête pour inverser le sort

« ON NE VEUT PAS de commiseration, on veut tout simplement vivre et exercer nos métiers. On veut que notre rue retrouve sa vitalité d'antan, qu'elle ne soit plus considérée comme une artère sinistrée à éviter ou à traverser au plus vite », soulignent à l'unanimité les commerçants et les habitants de la rue Papillon, à Paris (9<sup>e</sup>). Face au square Montholon, cette petite rue qui porte le nom de Pierre Papillon, l'intendant chargé des menus plaisirs du Roi, compte sur ses 150 mètres quelque 800 habitants, 200 emplois, 30 commerces et entreprises.

Elle aurait pu rester, à l'instar de centaines d'autres dans la capitale, une voie discrète, sans cachet particulier. Mais le matin du 22 décembre 1995, elle sort brusquement de l'anonymat : le terrain s'effondre au-dessus du chantier de la future ligne de RER Eole. Des immeubles menacent ruine, des familles sont reléguées ailleurs, la circulation est totale-

ment interrompue, les commerces sont désertés. « Une catastrophe pour tout le monde », rappelle Anna, la gardienne d'un des immeubles sinistrés, mais nous avons décidé de réagir. L'Association pour le renouveau de la rue Papillon est créée en mars 1996 afin de « tout faire pour redonner convivialité et dynamisme à une rue gravement altérée depuis l'accident ».

Un an et demi après le glissement de terrain, les traumatismes subsistent et les nuisances diverses dues à la poursuite du chantier, « au moins jusqu'en 2001 », rendent le quotidien particulièrement désagréable aux habitants et préjudiciable aux commerçants. Alors, façon de faire une niche au mauvais sort, l'Association pour le renouveau a décidé, une fois l'an, de faire la fête. Pour cette deuxième édition de la Fête aux papillons - l'an dernier elle avait drainé quelque 70 000 visiteurs, assurent les organisateurs - avec

l'aide de tous et selon les compétences de chacun, du 24 au 29 juin, la rue a pris d'étonnantes allures champêtres. Arbres, pelouses, terrasses fleuries et nombreuses volières qui abritent des milliers de lépidoptères (prêtés par l'Office pour l'information éco-éotomologique), forment une oasis de fraîcheur. Cette « rue-jardin » offre également pendant six jours une fièvre d'activités aux visiteurs : espaces découvertes, ateliers-jeux, dégustations, spectacles et musiques du monde, produits « papillons »...

« C'est une véritable bouffée d'oxygène », s'enthousiasme Nathalie Cardelliac, de l'Association, « qui permet de confirmer l'existence d'une communauté plurielle solidaire ». « Paradoxalement, ajoute-t-elle, tous les tracas que nous subissons depuis décembre 1995, nous ont fait retrouver une réelle convivialité de quartier ».

Ali Habib

### DÉPÊCHES

■ **CHAMBERY** : le conseil municipal de Chambéry (Savoie) vient de décider, sur proposition du maire, Louis Besson, secrétaire d'Etat au logement (PS), de réduire de 10 % les indemnités mensuelles du maire et de 6 % celles de ses adjoints. Cette économie d'environ 100 000 francs est destinée à favoriser la création d'emplois. - (Corresp.)

■ **DUNKERQUE** : le trafic du port autonome du Nord a connu une progression de 19 % durant les 5 premiers mois de 1997 par rapport à la même période en 1996. Le trafic a atteint 16,37 millions de tonnes, grâce notamment aux exportations de céréales.

■ **NUCLÉAIRE** : la coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement des déchets radioactifs vient d'écrire au premier ministre pour lui demander d'« agir de façon urgente en faveur de l'arrêt immédiat du processus légal » de création de laboratoires souterrains pour des déchets à longue durée de vie. Trois sites sont étudiés : Bure (Meuse), Chappelle-Bâton (Vienne) et Chusclan (Gard).

■ **SUPERPHÉNIX** : le secrétaire d'Etat à l'Industrie, Christian Pierret, a assuré, mercredi 25 juin, que la concertation sur les conséquences de la fermeture de Superphénix porterait à la fois sur les aspects sociaux, la diversification industrielle sur place et les moyens techniques d'éliminer les déchets. M. Pierret a déclaré « qu'il est impératif de régler les questions techniques, de se rapprocher des partenaires économiques et financiers et de régler des questions technologiques lourdes décisives que notre décision entraîne ».

**Diester.**  
**La ville passe au vert.**  
Club des Villes Diester, 12, avenue George V, 75008 Paris



CLUB DES VILLES  
DIESTER  
01-43-17-31-34  
01-43-17-30-34  
ou 30-43



صلى الله عليه وسلم

## HORIZONS

DOSSIER

# Les technocrates de l'ombre du gouvernement Jospin

**Les nouveaux ministres ont d'ores et déjà constitué la majeure partie de leurs équipes. Les cabinets ministériels du gouvernement Jospin ont fait la part belle aux techniciens expérimentés. A Matignon, Olivier Schrameck, « dircab » du premier ministre, veut placer le travail de l'équipe qu'il dirige sous le triple signe de la « collégialité, de la responsabilité et de la disponibilité »**

Ce ne sont pas des courants à proprement parler, ce sont plutôt des réseaux ou des filières rassemblant des personnalités qui ont travaillé avec tel ou tel ancien ministre socialiste que l'on retrouve dans les cabinets ministériels du gouvernement de Lionel Jospin. Ni le premier ministre ni son directeur du cabinet, Olivier Schrameck, qui a prêté attention à la formation des équipes des principaux ministres, comme semble-t-il celui de Dominique Voinet, n'ont donné de consignes officielles sur les effectifs des cabinets. Ni restrictions ni facilités : les ministres ont arrêté leur nombre de conseillers mais ils ont été priés d'abandonner la pratique des conseillers officieux, ceux qui ne sont pas dans l'organigramme mais qui figurent sur le répertoire téléphonique du ministère.

Le Parti socialiste a été appelé à la rescousse. Outre Manuel Valls en charge de la communication à Matignon et de l'hebdomadaire du parti, *L'Hebdo*, Adeline Hazan, magistrate, ancien président du Syndicat de la magistrature, est entrée, tout en conservant ses fonctions à « Solferino », au cabinet de Martine Aubry pour suivre l'intégration. Deux délégués auprès du premier secrétaire, reconduits auprès de François Hollande, ont aussi rejoint des cabinets : Gérard Le Gall, chargé des études politiques, celui de M. Jospin, Ahmed Ghayet, chargé des questions d'immigration, celui de M<sup>me</sup> Aubry.

La filière Jospin ne s'est pas retrouvée qu'à Matignon. Dominique Merche, membre du premier cercle des fidèles, attaché de presse de M. Jospin jusqu'au 1<sup>er</sup> juin, est entré chez Pierre Moscovici, ministre délégué chargé des affaires européennes, pour s'occuper aussi de la presse. Gilles Finchelein, qui a été dans l'équipe de campagne de la présidentielle puis dans celle des législatives, collaborateur de Pierre Mauroy et de la Fondation Jean-Jaurès, a rejoint le ministère de l'économie. Yves Colmou, directeur adjoint de campagne en 1995, candidat malheureux aux législatives, proche de Michel Rocard, dont il fut le chef de cabinet à Matignon, est devenu directeur du cabinet de Daniel Vaillant tout en étant conseiller parlementaire du premier ministre. Martine Courrier-Jeammin, qui était chef adjoint du secrétariat particulier de M. Jospin au ministère de l'éducation, a été nommée chef de cabinet de Charles Josselin, secrétaire d'Etat chargé de la coopéra-

tion. La filière Rocard a essaimé assez faiblement en dehors de Matignon.

Maire de Cergy (Val-d'Oise), Dominique Lefebvre, ancien conseiller technique de Claude Evin puis de M. Rocard, ancien directeur du cabinet de Jack Lang, est devenu directeur du cabinet de Catherine Trautmann. Pierre Encrevé, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, ancien conseiller culturel de M. Rocard à Matignon, dont il était resté un proche collaborateur, est devenu chargé de mission chez M<sup>me</sup> Trautmann. Ancien président du Mouvement des jeunes socialistes, candidat malheureux aux législatives, Benoît Hamon, de sensibilité rocardienne, est entré chez M<sup>me</sup> Aubry.

D'anciens collaborateurs de Pierre Bérégovoy ont aussi retrouvé le chemin des ministères : Jacques Maire, rocardien, ancien chargé de mission à Matignon (1992-1993), comme directeur du cabinet de Dominique Voinet ; Laurent Van Soen, conseiller technique à Matignon chargé des relations avec le Parlement (1992-1993), comme chef de cabinet du même ministre ; Christophe Chantepy, ancien conseiller technique de Michel Charasse au ministère du budget puis d'Edith Cresson et de Pierre Bérégovoy à Matignon, comme directeur du cabinet de Ségolène Royal ; François Villeroy de Galhau, ancien conseiller technique à Matignon (1992-1993), comme directeur du cabinet de Dominique Strauss-Kahn ; Catherine Delmas-Comolli, ancien conseiller technique à Matignon (1992-1993), comme directeur adjoint du cabinet de Jean-Pierre Chevènement ; Denis Morin, ancien collaborateur de Pierre Bérégovoy au ministère de l'économie, de Michel Charasse et Martin Malvy au budget, comme directeur du cabinet de Christian Sautter ; Patrice Vermeulen, qui a travaillé avec l'ancien maire de Nevers à l'économie, comme directeur du cabinet de Mariyse Lebranchu, secrétaire d'Etat aux PME, au commerce et à l'artisanat.

Quelques anciens membres du cabinet d'Edith Cresson ont rejoint les nouveaux ministres : Joselyne de Clausade, conseiller technique chargé des affaires européennes auprès de l'ancien premier ministre, s'occupe des affaires culturelles auprès d'Hubert Védrine ; Jean-Pierre Thebaud, ancien conseiller technique à Matignon, a été nommé chez M<sup>me</sup> Voinet ; Dominique Marcel, ancien conseiller technique à Matignon de mai 1991 à avril 1992, est directeur du cabinet de M<sup>me</sup> Aubry. Les anciens col-

laborateurs de Laurent Fabius, comme Pierre-François Couture, conseiller spécial chargé des postes et télécommunications auprès de M. Pierret, et d'Henri Emmanuelli, comme M. Merchez aux affaires européennes, sont plus rares.

La filière Jnxé est assez présente : Jean-Paul Albertini, qui a été chargé de mission auprès du premier président de la Cour des comptes, est conseiller technique de M. Moscovici ; François Rousseau, directeur du cabinet de Pierre Joxe lorsqu'il était ministre de l'intérieur, en 1984 comme en 1988, est directeur du cabinet d'Alain Richebourg ; Pierre Bayle, conseiller technique au ministère de la défense de 1991 à 1993, est chargé de la communication au même ministère ; Christophe Lannelongue, conseiller technique de M. Joxe place Beauvau, retrouve le ministère de l'intérieur ; Patrice Bergougnoux, également conseiller technique de l'ancien ministre de l'intérieur, est chargé des affaires policières, place Beauvau ; Christian Vignoux, ancien directeur du cabinet de M. Joxe et de Philippe Marchand à l'intérieur, est directeur du cabinet du ministre de la justice ; Fabienne Costa, ancienne attachée parlementaire de M. Joxe à l'intérieur et à la défense, est chef de cabinet de M. Sautter. Plusieurs anciens collaborateurs de Jack Lang, lorsqu'il était ministre

plusieurs collaborateurs comme Patrick Quinquet, secrétaire national au Mouvement des citoyens chargé de la formation, Gérard Cureau, son ancien directeur adjoint du cabinet lorsqu'il était ministre de la défense, Philippe Barret et Jean-Yves Autier, qui, au secrétariat national du MDC, s'occupe du secteur études et programmes. Bernard Kouchner a fait de même en reprenant au secrétariat à la santé des collaborateurs qui l'avaient accompagné dans son précédent parcours ministériel, comme Martin Hirsch, ancien conseiller juridique au ministère de la santé en 1992, directeur du cabinet en 1992 auquel il a confié la même fonction, et Philippe Duneton, un ancien conseiller technique, chargé du sida et de la toxicomanie.

La récupération d'anciens collaborateurs a été également pratiquée par Louis Le Pensec au ministère de l'agriculture et de la pêche, avec Jean-Jacques Debacq, qui était son assistant parlementaire après avoir été son directeur du cabinet, et Martine Ulmann, déjà au ministère de la mer en 1981-1982, tous deux conseillers. Martine Aubry a fait venir auprès d'elle Pierre-Louis Rémy, directeur adjoint de Jean Auroux en 1981, conseiller social d'Edith Cresson, candidat malheureux aux législatives, comme

collaborateur de Pierre Mauroy à Matignon, ancien commissaire au Plan de 1984 à 1987, et Alain Eschegnyen, professeur de classe préparatoire aux grandes écoles, proche de M<sup>me</sup> Aubry, et auteur de livres à succès comme *Les entreprises ont-elles une âme ?* (1990).

Chez les alliés, l'expérience dans de précédents cabinets ministériels a moins pesé. Au ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, M<sup>me</sup> Voinet s'est entourée de Verts, comme Alain Rist, conseiller régional Ile-de-France, Denis Beaupin, conseiller municipal à Paris, Pierre Radanne, un des négociateurs de l'accord électoral avec le PS, Jean-Pierre Raffin, vice-président de France Nature environnement, ou encore Raphaël Romi, conseiller municipal à Nantes.

Un constat voisin peut être fait chez Jean-Claude Gaysot, ministre de l'équipement, des transports et du logement : son principal conseiller, Yves Salesse, a été secrétaire du syndicat CGT des cheminots de la gare du Nord avant d'intégrer l'ENA par la troisième voie. Son directeur du cabinet, Francis Rol-Tanguy, directeur du développement urbain de l'établissement public d'aménagement de Cergy-Pontoise, a été aussi conseiller technique de Charles Fiterman, ministre communiste des transports de 1981 à 1984, puis de Michel Delebarre, ministre socialiste du travail puis de la ville de 1984 à 1985 et de 1990 à 1992. Son chef de cabinet, Corinne Orzechowski, sous-préfet, a exercé la même fonction chez Jean-Pierre Sœur lorsqu'il était secrétaire d'Etat aux collectivités locales.

Marie-George Buffet, ministre communiste de la jeunesse et des sports, a choisi comme directeur du cabinet Philippe Sultan, un administrateur civil qui a travaillé dans l'éducation, les sports et les transports ferroviaires. Son chef de cabinet, Gilles Smadja, est un ancien journaliste de *L'Humanité*. Son conseiller technique chargé de la jeunesse, Michel Fize, sociologue, chercheur au CNRS, a participé aux commissions mises en place lors de la consultation nationale des jeunes lancée par Edouard Balladur en 1994. Son conseiller technique chargé des sports, Jean Poczuot, a présidé la Fédération française d'athlétisme de 1992 à 1996. Serge Mesones, son chargé de mission sports, est un ancien footballeur professionnel, journaliste à *La Montagne*. Un ministère qui se veut ainsi à l'écart des filières « socialistes » ou des technocrates ministériels.

Michel Noblecourt

**Les ministres ont été priés d'abandonner la pratique des conseillers officieux, ceux qui ne sont pas dans l'organigramme mais figurent sur le répertoire téléphonique**

de l'éducation (1992-1993), comme Franck Hébert, son chef de cabinet, Pierre Encrevé, chargé de mission, Marc Nicolas, conseiller technique, se retrouvent au ministère de la culture.

Autre « filière », celle de Paul Quilès : Jean-Paul Forceville, ancien conseiller au ministère des postes, à la fonction publique ; Didier Lallemand, ancien conseiller technique à l'intérieur, au ministère de l'intérieur ; Michel Debacq, également ancien conseiller technique place Beauvau, à la justice ; Seymour Morsy, ancien collaborateur au ministère des postes, chef de cabinet d'Elisabeth Guigou ; Gilles Leblanc, ancien conseiller technique de M. Quilès à l'équipement en 1991, directeur du cabinet de Michelle Demessine, secrétaire d'Etat (communiste) au tourisme. Au ministère de l'intérieur, Jean-Pierre Chevènement a récupéré

conseiller spécial, et Catherine Martin, qui a conservé les relations avec la presse dont elle s'occupait à la Fondation Agir contre l'exclusion. Le réseau Delors essaime peu hors Matignon : seul Michel Colin, ancien conseiller technique de M. Delors au ministère de l'économie, se retrouve directeur du cabinet de M. Pierret.

Comme de coutume, plusieurs ministres ont des conseillers spéciaux qui sont placés dans la hiérarchie avant le directeur du cabinet. C'est notamment le cas chez Claude Allègre, qui avait lui-même exercé cette fonction chez M. Jospin en 1988. Vincent Courtilant, professeur d'université, devrait avoir rang de conseiller spécial du ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie. Deux autres conseillers devraient occuper une place privilégiée : Henri Guillaume, ancien

## Les principaux collaborateurs du premier ministre, des ministres et des secrétaires d'Etat

**PREMIER MINISTRE Lionel Jospin (PS)**  
Directeur du cabinet (DC) : Olivier Schrameck  
Directeur adjoint du cabinet (DA) : Jean-Pierre Jouyet  
Chef de cabinet (CC) : Henry Pradeaux

**MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ**  
Martine Aubry (PS)  
DC : Dominique Marcel  
DA : Michel Prat  
CC : Thierry Le Lay

**MINISTRE DE LA JUSTICE**  
Elisabeth Guigou (PS)  
DC : Christian Vigouroux  
DA : Mireille Imbert-Quaretta  
CC : Seymour Morsy

**MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**  
Hubert Védrine (PS)  
DC : Pierre Sellal  
DA : Denis Tietton  
CC : Serge Mostura

**MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE**  
Claude Allègre (PS)  
DC : Denis Soubeyran  
DA : Bruno Rossi  
CC : Daniel Krief

**MINISTRE DE L'INTÉRIEUR**  
Jean-Pierre Chevènement (MDC)  
DC : Jean-Pierre Dupont  
DA : Catherine Delmas-Comolli  
CC : Jean-Paul Geoffroy

**MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE**  
Dominique Strauss-Kahn (PS)  
DC : François Villeroy de Galhau  
DA : Denis Morin  
DA : Frédéric Lavenir  
CC : Stéphane Keita

**MINISTRE DE LA DÉFENSE**  
Alain Richard (PS)  
DC : François Rousseau  
CC : Philippe Yvin

**MINISTRE DE L'ÉQUIPEMENT, DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT**  
Jean-Claude Gaysot (PCF)  
DC : Francis Rol-Tanguy  
DA : Anne Bolliet  
CC : Corinne Orzechowski

**MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION, PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT**  
Catherine Trautmann (PS)  
DC : Dominique Lefebvre  
DA : Marc Nicolas  
CC : Franck Hébert

**MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PÊCHE**  
Louis Le Pensec (PS)  
DC : Jean-François Collin  
CC : Christophe Clergeau

**MINISTRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT**  
Dominique Voinet (Mars)  
DC : Jacques Maire  
DA : Pierre Radanne  
CC : Laurent Van Soen

**MINISTRE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT**  
Daniel Vaillant (PS)  
DC : Yves Colmou  
DA : Bernard Rullier  
CC : François Ambrogiani

**MINISTRE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA RÉFORME ADMINISTRATIVE ET DE LA DÉCENTRALISATION**  
Emile Zuccarelli (PRS)  
DC : Marc Abadie  
CC : Daniel Buna

**MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS**  
Marie-George Buffet (PCF)  
DC : Philippe Sultan  
CC : Gilles Smadja  
CA : Nicole Beltrando

**MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES EUROPÉENNES**  
Pierre Moscovici (PS)  
DC : Jean-Michel Casa  
DA : Pierre Levy  
CC : Yvan Zerdini

**MINISTRE DÉLÉGUÉ À L'ENSEIGNEMENT SCOLAIRE**  
Ségolène Royal (PS)  
DC : Christophe Chantepy  
DA : Bruno Rossi  
CC : Pierre Mignot

**SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'OUTRE-MER**  
Jean-Jack Queyranne (PS)  
DC : Thierry Lataste  
CC : Jean-Marc Falcone

**SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA SANTÉ**  
Bernard Kouchner (PRS)  
DC : Martin Hirsch  
CC : Thierry Le Lay  
CA : Alain Manville  
(CC et CA en commun avec M<sup>me</sup> Aubry)

**SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA COOPÉRATION**  
Charles Josselin (PS)  
DC : Jean-Claude Faure  
CC : Martine Courrier-Jeammin

**SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU LOGEMENT**  
Louis Besson (PS)  
DC : Jean-Pierre Weiss  
CC : Geneviève Gueydan

**SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU COMMERCE EXTÉRIEUR**  
Jacques Dondoux (PRS)  
DC : Marc Schwartz  
CC : Valérie Gervais

**SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU BUDGET**  
Christian Sautter  
DC : Denis Morin (en commun avec M. Strauss-Kahn)  
CC : Fabienne Costa

**SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX PME, AU COMMERCE ET À L'ARTISANAT**  
Mariyse Lebranchu (PS)  
DC : Patrice Vermeulen  
CC : Laurent de Galard

**SECRÉTAIRE D'ÉTAT À L'INDUSTRIE**  
Christian Pierret (PS)  
DC : Michel Colin  
CC : Michel Derdevet

**SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX ANCIENS COMBATTANTS**  
Jean-Pierre Masseret (PS)  
DC : Serge Baccellini  
CC : Jean-Marc Todeschini

**SECRÉTAIRE D'ÉTAT AU TOURISME**  
Michèle Demessine (PCF)  
DC : Gilles Leblanc  
DA : Anne Bolliet  
CC : Céline Godin

Les techniques omniprésentes



bre

Les collaborateurs de M. Chirac et de M. Jospin

ELYSEE	MATIGNON
Secrétaire général <b>Dominique de Villepin</b>	Directeur du cabinet <b>Olivier Schrameck</b>
Chief of Staff <b>Jean-Luc Delahaye</b>	Chief of Staff <b>General Louis Le Mire</b>
Vice-président <b>Bernard Lathion</b>	Directeur adjoint du cabinet <b>Jean-Pierre Jouyet</b>
● CONSEILLERS À LA PRÉSIDENTE	● CONSEILLERS AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE
Alfaires africaines <b>Michel Dupuch</b>	Alfaires européennes <b>Jean Vidal</b>
Diplomatie <b>Jean-David Lervet</b>	Région économique <b>Pierre-Alain Muet</b>
Social <b>Olivier Duthellat de Lamothe</b>	Institutions et opinion <b>Gérard Le Gall</b>
● PORTE-PAROLE <b>Catherine Colonna</b>	● PORTE-PAROLE <b>Manuel Valls</b>
● CHEF DE CABINET <b>Annie Lhéritier</b>	● CHEF DE CABINET <b>Henry Pradeaux</b>
● CONSEILLERS TECHNIQUES	● CONSEILLERS
Alfaires européennes <b>Bernard Lathion</b>	Diplomatie <b>Jean-Maurice Ripert</b>
Alfaires africaines <b>Jean-François Cresson</b>	Alfaires européennes et Institutions <b>Pierre Daguesse</b>
Alfaires africaines <b>Anne Duthellat</b>	Social <b>Jacques Rigaudat</b>
Alfaires africaines <b>Christiane Albanel</b>	Culture et communication <b>Danièle Kessler</b>
Alfaires africaines <b>Olivier Echappé</b>	Justice <b>Daniel Linder</b>
DOMTOM aménagement du territoire, décentralisation <b>Pierre de Pauquet de Florian</b>	Aménagement du territoire et en- <b>Reynald Laville</b>
Alfaires africaines <b>Anne Chirac</b>	Agriculture <b>Claude Chéreau</b>
Alfaires africaines <b>Bernard Niquet</b>	Enseignement scolaire, jeunesse et sports <b>Michel Braumstein</b>
● CHARGÉS DE MISSION	Alfaires européennes et Institutions <b>Alain Chénouard</b>
Social <b>René Lenoir</b>	Défense <b>Louis Guéroux</b>
Espace recherche <b>Alain Devaquet</b>	Enseignement sup., recherche et techn. <b>Bernard Mais</b>
Relation avec le Parlement <b>Roger Romani</b>	Judice <b>Florence Parly</b>
Rattachés à la cellule diplomatique (Esi) <b>François Delaire</b>	Équipement, transport, logement <b>Roland Peytel</b>
Sports et jeunesse <b>Jean-François Lamour</b>	● CONSEILLER COMMUNICATION <b>Manuel Valls</b>
● CONSEILLER COMMUNICATION <b>Claude Chirac</b>	● CONSEILLERS TECHNIQUES
● CONSEILLERS TECHNIQUES	Alfaires européennes, Institutions, décentralisation <b>Henri Pradeaux</b>
Alfaires européennes <b>Henri Pradeaux</b>	Alfaires européennes et Institutions <b>Pierre Daguesse</b>
Alfaires africaines <b>Jean-François Cresson</b>	Alfaires africaines <b>Jean-François Cresson</b>
Alfaires africaines <b>Anne Duthellat</b>	Alfaires africaines <b>Christiane Albanel</b>
Alfaires africaines <b>Olivier Echappé</b>	Alfaires africaines <b>Olivier Echappé</b>
DOMTOM aménagement du territoire, décentralisation <b>Pierre de Pauquet de Florian</b>	DOMTOM aménagement du territoire, décentralisation <b>Pierre de Pauquet de Florian</b>
Alfaires africaines <b>Anne Chirac</b>	Alfaires africaines <b>Anne Chirac</b>
Alfaires africaines <b>Bernard Niquet</b>	Alfaires africaines <b>Bernard Niquet</b>

## Une équipe jospino-rocardo-delorienne avec une pointe de mitterrandisme à Matignon

IL N'EST PAS très fréquent que le directeur du cabinet du premier ministre, fraîchement désigné, présente à la presse, conviée pour l'occasion, l'ensemble de ses collaborateurs. Nommé à Matignon dès le 2 juin, au lendemain du second tour des élections législatives, le premier secrétaire du Parti socialiste, Lionel Jospin, a rapidement choisi ses principaux collaborateurs, directeur et chef de cabinet en tête. En vertu de quoi, Olivier Schrameck, son « dircab », a pu organiser, dès le 9 juin, cette rencontre avec les médias.

L'examen du cabinet du premier ministre, où les hauts fonctionnaires se taillent la part du lion parmi les vingt-deux conseillers présents (auxquels s'ajoutent quinze conseillers techniques nommés au Journal officiel du 14 juin daté 16-17) fait apparaître une triple origine jospino-rocardo-delorienne. Cette équipe - qui fonctionne, selon M. Schrameck, sur le triptyque « collégialité, responsabilité, disponibilité » - est ainsi teintée d'une forte coloration européenne.

Honneur, d'abord, aux proches du nouveau locataire des lieux : les jospiniens. On hésite à dire que M. Schrameck est au premier rang d'entre eux - même s'il a été directeur du cabinet de M. Jospin quand celui-ci était ministre d'Etat, ministre de l'Éducation nationale, de la jeunesse et des sports de 1988 à 1991 - tant Jean Vidal, le conseiller pour les affaires européennes, le

devance dans l'ancienneté des relations. Certes, M. Vidal est communément classé parmi les deloriens - comme Jean-Pierre Jouyet, le directeur adjoint du cabinet à Matignon, qui fut conseiller, directeur adjoint puis directeur du cabinet de Jacques Delors à Bruxelles de 1991 à 1995 -, mais il est également - surtout peut-être - un camarade de promotion de M. Jospin à l'ENA. Avec notamment Josselin de Rohan, actuel président du groupe RPR du Sénat, MM. Jospin et Vidal étaient dans le même groupe de travail à l'école de la rue de l'Université.

UNE « PLUME » MÉDECIN

Parmi les jospiniens, il y a encore Henry Pradeaux, le chef de cabinet, qui fit office de « dircab » de M. Jospin quand celui-ci prit la succession de François Mitterrand au secrétariat du PS entre 1981 et 1988 et qui reprit ce rôle à l'automne 1995. Deux conseillers, Michel Braumstein et Roland Peytel, furent ses collaborateurs au ministère de l'Éducation nationale.

« Monsieur sondages » du PS, Gérard Le Gall, fait partie de cette école, tout comme deux nouveaux venus de la galaxie Jospin : l'économiste et conjoncturiste Pierre-Alain Muet ainsi que la « plume » Aquilino Morelle (interne des hôpitaux de Paris et énarque) qui sont entrés dans le cercle des proches à l'occasion de l'élection présidentielle de 1995.

La deuxième sensibilité est rocardienne. Elle est composée d'anciens compagnons de courant ou d'anciens collaborateurs du premier chef de gouvernement du second septennat mitterrandien. Matignon n'est pas une découverte pour Jacques Rigaudat et Jean-Maurice Ripert, qui s'occupaient déjà respectivement de social et de diplomatie auprès de M. Rocard. Tout comme Marie Berth et Manuel Valls pour la presse et la communication. Après une longue période rocardienne, M. Valls s'est rallié, en 1995, au jospinisme. Autre haut fonctionnaire à se rattacher à la mouvance rocardienne, Alain Christnacht, préfet des Côtes-d'Armor avant le 1<sup>er</sup> juin, conseiller pour les affaires intérieures et l'outre-mer après cette date, est un bon connaisseur de la Nouvelle-Calédonie : il y fit ses premières armes administratives avant d'y être envoyé comme délégué du gouvernement, de 1991 à 1994, par M. Rocard pour suivre l'application des accords Matignon conclus sous la boulette du premier ministre.

A la troisième origine, delorienne, déjà citée avec MM. Vidal et Jouyet, s'en ajoute une autre, difficilement évitable après quatorze années de présidence socialiste à l'Elysée : la source mitterrandienne. Elle est somme toute discrète dans le cabinet du premier ministre qui, il est vrai, s'est réservé un « droit d'inventaire » sur le bilan de François Mitterrand. Décidé-

ment fort riche dans son parcours, M. Vidal, ancien ambassadeur à La Haye puis représentant permanent de la France à Bruxelles, a aussi été conseiller diplomatique à la présidence de la République entre 1992 et 1995. Ce passage au « Palais » est également une caractéristique de Bettina Laville, malchanceuse aux dernières législatives, spécialiste de l'environnement qui a négocié le rapprochement électoral des socialistes avec les Verts. Il en va de même pour Claude Chéreau, conseiller pour l'agriculture de M. Jospin et ancien collaborateur de François Mitterrand sur ce secteur (1988-1990).

Reste, enfin, une dernière catégorie qui n'est rattachable à aucune des précédentes. Ces « incalculables » qui, pour la plupart, sont les plus jeunes de l'équipe Jospin, peuvent avoir cependant travaillé dans d'autres cabinets ministériels. Il s'agit tant de Florence Parly, qui a été collaboratrice de Paul Quilès, de Louis Gauthier, ancien collaborateur de Pierre Joxe ou de Daniel Luder chez Henri Nallet et Michel Vauzelle. Quant à David Kessler, qui était directeur général du Conseil supérieur de l'Audioprofessionnel (CSA), c'est son passage au secrétariat général du gouvernement, il connaît mieux les rouages gouvernementaux que Hubert Mais, qui les découvre.

Olivier Biffaud

## Un terrain à conquérir pour les femmes

LES MEMBRES du gouvernement sont visiblement moins attachés à une meilleure représentation des femmes que le premier ministre. Pourtant, l'accès des femmes aux responsabilités politiques fut l'un des thèmes majeurs de la campagne de Lionel Jospin pour les législatives : à cette occasion, le Parti socialiste avait réservé 30 % des circonscriptions à des femmes. Cette ligne de conduite a d'ailleurs été largement suivie à gauche : tandis que le PS présentait 27,8 % de femmes parmi ses candidats, les communistes en comptaient 26,8 %. Chez les organisations écologistes, les femmes représentaient 27,7 % des candidats, avec au premier rang Dominique Voynet, devenue ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Parallèlement, la coalition RPR-UDF ne présentait que peu de candidates : elles n'étaient que 7,7 % au RPR et 8,9 % à l'UDF, la droite misant essentiellement sur ses députés sortants, en majorité des hommes, pour sauver sa majorité.

L'arrivée de la gauche au pouvoir permet donc aux femmes d'être mieux représentées à l'Assemblée nationale. Elles sont désormais soixante-trois à siéger au Palais Bourbon, contre trente-deux dans la précédente législature, leur proportion passant de 5,3 % à 10,92 %. Le Parti socialiste compte à lui seul quarante-deux députées femmes, soit 17,07 %, pourcentage qui commence à donner corps

aux engagements de M. Jospin. Quant aux écologistes, ils comptent deux femmes sur sept députées. Les communistes en ont cinq sur trente-sept (13,51 %). Le RPR, lui, n'a plus que cinq femmes sur cent trente-neuf élus (3,57 %) et l'UDF sept sur cent neuf (6,42 %).

AUCUNE DIRECTRICE DE CABINET

Le gouvernement a fait une large place aux femmes : en effet, elles sont huit, soit un tiers de l'équipe gouvernementale, à avoir endossé des responsabilités ministérielles. Les deux premiers postes dans l'ordre protocolaire sont occupés par Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, et Elisabeth Guigou, garde des sceaux, ministre de la justice. Trois autres femmes occupent des fonctions ministérielles pleines : Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication et porte-parole du gouvernement, Marie-George Buffet, ministre (PCF) de la jeunesse et des sports, et Dominique Voynet. Ségolène Royal est ministre déléguée auprès de Claude Allègre, chargé de l'enseignement scolaire. Deux femmes sont secrétaires d'Etat : Marylise Lebranchu (PS), chargée des PME et du commerce et de l'artisanat, et Michelle Demessine (PCF), au tourisme.

Le nouveau premier ministre a donc su rester fidèle à son intention de présenter un gouvernement féminisé. Mais l'apparente pro-

gression des femmes en politique et leur accès à de hautes fonctions ne se retrouvent pas dans la composition des cabinets ministériels. En effet, sous réserve des postes qui restent à pourvoir, l'entourage des ministres reste très largement masculin, même lorsque les membres du gouvernement sont des femmes.

Aucune femme, par exemple, n'exerce la prestigieuse fonction de directeur du cabinet ; elles ne sont d'ailleurs que trois à occuper le poste de directeur adjoint (aux ministères de la justice, de l'intérieur et au secrétariat d'Etat chargé du tourisme). Les femmes chefs de cabinet sont plus nombreuses, mais restent sous-représentées : elles sont six à occuper cette fonction dans le nouveau gouvernement.

Quant aux conseillers techniques, on y trouve peu de femmes, plus souvent chargées des relations avec la presse et du domaine culturel que des affaires financières ou internationales. Les cabinets demeurent donc un terrain de conquête pour les femmes. Cet état de fait ne devrait provoquer que peu d'émotion dans l'opinion. Le débat concernant les femmes en politique présente en effet une carence : la nécessité d'instaurer des quotas n'est invoquée qu'au sujet des fonctions électives.

Daphné Benoit

## Les énarques omniprésents

LE GOUVERNEMENT de Lionel Jospin consacre l'énarchie : neuf ministres et vingt directeurs de cabinet sont issus de l'Ecole nationale d'administration. Alors qu'en 1981, le Parti socialiste voulait changer la formation des élites, il a, pendant la campagne, brillé par son silence sur l'avenir de l'ENA, seul Laurent Fabius ayant affirmé qu'il fallait la supprimer ou du moins la déconnecter des grands corps.

Lionel Jospin, ancien élève de l'ENA lui-même, a fait appel à huit énarques pour former son gouvernement : Martine Aubry, Elisabeth Guigou, Jean-Pierre Chevènement, Hubert Védrine, Alain Richard, Pierre Moscovici, Ségolène Royal et Christian Pierret. Sur un total de vingt-sept membres du gouvernement (y compris les premiers ministres), la proportion d'énarques est donc de 33 %. C'est l'une des plus fortes jamais enregistrées depuis 1972, si l'on se réfère à l'état des lieux que vient de dresser Jean-François Kessler, ancien directeur adjoint de l'ENA, dans la revue *Pouvoirs* (janvier 1997).

M. Kessler note que « dans le gouvernement Pierre Messmer en 1972, 20 % des ministres étaient énarques ; dans le gouvernement Raymond Barre en 1978, 20 % ; dans le gouvernement Pierre Mauroy en 1981 : 20 % ; dans le gouvernement Laurent Fabius en 1984 : 30 % ; dans le gouvernement Jacques Chirac en 1986 : 45 % ; dans le gouvernement Michel Rocard en 1988 : 29 % ; dans le gouvernement Edith Cresson en 1991 :

34 % ; dans le gouvernement Pierre Bérégovoy en 1992 : 23 % ; dans le gouvernement Edouard Balladur en 1993 : 24 % ; dans le gouvernement Alain Juppé en 1995 : 24 % ».

Un fait cocasse est à signaler : parmi les membres du gouvernement se trouve « le » destructeur de l'ENA, Jean-Pierre Chevènement, qui écrivait l'*Enarchie ou les mandarins de la société bourgeoise*, sous le pseudonyme de Jacques Mandrin, en 1967. Le gouvernement Jospin compte en outre trois polytechniciens (Emile Zuccarelli, Jacques Dondoux et Christian Sautters).

UN RECORD, ET DES EXCEPTIONS

Chez les directeurs de cabinet, la proportion d'énarques est la plus forte constatée depuis plusieurs années : vingt sur vingt-sept (74 %). Selon Jean-François Kessler, la proportion d'énarques directeurs de cabinet était de 61 % dans le gouvernement de Pierre Bérégovoy, et de 70 % dans le second gouvernement d'Alain Juppé. L'un de ces vingt directeurs, François Villeroi de Galbau, (économie, finances et industrie), est à la fois énarque et polytechnicien.

Les ministres ont largement puisé dans les grands corps : Conseil d'Etat (quatre), Inspection des finances (un), Cour des comptes (cinq). Il y a trois diplomates et un attaché commercial. Quatre directeurs de cabinet viennent du ministère de l'économie et des finances. Le corps préfectoral est, comme toujours, présent au ministère de

l'intérieur, en la personne de Jean-Pierre Duport, mais aussi à l'outre-mer, avec un sous-préfet.

Sept ministères seulement ont fait appel à d'autres profils que ceux des énarques : à la fonction publique - qui aura en charge l'ENA - le directeur de cabinet, Marc Abadie, possède un DEA de droit public et un DESS d'administration locale. Patrice Vermeulen (PME, commerce, artisanat) a une maîtrise de droit, Serge Barcellini (anciens combattants) est professeur certifié d'histoire-géographie, Yves Colnau (relations avec le Parlement) a un diplôme d'études appliquées de sciences politiques.

Les ingénieurs sont présents dans les secteurs techniques. Pour la première fois depuis plusieurs années, le cabinet du ministre de l'équipement, des transports et du logement est dirigé par un ingénieur des Ponts et Chaussées, Francis Rol-Tanguy, ancien ingénieur des travaux publics de l'Etat. Gilles Leblanc (tourisme) possède le même cursus. Jean-Pierre Weiss (logement) est « X-Ponts » (polytechniciens et ingénieur des Ponts et Chaussées).

La forte présence des énarques dans les cabinets a de quoi satisfaire l'Association des anciens élèves de l'ENA. Réunie en assemblée générale extraordinaire (*Le Monde* du 25 juin), cette dernière s'est d'ailleurs déjà rassurée par la déclaration de politique générale de Lionel Jospin.

Rafaële Rivals

## Neuf parcours moins classiques

ILS SONT NEUF. Neuf parmi des dizaines qui entrent dans les cabinets ministériels. Il y a là un ancien commissaire du gouvernement, un ancien soixante-huitard, un ancien cheminot trotskiste, le fils d'un communiste compagnon de la Libération, le fils d'un ancien dirigeant syndical, un ancien syndicaliste, un juge d'instruction, un philosophe et le président de l'Association des contribuables parisiens, qui s'est fait remarquer dans diverses affaires d'appartements du domaine privé de la Ville de Paris.

Premier nommé : le commissaire du gouvernement, Christian Vigouroux est directeur du cabinet du ministre de la justice, Elisabeth Guigou. Il s'est notamment illustré dans l'affaire Habache, du nom du chef palestinien du FPLP qui fit un séjour « médical » en France, en janvier 1992. Directeur du cabinet de Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, M. Vigouroux gère alors ce dossier délicat comme un autre, en vérifiant que M. Habache n'est pas au fichier des personnes recherchées et alertant la hiérarchie policière. Mais devant le tollé soulevé, à droite notamment, par ce séjour, il est limogé. Comme commissaire du gouvernement au Conseil d'Etat, il a fait progresser la jurisprudence sur le contrôle des refus d'extradition.

Ancien de mai 68, fondateur de la Gauche prolétarienne (maoïste), Alain Geismar n'est pas un novice des cabinets ministériels. Secrétaire général du Syndicat national de

l'enseignement supérieur à la veille des événements étudiants, il devient vice-président de l'université Paris VII, dix ans plus tard, et directeur-adjoint du cabinet du secrétaire d'Etat à la formation professionnelle, André Laignel, encore dix ans après. Inspecteur général de l'éducation nationale, M. Geismar a été chargé de mission auprès de Lionel Jospin, en 1991, dans le ministère qu'il retrouve aujourd'hui auprès de Claude Allègre.

L'ENA PAR LA TROISIÈME VOIE

Maître des requêtes au Conseil d'Etat, Yves Sablesse entre au cabinet de Jean-Claude Gaysot (PCF), ministre de l'équipement. Il a été l'un des premiers responsables de la Ligue communiste révolutionnaire et de son mouvement de jeunesse dans les années 60. Même s'il ne se cache pas d'assister aux « universités d'été » de l'organisation trotskiste, il n'en est plus membre. Maître audiaire, agent de la SNCF, M. Sablesse a profité de la « troisième voie », instituée par un autre ministre communiste, Anicet Le Pors, pour faire l'ENA.

Dans le même cabinet, il y a Francis Rol-Tanguy, qui dirige l'équipe de M. Gaysot. Fils du colonel Henri Rol-Tanguy, chef parisien des Francs tireurs et partisans de la Libération, M. Rol-Tanguy avait réglé un conflit dur avec les routiers au cabinet de Charles Fiterman, entre 1981 et 1984.

Autre directeur de cabinet, celui de Dominique Voynet, Jacques

Maire est le fils de l'ancien secrétaire général de la CPDT. Enarque et conseiller municipal de Plabennec (Finistère), il a déjà collaboré à d'autres cabinets ministériels. La CGT voit aussi un des anciens dirigeants entrer au cabinet de Martine Aubry. Alain Obadia, responsable des cadres cégétistes de 1982 à 1992 et ancien membre du bureau confédéral, qu'il a quitté, avec éclat, en octobre 1994, avait réintégré son entreprise d'origine : la RATP. Ancien du PSU avant de rallier rapidement le PCF, il joue un rôle actif au sein d'Agir, le mouvement de M<sup>me</sup> Aubry. Au cabinet de Ségolène Royal (enseignement scolaire), Jean-Michel Hayat, qui a notamment instruit comme juge l'affaire Jobic, s'occupe des problèmes de violence (banlieues, écoles, pédophilie). Au ministère de l'intérieur, un philosophe, Sami Naïr, professeur de sciences politiques, suivra l'immigration et l'intégration.

Chargé des affaires budgétaires et immobilières au cabinet du garde des sceaux, Mathias Emmerich (Cour des comptes) s'est illustré à la tête de l'Association des contribuables parisiens, dont l'avocat est Arnaud Montebourg, nouveau député socialiste de Seine-et-Marne. Cette association s'est particulièrement intéressée aux conditions de logement dans la capitale des familles de l'ancien premier ministre, Alain Juppé, et du maire de Paris, Jean Tibert.

O. B. et M. N.



*par Etienne Balibar*

*Suite de la première page*

La question de la « culture gay » rappelle d'autres débats relatifs à l'existence, ou non, d'une écriture féminine ou d'une création spécifique aux malades du sida, et renvoie donc à des questions tout aussi essentielles : faut-il défendre une création sui generis, celle, non d'un créateur singulier et libre, mais d'un homosexuel, d'une lesbienne qui créent en tant que tels ? Les situations particulières peuvent-elles devenir des thèmes de création si elles ne sont pas transcendées pour jeter un éclairage pluriel sur l'humanité ?

**En associant  
seulement à la  
réflexion des auteurs  
communautaristes  
ou des universitaires  
américains  
à l'humeur  
propagandiste,  
on cantonne le projet  
au militantisme**

Lorsqu'un « écrivain gay » choisit comme titre de conférence, au colloque de Beaubourg, « L'universalisme : une arme contre les littératures minoritaires », de que se moque-t-il ? N'a-t-on pas reconnu, en France, et à juste titre, les œuvres de Truman Capote, William Burroughs et jusqu'à Robert Mapplethorpe ? N'a-t-on pas aimé, passionnément, Hervé Guibert, Copi ou Bernard-Marie Koltes, et jusqu'à Pierre et Gilles ? N'oublie-t-il pas, surtout, que c'est précisément au sein même de la supposée « communauté gay » que des militants se sont nppnés à des œuvres dérangeantes, par exemple en 1983, en critiquant *L'Homme blessé* de Patrice Chéreau parce qu'il ne montrait pas une homosexualité épanouie, ou, encore, récemment, lorsque Radio F. G. (ex-Fréquence-Gay) a recommandé à ses auditeurs d'ignorer le film *Les Voleurs* d'André Téchiné parce qu'il véhiculait une mauvaise image du lesbianisme !

Si l'on suit, du reste, ce raisonnement, il faut bien en voir les conséquences : Proust et Gide deviennent des « écrivains gay », l'exaltation de la menstruation dans le roman lesbien devient un « must » et, phénomène largement commenté aux Etats-Unis, la « correction » du langage est en marche.

Si la lutte en faveur de la reconnaissance des homosexuels est un argument un peu court pour bouleverser à la fois les règles de l'Université et les critères du jugement littéraire, ce débat a néanmoins l'avantage de bousculer nos certitudes et d'ouvrir notre regard aux ressorts de l'identité qui structurent ces évolutions comme aux questions de « genre » qui les sous-tendent. L'avenir dira si ce renouveau du militantisme radical, sous de nouvelles formes et avec de nouvelles armes, saura acquiescer en France une véritable audience.

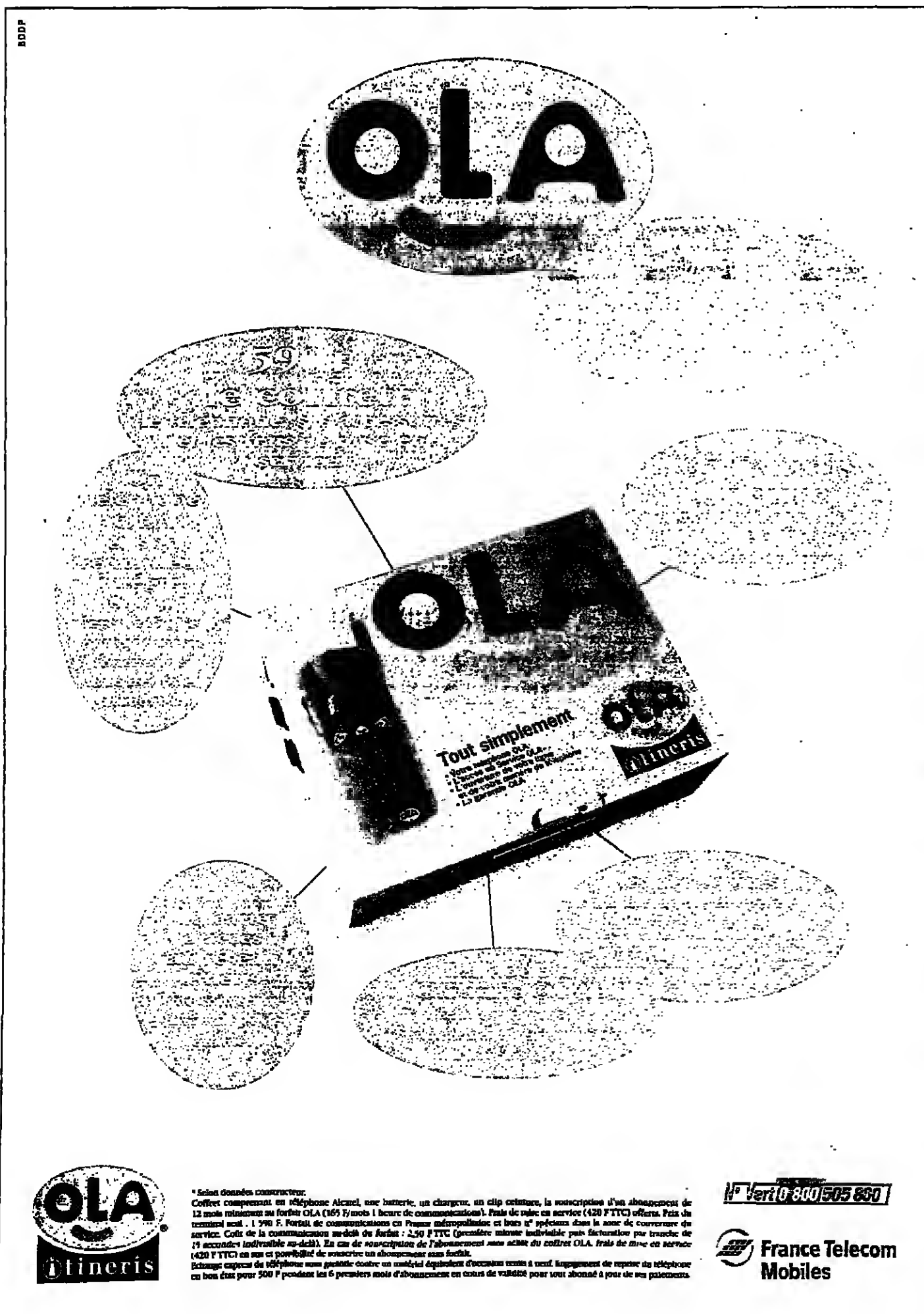
Frédéric Martel

C'est le sens de l'appel à la libération de Faradj Sarkoubi qu'avaient lancé il y a quelques semaines Arthur Miller, Jacques Derrida, Günter Grass et Edward Said, suivis par des dizaines d'autres

Paradj Sarkoulou n'est certes pas le seul international prisonnier d'opinion dans le monde. Il s'est des milliers, à la merci de dictatures « conservatrices », « libérales » ou « révolutionnaires », et même de quelques Etats de droit. Il n'est pas le seul en Iran même : ils sont des dizaines, petit détachement d'un grand peuple enchaîné. Mais sa voix singulière, qui nous parvient d'entre les barreaux, témoigne aujourd'hui pour la cause de toutes les libertés, et demande que nous l'assitions, pour l'avoir et la dignité de tous. Nous ne pouvons l'abandonner à son sort. Chaque vie, chaque parole, comptent.

**Etienne Balibar** est professeur à l'université Paris-X-Nanterre.

Le mensuel *Adineh* qu'il publie, tirant à près de 35 000 exemplaires, est l'un des plus lus de la presse laïque. Il ne faut donc pas s'étonner qu'il soit persécuté : plusieurs fois arrêté ou enlevé, maintenu au secret et torturé, il risque aujourd'hui de longues années de prison, à moins qu'on n'apprenne un jour sa mort « accidentelle ».



# Dans la solitude des bibliothèques gay



# La Villette

**Avec l'arr  
de l'été,  
le plus va  
parc  
de Paris  
conjugue  
naturelles  
arts, scien  
et loisirs.  
Un modèle  
pour  
le XXI<sup>e</sup> s.**



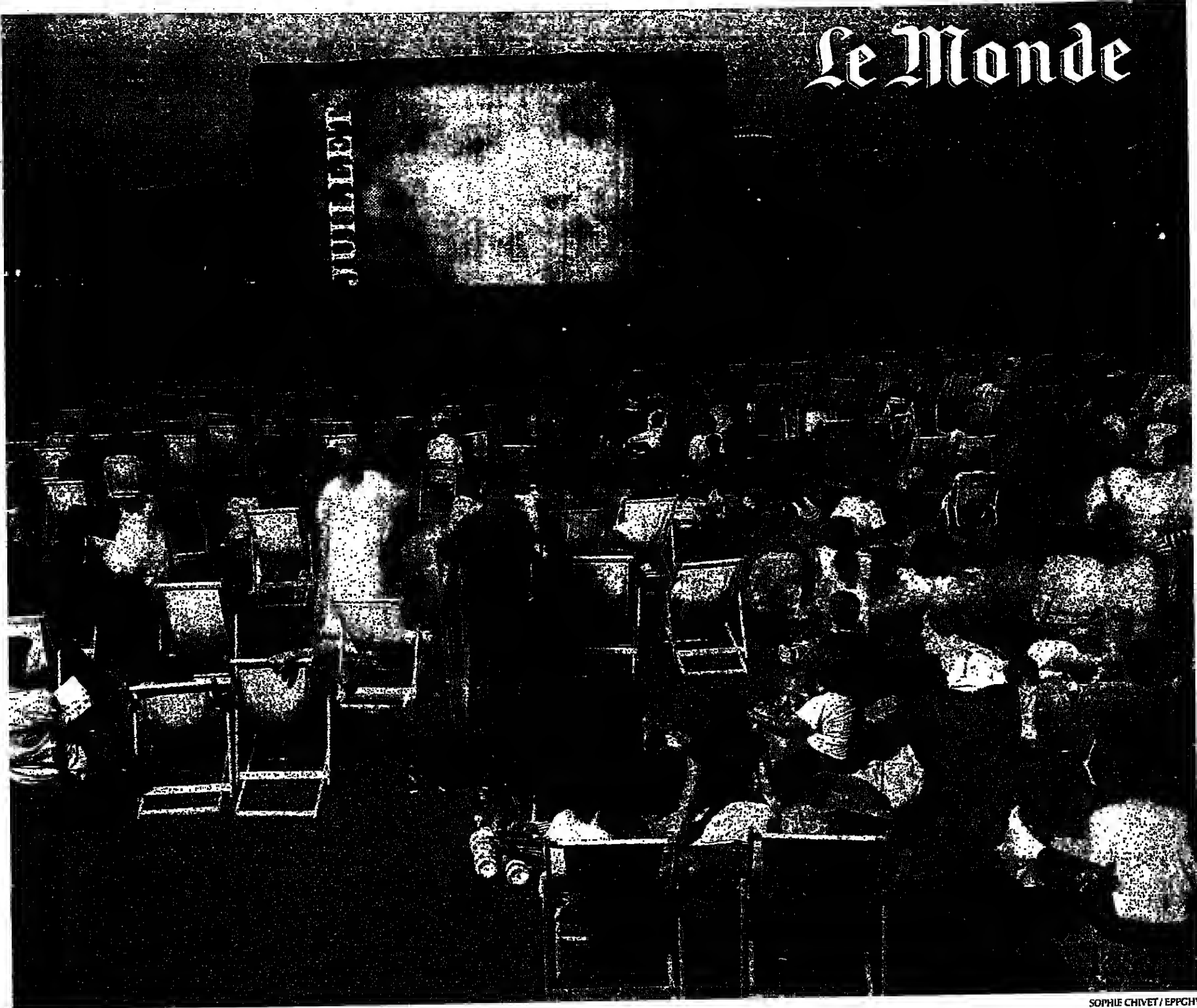
## Dans la solitude des bibliothèques gay

Suite de la première page

Il se présente de la sorte à la bibliothèque de la rue de la Harpe, à Paris, un lieu où l'on peut se retrouver, se rencontrer, se connaître, se faire des amis, se faire des ennemis, se faire des amoureux, se faire des enfants, se faire des étudiants, se faire des joueurs de pétanque, se faire des silhouettes étranges d'illuminés beureux et même, parfois, des moines bouddhistes réunis autour de la fontaine aux lions, un groupe d'Indiens Navajos... qu'amènent les manifestations organisées par La Villette. A travers cette population qui regroupe toutes les nationalités, tous les âges, toutes les catégories socioprofessionnelles, une évidence apparaît. Le public de La Villette est à l'image même du site, espace ouvert à tous et à toutes les cultures.

Le miracle est là, dans ce mélange de populations venues de partout, à la recherche de plaisirs divers. C'est qu'ici tout le monde peut trouver l'occupation qui lui plaît, le rythme qui lui sied. Théâtre, musique, cinéma, sciences et techniques, cirque ou tout simplement loisir, promenade, lecture à l'ombre des arbres, ou le nez pointé vers le bleu du ciel... La Villette offre tout cela à la fois. Au promeneur de choisir sa destination, d'organiser sa journée au gré de ses goûts, de piocher comme bon lui semble, d'appréhender, de boire un verre avant d'aller à un concert ou un spectacle et, pour finir, de se plonger dans les étoiles et profiter des illuminations que la nuit apporte.

Avec ses 55 hectares qui couvrent de la porte de La Villette à la porte de Pantin, le parc de La Villette est, à la fois, l'un des plus grands espaces verts de Paris et un car-



SOPHIE CHIVET / EPPGHI

# La Villette, esprit de fête, fête de l'esprit

**P**OUR comprendre La Villette, il faut prendre le temps de s'y promener. S'asseoir, ici ou là, dans l'herbe ou à la terrasse du Café de la Musique et regarder passer les gens. Pas plus. Des hommes aux allures sérieuses, des rappeurs, des rollers, des musiciens avec leurs instruments, des familles, des amoureux, des touristes, des enfants co pagaille, des groupes d'étudiants, des joueurs de pétanque, des silhouettes étranges d'illuminés beureux et même, parfois, des moines bouddhistes réunis autour de la fontaine aux lions, un groupe d'Indiens Navajos... qu'amènent les manifestations organisées par La Villette. A travers cette population qui regroupe toutes les nationalités, tous les âges, toutes les catégories socioprofessionnelles, une évidence apparaît. Le public de La Villette est à l'image même du site, espace ouvert à tous et à toutes les cultures.

Le miracle est là, dans ce mélange de populations venues de partout, à la recherche de plaisirs divers. C'est qu'ici tout le monde peut trouver l'occupation qui lui plaît, le rythme qui lui sied. Théâtre, musique, cinéma, sciences et techniques, cirque ou tout simplement loisir, promenade, lecture à l'ombre des arbres, ou le nez pointé vers le bleu du ciel... La Villette offre tout cela à la fois. Au promeneur de choisir sa destination, d'organiser sa journée au gré de ses goûts, de piocher comme bon lui semble, d'appréhender, de boire un verre avant d'aller à un concert ou un spectacle et, pour finir, de se plonger dans les étoiles et profiter des illuminations que la nuit apporte.

Avec ses 55 hectares qui couvrent de la porte de La Villette à la porte de Pantin, le parc de La Villette est, à la fois, l'un des plus grands espaces verts de Paris et un car-

four culturel où cohabitent les sciences, les arts, la musique et les loisirs. Ville-jardin dans la ville, quartier reliant Paris à sa banlieue, ensemble où se mêlent nature et architecture, La Villette a été pensée pour marier tous ces principes.

François Barré, l'organisateur du concours international lancé en mai 1982 pour la création du parc, l'avait clairement énoncé : « Il s'agit d'édifier un équipement culturel de plein air, conçu sous le double signe de la rencontre et de l'union des contraires : la nature et la ville, le corps et l'esprit, le savoir et le faire. » Paris réussit. Tout en sauvegardant son identité propre, chaque pôle qui le compose - la Grande Halle et le parc de La Villette, la Cité des sciences et de l'industrie, la Cité de la musique, le Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris - contribue à la cohérence de l'ensemble du site.

La Cité des sciences et de l'industrie est la première à ouvrir ses portes en 1986. Érigé sur l'immense salle des ventes des anciens abattoirs de La Villette, cet édifice de verre, de béton et d'acier a pour ambition d'inaugurer une nouvelle conception du musée scientifique. Centre d'expositions, de documentation, de recherche, de formation et de communication, la Cité propose une approche singu-

**Avec l'arrivée de l'été, le plus vaste parc de Paris conjugue naturellement arts, sciences et loisirs. Un modèle pour le XXI<sup>e</sup> siècle**

lière - fondée sur l'interactivité, l'expérience sensorielle, le jeu, les manipulations - des sciences, des techniques et du savoir-faire industriel. Entre son exposition permanente, ses manifestations temporaires, ses activités pédagogiques et ses salles de spectacles, la Cité des sciences et de l'industrie permet à son visiteur d'être à la fois spectateur et acteur des mondes qui lui sont dévoilés.

C'est en janvier 1993 que naît l'établissement public du parc et

de la Grande Halle de La Villette chargé, par ailleurs, de l'exploitation et de la programmation culturelle de la maison de La Villette, du pavillon Paul-Delouvrier, de l'Espace chapiteaux, des vingt-cinq folies et des jardins thématiques. Cette programmation suit plusieurs lignes directrices, favorisant le renouveau des arts populaires, la reconnaissance des pratiques amateurs, l'accueil des artistes en résidence, l'ouverture à l'autre, l'éducation civique et citoyenne, la relation à la ville et aux nouvelles expressions des cultures urbaines.

La Cité de la musique, comme son nom l'indique, n'a pas été conçue pour doter Paris d'une salle de concert supplémentaire, mais pour donner à toutes les catégories de public les moyens de connaître, d'approfondir, le plaisir de la musique et pour créer des passerelles entre le monde de l'enseignement et celui des professionnels.

En venant s'installer à La Villette, en 1990, le Conservatoire a diversifié ses enseignements et ouvert de nouveaux départements, soucieux de s'adapter à la complexité des métiers de la musique et de la danse. Côte à côte, réunis sur un même site, la Cité de la musique et le Conservatoire abolissent les frontières entre celui qui enseigne et celui qui apprend.

Des étudiants du Conservatoire sont régulièrement invités à venir jouer avec des orchestres qui se produisent à la Cité et notamment avec l'Ensemble Intercontemporain (fondé par Pierre Boulez et dirigé aujourd'hui par David Robertson) qui y réside.

Avec, côté porte de Pantin, le Conservatoire de Paris et la Cité de la musique qui renvoient à l'univers du son et de l'écoute, et côté porte de La Villette, la Cité des sciences, la Géode, le Cinax et le sous-marin Argonaute qui forment un ensemble scientifique et technique, la boucle est bouclée. La Villette touche tous les sens et offre des espaces à toutes les disciplines.

Ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre, La Villette se veut un lieu sans limite et sans borne. Ni grillage, ni mur, ni porte ne viennent stopper votre balade ou vous imposer un détour. Tout juste quelques repères vous sont-ils proposés pour guider vos pas et vous conduire vers des espaces de découvertes. A pied, à vélo ou en bateau, quel que soit le moyen de transport que vous aurez choisi pour y accéder, le parc vous laisse libre. A vous d'organiser, ensuite, votre itinéraire ou d'aller au petit bonheur la chance...

La Villette est un lieu de rencontre. Les différentes manifestations qui s'y déroulent en sont la

preuve. Les architectures qui s'y côtoient, aussi. Ce sont elles qui, avant même sa conception, témoignent de l'esprit d'ouverture de ce nouveau parc culturel urbain. Une trentaine de créateurs ont, en effet, signé ce site qui raconte un siècle d'architecture.

La Cité des sciences et de l'industrie, ce parallélépipède de près de 300 mètres de long est dû à Adrien Fainsilber. Ce dernier a travaillé avec Gérard Chamayou pour réaliser la Géode, sphère de 36 mètres de diamètre, aux 6 433 plaques d'acier inoxydable poli. Pierre du Besset, Dominique Lyon et Kazuoshi Murakami ont réhabilité la maison de La Villette, rotonde des vétérinaires au temps des abattoirs, et Oscar Tusquets a dessiné le pavillon Paul-Delouvrier (ces deux lieux sont en cours de réaménagement muséographique pour accueillir des expositions temporaires).

Bernard Reichen et Philippe Robert ont transformé la Grande Halle de Jules de Ménilodol, qui datait de 1867, en un espace modulable d'expositions, de Salons, de fêtes et de concerts. Philippe Chais et Jean-Paul Morel ont, avec le Zénith, créé une nouvelle génération de salles de concerts. Christian de Portzamparc a conçu la Cité de la musique et le Conservatoire de Paris.

Enfin, Bernard Tschumi, l'architecte lauréat du concours international, a donné une cohérence à l'ensemble en combinant points (les folies), lignes (galeries et promenades) et surfaces (prairies). Au-delà de ce concept architectural, ce sont aujourd'hui l'usage et le sentiment de chacun qui font de La Villette un lieu de vie et de liberté, un parc culturel unique au monde.

Véronique Cauhapé

la Villette



## La Cité des sciences et de l'industrie

**la cité** UNE CENTAINE D'EXPOSITIONS et 35 millions de visiteurs depuis son ouverture. En 1996, la Cité des sciences et de l'industrie a fêté ses dix ans, l'occasion pour elle de faire le bilan sur un succès éclatant et de définir quelques perspectives pour la décennie à venir. « Nous devons valoriser l'expérience que nous avons acquise en matière d'accessibilité à tous les publics : nous appuyer sur notre compétence pour nous renouveler et nous placer au cœur des problèmes que la société européenne rencontre aujourd'hui », précise Gérard Théry, président de la Cité. A l'appui de ces ambitions, une exposition sur « un nouvel art d'apprendre » est prévue pour 1999, ainsi que deux grandes manifestations, l'une sur le vivant, l'autre sur l'environnement » d'ici à 2001. Plus proche encore, puisqu'elle aura lieu du 16 décembre 1997 à la fin de 1998, l'exposition temporaire « Nouvelle image, nouveaux réseaux » sera consacrée aux développements des nouvelles technologies, des réseaux et de l'image.

### Expositions permanentes et temporaires

Cœur de la cité, Explora occupe les trois niveaux supérieurs du bâtiment. Sur 30 000 m<sup>2</sup>, une vingtaine d'expositions permanentes sont organisées en trois grands secteurs de visite. La galerie sud propose une réflexion sur la société industrielle contemporaine et ses relations avec la planète (à travers automobile, aéronautique, espace, océan, environnement et énergie). La galerie nord est consacrée aux outils sensoriels, conceptuels et techniques (images, informatique, expressions et comportements, sons et mathématiques). Le balcon nord et les mezzanines sont réservés à l'homme et son univers (roches et volcans, étoiles et galaxies, vie et santé, médecine, biologie, jeux de lumière).

Parallèlement à l'exposition permanente, la Cité organise des expositions temporaires. Certaines durent six mois, d'autres sont tout particulièrement destinées aux enfants. D'autres encore s'installent pour un an et s'attachent, chaque fois, à un sujet d'actualité.

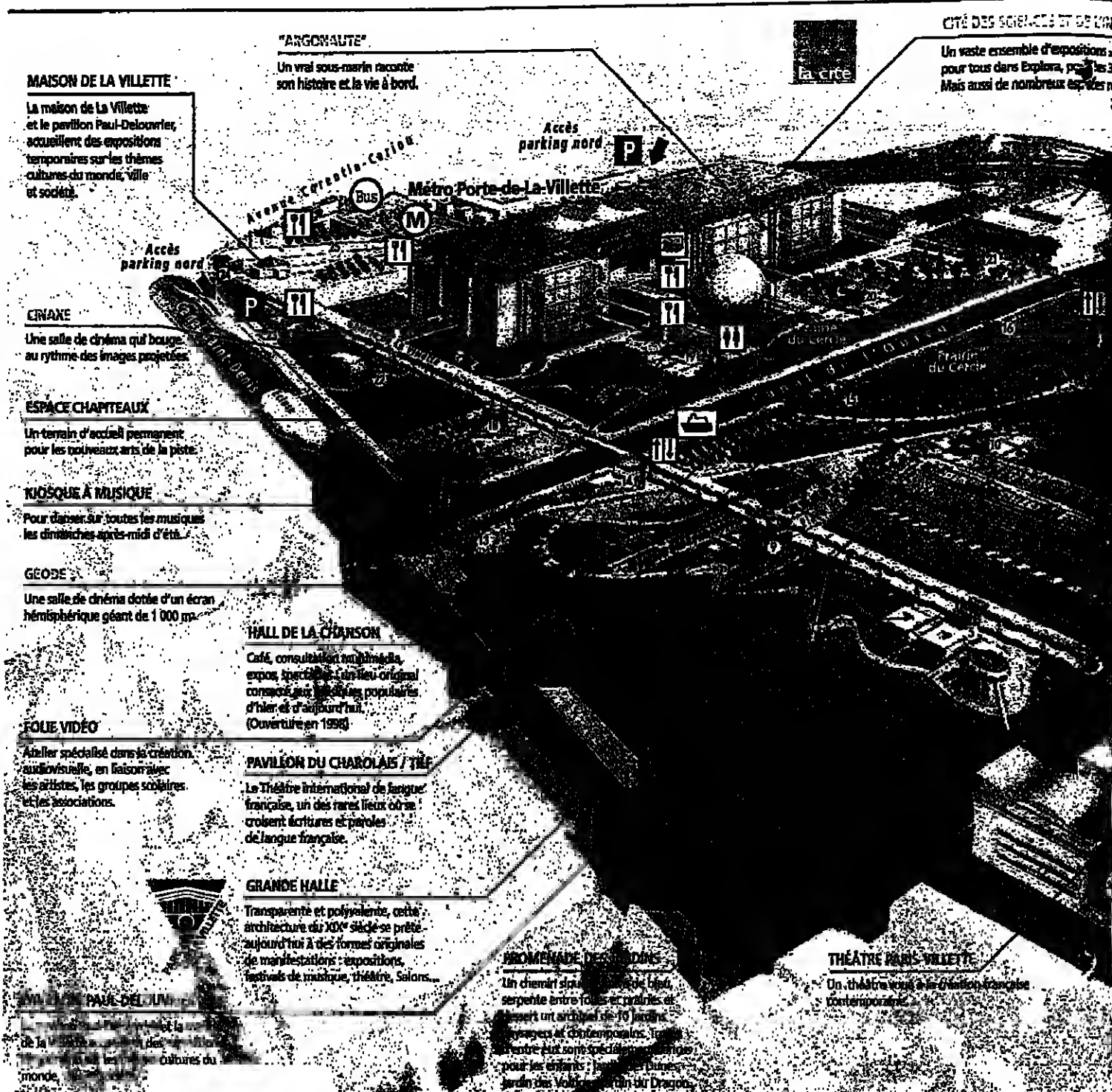
### La Cité des enfants

Ouverte en 1992, la Cité des enfants propose deux expositions permanentes - l'une pour les 3-5 ans, l'autre pour les 5-12 ans - et une exposition temporaire (actuellement l'« Electricité »). Et pour les plus de 11 ans, Techno cité offre aux adolescents la possibilité de découvrir la technologie. Par l'action, les sensations, l'imitation et la comparaison, les enfants de 3 à 5 ans sont directement invités à agir, à éprouver des sensations. « Histoire d'un grain de blé » décrit la façon dont on fabrique le pain, « Les maîns dans l'eau » apprend à actionner une pompe et à tourner un moulin.

Pour les 5-12 ans, l'exposition s'organise autour de quatre espaces thématiques : « Machines et mécanismes », « Enquête sur le vivant », « Toi et les autres », « Techniques pour communiquer ». Techno cité propose plus de soixante manipulations organisées autour de cinq thèmes. « Des mécanismes en mouvement », « Concevoir un logiciel », « Mise au point d'un prototype », « Techniques de fabrication », « Capteurs et automatismes ».

### Une politique de service

Lieu de documentation et de formation, la Cité offre, à tous, un accès gratuit à sa médiathèque, vaste bibliothèque multimédia sur les sciences, les techniques et l'industrie. On peut ainsi librement consulter livres, revues ou dossiers, visionner des films, consulter des CD-ROM et des logiciels éducatifs, assister à des conférences. Des services spécifiques sont, de plus, offerts aux chercheurs et aux entreprises. A côté de la Médiathèque, la Cité des métiers permet de choisir une orientation, de trouver un emploi ou une formation, de changer de vie professionnelle ou de créer son activité.



## Le parc et la Grande Halle

**ATTIRER** les publics qui ne fréquentent pas spontanément la culture est l'une des missions qu'ont suivies, dès leur création, le Parc et la Grande Halle. Cette volonté passe par une reconnaissance des arts populaires dont La Villette a pris soin d'encourager le renouveau et l'enrichissement grâce à l'intervention de créateurs contemporains. Arts de la piste et du théâtre de rue, arts de la parade, de la fête et de la chanson... tentent de séduire tous ceux qu'étrangent les institutions culturelles « classiques » ou qu'intimide le rapport à l'œuvre d'art.

Les grandes expositions comme « Cités-Cinés » (1988), « On a retrouvé le trésor de San Diego » (1994) ou « Il était une fois la fête foraine » (1995) relevaient de la même démarche. En mariant culture et divertissement, en créant des espaces spectaculaires et ludiques, elles ont apporté la preuve que l'accès à certaines formes de culture pouvait s'opérer naturellement et à un haut niveau d'exigence.

L'ouverture sur l'autre et sur les cultures du monde constitue la deuxième axe de la programmation du parc de La Villette. Cette orientation s'exprime à travers des spectacles vivants comme « Ouaga Carthage », « Le Printemps celtique » et « La Saint-Patrick », « Culture Caraïbes » et des expositions - « Peintures de sable des Indiens Navajo », la voie de la beauté », « Peintres aborigènes d'Australie : le rêve de la fourmi à miel ».

Le souci pédagogique, l'attention portée à l'éducation civique et le désir de rapprocher culture et société, est le troisième axe de la programmation. Un rôle que l'établissement va poursuivre à travers des expositions destinées à aborder les questions marquantes de l'histoire contemporaine : le devoir de mémoire, l'intolérance et l'exclusion, l'identité et le métissage, la violence et la guerre, la prison, la crise urbaine.

Toute l'année, des ateliers d'exploration artistique, liés à la programmation, sont élaborés en direction des petits enfants (2-5 ans). Le parc joue aussi un rôle particulier d'accueil et de formation de stagiaires aux métiers de la médiation culturelle.

Ouvert sur les quartiers environnants, les associations de proximité et les milieux scolaires, le

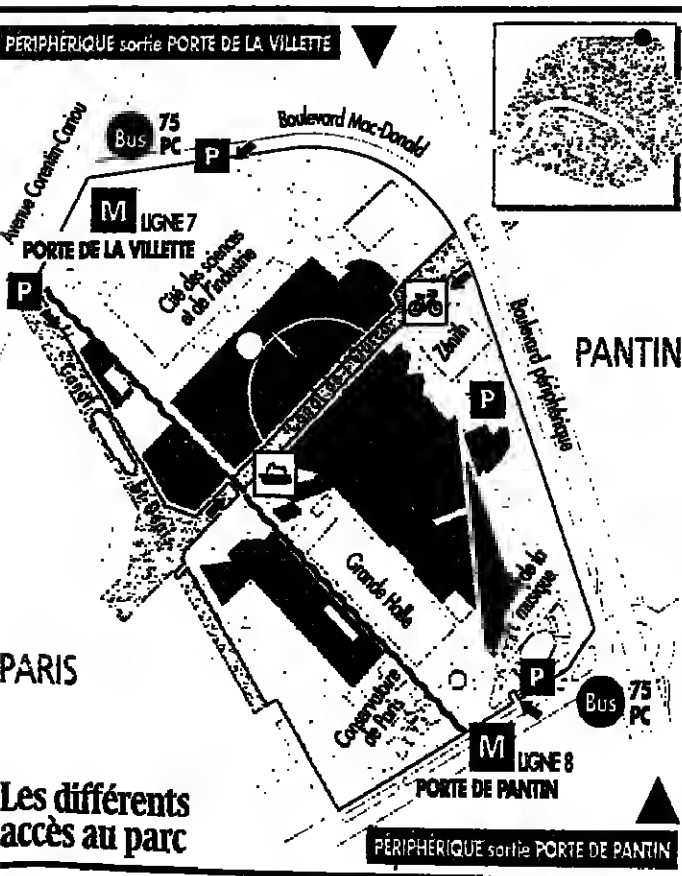
parc de La Villette s'efforce enfin de resserrer la culture. Cette orientation donne le champ à l'initiative de celles venues des jeunes de quartier urbaines en 1996, La Villette rassemblera, à l'avenir, impliqués dans la création en milieu urbain.

Cette manifestation sera l'occasion de mettre en théâtre, musique, danse, vidéo, écriture... le bilan d'actions menées sur le terrain.

En s'attachant au renouveau des arts populaires, portant une attention particulière aux formes de théâtre de rue, aux parades musicales, aux brionnettes et aux feux d'artifice... le parc de La « Ce lieu unique est un laboratoire, un lieu d'expérimentation, un lieu d'expérimentation », président du parc et de la Grande Halle.

### Association de prévention du site

Considérant la culture comme un élément est un lieu privilégié pour expérimenter de nouvelles La Villette (APSV), fondée par le docteur Chris fet, une politique d'insertion des jeunes de thique s'articule en trois axes d'intervention : ur reles, des actions de formation et des proposés les différents établissements du site de La Villette.



### Informations pratiques

● Parc de La Villette, Grande Halle, Espace Chapiteaux, pavillon Paul-Delouvrier, maison de La Villette  
Kiosque à musique : 211, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris.  
- Renseignements : 0-803-306-306\*, et sur place tous les jours, de 10 heures à 19 heures.  
- Réservations : 0-803-075-075\*.

● Pavillon du Charolais/TILF : rens./rés. : 01-40-03-93-95.

● Théâtre Paris-Villette : rens./rés. : 01-42-02-02-68.

● Zénith : rens. : 01-42-08-60-00.

● Cité des sciences et de l'industrie, Géode et Cinaxe : 30, avenue Corentin-Cariou, 75019 Paris.  
- Rens./rés. : 0-836-68-29-30, et 3615 VILLETTE (2,23F TTC/min).  
Explora : 50 F. Tarif réduit :

35 F. Samedi tarif nnique : 35 F. Possibilité de billets complés.

● Cité de la musique : 221, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris.  
- Rens./rés. : 01-44-84-44-84, et 3615 CITÉMUSIQUE (1,29F TTC/min).

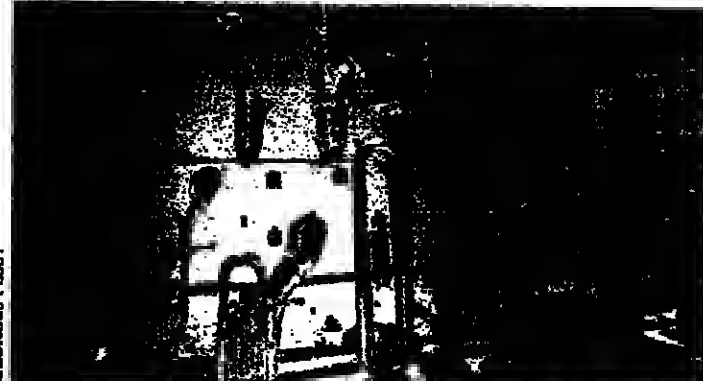
● Conservatoire de Paris : 209, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris.  
- Rens./rés. : 01-40-40-46-46 et 01-40-40-46-47.

● Tout sur les programmes et les activités à La Villette : 3615 VILLETTE, et 3615 CULTURE (1,29F TTC/min).

(\*) 1,49F TTC/min.



La Cité des enfants.



Exposition permanente au Musée de la musique, vitrine Adolphe Sax, architecte Franck Hammoutène.



## La Cité de la musique



« ALORS QUE LA MUSIQUE continue d'évoluer et trouve partout de nouvelles formes d'expression, on constate, chez le public, un rejet de la forme conventionnelle du concert classique, indique Brigitte Marger, directeur général de la Cité de la musique. En revanche, le désir de découvrir, d'approfondir et d'approfondir constitue une réelle demande. »

C'est donc à cette demande que tente de répondre la Cité de la musique, en réunissant, en son sein, plusieurs espaces qui se complètent : musée, salle de concerts, centres d'information et de documentation - et suscitent une nouvelle « expérience » de la musique.

### Une programmation par cycle

Proposer une programmation qui se rapproche de la logique d'une exposition - thématique ou érudite dans le temps - voilà une des voies adoptées par la Cité de la musique pour satisfaire aux besoins de ce nouveau public. « Les concerts habituels, affirme Brigitte Marger, sont devenus des événements trop ponctuels. N'étant donné souvent qu'une fois, le concert n'a pas le temps de s'installer. Il est donc martelé l'instant qu'il est né, explique-t-elle. La nature même de la programmation pose problème, puisqu'elle est souvent conçue en fonction... du calendrier des artistes. Il faut donc renverser cette tendance et redonner une cohérence à des programmes invitant le public à entrer dans tel ou tel univers musical », ajoute Brigitte Marger.

### Les services de la Cité

Le centre de ressources et le service culturel du musée proposent une série de services s'adressant au grand public comme aux professionnels : rencontres avec les artistes, répétitions publiques, accès à plusieurs centres d'information, de documentation et de publications concernant les grandes thématiques de la musique et de la danse.

### Le Musée

Le musée offre, au sein même de la Cité de la musique, un autre espace de découverte : celui du patrimoine instrumental. Inauguré en janvier 1997, ce musée propose de relier, d'une manière accessible et vivante, sa collection d'instruments à l'histoire de la musique et aux concerts interprétés en direct. L'exposition permanente compte 900 instruments qui retracent neuf moments de notre histoire de la musique, de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours.

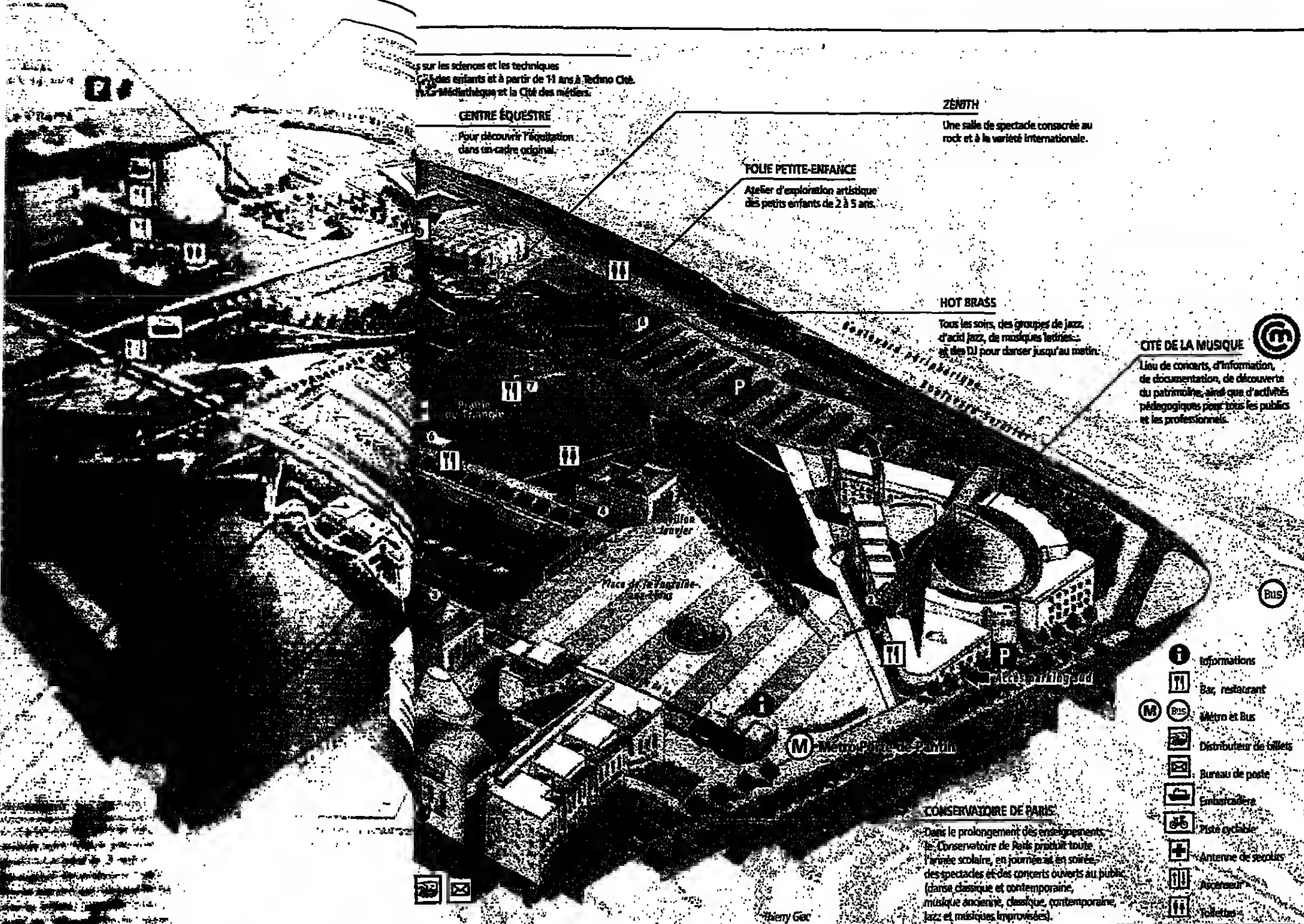
Un parcours sonore (casques à infrarouge) et des bornes interactives donnent des informations sur l'époque, la musique et les instruments. Le service culturel du musée propose plusieurs types de visites avec conférencier. Un livret peut être remis aux enfants à l'entrée du musée.

### Le Conservatoire de Paris

Conçu, à ses origines (1795), pour former des musiciens pour la Garde nationale et des chanteurs pour l'Opéra, le Conservatoire a évolué tout en demeurant une école professionnelle du plus haut niveau. De la rue de Madrid où il résidait depuis 1911, à La Villette, il a diversifié ses enseignements : danse classique et contemporaine, formation instrumentale, art vocal, disciplines théoriques. Il a ouvert de nouveaux départements : musique ancienne, jazz et improvisation, pédagogie, métiers du son.

Le Conservatoire s'attache à encourager l'esprit d'ouverture et de créativité chez ses étudiants. Il se soucie aussi de leur insertion professionnelle en organisant des rencontres avec des artistes de renom, en développant les relations internationales, en les sensibilisant notamment aux aspects juridiques du métier de musicien, en mettant à leur disposition une documentation sur les bourses et les concours de recrutement... L'implication croissante des nouvelles technologies contribue également au succès des partenariats multiples, entre autres, avec la radio et la télévision.

Premier édifice conçu pour le Conservatoire, le bâtiment élaboré par Christian de Portzamparc a permis une redéfinition des missions et des orientations de cette école. En ces murs qui jouent sur les volumes, le vide et le plein, l'ombre et la lumière, circulent et travaillent 1 250 étudiants, 350 enseignants et 150 employés appartenant au personnel administratif et technique. Loin du silence qui régnait rue de Madrid, les couloirs volontairement habités par le son, conduisent naturellement à la musique. Ici, l'univers musical n'est pas coupé du reste du monde. « Qu'ils puissent travailler avec de grands chefs d'orchestre et avec des virtuoses, se frotter à un véritable auditoire grâce aux concerts publics, mettent les étudiants en position du réel, souligne Marc-Olivier Dupin, directeur du Conservatoire. Les jeunes artistes sortent, les anciens entrent... tout cela est stimulant ».



### Les 25 folles

- 1 Folie Information Villette
- 2 Entrée Cité de la musique
- 3 Folie du Théâtre
- 4 Folie Janvier
- 5 Folie Paul-Debouvier
- 6 Antenne de secours
- 7 Folie Café
- 8 Hot Brass
- 9 Folie des Dunes
- 10 Folie du Charolais
- 11 Belvédère
- 12 Folie billetterie du Zénith
- 13 Folie du Rond-Point-des-Canaux
- 14 Visites du parc
- 15 Folie Vidéo
- 16 Folie Petite-Enfance
- 17 Echangeur
- 18 Kiosque à musique
- 19 Observatoire
- 20 Folie "Argonaute"
- 21 Escalier
- 22 Folie de l'Ecluse
- 23 Quick hamburger restaurant
- 24 Eclat de folie
- 25 Folie Horloge

### Les 10 jardins thématiques

- A Jardin des Miroirs
- B Jardin des Dunes
- C Jardin des Brouillards
- D Jardin de la Treille
- E Jardin des Bambous
- F Jardin des Équilibres
- G Jardin des Frayeurs-Enfantines
- H Jardin des Voltiges
- I Jardin des Îles
- J Jardin du Dragon



Le jardin des Bambous.

### Villette

« L'insertion sociale. La Villette se veut l'Association de prévention du site de 4, va dans ce sens. Elle poursuit, en effectuant cinq ans sans emploi. Cette pollution des jeunes aux activités culturelles en matière d'emploi offertes par

### Les activités permanentes

#### CITÉ DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE

- Explora. Un vaste ensemble d'expositions sur les grands sujets scientifiques, technologiques et industriels de notre époque. De 10 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 19 heures. Accès avec le billet d'entrée à Explora.
- Le sous-marin Argonaute. Du mardi au vendredi, de 10 heures à 17 h 30, samedi et dimanche de 10 heures à 18 h 30. Accès avec le billet d'entrée à Explora.
- Techno-Cité. Un espace pour s'initier, à partir de onze ans, à la technologie par l'observation, la fabrication et la manipulation d'objets réels. Séance de une heure trente, de 10 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 19 heures. Entrée : 25 F.
- La Cité des enfants. Trois expositions pour découvrir, en s'amusant, entre cinq et douze ans, le monde des sciences et des technologies. Séance de une heure trente, de 10 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 19 heures. Entrée : 25 F.

Réservation conseillée : 0-836-68-29-30, et 3615 VILLETTE (2,23 F TTC/min).

- La Médiathèque. Des livres, des revues, des audiovisuels, des logiciels éducatifs et des CD-ROM. De 12 heures à 20 heures. Entrée libre.
- La Cité des métiers. Information et services sur l'emploi, l'orientation, les formations et la vie professionnelle. Du mardi au vendredi, de 10 heures à 18 heures, samedi de 12 heures à 18 heures. Entrée libre.
- Science actualités. L'actualité scientifique à voir, à lire, à écouter. De 12 heures à 20 heures. Entrée libre.

#### CITÉ DE LA MUSIQUE

- Musée de la musique. L'exposition permanente retrace un parcours entre 900 instruments, tableaux, sculptures, sur les 4 500 que compte la collection. Du mardi au samedi, de 12 heures à 18 heures, sauf vendredi jusqu'à 21 h 30, dimanche de 10 heures à

18 heures. Entrée : 35 F (tarif réduit : 24 F). Réservation groupes : 01-44-84-46-46.

- Centre de recherche et de documentation du Musée de la musique. Un fonds documentaire spécialisé unique en France sur les instruments de musique du monde entier. De 12 heures à 18 heures. Entrée libre. Rens. : 01-44-84-46-09.
- Centre d'information musique et danse. Consultation sur place de documents sur la pratique musicale. Du mardi au samedi, de 12 heures à 18 heures, dimanche de 10 heures à 18 heures. Entrée libre. 3615 MUSIQUE et 3615 DANSE (1,29 F TTC/min).
- Médiathèque pédagogique. Elle met à disposition des enseignants, musicologues et chercheurs, de la documentation et des partitions consacrées à toutes les musiques. Du lundi au samedi de 12 heures à 18 heures. Entrée libre. Rens. : 01-44-84-46-77 et 01-44-84-46-73.
- Atelier de gamelan. L'atelier de gamelan, percussions

javanaises, propose un apprentissage original de la musique. Cours pour tous niveaux. Rens. : 01-44-84-45-86.

- Centre de documentation de la musique contemporaine. Ouvert à tous, il propose des partitions, des enregistrements et de la documentation sur les œuvres et les compositeurs. Il favorise également la diffusion de ce répertoire par ses activités de promotion. Lundi, mercredi et vendredi, de 13 heures à 18 heures, mardi et jeudi de 9 h 30 à 13 heures. Entrée libre. Rens. : 01-47-15-49-85.
- Médiathèque Hector-Berlioz. Elle offre, sur 1 000 m<sup>2</sup>, plus de 90 000 documents français et étrangers couvrant l'ensemble de l'histoire de la musique. Du lundi au vendredi, de 12 h 30 à 17 h 30, sauf pendant les congés scolaires. Rens. : 01-40-40-45-40. Entrée libre.

★ Jours ouvrables : du mardi au dimanche, sauf indication différente.

#### LE PARC DE LA VILLETTE

- La promenade, les jardins, les prairies. Telle une bande de film jetée au hasard sur le parc, la promenade toute pavée de bleu serpente entre folles et prairies, et dessert un archipel de dix jardins thématiques, dont trois espaces de jeux pour les enfants. Au cœur du parc de La Villette, les prairies du Cercle et du Triangle, vastes et planes comme de grandes plages vertes, invitent au jeu, à la détente et à la fête. Ouvert tous les jours. Accès libre. Réservation groupes (jardin des Dunes) : 01-40-03-77-16.
- Folles ateliers. La folie Petite-Enfance abrite l'atelier d'exploration artistique pour les petits de 2 ans à 5 ans. Rens. : 01-40-03-75-47. Rés. : 0-803-075-075 (1,49 F TTC/min).
- Les visites
  - En passant par l'histoire, promenade au parc de La Villette.
  - Naissance d'une folie. De 6 ans à 12 ans.
  - La merveilleuse histoire des bambous. De 6 ans à 12 ans.
  - L'eau qui coule dans les veines de La Villette. De 12 ans à 18 ans.

- Couleurs et formes (de Kandinsky au parc de La Villette). De 12 ans à 18 ans.
- Paysage, art et jardins dans le parc urbain de Bernard Tschumi.
- Une architecture dédiée à la musique et aux musiciens : la Cité de la musique de Christian de Portzamparc.
- Classicisme et modernité au service d'une réhabilitation : la Cité des sciences et de l'industrie.
- Un espace architectural déclinable à l'infini : la Grande Halle.
- Visite-spectacle : deux comédiens de la compagnie Dekismokthon présentent La Villette. Rens. : 01-40-03-75-64. Groupes, sur réservation : 01-40-03-74-82. Tour de La Villette (individuels sans réservation) : mercredi à 15 heures.



# Les arts et les sciences dans l'été d'une cité-jardin

## Musique

### GRANDE HALLE CITÉ DE LA MUSIQUE ET PARC

#### LA VILLETTE JAZZ FESTIVAL

Du 28 juin au 6 juillet

Une coproduction du parc de La Villette et de la Cité de la musique, en collaboration avec le Conservatoire de Paris et le Hot Brass. Cette année, l'Ornette Coleman est l'invité d'honneur. Avec le forfait soirée, le festival propose à chacun de composer son programme à la carte et d'assister à trois ou quatre concerts entre 18 heures et le petit matin. Tous les jours concerts gratuits sur le parc et dans la Grande Halle. Coup d'envoi le samedi 28 juin à 18 heures sur la prairie du Triangle, pour une grande fête d'ouverture avec Eddy Louiss et sa fanfare.

#### AU PROGRAMME

28 juin à partir de 18 heures  
Ahmad Jamal, Ornette Coleman « New Quartet », Andy Emler Quintet, Steve Turre & The Sanctified Shells, Jean-Luc Pontieux « Double Bass », Julien Lourau « Groove Gang », Eddy Louiss Quintet & Multicolor Fanfare.  
29 juin à partir de 15 heures  
Claude Barthélémy, Fontella Bass & The Voices of Saint Louis, The Dirty Dozen\*, Steve Turre & The Sanctified Shells.  
1<sup>er</sup> juillet à partir de 19 heures  
Herbie Hancock and the New Standard All Stars avec Michael Brecker, John Scofield, Dave Holland, Jack DeJohnette, Don Alias, Ornette Coleman & Joachim Kühn Duo, Pim Minaire Sud Ensemble, Steve Turre & The Sanctified Shells, Geri Allen Trio, Vienna Art Orchestra\*, The Dirty Dozen\*.

2 juillet à partir de 19 heures  
Michel Petrucci avec Miroslav Vitous & Lenny White, Richard Galliano & Michel Portal Duo, Pim Minaire Sud Ensemble, Steve Turre & The Sanctified Shells et invité, Geri Allen Trio, Aldo Romano avec Louis Scialoja et Henri Texier\*, The Dirty Dozen\*.  
3 juillet à partir de 19 heures  
Steve Coleman & The Mystic Rhythm Society + Afro Cuba de Matanzas, Italian Instabile Orchestra avec Enrico Rava, Christophe Marguet Trio, Steve Turre & The Sanctified Shells, Sophie Domanech Trio, Alfredo Rodriguez\*, Howard Johnson & Gravity\*.

4 juillet à partir de 19 heures  
Ornette Coleman & Prime Time, Martial Solal avec Gary Peacock et Paul Motian, Steve Turre & The Sanctified Shells, Mino Cinelu Solo, Maria Schneider Orchestra\*, Howard Johnson & Gravity\*.  
5 juillet à partir de 15 heures  
Michel Portal, Shirley Horn Trio, Eman Lopez-Nussa Cuban Quartet, Steve Turre & The Sanctified Shells, Christian Escoudé Trio, Claude Barthélémy, Maria Schneider Orchestra\*, Marcel Azzola avec Marc Fosset, Patrice Coratini, Georges Arvanitis et Vincent Fradde.

6 juillet à partir de 15 heures  
Maria Schneider présente l'atelier d'orchestre\*, Claude Barthélémy, Shirley Horn Trio, Alfredo Rodriguez, Steve Turre & The Sanctified Shells.  
Forfait soirée : 170 F. Tarif réduit : 145 F. Dimanche : 60 F. chaque concert.

(\*) Concerts gratuits.

### KIOSQUE À MUSIQUE

#### BALS-CONCERTS

Du 13 juillet au 24 août

Résolution météoriques et chaloupes, les bals-concerts, sont le rendez-vous estival parisiens des musiques du monde.

AU PROGRAMME  
13 juillet : Marc Perrone (France), Ferus Mustafav (Macédoine), 20 juillet : Malo Coopé avec Gumbézarte (Guinée-Bissau), Salamat (Egypte), 27 juillet : Kamal Igman (Algérie), Nouredine Marsaoui (Algérie), 3 août : La India Canela (Saint-Domingue), Reddy Amis (R.D. Congo / Zaïre), 10 août : Sonora la Calle (Cuba), Alfredo Gutierrez (Colombie), 17 août : Candido Fabre (Cuba), Afro Cuban All Stars, 24 août : Frères Guissé (Sénégal), NBady Kouyate (Guinée-Conakry). Tous les dimanches de 17 h 30 à 21 heures. Accès libre.

#### ZÉNITH

##### CONCERTS

Où l'on vient voir et écouter le meilleur du rock, de la chanson et de la variété.

AU PROGRAMME  
1<sup>er</sup> juillet : INXS. Le 4 : Earth, Wind & Fire.  
Concerts à 100 heures.

#### CONSERVATOIRE DE PARIS

##### CONCERTS ET DANSE

A partir du 24 septembre

Deux cents manifestations - concerts de musique classique, de chambre, ancienne, jazz, ballet et danse moderne - sont prévues pour la prochaine année académique. Elles associeront les élèves du Conservatoire à d'éminents solistes et des chefs d'orchestre de renom, tel Mark Foster, dans un programme Stravinsky, Mozart, Verdi (25 septembre), ou Léon Fleisher pour Mozart et les Tableaux d'une exposition de Moussorsky-Ravel (26 octobre), et Vitaly Katayev dans un

concert Johann et Richard Strauss (21 décembre).

### CITÉ DE LA MUSIQUE

#### ACADEMIE DE MUSIQUE DU XX<sup>e</sup> SIÈCLE

Du 6 au 21 juillet

Cette académie donne la priorité à la formation des jeunes étudiants, avec pour objectif principal l'interprétation du répertoire contemporain. Quatre concerts de musique de chambre (15-18 juillet) seront l'aboutissement des ateliers dirigés par les solistes de l'Ensemble Intercontemporain. Deux concerts d'orchestre dirigés par George Benjamin (19 juillet) et David Robertson (20 juillet) concluront l'académie.

#### ORCHESTRE DES JEUNES

##### OSTAV MAHLER

Du 7<sup>er</sup> au 21 août

L'orchestre est invité en résidence pour une session dirigée par Pierre Boulez. Des répétitions publiques (3, 6 et 7 août, à 10 heures) donneront un avant-goût du concert exceptionnel du 8 août à 22 heures, donné dans la salle des concerts, mais également retransmis sur écran géant place de la Fontaine-aux-Lions. Avec, entre autres, au programme, Le Sacre du printemps, de Stravinsky, sous la voûte étoilée...

## Cinéma

### GÉODE

#### LA FÊTE DU CINÉMA

Du 28 juin à partir de 14 heures,

les 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet

Pour tous les possesseurs du passeport « Fête du cinéma », un tarif de 10 F à toutes les séances pendant les trois jours.

#### TROIS FILMS

##### EN ALTERNANCE

du 25 juillet au 24 octobre

##### EFFETS SPÉCIAUX

de Ben Burtt

Nouveau film en exclusivité  
Du processus de fabrication des effets spéciaux à la réalisation de séquences sensationnelles, ce film dévoile les procédés scientifiques et techniques qui ont permis, en un siècle, de créer des images extraordinaires. Une occasion pour découvrir l'envers du décor de La Guerre des étoiles, de Jumanji ou d'Independence Day.  
LES AILES DU COUILLAGE  
de Jean-Jacques Annaud  
RÉUNION MAGIQUE  
d'Alain Gervais et Jean-Pierre Chardon  
Du mardi au dimanche, de 10 h à 21 h, lundi (jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre) de 10 h à 18 h. Entrée : 57 F. Tarif réduit : 44 F. 60 F. pour deux films à 10 h, 18 h, 19 h et 20 h.

#### SALLE LOUIS-LUMIÈRE

##### KRAKEN

De Jerzy Kular

A partir du 8 juillet

Ce court métrage en relief de sept minutes, entièrement réalisé en images de synthèse, propulse le spectateur dans le futur, à la rencontre de curieuses créatures imaginées par le scientifique britannique Douglas Dixon. Tous les jours sauf lundi, de 10 h à 18 h, dimanche de 10 h à 19 h. Accès avec le billet d'entrée à Explora.

##### CINAXE

##### L'ÎLE MYSTÉRIEUSE

Spectacle permanent

Un voyage extraordinaire au cœur de l'univers de Jules Verne. Alliance de la simulation et du cinéma en relief.  
Du mardi au dimanche, de 11 h à 18 h. Entrée : 34 F. Tarif réduit : 28 F.

##### PLANÉTIARIUM

##### CINQ SPECTACLES

EN ALTERNANCE

Histoires d'étoiles - Trésors de la Voie lactée - La Masure du ciel - L'Aspirateur et la Balla - Mars 2025.

Tous les jours sauf lundi, de 10 h à 19 h, dimanche de 10 h à 19 h. Accès avec le billet d'entrée à Explora.

#### PARC DE LA VILLETTE

##### 8<sup>e</sup> FESTIVAL DE CINÉMA EN PLEIN AIR

Les Dessous de la ville

Du 15 juillet au 24 août

Chaque été, la prairie du Triangle se transforme en une immense place verte où les spectateurs défilent leurs chaises longues pour quelques heures de détente et de grand spectacle. Pour l'édition 1997, le festival fait main basse sur la ville avec quarante et un films et six soirées thématiques. Films en version originale sous-titrés. Séance à 22 heures, relâche lundi et le 8 août. Accès libre. Location transat et couverture : 40 F.

#### AU PROGRAMME

Hommage à François Truffaut : Le Dernier Métro, Baisers volés : 15 juillet.

La Soif du mal, d'Orson Welles : 16 juillet.

L'Armée des douze singes, de Terry Gilliam : 17 juillet.

Les Dessous de Rome : Vacances romaines, de William Wyler, Rome, ville ouverte, de Roberto Rossellini : 18 juillet.

Le Troisième Homme, de Carol Reed : 19 juillet.

The Element of Crime, de Lars Von Trier : 20 juillet.

Riff Raff, de Ken Loach : 22 juillet.

L'Homme des hautes plaines, de Clint

Eastwood : 23 juillet.

Kanal, d'Andrzej Wajda : 24 juillet.

Les Dessous de Hongkong : Chungking Express, de Wong Kar-Wai, Le Syndicat du crime 2, de John Woo (interdit aux moins de 12 ans) : 25 juillet.

Quand la ville dort, de John Huston : 26 juillet.

Blow Up, de Michelangelo Antonioni : 27 juillet.

Main basse sur la ville, de Francesco Rosi : 28 juillet.

Les Amants du Pont-Neuf, de Léos Carax : 30 juillet.

Ed Wood, de Tim Burton : 31 juillet.

Noir sur la ville : Série noire, d'Alain Corneau (interdit aux moins de 12 ans), Bob le flambeur, de Jean-Pierre Melville : 1<sup>er</sup> août.

Les Vitelloni, de Federico Fellini : 2 août.

Underground, d'Emir Kusturica : 3 août.

Les Rois de l'asphalte, d'Dussama Fawzi (néfide) : 5 août.

La Rue de la honte, de Kenji Mizoguchi (interdit aux moins de 16 ans) : 6 août.

Sammy et Rosie s'envoient en l'air, de Stephen Frears : 7 août.

Gloria, de John Cassavetes : 9 août.

Le Ministère de la peur, de Fritz Lang : 10 août.

Little Odessa, de James Gray : 12 août (interdit aux moins de douze ans).

Shanghai Gesture, de Josef von Sternberg : 13 août.

West Side Story, de Robert Wise : 14 août.

Quand l'inspecteur s'emmêle, de Blake Edwards : 24 août.

Sous les ponts de Paris : Le Signe du

● Pour toutes les manifestations voir informations pratiques en page 18.



L'Ensemble Intercontemporain, dirigé par Pierre Boulez, à la Cité de la musique (1995).



Rencontres nationales des danses urbaines en 1996.



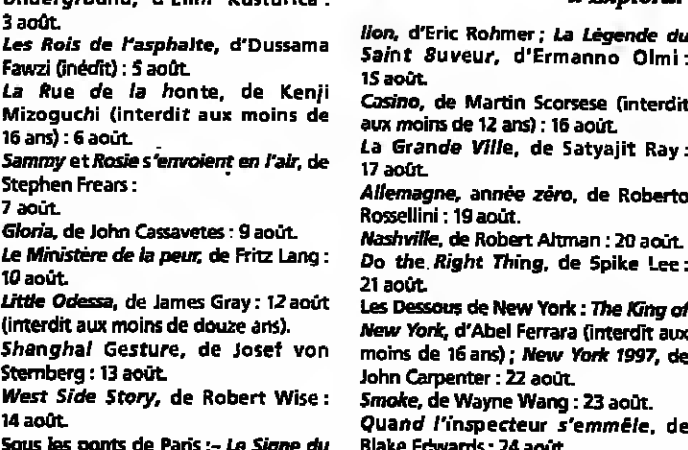
La Villette Jazz Festival, l'an dernier.



Classe de flûte traversière baroque au Conservatoire de Paris.



Quelques jeux de lumière, à Explora.



● Pour toutes les manifestations voir informations pratiques en page 18.

## Théâtre et cirque

### PAVILLON DU CHAROLAIS / TILF

#### LA CHANSON DE PHILIBERT

##### OU LES GENS SIMPLES

Texte et mise en scène

Odile Pedro Léal

Jusqu'au 3 juillet

Le combat de Judith, sublime

Amérindienne, contre l'agent, la

médiasme, la folie, pour son amour de

Philibert.

Soirées à 20 h 30, sauf mercredi à

19 h 30, dimanche à 16 heures. Relâche

lundi. Entrée : 110 F. Tarif réduit : 70 F

et 50 F. Mardi : 50 F.

### PARC DE LA VILLETTE

#### CASTELETS EN JARDINS

Théâtre du Fust. Mise en marionnettes

Emilie Valentin.

Jusqu'au 31 août

La qualité littéraire des textes du Fust,

leur vivacité et leur humour si

particulier, le rythme des séquences

et leur invention plastique, le

distinguent de la tradition et en font

un théâtre de Guignol exemplaire.

Insolent, absurde, désinvolte.

Tous les dimanches, samedi et

dimanches de chaque mois : vendredi

et samedi à 16 h 30, 18 heures et

21 heures, dimanche à 15 heures,

16 h 30 et 18 heures. Accès libre.

### GRANDE HALLE

#### VOX POPULI VOX

Compagnie Pierre Doussaint.

Du 15 au 31 août

Pierre Doussaint réinvente une forme

d'opéra qui s'adresse à tous. Un

cocktail vitalisant qui rassemble

danseurs, artistes de cirque et

musiciens, dont une chorale lyrique,

autour des textes de François

Cervantes et d'une musique de

Jean-Paul Buisson.

Du jeudi au samedi à 20 heures,

dimanche à 16 heures. Relâche lundi

et mardi. Entrée : 110 F. Tarif

réduit : 95 F.

### Expositions

#### CITÉ DES SCIENCES ET DE L'INDUSTRIE

##### DESIGN

##### PRIX EUROPÉEN 1997

Jusqu'au 31 août

Biberon à poignée, vêtements de

protection perspirants pour la moto,

maquillage ergonomique pour minimiser

les risques... cette exposition présente

les réalisations d'entreprises qui ont

décidé de sensibiliser le public à

l'importance du design dans la qualité

des produits industriels.

Tous les jours sauf lundi, de 10 heures à

19 heures, dimanche de 10 heures à

19 heures. Accès avec le billet d'entrée

à Explora.

##### ÉLECTRICITÉ

Jusqu'au 4 août

Mais qu'y a-t-il derrière la prise ? La

grande aventure de l'électricité, de sa

production à sa consommation, de la

maison à l'usine, racontée aux enfants

de cinq à douze ans.

Tous les jours sauf lundi, de 10 heures à

19 heures, dimanche de 10 heures à

19 heures (séance de 11 h 30). Entrée :

25 F.

##### LES INGÉNIEURS DU CIEL

Jusqu'au 2 novembre

Depuis la simulation en soufflerie d'un

vol à plus de 250 km/h jusqu'à

l'anecdote confiée par un chercheur,

l'exposition, où se côtoient maquettes,

audiovisuel, équipements de

recherche, décors et ambiances

sonores, plonge le visiteur dans le

sillage des ingénieurs de l'Onéra

(Office national d'études et de

recherches aéronautiques), qui

conçoivent, en amont de l'industrie

aéronautique et spatiale, les objets

volants de demain.

Tous les jours sauf lundi, de 10 heures à

18 heures, dimanche de 10 heures à

19 heures. Accès avec le billet d'entrée

à Explora.

##### LA SERRE, JARDIN DU FUTUR

A partir du 23 septembre

Mise en scène par l'architecte

Dominique Perrault, « La Serre » est

une nouvelle exposition permanente

de la Cité des sciences consacrée aux

biotechnologies végétales. Découvrir

la serre, c'est avant tout avoir la plaisir

de déambuler dans un jardin de

400 m<sup>2</sup> qui abrite fruits, fleurs,

légumes et plantes ornementales

cultivées, amendées ou multipliées à

l'aide de techniques parfois

expérimentales. C'est aussi s'informer

sur les risques et les perspectives des

biotechnologies végétales.



## e cité-jardin

Théâtre  
et cirque

MAISON DE LA VILLE  
21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. fax : 206 806 4  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : http://www.lemonde.fr

Activités  
et animations

Expositions

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. fax : 206 806 4  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

## Cousteau au-delà du mythe

**P**OURRONS-nous vivre sans le commandant Cousteau ? De Bill Clinton au petit écologiste de CM2, tout autour de la planète, la même antienne : une avalanche de superlatifs, forcés ou sincères, sur la grande œuvre du grand homme qui vient de disparaître. L'hommage est trop unanime pour ne pas être suspect.

Forcé est de remarquer que les plus diététiques sont justement les chefs d'Etat et de gouvernement qui affichent sans vergogne à New York, au sommet de la Terre, le spectacle de leur inconscience et de leur impuissance face aux grands défis écologiques, ces douloureuses questions de survie de l'espèce dont « Captain Planet » se voulait l'imprésario. Jacques-Yves Cousteau, qui ne dédaignait pas mettre en scène son propre personnage et qui adorait parler d'égal à égal avec les grands de ce monde, aurait sans doute apprécié la coïncidence. Il est converti de fleurs au moment où les autres se convertent de honte.

Hommage du vice à la vertu ? Ce n'est pas si simple. Le personnage du commandant n'était pas tout d'une pièce, pas conforme à l'image dont les télévisions - certaines étaient sous contrat avec lui - nous abreuvèrent : un chevalier sans peur et sans reproche, visionnaire courageux menant le combat de l'intérêt collectif seul contre tous. La médaille à son revers, peu reluisant : l'affairisme, un cabotinage flirtant parfois avec la mégalomanie,

des approximations scientifiques et des compromissions politiques. Il y a quelque chose d'indécrottable dans la mise en scène de la succession à laquelle on assiste, par famille interposée. Si le « juste » est mort, l'entrepreneur Cousteau, elle, continue.

Le talent remarquable appliqué à transformer ce qu'on dénonce en commerce lucratif ne doit cependant pas dissimuler que l'image du commandant Cousteau signifie. Il est des moments de l'Histoire où des individus incarnent une idée-clé, celles que soient leurs petites ou grandes faiblesses ; une idée qui, en quelque sorte, les surpasse. Le mythe l'emporte alors sur le personnage. Ainsi du « Captain Planet ».

An-delà des péripéties médiatiques et financières, Jacques-Yves Cousteau reste l'un de ceux qui, dans l'imaginaire collectif, personnifie le mieux cette fin de siècle, ses angoisses, ses révoltes et ses nostalgies. Les voyages, les images, les récits du commandant témoignent d'un monde qui bascule, d'un temps où les équilibres séculaires de la nature reculent au profit de l'artifice, de l'instantané, du périssable, d'une époque révolue dont on voudrait garder les émerveillements enfants - ce « monde du silence » enchanté. Au moment où une autre civilisation cherche sa voie, sans que nous soyons encore sûrs qu'elle ne nous conduira pas à l'Apocalypse. Celle-là même que Jacques-Yves Cousteau promettait à l'humanité si celle-ci ne devenait pas raisonnable.

Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Aldrey, directeur général ;  
Jean-Marie Colombani, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhote, Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Bessis, Bruno de Cassan, Pierre Georges,  
Laurent Gauthier, Eric Lacroix, Michel Lajoinie, Bernard Le Gendre  
Directeur artistique : Dominique Royonnet  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fomont

Médecin : Thomas Ferracci  
Directeur éditorial : Edwy Plenel ; directeur délégué : Anne Chaussegros  
Conseiller de la rédaction : Alain Koller ; directeur des relations internationales : Daniel Verdet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courau, vice-président  
Associés directeurs : Hubert Berni-Méry (1944-1999), Jacques Favre (1969-1992),  
André Laurens (1982-1992), André Pommès (1982-1992), Jacques Lescaze (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 941 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde »,  
Associations Hubert Berni-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,  
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,  
Le Monde Presse, Jean Pressa, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

## IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

### Élégances masculines

RIEN de plus malaisé que de glosier sur la mode masculine. Sans compter que l'évocation des mannequins célèbres, de Pétrone à Brummel, en passant par Lauzun et Montesquieu, est largement épuisée, cette littérature-là vous a certaines outrances frivoles ou même équivoques que l'ingratitude des temps ferait paraître tout à fait choquantes. Il est pourtant décent que l'honnête homme qui ne se complait pas à la lecture des revues de mode sache aujourd'hui « ce qui se porte le mieux ».

D'après les déclarations que nous ont faites les tailleurs les plus « smart » de Paris, les costumes de ville se coupent toujours dans les mêmes tissus bleus à rayures ou bleu marine ; ligne sans modification notable : veston à son maximum de longueur, une seule boutonnière boutonnée, s'il est croisé (celle du milieu) - et pas de gilet ;

épaules larges, un peu arrondies, pantalon légèrement plus court et ne cassant pas.

Vogue inchangée pour les vêtements de sport : chemises à très fin pied-de-poule, saxon à motifs prince-de-galles, angolas à rayures ; surtout costumes de saison en fresco, en « sol-protecta », en gabardine dans les gris ou les grès ; vestons longs, dos vagues, avec une fente médiane (régression des deux fentes latérales, Dieu merci !). Engouement inaltéré pour le velours côtelé, qui faisait le succès de la Belle Jardinière auprès des classes laborieuses avant la guerre, à présent le signe extérieur du contribuable conscient et organisé, qui ne dédaigne même pas de l'employer, ô ironie, pour le smoking fantaisie.

Olivier Merlin  
(27 juin 1947.)

### Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3615 code LMDOC

ou 06-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-42-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compact Disc : GO LEMONDE

Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 06-36-68-09-78

سكرا من الامل

## Poker monétaire entre Tokyo et Washington

EST-CE le début d'une nouvelle guerre monétaire entre le Japon et les Etats-Unis ? Le coup de colère du premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto lundi 23 juin, à New York (*Le Monde* du 25 juin), est venu rappeler l'importance que revêt la qualité des relations entre les deux pays pour l'équilibre des marchés financiers internationaux. En laissant entendre que le Japon pourrait se débarrasser des obligations américaines qu'il possède si Washington ne se montre pas plus coopératif pour stabiliser les taux de change, M. Hashimoto avait fait plonger Wall Street. Il a affirmé dès le lendemain qu'on avait mal interprété ses propos ; les actions américaines ont remonté.

L'évolution des taux d'intérêt japonais, les mouvements sur la parité dollar/yen et le chassé-croisé des devises des deux plus grandes puissances économiques du monde sont aujourd'hui la préoccupation majeure des opérateurs de marché. Les analystes y voient aussi la principale menace pour des Bourses mondiales euphoriques, qui n'en finissent pas de battre des records : une secousse monétaire à Tokyo aurait tôt fait de se répercuter à Paris, Londres ou New York.

Eté 1989 : afin de dégonfler la bulle financière qui s'est formée dans l'archipel (l'indice Nikkei de la Bourse japonaise a gagné plus de 200 % au cours des quatre années précédentes, les terrains de la résidence impériale à Tokyo valent plus que tout l'Etat de Californie), la Banque du Japon décide, sous la houlette de son courageux et inflexible gouverneur Yasuhiro Mieno, de resserrer sa politique de crédit. La grande opération de nettoyage réalisée par le biais de cette reprise massive de liquidités est plus efficace encore que prévu : en deux ans, les actions nippones perdent les deux tiers de leur valeur et les prix de l'immobilier dégringolent.

**EXERCICE PÉRILLEUX**  
Mais cette destruction de richesses présente vite un tel effet dépressif sur l'économie, elle a des conséquences déflationnistes si désastreuses, si dévastatrices pour un système bancaire tout à coup recouvert de créances immobilières douteuses que la Banque du Japon se voit contrainte d'assouplir sa politique monétaire plus brutalement encore qu'elle l'avait durcie : au mois de septembre 1995, l'escompte est ramené à 0,5 %.

Près de deux ans plus tard, il se situe toujours à ce niveau histori-

quement bas. Une politique d'argent quasi gratuit sur une aussi longue période dans un grand pays industrialisé est sans précédent.

Plus grave encore, les mouvements dollar/yen ont présenté au cours des dernières années le même caractère frénétique que ceux observés sur les taux d'intérêt. De 1985 à la mi-1995, le yen s'était apprécié de 70 % face au dollar. Depuis deux ans, il a reperdu environ la moitié de sa valeur vis-à-vis de la monnaie américaine.

Sortir d'une situation monétaire aussi extrême et aussi instable constitue un exercice très périlleux. C'est le défi que relèvent aujourd'hui les dirigeants japonais. Après quatre années de quasi-stagnation, la croissance du PIB nippon a atteint 3,6 % en 1996, soit le rythme le plus élevé de tous les grands pays industrialisés. Le premier trimestre 1997 a confirmé ce dynamisme (+6,6 % de hausse annuelle), tout comme la dernière enquête trimestrielle de conjoncture réalisée par la Banque du Japon, publiée mercredi 25 juin, qui a reflété le net regain de confiance des milieux industriels. Conserver dans ce contexte de reprise économique une politique monétaire très

souple est potentiellement dangereux en raison des risques inflationnistes.

Si l'on ajoute au redressement de l'activité le mécontentement croissant des ménages nippons devant la stérilité de leur épargne financière - 36 250 milliards de francs de dépôts sont rémunérés à moins de 0,5 % au Japon - un relèvement du taux d'escompte de la banque centrale semble inéluctable et imminent.

Mais la donne n'est pas si simple. « L'embellie de 1996 et du premier trimestre 1997 ne signifie pas pour autant que l'économie japonaise soit entrée dans une période d'expansion durable », affirme Yuan Wang, économiste à la Caisse des dépôts et consignations. La hausse de deux points de la TVA et la baisse des dépenses publiques, destinées à assainir les finances d'un Etat japonais dans une situation aussi catastrophique qu'en Europe, exerceront un frein puissant sur la croissance.

La situation toujours difficile dans laquelle se trouvent les banques japonaises est une raison supplémentaire pour les autorités monétaires de ne pas brusquer les choses. Au 31 mars, les créances douteuses des grandes banques

commerciales japonaises se situaient à 10 100 milliards de yens (505 milliards de francs), soit une baisse de 18,5 % sur un an. A ce rythme, il faudra de longues années avant que la situation soit totalement assainie, d'autant que les prix de l'immobilier continuent à reculer au Japon (-6 % dans les grandes villes en 1996). Certains experts en déduisent que l'institut d'émission ne durcira pas sa politique monétaire avant l'an 2000 !

Une hausse du taux d'escompte serait lourde de conséquences financières. Elle inciterait les investisseurs nippons à rapatrier au Japon une partie des capitaux qu'ils ont placés en masse à l'étranger. Les gestionnaires étrangers seraient aussi dans l'obligation de réviser leurs stratégies d'investissement. Nombre d'entre eux profitent des conditions de financement très avantageuses qui leur sont offertes dans l'archipel pour emprunter en yen et transférer les fonds levés dans d'autres pays, notamment à Wall Street. Si cette facilité disparaît, la Bourse de New York, privée d'une de ses principales sources d'argent frais, risque de vaciller.

**MAIHEUR AU VAINCU**

Enfin, un relèvement de l'escompte pourrait provoquer un renchérissement brutal du yen. C'est la grande crainte de Tokyo et l'origine des tensions actuelles entre le Japon et les Etats-Unis. Les autorités monétaires nippones souhaiteraient voir le dollar se stabiliser autour de 120 yens. Ce niveau leur paraît suffisamment bas pour satisfaire les exportateurs japonais et suffisamment haut pour préserver la santé de la Bourse de Tokyo.

La position de force du Japon, qui finance pour une large part les déficits extérieurs américains et fait figure de principal banquier des Etats-Unis, n'est qu'apparente. La Maison Blanche sait que le « client » a une dette à ce point gigantesque qu'il « tient » la banque. Elle sait aussi que, si la Banque du Japon s'avise de se débarrasser des dollars qu'elle détient en très grande quantité (plus de 200 milliards), la première victime serait l'économie nipponne elle-même qui se trouverait vite étranglée par un yen surevalué. Les marchés attendent de connaître l'issue de cette partie de poker monétaire entre les deux géants économiques de la planète... mais malheur au vaincu !

Pierre-Antoine Delhommais

## Tristesse par Calligaro



Calligaro 77-24

## Les Etats-Unis et le « péril chinois »

**BASHING** : dénigrement systématique. La mode, à Washington, est au *chinese-bashing*. A l'aube du troisième millénaire, la Chine pourrait bien devenir le réceptacle des peurs de l'Amérique, comme si l'« Empire du Milieu » devenait à son tour, dans le vide laissé par la fin de la guerre froide, celui du « mal », le prochain « adversaire stratégique » des Etats-Unis.

Pendant longtemps, les Américains ont manifesté un excès de romantisme à l'égard de la Chine. Les événements de la place Tiananmen, en 1989, ont constitué un réveil brutal, et c'est leur onde de choc qui se fait sentir.

On chercherait en vain, dans l'histoire des relations sino-américaines, une période associant autant de promesses et d'échecs qu'à haut risque. La Chine souhaite prendre toute sa place au sein des organisations internationales susceptibles de favoriser son irrépressible bégéisme de croissance économique. Cet objectif est servi par la politique dite d'« engagement constructif » de l'administration américaine. Les Etats-Unis sont convaincus, explique Jeffrey Bader, responsable des affaires chinoises au département d'Etat, que c'est en permettant à la Chine de rejoindre les différents forums de coopération de la communauté internationale que cette dernière pourra conjurer la menace d'un futur empiètement bégéminique de Pékin.

Au contraire, en faisant preuve d'ostentatisme envers la Chine, on révélerait ses mauvais desseins. Dans le débat sur le renouvellement annuel de la clause de la nation la plus favorisée (MFN) à la Chine, conclu, mardi 24 juin, par un vote positif de la Chambre des représentants, un leitmotiv est revenu dans l'argumentation des

responsables de la diplomatie américaine : « Traiter la Chine en ennemi, c'est faire en sorte qu'elle se conduise en ennemi. » Mais les tenants d'une ligne dure ont beau jeu de souligner que la Chine a conduit déjà en adversaire potentiel de l'Amérique.

Ils en veulent pour preuve la propension de Pékin à souffler le chaud et le froid quant à l'avenir de Hongkong et les incertitudes sur celui de Taiwan, ainsi qu'une longue liste de contentieux : le creusement du déficit commercial, l'antagonisme chinois en matière de prolifération nucléaire, les atteintes aux droits de l'homme, le fait que la Chine a peut-être essayé d'acheter une influence politique aux Etats-Unis en alimentant le trésor électoral des démocrates, enfin et surtout la montée en puissance des forces armées chinoises. Cette dernière variante du « péril chinois » fait florès aux Etats-Unis.

**« COMPROMIS HISTORIQUE »**  
Le conflit à venir avec la Chine, livre des journalistes américains Richard Bernstein et Ross Munro, a bénéficié d'un succès inattendu. La thèse centrale de l'ouvrage - la Chine est la prochaine « puissance globale » qui contestera le leadership mondial des Etats-Unis - est devenue le cri de ralliement de tous ceux qui préconisent de tenir la dragée haute à Pékin. Dans le magazine conservateur *The Weekly Standard*, Robert Kaplan prône « une nouvelle stratégie d'endiguement », et le directeur général de la revue *Foreign Affairs*, Fareed Zakaria, souligne que Washington « intimide le faible (la Russie) et darde le fort (la Chine) ». Les « faucons » se comptent aussi bien dans les rangs républicains que démocrates, ainsi qu'au sein

de l'administration. Leur vision alarmiste est étayée par certaines analyses officielles. Le général Patrick Hughes, chef de la Defense Intelligence Agency, a récemment souligné que la Chine « pourrait devenir une menace régionale à grande échelle pour les intérêts américains, au cours des dix ou vingt prochaines années ». Les diplomates insistent de leur côté sur le « compromis historique » russo-chinois, par lequel les deux pays ont implicitement désigné les Etats-Unis comme leur adversaire commun, tout en accroissant nettement leur coopération économique, notamment dans le domaine militaire.

Les pays asiatiques, avertit Henry Kissinger, feraient retomber sur les Etats-Unis la responsabilité d'avoir créé une période de tension sino-américaine. Il serait contre-productif de « diaboliser la Chine ». Même si celle-ci est destinée à devenir « un acteur régional et global de premier plan, souligne Jeffrey Bader, et si son taux de croissance économique, de l'ordre de 10 % par an, se traduira inévitablement par un rôle stratégique accru », elle ne constitue pas, à moyen terme, une menace militaire pour les Etats-Unis.

Helmut Sonnenfeldt, ainsi que Lloyd Vasey, spécialiste de la région Asie-Pacifique au Centre des études stratégiques et internationales (CSIS), en conviennent. Le premier parle cependant d'une « menace plus sophistiquée » et le second rappelle que la Chine sera de plus en plus en mesure d'affirmer sa présence sur les « routes océaniques commerciales ».

Il est un domaine des relations sino-américaines où « colombes » et « faucons » se rejoignent : le sort de Hongkong est crucial pour l'avenir des relations bilatérales et

la paix en Asie du Sud-Est. Si les choses se passaient mal dans le territoire, c'est toute la politique d'« engagement constructif » imposée par Bill Clinton qui serait remise en cause.

Si Pékin faisait mine d'utiliser la force contre Taiwan, la réaction de Washington serait sans faillesse. « Dans ce cas, le président consulterait le Congrès pour envisager une réponse appropriée », souligne Jeffrey Bader. Les Chinois le savent, mais, après Hongkong et Macao, ils cherchent toujours à « finir le travail », selon le mot d'un diplomate, c'est-à-dire à faire revenir Taiwan dans le giron de la Chine. « Tout montre, souligne Helmut Sonnenfeldt, que, dans les années à venir, la Chine sera un partenaire difficile pour l'Amérique. »

Laurent Zecchini

Chaque lundi,  
l'actualité européenne

7 jours  
Europe

La lettre hebdomadaire de la  
Représentation en France  
de la Commission européenne

Pour recevoir gratuitement, pendant  
7 semaines, 7 Jours Europe, envoyez  
cette carte à votre correspondant (sans  
engagement de votre part)

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénoms : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code Postal : \_\_\_\_\_  
Ville : \_\_\_\_\_

A renvoyer à : Citizien Press - 41, rue  
Chateaubriand - 75002 Paris - Tél. : 01 53 00 20 30

L'ÉTAT  
DES  
CONFLITS  
DANS  
LE MONDE



## ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 27 JUIN 1997

**PHARMACIE** Le visage de Rhône-Poulenc va sensiblement changer. Le groupe dirigé par Jean-René Fourtou sera uniquement dédié à la santé humaine et animale et

se classera au septième rang mondial. ● RHÔNE-POULENC va acheter pour 25 milliards de francs la totalité du capital de sa filiale américaine Rhône-Poulenc Rorer, dont il détenait auparavant 68,3 %.

● LA CHIMIE de spécialités et les activités fibres et polymères seront regroupées au sein d'une entité qui sera introduite en Bourse. Rhône-Poulenc

compte conserver un « contrôle largement majoritaire » de cette nouvelle société dont le nom n'a pas été annoncé. ● LE GROUPE va également procéder à une augmentation

de capital pour environ 7 milliards de francs. ● L'ACTION Rhône-Poulenc était réservée à la hausse jeudi 26 juin au cours des premières transactions à la Bourse de Paris.

# Rhône-Poulenc se concentre sur les sciences de la vie et filialise sa chimie

Le groupe va acheter pour 25 milliards de francs la totalité du capital de sa filiale américaine Rhône-Poulenc Rorer, dont il détenait auparavant 68,3 %. Les activités chimiques, ainsi que les fibres et polymères, seront regroupées dans une seule entité, qui sera introduite en Bourse

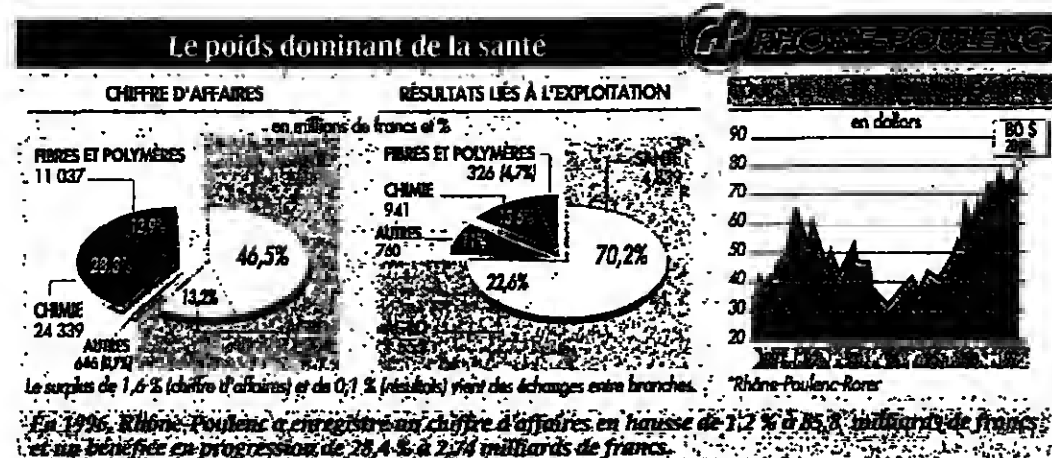
« NOUS VIVONS un moment important de la vie du groupe, un moment qui est un aboutissement de longues années de transformation et l'occasion d'un nouveau départ, d'un nouveau dynamisme ». C'est par ces mots que Jean-René Fourtou, président de Rhône-Poulenc, a présenté, jeudi 26 juin, les futures opérations qui vont lui permettre de se concentrer sur les sciences de la vie, et de filialiser sa chimie en la mettant en Bourse. Le futur Rhône-Poulenc sera uniquement dédié à la santé humaine et animale et se classera au septième rang mondial. Sa filiale où il restera majoritaire, deviendra un acteur important du marché mondial des spécialités, où s'affrontent une quarantaine de sociétés.

Le premier projet, le plus important en terme financier, puisqu'il est évalué à plus de 25 milliards de francs, passe par le rachat par la maison-mère Rhône-Poulenc de la participation des minoritaires dans sa filiale américaine Rhône-Poulenc Rorer (RPR). Sa participation passera ainsi de 68,3 % à 100 % du capital.

Le groupe français propose d'acheter les actions RPR en circulation au prix de 92 dollars par titre ce qui représente une prime de 15,8 % par rapport au dernier cours coté (79,4 dollars).

Cette opération sera lancée après le 31 juillet, date de l'expiration des accords signés en mars 1990 lors du rachat du laboratoire américain Rorer. Rhône-Poulenc s'était alors engagé à ne pas augmenter sa participation pendant sept ans. Passé ce délai, il peut monter en puissance à condition de payer les actions uniquement sous forme de cash et non par échanges de titres.

Pour financer cet investissement le groupe français envisage plusieurs procédures. Il va d'abord procéder à une augmentation de capital de 7 milliards de francs. Ensuite, la poursuite de la cession d'actifs non stratégiques et la mise en Bourse de ses activités chimiques en 1998 devraient lui rapporter 13 milliards de francs. Les activités chimie et fibres et polymères seront regroupées au sein d'une même société. Si les



conditions le permettent, cette firme dont le nom n'est pas encore arrêté sera cotée à Paris dès 1998 et Rhône-Poulenc y conservera un « contrôle largement majoritaire ».

Les implications financières de toutes ces opérations menées avec le conseil de la Société Générale, de l'Union des Banques Suisses et de

Morgan Stanley, sont lourdes pour le groupe, notamment en terme d'endettement, le problème chronique de Rhône-Poulenc. La dette atteinte aujourd'hui à 33,8 milliards de francs. Le ratio dette sur fonds propres se monte à 60 % et va augmenter fortement, bien qu'aucune indication chiffrée n'ait pour l'instant été donnée. L'objectif affiché est de ramener ce ratio à 60 % fin 1998 et à 50 % fin 1999.

Jean-René Fourtou « maintient son objectif de progression de 20 % du bénéfice net par action pour 1997 et 1998 », malgré une dilution et devrait maintenir son dividende par action 1997 à « un niveau au moins égal à celui de 1996 ».

Les conséquences stratégiques de ces opérations sont aussi considérables. Elles confirment le double pari engagé par M. Fourtou qui veut se maintenir dans la chimie et la pharmacie et réussir la croissance dans la santé par ses propres médicaments. Le pôle santé de Rhône-Poulenc représente 55 % de l'activité globale mais contribue pour plus de 90 % aux bénéfices du groupe.

Depuis plusieurs mois, Jean-René Fourtou n'hésite plus à se présenter

comme un pharmacien rappelant que lorsqu'il était consultant chez Bossard, il a conseillé tous les grands noms de la santé. En 1986 à son arrivée chez Rhône-Poulenc il avait pris deux décisions symboliques : le rachat du laboratoire allemand Natrerman et de l'activité agrochimique de l'américain Union Carbide. Il a depuis multiplié les acquisitions dont celles de Rorer tout en réorganisant en profondeur la recherche. Simultanément il a poursuivi les laborieuses restructurations dans la chimie, engagées par ses prédécesseurs, pour la concentrer sur des activités de spécialités à haute valeur ajoutée. « Depuis des années Rhône-Poulenc restructure et vend des affaires, et dans le même temps investit dans d'autres secteurs comme la santé », explique le PDG, reconnaissant que ce mouvement a été source de confusion tant en interne qu'à l'extérieur. « Aujourd'hui, nous présentons le résultat de cette réorganisation. Nous sommes dans la position du sculpteur qui dévoile sa statue ».

Dans la santé, l'absorption de RPR, avec Pasteur Mérieux Connaught et Santé animal et végé-

tales au sein de Rhône-Poulenc, devrait faciliter les complémentarités dans la recherche, l'industrialisation et le commercial. « Cette nouvelle structure nous rend plus apte à saisir des opportunités stratégiques. Elle nous rend moins fragile », reconnaît M. Fourtou.

L'approche est différente pour la chimie de spécialités à qui l'entrée en Bourse donnera une « plus grande autonomie et plus grande compétitivité. Il s'agit là aussi d'adopter une stratégie offensive ». Rhône-Poulenc entend profiter de l'engouement des boursiers pour un secteur qu'ils découvrent depuis quelques mois. L'entrée en Bourse du suisse Clariant en 1995 a révélé aux investisseurs, un domaine jusque-là souvent fondu dans de larges ensembles pharmaco-chimiques. Contrairement à la chimie lourde, les spécialités nécessitent des hautes technologies et ne sont pas soumis aux aléas des cycles conjoncturels. Le pari des dirigeants de Rhône-Poulenc est de révéler le potentiel de cette activité. La présence de Jean-Pierre Tioufflet à la tête de cette nouvelle entité est un gage pour les boursiers. Le directeur financier de Rhône-Poulenc s'est fait un nom sur les marchés, ayant été le spécialiste des montages financiers les plus subtils pour trouver de l'argent quand le groupe était nationalisé et ne pouvait directement faire appel aux marchés.

Pour marquer sa confiance dans cette nouvelle société le groupe entend rester « largement majoritaire », et veut lui donner un nom la reliant à sa société mère. Cette dernière aussi pourrait changer de raison sociale et abandonner son appellation centenaire. Rhône-Poulenc pourrait disparaître au profit de nous de marques du groupe symbolisant ce virage stratégique.

D. G.

### COMMENTAIRE NÉCESSAIRE CLARIFICATION

Depuis plusieurs mois, les rumeurs les plus diverses se sont multipliées autour de Rhône-Poulenc, entraînant la perplexité des actionnaires sur la stratégie du groupe. Contrairement à ses grands concurrents internationaux, le britannique ICI, l'allemand Hoechst ou les suisses Ciba et Sandoz, le français était toujours refusé à choisir entre la chimie et la pharmacie. Mais, en affirmant être avant tout un groupe tourné vers la santé et les sciences de la vie, Rhône-Poulenc entretenait la confusion.

Cette ambiguïté était ressentie par les financiers : ils ne savaient pas s'il fallait préférer Rhône-Poulenc à sa filiale pharmaceutique Rhône-Poulenc Rorer (RPR). Le malaise était aussi partagé par les salariés. Les chimistes, seigneurs du groupe pendant des décennies, sont devenus progressivement les mal aimés, responsables des pertes et victimes de restructurations incessantes.

Un pas décisif vient d'être franchi, avec l'annonce de la déparition de RPR et la filialisation de la chimie. Rhône-Poulenc se résout à appliquer la formule qu'il condamnait chez les autres : séparer ses activités. « Les banquiers se sont bousculés pour me présenter des montages financiers. Pendant longtemps, j'ai

fait la sourde oreille », reconnaît Jean-René Fourtou, PDG du groupe. « Il me fallait respecter deux impératifs, avoir remis à flot les chimies de spécialités et fibres, et attendre qu'expirât l'accord nous liant à Rorer ». Le groupe s'indigne ainsi partiellement devant la logique des boursiers qui ont salué jeudi 26 juin, par une flambée des cours, cette clarification. Officiellement cette opération n'a pas la brutalité anglosaxonne : Rhône-Poulenc s'engage à demeurer majoritaire dans la chimie, se refusant à aller, pour l'instant, jusqu'au bout de la logique financière. Au nom des intérêts industriels.

Dominique Gallois

## Serge Kampf, fondateur et président du directoire de Cap Gemini « Nous reprenons notre liberté sur tous nos marchés »

« Daimler-Benz, votre actionnaire principal avec 24 % du capital, vient d'annoncer son retrait prochain. Comment réagissez-vous ? »

« Je constate avec plaisir que la bonne décision a été prise. Nous reprenons notre liberté sur tous nos marchés. Nous allons pouvoir entreprendre de nouveaux développements géographiques et procéder à des acquisitions, notamment aux Etats-Unis. Nous recommencerons à nous développer en Allemagne, où nous envisageons de céder la participation de 20 % que nous détenons dans la filiale informatique de Daimler-Benz, Dehis Systemhaus. »

« La cnppératinn engagée entre les deux groupes en 1991 ne vous satisfaisait plus. Pourquoi ? »

« Au moment de l'entrée de Daimler-Benz au capital de Cap Gemini, nous avions rapproché nos activités de services informatiques en Allemagne en créant Cap Dehis, détenue à 51 % par notre partenaire et à 49 % par nous. Il s'agissait d'un test en vraie grandeur qui devait permettre de mesurer notre capacité à travailler ensemble. Le résultat est que nous avons été exclus du marché allemand. Cap Dehis a été fusionné en 1994 avec Dehis SH, qui regroupait d'autres activités informatiques de Daimler-Benz, et nous ne détenons plus que 20 % de ce nouvel ensemble. Dehis a commencé à nous concurrencer sur nos marchés européens en cherchant, l'an dernier, à racheter la société française CSI. Nous nous y sommes opposés avec vigueur. Actuellement, Dehis est candidat au rachat



SERGE KAMPF

de la société néerlandaise Roccade. Nous nous y sommes opposés avec la même vigueur. »

« Pourquoi cette absence d'intérêts communs ? »

« En six ans, le partenariat avec Dehis Systemhaus n'a pas été aussi fructueux que nous l'espérions. Les cultures et les méthodes de direc-

tion sont très différentes. Dehis est très orienté vers les services informatiques lourds, tandis que nous sommes plus proches du monde du conseil. Nos centres de gravité ne sont pas les mêmes. »

« Pourquoi étiez-vous hostile à l'hypothèse d'une prise de contrôle, initialement la plus probable ? »

« Daimler-Benz disposait d'une option sur la majorité du capital à un prix préférentiel jusqu'en janvier 1996. Depuis, il n'en a perdu le bénéfice. Depuis lors, nous ne savions pas quelles étaient ses intentions. Ce qui nous paraissait désagréable, c'est que Daimler-Benz ne nous disait rien de ses projets, et ne semblait préoccupé que par les aspects financiers de cette opération. »

« Sur le plan international, une prise de contrôle par Daimler-Benz

nous aurait contraints à nous défaire de nos activités aux Etats-Unis : le Bank Holding Company Act interdit que des activités industrielles ou de services soient contrôlées par une banque. Or la Deutsche Bank est l'actionnaire principal de Daimler-Benz. Celui-ci a d'ailleurs souligné l'importance de ce problème dans le communiqué annonçant la cession de sa participation. »

« La présence aux Etats-Unis est capitale pour nous. Pas seulement parce que nos filiales américaines emploient 3 500 personnes et parce que c'est un marché qui représente 45 % du marché mondial, mais parce que c'est là que se fait la fermentation des activités nouvelles. Sur les dix premières sociétés de services informatiques mondiales, neuf sont américaines et la seule exception est Cap Gemini, cinquième du classement. »

« Le cnurs de Bourse de Cap Gemini a longtemps rendu impossible le retrait de Daimler-Benz. Cela ne pose-t-il plus de problème ? »

« Nous sommes sortis de nos difficultés passées. Notre résultat net devrait dépasser 500 millions de francs cette année, et se situer entre 700 et 800 millions de francs l'an prochain. Selon nos banquiers, la demande de titres est telle que le reclassement de la participation de Daimler-Benz devrait se faire très facilement. »

« La Compagnie générale d'industrie et de participations (CGIP), qui détient 20 % de vos actions après en avoir cédé 4 % récemment, est, elle aussi, vendeuse. N'est-ce pas beaucoup ? »

« La CGIP a d'ores et déjà indiqué qu'elle ferait usage du délai de réflexion auquel elle a droit pour définir sa position future dans le groupe. Je ne doute pas qu'elle retienne une solution conforme tant aux intérêts de ses actionnaires qu'à

ceux de Cap Gemini. Je voudrais ajouter que nous avons trouvé, comme toujours depuis quinze ans mais encore davantage dans la période récente, en Ernest-Antoine Seillière, son PDG, un partenaire fidèle et amical. »

« Êtes-vous obligé de repartir de zéro sur le marché allemand ? »

« Nous recouvrons la liberté de redémarrer en Allemagne, où nous avons conservé environ 700 personnes, notamment dans le domaine du conseil. Il y a d'autres sociétés intéressées par une alliance avec le premier groupe européen de services informatiques. Par ailleurs, notre participation de 20 % dans Dehis vaut environ un milliard de francs. Si nous la vendons, nous aurons les moyens d'investir sur ce marché. »

« Cap Gemini n'a donc pas besoin d'être adossé à un grand groupe ? »

« Nous sommes aujourd'hui convaincus qu'il n'est pas nécessaire pour une société de services informatiques d'avoir un actionnaire dominant. Par ailleurs, nous avons réellement changé de dimension en peu de temps. Le groupe Cap Gemini réalisait 11 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1995, il en fera 19 cette année, probablement 22 à 23 en 1998. Nous sommes devenus un groupe à part entière. Le contexte a lui aussi changé. Le secteur des services informatiques est à nouveau en forte croissance. Le meilleur indicateur, c'est que nous avons de nouveau les plus grandes difficultés à trouver les gens dont nous avons besoin pour assurer la croissance. En 1997, le solde net entre les entrées et les sorties de collaborateurs devrait être de plus de 2 500 personnes. »

Propos recueillis par  
Anne-Marie Rocco

## Daimler-Benz cède les 24 % qu'il détenait dans le groupe français

COLOGNE

Daimler-Benz a annoncé, mercredi 25 juin, son retrait du groupe de services informatiques français Cap Gemini. Il cédera auprès d'investisseurs institutionnels les 24,4 % qu'il détenait dans la société créée par Serge Kampf, par le biais d'obligations d'emprunts émises par Daimler-Benz et convertibles à moyen terme. Le groupe allemand rachètera la participation de 19,6 % détenue par la firme française dans la division Dehis Systemhaus.

Pourquoi un tel revirement alors que les Allemands n'avaient pas caché, ces derniers mois, leur projet d'acquiescer la majorité du capital de leur allié ? Ils avaient étudié avec minutie la possibilité de racheter la part détenue par la Compagnie générale d'industrie et

de participations (CGIP), qui cherchait à s'en séparer. Chez Dehis, on explique que ce sont les restrictions imposées par la législation américaine, limitant l'engagement des entreprises détenues en partie par une banque, qui motivent la fin de ce partenariat stratégique : Daimler-Benz est possédée à hauteur de 22 % par la Deutsche Bank, et la direction du groupe a attendu en vain une réforme rapide de la législation américaine. Comme Serge Kampf, Klaus Mangold, président du directoire de Dehis, reconnaît l'existence de discordances entre les deux groupes. Il confirme « des différences en matière d'outsourcing, où nos amis français souhaitent aller mains vite et ont réalisé de grandes acquisitions ».

En 1996, les différents partenaires réunis au sein de Cap Ge-

mini s'étaient mis d'accord sur de nouvelles structures, permettant d'augmenter son rôle dans la gestion du groupe. En cédant sa participation pour un montant de 1,3 à 1,4 milliard de deutschemarks (entre 4,4 et 4,7 milliards de francs), le groupe allemand compte récupérer son investissement de 1991 sans perte ni gain, mais le rachat de la part de Cap Gemini dans Dehis Systemhaus doit lui coûter entre 300 et 350 millions de deutschemarks.

Dehis n'en abandonne pas pour autant ses ambitions informatiques. Ses activités ont représenté en 1996 un chiffre d'affaires total de 13,1 milliards de deutschemarks et doivent être développées. Jürgen Schrempf, le président du directoire de Daimler-Benz, a indiqué que le groupe

« va investir le produit de la vente de ses actions dans l'extension des activités informatiques internationales » de la filiale. Dehis et Cap Gemini devraient d'ailleurs poursuivre une coopération sur « certains projets prometteurs » selon Klaus Mangold pour qui cette « séparation (...) n'est pas une décision facile ». Les liens entre les deux partenaires ne vont toutefois pas se dissoudre tout de suite : les investisseurs qui peuvent acheter des obligations d'emprunt de Daimler-Benz à partir du 26 juin auront quatre ans et demi pour les convertir en actions Cap Gemini. D'ici là, Dehis restera, de fait, actionnaire de la société française et compte, toujours selon M. Mangold, établir une « relation préférentielle ».

Philippe Ricard

ouverture du capital  
pourrait intervenir

Le groupe français propose d'acheter les actions RPR en circulation au prix de 92 dollars par titre ce qui représente une prime de 15,8 % par rapport au dernier cours coté (79,4 dollars).

Le groupe français propose d'acheter les actions RPR en circulation au prix de 92 dollars par titre ce qui représente une prime de 15,8 % par rapport au dernier cours coté (79,4 dollars).

Le groupe français propose d'acheter les actions RPR en circulation au prix de 92 dollars par titre ce qui représente une prime de 15,8 % par rapport au dernier cours coté (79,4 dollars).



## L'ouverture du capital de France Télécom pourrait intervenir cet automne

La proposition sera soumise à l'arbitrage du premier ministre

L'ouverture du capital de France Télécom pourrait intervenir cet automne. C'est la proposition que les experts du gouvernement vont sou-

mettre à l'arbitrage de M. Jospin. Malgré les réticences syndicales, plusieurs raisons plaident en ce sens : trouver des financements pour les do-

tations en capital des entreprises publiques et permettre à l'entreprise française de contracter des alliances européennes.

L'OUVERTURE du capital de France Télécom pourrait intervenir dès l'automne. Révélée par le *Financial Times*, jeudi 26 juin, l'information a été confirmée au *Monde* par de très bonnes sources. Dans l'immédiat, dans l'entourage du premier ministre, nul n'a pas encore été directement saisi du dossier. Il reste qu'au sein du gouvernement on y travaille activement et que c'est bel et bien cette solution qui devrait être soumise prochainement à l'approbation de l'Hôtel Matignon.

Sur le principe de l'opération, il n'y a plus de suspense. Lors de la réunion à huis clos du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, mardi, le nouveau ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, Dominique Strauss-Kahn, a explicitement admis qu'il n'était « pas opposé à l'ouverture du capital », étant entendu qu'aux termes de la loi, l'Etat doit garder au moins 51 %. Il y a mis deux conditions : que l'opération soit précédée, comme M. Jospin s'y était engagé, d'une consultation des personnels ; et qu'elle soit menée avec le souci de renforcer les coopérations européennes.

De son côté, le secrétaire d'Etat à l'industrie, Christian Pierret, apporte quelques précisions, jeudi, dans *Libération*. Avec M. Strauss-Kahn, dit-il, « nous nous sommes fixés trois objectifs : conforter France Télécom en tant que grand opérateur européen, garantir son indépendance et lui permettre d'atteindre une taille critique au niveau mondial. Tout cela implique à mes yeux un minimum d'ouverture sur le monde du marché ». M. Pierret ajoute : « Lionel Jospin a indiqué que le personnel serait consulté, ce qui ne signifie pas nécessairement qu'il y aura un référendum ».

Si le cap avait donc clairement été fixé, nul n'avait pourtant encore indiqué que l'ouverture du capital interviendrait rapidement. C'est pourtant la proposition qui va être soumise à M. Jospin.

Plusieurs raisons plaident en ce sens. D'abord, l'Etat est confronté à une situation budgétaire difficile. Il doit en particulier trouver de 30 à 40 milliards de francs pour finan-

l'automne prochain constituerait le « bon créneau », car, au-delà, d'autres opérateurs de télécommunications arriveront sur le marché - à commencer par l'italien Stet, mais aussi d'autres groupes de plus petite envergure - et qu'il serait alors plus difficile de mener l'opération française.

« Nos objectifs : conforter France Télécom en tant que grand opérateur européen, garantir son indépendance et lui permettre d'atteindre une taille mondiale »

Troisième argument, les experts du gouvernement sont également convaincus que de trop longues tergiversations feraient mauvais effet sur les marchés et nuiraient

donc à la valorisation de France Télécom. Enfin, ultime raison, les experts gouvernementaux considèrent que l'urgence budgétaire se combine avec une « urgence industrielle » : pour assurer l'avenir de France Télécom, des synergies européennes, et notamment avec Deutsche Telekom, doivent rapidement être trouvées.

M. Jospin rendra-t-il donc un arbitrage conforme à la proposition qui lui est faite ? La réponse, évidemment, lui appartient. Elle est d'autant plus difficile que les paramètres du dossier ne sont pas seulement budgétaires, financiers ou industriels. Avec des syndicats très opposés à l'ouverture du capital, ils sont tout autant politiques et sociaux. Membre du comité national du PCF, Michel Dauba a indiqué au *Monde* que son parti est « hostile à l'ouverture du capital » et qu'il fera « tout ce qu'il faut pour que le mouvement social s'en mêle ».

D'ici là, ne comprend donc que les conseillers de Matignon démentent la nouvelle et réfléchissent à la manière, de la présenter, quand l'arbitrage sera enfin rendu.

Laurent Mauduit

## Martine Aubry critique le plan social annoncé par PSA

La ministre de l'emploi et de la solidarité engage un bras de fer avec Jacques Calvet en dénonçant des « abus en termes de licenciements »

MARTINE AUBRY a engagé, mercredi 25 juin, un bras de fer avec Jacques Calvet, président du directoire de PSA. La ministre de l'emploi et de la solidarité, qui répondait lors de la séance de questions à l'Assemblée nationale avant d'être auditionnée par la commission des affaires sociales, a critiqué le plan social du constructeur automobile. « Grand nombre de plans sociaux se contentent de mesures d'âge et de chèques départ, nous assistons à des abus en termes de licenciements », a-t-elle lancé, avant d'évoquer des « dossiers en cours, en particulier une grande entreprise automobile qui vient de se voir octroyer un taux extrêmement important de fonds national pour l'emploi (FNE), alors que son plan social ne comporte aucune mesure de reconversion ». Peugeot avait annoncé le 2 juin, au lendemain des élections législatives, que 2 816 postes seraient supprimés en 1997, dont 1971 bénéficiant des mesures d'âge. « Certaines décisions concernant ce grand groupe ont été confirmées par mon prédécesseur. Je n'y reviendrai pas. D'autres sont à revoir. Ce plan n'est pas de la hauteur de ce qu'on attend d'une grande entreprise. »

« Cette entreprise considère une fois de plus que c'est à l'Etat de financer sa restructuration », a-t-elle rétorqué. En 1992, déjà, M<sup>me</sup> Aubry et M. Calvet s'étaient opposés au sujet d'un plan social de Peugeot que le ministre du travail considérait irrecevable. Pierre Gosset, directeur central du personnel d'Automobiles Peugeot, en déplacement à Mulhouse, rappelle qu'il n'y a aucun licenciement sec et que les syndicats ne s'opposent pas au plan social. Il estime significatif que, lors de la première réunion du comité central d'entreprise (CCE), le 11 juin, les représentants du personnel n'aient pas demandé la nomination d'un expert-comptable permettant de retarder la procédure de trois semaines. Le dernier CCE est prévu le 7 juillet, et la commission supérieure de l'emploi, qui décide de l'aide du fonds national de l'emploi, est fixée au 22 juillet.

■ Jacques Calvet, lors de l'assemblée générale de PSA, mercredi 25 juin, a révisé en baisse ses prévisions du marché automobile français pour 1997, avec 1,8 million d'immatriculations de voitures particulières neuves, soit une chute de 15,6 % par rapport à 1996.

## Les variations du PS sur le statut de l'opérateur public

LA QUESTION de l'avenir de France Télécom n'est pas qu'une querelle de termes. C'est un débat de fond au sein de la gauche. Défense du service public, ouverture du capital, privatisation : toutes ces expressions renvoient peut-être à un débat idéologique mais bien plus à une évolution de la réflexion économique du Parti socialiste. En la matière, la « bible » de Lionel Jospin est la déclaration commune PS-PC présentée le 29 avril. Si elle n'est pas un programme de gouvernement, elle est toutefois un mode d'emploi qui a valeur de référence.

« Nous affirmions notre détermination à défendre et à promouvoir en les rénovant et en les démocratisant les services publics, la fonction et les politiques publiques. Ainsi, par exemple pour France Télécom, Thomson, Air France, nous proposons l'arrêt des processus de privatisation », indique cette déclaration. Dans un entretien à *La Tribune* du 6 mai, François Hollande, porte-parole du PS, précise la doctrine qui serait celle d'un gouvernement de gauche : un « ni-ni » en version assoupie. Il estime que « la logique même du service public exclut l'ouverture du capi-

tal » de certaines entreprises. M. Hollande précise au *Monde* que France Télécom, dans l'esprit du PS, doit rester à 100 % public. M. Jospin, lui-même, est conduit à rectifier le tir.

Dans un entretien au *Monde* du 21 mai, le premier secrétaire du PS déclare : « La privatisation de France Télécom est engagée, mais elle n'a pas été menée à terme, et mon objectif n'est pas de la terminer ». Cepeudant, il ajoute : « Un certain nombre de gens ne disent que le personnel de France Télécom est maintenant d'accord avec le processus engagé de distribution du capital. On leur posera la question. Là aussi les problèmes seront abordés clairement. Et si France Télécom ne doit pas être privatisée, il faudra bien qu'il réponde ou manque à gagner budgétaire ». Le 22 mai, sur Europe 1, Laurent Fabius glisse que M. Jospin a changé de position sur ce dossier, défend l'idée que France Télécom doit rester « un service public » et précise, « à titre personnel », qu'il n'est pas opposé à une ouverture limitée du capital.

Arrivé à Matignon, M. Jospin dévoile sa conception, générale de premier ministre de l'avenir des services publics dont celui des télé-

communications qui, selon lui, est devenu « un enjeu de propriété ». « En l'absence de justification tirée de l'intérêt national, dit le chef du gouvernement dans sa déclaration de politique générale, le 19 juin, devant les députés, nous ne sommes pas favorables à la privatisation de ce patrimoine commun que sont les entreprises publiques en situation de concurrence. Pour autant, nous savons que des adaptations seront nécessaires pour garder notre rang parmi les nations les plus développées du monde et se rapprocher d'autres partenaires européens. »

La veille, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, a fait remarquer qu'il y a une différence entre privatisation et ouverture du capital, en ouvrant une série de rencontres avec les syndicats de France Télécom. Le 24 juin, enfin, Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, indique, devant le groupe socialiste de l'Assemblée nationale, qu'il n'est « pas opposé à une ouverture du capital ».

Olivier Biffaud

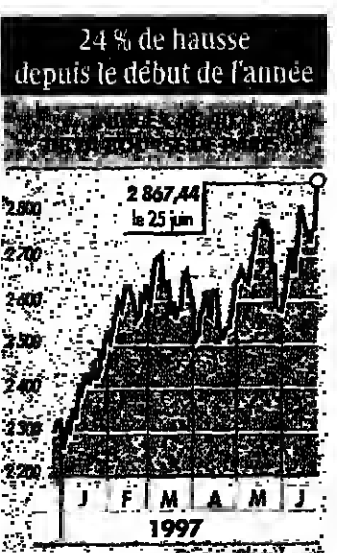
## Rassurée par les premières décisions gouvernementales, la Bourse bat son record

LA BOURSE de Paris s'est envolée, mercredi 25 juin. L'indice CAC 40 a terminé la séance sur une hausse de 2,97 %, à 2 867,44 points, un record historique. La performance a été d'autant plus significative que dans le même temps Francfort ne progressait que de 1,14 % et Londres de 0,95 %. La hausse s'est effectuée dans des volumes très importants. Les échanges ont atteint 14,5 milliards de francs, après 19,96 milliards la veille. Depuis le début du mois de juin, le montant quotidien des transactions

s'élève à 10,92 milliards de francs, soit une hausse de 76 % par rapport au mois de juin de l'année 1996.

La Bourse de Paris, déjà détenue à plus d'un tiers par les investisseurs non résidents, bénéficie de l'afflux de nouveaux capitaux étrangers, en provenance notamment d'outre-Atlantique. Les gestionnaires américains renforcent les positions qu'ils ont sur le marché français : c'est le cas par exemple du fonds Templeton, originaire de Floride, qui a récemment augmenté sa part dans le capital de la BNP et l'a fait passer au-dessus de 5 %.

Les gestionnaires internationaux sont attirés par les perspectives de croissance économique en France. Les experts de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) prévoient une hausse de 2,5 % du produit intérieur brut en 1997 et de 2,8 % en 1998, après 1,5 % en 1996. Le redressement de l'activité s'accompagne d'excellentes prévisions de résultats pour les entreprises françaises. Selon le cabinet Associés en finance, qui regroupe les études de



Malgré sa baisse récente, la Bourse de Paris reste en retard par rapport aux autres grandes places internationales.

160 bureaux d'analyses en Europe, le taux de croissance estimé des bénéfices par action en 1997 se situe à 37,8 % en France, contre 22,5 % en Allemagne et 8,3 % seulement à Londres.

Le marché parisien bénéficie aussi d'un phénomène de rattrapage. Au cours des dernières années, la place française a enregistré des performances nettement inférieures à celle des autres grandes Bourses mondiales. Alors que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994, Wall Street a gagné 104,06 % et Francfort 71,29 %, Paris n'a progressé que de 19,48 %. Le même écart était observé depuis le début de l'année

(+31,50 % en Allemagne, mais seulement +23,82 % en France).

La remise en cause par le nouveau gouvernement des fonds de pension et des privatisations ne semble guère inquiéter les investisseurs. Ces derniers ont au contraire été soulagés par la hausse modérée du SMIC (4 %), par la signature du pacte de stabilité budgétaire au sommet d'Amsterdam et par la volonté manifestée par Lionel Jospin d'être « attentif à la réduction des déficits publics ».

### PRELÈVES D'ORTHODOXIE

Dès l'arrivée au pouvoir de la gauche, les marchés financiers avaient fait le pari que le nouveau pouvoir allait rapidement faire preuve d'orthodoxie et allait vite renoncer à certains des engagements qu'il avait pris pendant la campagne électorale. Les mesures initiales annoncées par M. Jospin ont renforcé leur conviction. Les opérateurs sont même agréablement surpris par la rapidité de ce qu'ils perçoivent comme un virage.

Certains experts se montrent plus prudents. Ils ne partagent pas l'optimisme des marchés à propos du projet monétaire européen et pensent que la confirmation par l'audit des finances publiques d'un dérapage du déficit français en 1997 pourrait inciter l'Allemagne à demander un report de l'euro. Les économistes de la Caisse des dépôts et consignations jugent pour leur part que la Bourse de Paris « pourrait subir des boîtes au cours des trois mois à venir à cause des incertitudes liées à la politique économique de la nouvelle majorité ».

Pierre-Antoine Delhommais

## M. Pierret évoque le « mauvais climat social » à La Poste

CHRISTIAN PIERRET, secrétaire d'Etat à l'industrie, a évoqué, mercredi 25 juin, devant l'Assemblée nationale, « le mauvais climat social » qui règne à La Poste. Il a souligné « une récomposition complète entre la présidence et la direction de La Poste d'une part, les organisations syndicales représentatives des personnels d'autre part ».

Claude Boumaud, président de La Poste, ne souhaitait pas, jeudi 26 juin, commenter ces déclarations. Elles sont néanmoins de nature à relancer les spéculations sur le maintien de l'équipe dirigeante de La Poste. Claude Boumaud et Claude Viet (directeur général) étaient, tous deux, membres du cabinet de Gérard Longuet, au ministère de l'Industrie. Jean-Frédéric de Leusse, président de Sofiposte, était, lui, directeur de cabinet d'Alain Madelin au ministère des entreprises et du développement économique.

### DÉPÊCHES

■ BOEING : le constructeur aéronautique américain a dû mal à faire face à l'augmentation de ses cadences de production, mais n'encombre pas de pénalités, selon Ron Woodward, président de la branche civile, cité par le *Wall Street Journal* du 26 juin. Par ailleurs, Boeing, qui doit obtenir l'accord de la commission européenne pour son projet de fusion avec McDonnell Douglas, serait prêt à abandonner les accords d'exclusivité signés avec trois compagnies aériennes.

■ DEUTSCHE TELEKOM : l'Etat allemand, qui contrôle 74 % de la compagnie de télécommunications, va en transférer 25 % à l'Office pour la reconstruction, le Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW). Le transfert se fera en 1997 puis 1998 et ouvrira « la possibilité d'octroyer des participations à des investisseurs stratégiques (...) au prix du marché », a précisé l'opérateur, indiquant que le solde ne serait pas cédé sur le marché avant 2000.

■ HONGKONG TELECOM : la dernière phase de la montée de China Telecom, le principal opérateur de Chine populaire, au capital de l'opérateur privé de Hongkong, ne se fera que l'année prochaine, après l'introduction à la Bourse de Hongkong de la filiale locale de l'opérateur chinois. Lors de cette opération, le britannique Cable & Wireless devrait prendre une part significative du capital China Telecom Hongkong.

■ ITT : le groupe hôtelier américain, qui fait l'objet d'une offre publique d'achat hostile lancée par Hilton, examine plusieurs propositions pour céder une partie de sa participation de 70 % dans la chaîne hôtelière italienne Ciga ou certains de ses hôtels.

■ ABB Kraftwerke AG : la filiale allemande du groupe Asea Brown Boveri a annoncé être associée à hauteur de 270 millions de dollars à un contrat de 650 millions de dollars (3,8 milliards de francs) pour la livraison clés en main à la Chine d'une centrale thermique de deux fois 352 mégawatts, à Hefei dans la province d'Anhui.

■ CADRES : l'enquête salariale annuelle de l'Union confédérale des ingénieurs et cadres CFDT évalue l'augmentation moyenne du pouvoir d'achat des cadres à 2,53 % en 1996, contre 2,14 % l'année précédente. 34 % des cadres ont vu leur pouvoir d'achat baisser (31 % en 1995). Les augmentations individuelles sont de plus en plus fréquentes (45,7 % des cadres concernés) au détriment des augmentations collectives (51,7 % contre 75,7 % en 1995).

■ BANQUE HERVET : l'agence Standard and Poor's a attribué les notes à court terme A-2 et T-1 à la banque dont la privatisation est suspendue. Cela reflète une « structure financière satisfaisante ». L'agence précise : « Les risques sont couverts de façon satisfaisante, bien que le profil d'actifs de la banque demeure relativement risqué du fait de son orientation vers les PME ».

Ouvert juillet et août  
DU BEAU VÊTEMENT À  
LA SIMPLE RETOUCHE  
**LEGRAND**  
Tailleur sur mesure  
Depuis 1894  
Hommes et Dames  
3 000 belles draperies  
27, rue du 4-Septembre, Paris 2<sup>e</sup>  
Tél. : 01.47.42.70.61 (M. OPERA)

**Le Monde**  
« IMMOBILIER »  
TOUS LES  
LUNDIS DATÉS MARDIS et  
MERCREDIS DATÉS JEUDIS,  
PASSER VOTRE ANNONCE AU  
01.42.17.39.45

**Regards sur Hongkong**  
Un cahier spécial de 20 pages  
A lire vendredi 27  
dans *Le Monde*  
daté samedi 28 juin

**DETAILLANT GROSSISTE**  
VEND AUX PARTICULIERS  
Représentant de la Région Parisienne  
Prix communiqués par téléphone  
**MATELAS & SOMMIERS**  
Tous matelas, tous sommiers, tous prix  
SUSSEY - TRESA - EPICA - SIMONS  
DUNLOPILLO - BULTEX - PIRELLI - ETOL  
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC  
Cuir ou tissu  
Steiner - Coulon - Euro - Suren - Etc...  
Vente par téléphone possible  
Livraison gratuite sur toute la France  
**MOBECO**  
247, rue de Belleville PARIS 19<sup>ème</sup> Tél. 01.42.08.71.00  
83 avenue d'Alsace PARIS 13<sup>ème</sup> Tél. 01.42.08.71.00



صلى الله عليه وسلم

■ LE DOLLAR s'est apprécié face au yen, jeudi 26 juin, sur le marché des changes de Tokyo. Le billet vert s'échangeait à 113,97 yens contre 113,65 à Tokyo, mercredi.

■ LA BOURSE de Tokyo, à la suite de prises de bénéfices en fin de journée, a fini en baisse de 0,26 %, jeudi 26 juin. Le Nikkei a perdu en clôture 54,51 points à 20 624,76 points.

■ LE SECRÉTAIRE d'Etat américain au Trésor, Robert Rubin, a affirmé que les marchés financiers pourraient absorber une vente massive d'obligations du Trésor américain.

■ LA BOURSE de New York a cédé 68,08 points (-0,88 %) à 7 689,98 points, mercredi 25 juin. Le Dow Jones a perdu jusqu'à 129 points en raison de ventes informatisées.

■ LE FONDS monétaire international (FMI) a de nouveau mis en garde, mercredi 25 juin, les Etats-Unis contre la possibilité d'une résurgence de l'inflation.

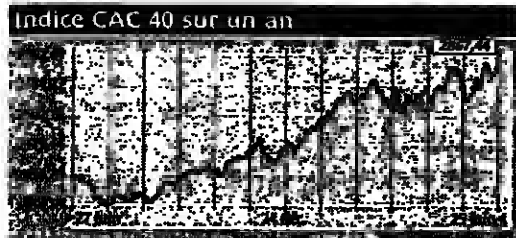
## LES PLACES BOURSILIÈRES

### Nouvelle hausse à Paris

DANS LE SILLAGE de la séance de la veille, la Bourse de Paris était orientée à la hausse, jeudi 26 juin. Après avoir ouvert sur ses niveaux de la veille, l'indice CAC 40 établissait rapidement un nouveau record d'altitude. En hausse de 0,95 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 atteignait un niveau de 2 873,60 points. Aux alentours de 12 h 30, les valeurs françaises gagnaient en moyenne 0,44 % à 2 880 points. Au plus haut de la matinée, l'indice CAC 40 a atteint 2 895,05 points.

Le marché était, selon les opérateurs, dopé par l'afflux de liquidités. Mais, mis à part ce dernier point, le marché parisien réagissait aux bonnes nouvelles annoncées actuellement par les patrons des sociétés. Jean-Louis Beffa, le PDG de Saint-Gobain, dont les propos sont en général écoutés sur les marchés, a annoncé mercredi s'attendre à la meilleure année de l'histoire de son groupe.

Rhône-Poulenc a annoncé jeudi matin vouloir contrôler à 100 % sa filiale américaine Rhône-Poulenc-



Rorer, relançant ainsi le mouvement de restructurations industrielles, qui, au cours des mois précédant les élections législatives, avait largement contribué aux

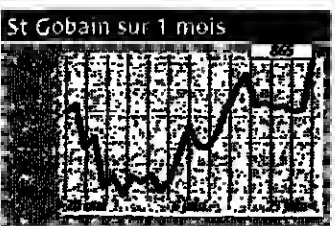


beaux jours du marché. La veille, Compagnie bancaire, filiale de Paribas, avait annoncé l'absorption de deux de ses filiales : UFB Local et Cardif.

### Saint-Gobain, valeur du jour

JEAN-LOUIS BEFFA, PDG de Saint-Gobain, s'est montré très optimiste en annonçant, lors de l'assemblée générale des actionnaires, mercredi 25 juin, que l'année 1997 marquerait « le meilleur exercice de l'histoire » du groupe. Selon ses prévisions, le bénéfice net devrait dépasser les 5 milliards de francs, contre 4,32 milliards en 1996. Saint-Gobain souhaite désormais se renforcer dans les pays émergents et envisage de prendre pied « dans les plastiques à haute

valeur ajoutée ». En Bourse, le titre a enregistré une hausse de 3,22 %, à 865 francs, dans un volume de 564 181 actions.



### Baisse à Tokyo et à Wall Street

VICTIME de prises de bénéfices, la Bourse de Tokyo a terminé la séance du jeudi 26 juin en baisse de 0,26 %. L'indice Nikkei a perdu 54,51 points à 20 624,76 points. La veille, Wall Street avait connu une séance très contrastée dans une atmosphère active, terminant finalement en baisse en raison d'un accès de faiblesse sur le marché obligataire, qui craint toujours des ventes japonaises d'obligations américaines. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a cédé 68,08 points (-0,88 %), à 7 689,98. Il avait perdu jusqu'à 129 points en raison de ventes informatisées. Le marché, dans son ensemble, a réussi toutefois à bien résister, comme le montre le nombre de titres en baisse et en hausse : 1 557 contre 1 253. Le rendement sur les émissions du Trésor à trente ans,

principale référence sur le marché obligataire, est remonté à 6,74 % contre 6,69 % mardi soir.

La Bourse de Londres avait progressé nettement mercredi, encouragée par le rebond de Wall Street mardi soir. L'indice Footsie des cent principales valeurs affichait en clôture une hausse de 43,7 points, soit 0,95 %, à 4 640 points.

### INDICES MONDIAUX

	Cours au 25/06	Cours au 26/06	Var. %
Indice CAC 40	2873,60	2895,05	+0,95
Nikkei 225	20679,58	20624,76	-0,26
Dow Jones	7700,00	7689,98	-0,13
FTSE 100	4590,00	4640,00	+1,09
Hong Kong	10000,00	9950,00	-0,50
Shanghai	10000,00	9950,00	-0,50
Hang Seng	10000,00	9950,00	-0,50
ASX 200	10000,00	9950,00	-0,50
Nifty 50	10000,00	9950,00	-0,50
IBEX 35	10000,00	9950,00	-0,50
IBOV	10000,00	9950,00	-0,50
BOVESPA	10000,00	9950,00	-0,50
ISEQ	10000,00	9950,00	-0,50
ATX	10000,00	9950,00	-0,50
TAIEX	10000,00	9950,00	-0,50
SENSEX	10000,00	9950,00	-0,50
SETI	10000,00	9950,00	-0,50
SET2	10000,00	9950,00	-0,50
SET3	10000,00	9950,00	-0,50
SET4	10000,00	9950,00	-0,50
SET5	10000,00	9950,00	-0,50
SET6	10000,00	9950,00	-0,50
SET7	10000,00	9950,00	-0,50
SET8	10000,00	9950,00	-0,50
SET9	10000,00	9950,00	-0,50
SET10	10000,00	9950,00	-0,50

### NEW YORK

Les valeurs du Dow Jones

	25/06	26/06	Var. %
Alcoa	74,50	75,18	+0,91
Allied Signal	82,25	84	+2,19
American Express	76,18	77,18	+1,31
AT & T	36,75	36,93	+0,49
Bell	54,50	55	+0,92
Caterpillar Inc.	107,12	108,37	+1,16
Chevron Corp.	73,12	74,25	+1,52
Coca-Cola Co.	69,12	70,48	+1,95
Disney Corp.	81,37	82,37	+1,23
Du Pont Nemours & Co.	60,62	61,30	+1,12
Eastman Kodak Co.	71,50	71,48	-0,03
Enron Corp.	69,12	69,50	+0,55
Gen. Electric Co.	65,62	66,50	+1,34
Goodyear T & Rubber	62,25	62,25	0,00
Hewlett-Packard	54,87	55,37	+0,91
IBM	91,87	91,87	0,00
Intl Paper	69,62	70,61	+1,42
J.P. Morgan Co.	107,50	109,31	+1,67
Johnson & Johnson	64,68	66,31	+2,50
McDonald's Corp.	48,81	49,62	+1,66
Merck & Co. Inc.	102,81	103,06	+0,24
Minnesota Mining & Mfg.	100,75	101	+0,22
Philip Morris	62,81	64,18	+2,18
Procter & Gamble Co.	135,81	137,50	+1,24
Sears Roebuck & Co.	59,81	59,81	0,00
Travelers	64	64,37	+0,58
Union Carb.	47,06	47,25	+0,40
Unit Technol.	83,68	85	+1,31
Wal-Mart Stores	32,28	33,62	+4,15

### PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

	Cours au 25/06	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	2606	2506	31/12
Rhône-Poulenc A	234,60	+10,91	+32,61
Credit National	328,50	+28,95	+9,99
Dassault Systems	420	+15,25	+75,51
Airbus	688	+14,65	+15,30
Guyane Gascogne	2140	+15,40	+3,63
Sanofi	570	+14,20	+10,46
Metallurg	85	+3,55	+10,44
SFRM	880	+14,05	+15,59
Unior Sador	103,90	+24,48	+37,61
Boygues Oils	145	+3,20	+9,82

	Cours au 25/06	Var. %	Var. %
BAISSES, 12h30	325,30	-5,91	+29,63
Interball	205	-14,80	-9,65
Perigord	587	-23,80	-2,91
Fortenat	610	-13,32	-10,94
DMC (Dollars MG)	107,50	-23,55	-14,54
CCIP	1848	-7,33	+15,16
Bulle	59,20	-1,98	+85,28
Modifex	162	-14,50	+45,45
Sagem SA	2570	-7,65	-5,11
Jean Leclercq	307,20	-1,20	+13,56

### VALEURS LES PLUS ACTIVES

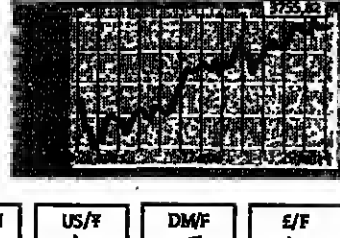
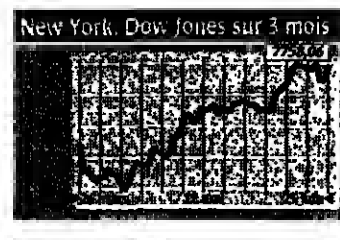
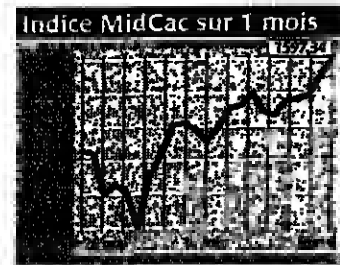
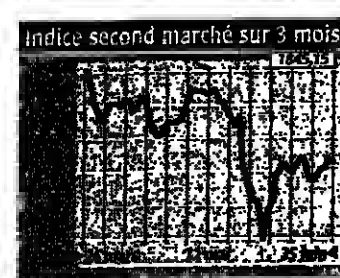
	25/06	26/06	Capitulation
SÉANCE, 12h30	échanges	en F	
Rhône-Poulenc A	311246	7582362,50	
Alcatel Alsthom	85467	6347670	
Saint-Gobain	30500	3348175	
Boeing Co.	64649	1095622,10	
EF Aquitaine	26278	1232103	
Sanofi	24408	13612679	
Société Générale	19938	1346404	
Unior Sador	109168	1120253,30	
Ciréneur	2389	1030934	
Schneider SA	3558	1005336,20	

### PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

	Cours au 25/06	Var. %	Var. %
HAUSSES, 12h30	2606	2506	31/12
Mail-Livres-Profr.	59	+22,40	+65,51
Finacor	73,90	+1,05	+5,57
Financ nov.	148	+12,08	—
Service Comptable	139	+14,37	+38
Immat-Pars	202	+10,66	+7,44

	Cours au 25/06	Var. %	Var. %
BAISSES, 12h30	325,30	-5,91	+29,63
SICI	987	-4,40	+3,89
GLM SA	282,20	-2,50	-5,90
Populair. BS (No)	254,30	-1,10	+1,10
Service et Trans.	427	-1,10	+40,46
Précis (Ly)	135,30	-1,10	-5,38

	Cours au 25/06	Var. %	Var. %
INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ	2506	2506	31/12
Ind. gén. SBF 120	1857,28	+0,00	+3,66
Ind. gén. SBF 250	1873,73	+0,00	+2,47
Ind. Second Marché	1845,15	+0,00	-0,13
Indice MidCac	1997,34	+0,00	+0,65



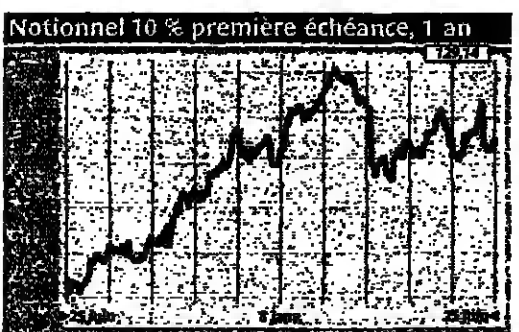
## LES TAUX

### Stabilité initiale du Matif

LE MARCHÉ obligataire français était stable, jeudi 26 juin, dès l'ouverture. Le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat, baissait légèrement, de 2 centimes, à 129,12 points. La veille, le Matif avait gagné 28 centimes. Depuis le début de la semaine, le Matif a gagné 50 centimes.

Les marchés obligataires français sont relativement bien orientés, les opérateurs restant optimistes sur la ca-

pacité du gouvernement de trouver des solutions pour se conformer aux critères de l'euro, selon des analystes. La déclaration mercredi soir du premier ministre, qui s'est engagé à « réorienter » la politique économique de façon à relancer l'économie tout en étant attentif à « la réduction des déficits publics », a rassuré les marchés, qui attendent la publication des résultats de l'audit sur les finances publiques le 21 juillet.



### LES TAUX DE RÉFÉRENCE

	Taux au 25/06	Taux au 26/06	Indice
TAUX 25/06	Taux	Taux	des prix
France	3,16	3,39	6,51
Allemagne	3	3,49	6,48
Grande-Bretagne	6,06	7,12	NC
Italie	7,06	6,92	7,55
Japon	0,52	0,58	NC
Etats-Unis	5,34	6,41	6,69

### MARCHÉ OBLIGATAIRE DE PARIS

	Taux au 25/06	Taux au 26/06	Indice (base 100 fin 96)
Fonds d'Etat 3 à 5 ans	4,22	4,21	68,50
Fonds d'Etat 7 à 10 ans	5,47	5,46	100,00
Fonds d'Etat 10 à 15 ans	5,81	5,80	101,20
Fonds d'Etat 20 à 30 ans	6,39	6,38	102,67
Obligations Françaises	5,76	5,75	101,02
Fonds d'Etat à TME	-1,95	-1,96	96,28
Fonds d'Etat à TRE	-2,18	-2,19	96,36
Obligat. franç. à TME	-2,20	-2,21	99,14
Obligat. franç. à TRE	+0,07	+0,07	100,14

	Achat	Vente	Var. %
Échéances 25/06	2506	2506	31/12
Jour le jour	3,16	3,39	6,51
1 mois	3,16	3,39	6,51
3 mois	3,16	3,39	6,51
6 mois	3,16	3,39	6,51
1 an	3,16	3,39	6,51

	Achat	Vente	Var. %
PIBOR FRANCS	2506	2506	31/12
Pibor Francs 1 mois	3,380	3,380	—
Pibor Francs 3 mois	3,380	3,380	—
Pibor Francs 6 mois	3,414	3,414	—
Pibor Francs 9 mois	3,448	3,448	—
Pibor Francs 12 mois	3,516	3,516	—

	Achat	Vente	Var. %
PIBOR EURO	2506	2506	31/12
Pibor Ecu 3 mois	4,328	4,328	—
Pibor Ecu 6 mois	4,388	4,388	—
Pibor Ecu 12 mois	4,500	4,500	—

Échéances 25/06	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
juin 97	36725	2865,7	2865	2808,5	2810
juillet 97	15963	2884,5	2864	2805,56	2851
août 97	100	2893,7	2837	2837,7	2837
sept. 97	2953	2879,7	2878	2825,5	2826







# AUJOURD'HUI

LE MONDE / VENDREDI 27 JUIN 1997

**SPORTS** Dans un entretien au « Monde », la ministre de la jeunesse et des sports, Marie-George Buffet, définit les grandes lignes de sa politique. ● AVANT LE GRAND

**PRIX DE FRANCE** de formule 1, dimanche 29 juin, qui fait l'objet d'une exclusivité télévisée, la ministre n'imagine pas « qu'une partie de la population soit privée de la

connaissance d'un événement organisé avec des fonds publics ». ● POUR LA COUPE DU MONDE de football, M<sup>me</sup> Buffet appelle au respect absolu de la loi Evrin et s'op-

pose à la présence, sur les stades et à la télévision, de publicités consacrées à l'alcool. ● LA RÉVISION du statut fiscal des joueurs est abandonnée, la ministre estimant qu'elle

n'est pas une solution à la fuite des espoirs français vers l'étranger. ● LA PRÉPARATION OLYMPIQUE, condamnée par le précédent gouvernement sera conservée.

## M<sup>me</sup> Buffet remet en cause les projets de son prédécesseur

Dans un entretien au « Monde », la ministre de la jeunesse et des sports appelle à redéfinir une véritable mission de service public du sport. Elle refuse toute entorse à la loi Evrin et s'interroge sur les exclusivités télévisées au nom du droit à l'information

« Malgré les bons résultats de ces derniers mois, le sport est loin d'avoir été le secteur le mieux traité par les précédents gouvernements. Que pouvez-vous faire avec un budget réduit ?

— Nous aurons d'abord à redéfinir une véritable mission de service public du sport. La loi du 16 juillet 1984 sur l'organisation et la promotion des activités physiques et sportives doit être modernisée. Il faut réexaminer les rapports entre sport et économie avec l'objectif de maîtriser le poids de l'argent et les dérives que cela entraîne. Nous précisons les rôles respectifs de l'Etat, des collectivités territoriales et du mouvement sportif. Nous ne pourrions pas mener une telle mission avec un budget représentant à peine 0,18 % de celui de l'Etat. Dans l'immédiat, j'ai décidé de suspendre les suppressions de postes, notamment celles qui concernaient les cadres techniques nationaux. Après avoir estimé les besoins, j'espère obtenir les moyens de créer des emplois dans les secteurs public et associatif.

— Le Grand Prix de France est menacé par la volonté de la Fédération internationale automobile d'en réserver la couverture télévisuelle à la seule chaîne qui a acquis les droits de direct. Al-



MARIE-GEORGE BUFFET

lez-vous faire respecter le droit à l'information ?

— La concertation se poursuit pour que cette épreuve puisse avoir lieu normalement. Mais le problème de la liberté d'accès des journalistes se pose de façon plus générale. Les contrats d'exclusivité sont actuellement des moyens d'assurer des ressources aux clubs et aux fédérations, c'est un fait. Mais on ne peut pas imaginer qu'une partie de la population soit privée de la connaissance d'un événement qui se déroule sur notre sol, a fortiori si celui-ci est organisé avec l'aide de fonds publics.

— Dans moins d'un an, le pays accueillera la Coupe du monde de football. Parmi les partenaires de la Fédération internationale de football (FIFA), propriétaire de l'épreuve, figure une

marque américaine de bière. Une dérogation à la loi Evrin pourrait permettre que son nom apparaisse...

— Je pense qu'il serait dramatique pour la jeunesse de ce pays, pour le sport, qu'à l'occasion de sa plus grande fête soit remise en cause une loi de santé publique. La question du tabagisme et celle de la consommation d'alcool chez les jeunes se posent aujourd'hui en termes cruciaux. Des milliers de personnes seront sur les stades et devant leur poste de télévision : ma position est ferme, il n'y aura pas de remise en cause de la loi Evrin. Elle ne souffrira aucune exception.

— La FIFA a déjà exprimé sa volonté de voir les stades accueillir les matches débarrassés de leurs grillages. Quelle est votre position ?

— Toutes les parties prenantes sont d'accord : la Coupe du monde doit être le rendez-vous de la convivialité, de la joie. L'événement est exceptionnel. La plupart des matches pourront se jouer sans grillages. Au stade de France, le problème peut se résoudre facilement puisqu'il est équipé d'un système qui permet de rabattre ces installations. Ailleurs, il faudra examiner cas par cas et ne pas oublier que ces terrains serviront ensuite en championnat, en Coupe de France ou

d'Europe... Nous allons vite avancer sur ce problème. Une décision sera prise début juillet en concertation avec le ministre de l'intérieur, le Comité français d'organisation et les municipalités.

— On perçoit encore mal l'engouement populaire pour l'événement...

— L'intérêt pour cette compétition est très fort. On le voit bien avec la vente des billets, l'engouement des clubs et les initiatives qui se multiplient. Nous allons contribuer à ce que ces initiatives soient amplifiées pour permettre que cette Coupe du monde soit appropriée par toute la population. L'épreuve doit sortir des stades. Elle doit être l'occasion de multiples rendez-vous sportifs et culturels. Nous allons agir en ce sens. Il y a des envies, il faut également des moyens.

— Le traité de concession du stade de France contient une clause qui permettrait aux entreprises de demander d'abord une prise en charge partielle de sa gestion, puis éventuellement le rachat de l'équipement par l'Etat, en cas d'absence prolongée de club de football résident ?

— Le système de financement mixte d'un tel équipement n'est pas une mauvaise solution : il a permis d'économiser sur les dépenses publiques. Cela dit, le budget de l'Etat

ne doit plus être mis à contribution. Pour cela, notre volonté est qu'un grand club professionnel s'installe au stade de France. Paris et sa région disposent du potentiel suffisant pour faire vivre deux grandes équipes de football. Je vais rencontrer tous les dirigeants, ceux du Paris-Saint-Germain et d'autres clubs, pour tenter de trouver une solution. Il ne faut écarter aucune possibilité. N'oublions pas que le stade de France est également conçu pour accueillir d'autres grandes épreuves après la Coupe du monde de football, comme les championnats du monde d'athlétisme et, pourquoi pas ?, les Jeux olympiques de 2008.

— La précédente législature n'avait pas permis au Parlement de débattre d'un projet sur le statut fiscal de certains sportifs. Pensez-vous qu'il soit possible d'accorder aux joueurs de football un régime particulier ?

— La libre circulation des joueurs soulève un problème qui n'avait pas été prévu par la nouvelle réglementation européenne. L'aménagement de la fiscalité ne suffirait sans doute pas à bloquer l'émigration des joueurs vers les grands clubs étrangers. Je m'en suis d'ailleurs ouvert à plusieurs entraîneurs et dirigeants du football français. J'ai également fait part de ma position au

ministre britannique des sports. Il apparaît évident qu'une modification du statut fiscal des joueurs et des clubs ne résoudrait pas le problème de fond, car il ne permettrait pas de rattraper l'écart considérable qui existe avec les statuts fiscaux étrangers.

— La solution passera sans doute par un rapprochement avec d'autres pays de l'Union européenne pour tenter d'élargir la réglementation au contrôle des finances des clubs. Je crois également beaucoup à l'idée d'exception sportive, comme s'est imposée celle d'exception culturelle.

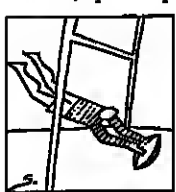
— Le système de préparation olympique, dont les résultats ont été observés aux Jeux d'Atlanta, a été remis en question par votre prédécesseur...

— C'est un dossier que j'ai examiné dès mon arrivée au ministère. Ma position est claire : le soutien financier de l'Etat doit se poursuivre. La préparation olympique est un outil extrêmement efficace. Il faut le conserver et en même temps redéfinir sa mission. C'est ce que nous ferons en concertation avec le Comité national olympique sportif français.

Propos recueillis par Michel Dalloni et Christophe de Chenay

## Le XV de France lève le secret de ses sélections

**BRISBANE** de notre envoyé spécial Il a fallu parler, discuter, repérer et dialoguer encore. Pour bâtir l'équipe de France, qui disputera, samedi 28 juin, à Brisbane, le second



TOURNEE EN AUSTRALIE

test-match contre l'Australie, les responsables du XV tricolore n'ont pris quelques heures de leur temps. La délicate opération obéit désormais à un protocole bien établi. In Masu, le manager, Jean-Claude Skrela, l'entraîneur, Pierre Villepreux et Max Gdomet, ses assistants, se réunissent pour une réflexion collective. Le cas de chaque poste et de chaque joueur est passé au crible. On s'arrête sur les plus difficiles. Les matches, la vidéo, la forme du moment sont autant d'éléments pris en compte.

Tout le monde dresse un mur à leur son point de vue. Max Gdomet, chargé de la préparation physique, peut attirer l'atten-

tion sur les problèmes rencontrés par tel ou tel joueur, souligner un creux ou un pic dans la condition physique, ressortir les résultats des tests subis au printemps.

Puis l'équipe est annoncée aux joueurs, avant l'entraînement. « C'est parfois un véritable crève-cœur, surtout pour la dernière sélection d'une tournée », avoue Jo Maso. Hugues Morin, le deuxième-ligne, a été formidable dans son investissement, et pourtant nous ne l'avons pas retenu. » Guy Accoceberry, le demi de mêlée, et Richard Dourthe, nnt, eux aussi, été mis à l'écart de justesse, au nom du « terrain », qui a toujours la priorité sur « l'effectif », aux yeux de l'encadrement. « Nous voulons mettre en place un mode de fonctionnement cohérent, explique Pierre Villepreux. Nous faisons confiance aux joueurs jusqu'au bout. C'est la raison pour laquelle nous n'avons pas bouleversé l'équipe battue lors du premier test. Humainement, je comprends la déception des autres, professionnellement, non. »

Minis de folklore et plus de rigueur, le rugby a changé. Jo Maso se souvient, avec

un sourire attendri, d'uo entraîneur de club des années 50 doté d'une bien curieuse méthode.

**PÂTES MOLLES OU PÂTES DURES**

Le dimanche, jour de match, il conviait vingt à vingt-cinq joueurs à partager le repas avant la rencontre. A ce déjeuner, on riait fort peu. Chaque bouchée était assainie d'un peu d'angoisse. Car, le moment décisif, c'était le fromage. L'entraîneur entamait alors un tour de table, d'un pas pesant et réfléchi, tirant consciencieusement sur sa pipe ; les épaules des joueurs se crispaient. Il s'arrêtait à chaque place et la sanction tombait sous forme d'invite à plus ou à moins de gastronomie. « Toi, petit, tu peux prendre du fromage », lâchait-il. Qu'il soit amateur de chèvre ou de camembert, la mine du joueur s'attristait. Le fromage était crucial. Il voulait dire pas de match, pas de rugby.

Alain Penaud préfère-t-il les pâtes molles ou les pâtes dures ? Jean-Claude Skrela ne s'est sans doute pas posé la question. Il a rappelé le demi d'ouverture

de Brive, absent du premier test pour cause de blessure à l'épaule. « Après la performance de David Aucagne, samedi dernier, je me serais contenté d'une place dans le groupe. J'aurais trouvé normal d'être remplaçant », confesse le joueur. Véritable avenu nu politesse de circonstance ?

C'est en tout cas ce genre d'état d'esprit que les entraîneurs aimeraient retrouver chez tous les internationaux présents en Australie. Le groupe, le jeu, avant les joueurs et leur individualisme. D'autant plus que le règlement autorise le recours à six remplaçants.

Ne pas débiter une partie ne condamne pas nécessairement à l'inactivité. In Masu, le prince des attaquants de son époque, a vécu la cruauté de ces bannissements à l'ancienne, dont les motifs n'avaient rien de sportif. Au point de rester dans l'histoire comme un exemple de victime de l'injustice fédérale. Il n'en est que plus attentif aujourd'hui.

Pascal Ceaux

## A Paris, Michael Johnson réapprend à perdre

**D'UN COIN** de la salle d'échauffement s'élèvent des burléments de surprise. Le groupe d'athlètes qui traîne devant l'écran de télévision devait un œil



ATHLÉTISME

distrait sur la retransmission d'un meeting largement gâché par la météo, et voilà que l'imaginable s'est produit. A vingt-neuf ans, Michael Johnson, alias « la locomotive de Wo-co », auteur d'une double victoire historique sur 200 m et 400 m aux Jeux olympiques d'Atlanta et aux championnats du monde de Göteborg (Suède) en 1995, vient d'être battu sur 400 m par son compatriote Antonio Pettigrew (44 s 86). Devancé, le roi du tour du piste, vaincu en cinquante-sept finales depuis février 1989, a capitulé dans les derniers mètres, se contentant d'une humiliante cinquième place en 45 s 76.

Devant la télé, son compatriote, le sprinter Jon Drummond, venu en touriste, siffle entre ses dents : « J'ai les autres concurrents du 400 m pour croire tous se vanter d'avoir fait l'histoire en battant Johnson. » Ato Boldon, le Trinidadéen médaillé de bronze sur 100 m et 200 m à Atlanta, qui en-

caisse mal sa sixième place sur 200 m, exulte : « Je vous l'avais dit les gars, on ne récupère pas si vite d'une blessure comme celle-là, croyez-moi je m'y connais. » Nul ne saura si Michael Johnson souffre toujours de cette cuisse blessée lors du duel-exhibition qui l'a opposé sur 150 m à Toronto, le 1<sup>er</sup> juin, au Canadien, champion olympique et recordman du monde du 100 m, Donovan Bailey. Sans mot dire, le champion se rhabille et s'isole dans ses exercices de récupération. L'opération médiatique et lucrative (il avait touché les 500 000 dollars attribués au perdant, environ 3 millions de francs) pour l'attribution du titre officiel d'homme le plus rapide de la planète s'avère désastreuse. Elle a déjà coûté à Michael Johnson sa sélection pour le Mondial d'Athènes (1<sup>er</sup>-10 août) puis qu'il n'a pu s'aligner, dimanche 15 juin, aux championnats des Etats-Unis qui servaient de sélection.

Mercredi, le retard imprimé à son programme d'entraînement a été lourdement sanctionné. Pour autant le manager du champion, Brad Hunt, nie l'évidence : « So j'aimerais parfaitement bien. Il est simplement en retard dans sa préparation physique car il a dû s'arrêter deux semaines et demie. » Michael n'aurait-il pas dû effec-

tuer un retour qui semble maintenant prématuré lors d'un meeting minis en vue ? « C'est un professionnel qui avait pris l'engagement auprès de l'organisateur de courir ici », répond Brad Hunt. Un engagement à 100 000 dollars, soit près de 600 000 francs : assez pour écarter une convalescence au risque d'une contre-performance. Selon le manager, rien ne laissait présager une telle déroute et ses arguments sont imparables. « Si seule son invincibilité précipitait Michael, dit-il, il lui suffirait d'éviter les courses et confrontations. Il est déçu, mais je l'ai félicité pour sa longue série de victoires. L'erreur, c'aurait été d'avoir peur de perdre. » Soit, mais le culpable du « déboulonnage » de l'idole ne paye pas de mine.

A bientôt trente ans, Antonio Pettigrew s'est adjugé sur le tour de piste quatre titres de champion des Etats-Unis (1989, 1991, 1994 et 1997) et un titre de champion du monde, en 1991, grâce aux choix de Michael Johnson qui avait préféré le 200 m, voire le 100 m (1994). Sous le choc de l'exploit, Antonio Pettigrew se rue sur le premier téléphone portable pour en informer son entraîneur resté

aux Etats-Unis. Là-bas, en Caroline du Nord, Trevor Graham croit à une plaisanterie avant de lancer : « Une course ne suffit pas. Nous ferons une revanche au meeting de Lousanne le 2 juillet. » Non, Michael Johnson et Brad Hunt ont décidé de retirer cette course et celle de Sheffield (dimanche 29 juin) de leur programme. Explication : « Michael doit encore parfaire sa condition physique ». La course d'Antonio Pettigrew n'a jamais paru aussi déçagée.

Patricia Jolly

## Pérec, une ombre sous la pluie

Pour sa rentrée à Charléty, mercredi 25 juin, Marie-José Pérec a enregistré une des plus cuisantes défaites de sa carrière : une septième place en 23 s 17 dans le 200 m remporté en 22 s 48 par l'AméricaineINGER MILLER, vingt-cinq ans. La triple championne olympique a annoncé, dimanche 22 juin, après son forfait à la Coupe d'Europe des nations, qu'elle souffrait d'une fracture de fatigue au péroné, diagnostiquée aux Etats-Unis il y a une dizaine de jours. Signée par le public parisien déçu, Marie-José, visiblement très en retard dans sa préparation pour les championnats du monde d'Athènes (1<sup>er</sup>-10 août), n'a pas invoqué sa blessure comme excuse à sa contre-performance. « Je n'ai pas ressenti de douleur, a-t-elle déclaré après sa course, mais depuis quelques jours j'ai pris un coup au moral. Je suis humaine. » Après la victoire sur 200 m de Christine Arron aux Jeux méditerranéens et à la Coupe d'Europe en son absence, Marie-José Pérec peut s'inquiéter de l'émergence d'une nouvelle rivale française : Sylviane Félix, vingt ans, championne du monde junior de la spécialité en 1996 et troisième mercredi en 22 s 94.

## LES PUBLICATIONS du Monde

Un ancien numéro vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

## DÉPÊCHES

**BASKET-BALL** : mercredi 25 juin, au Coliseum de Charlotte (Caroline du Nord), le Français Olivier Saint-Jean a poussé la porte de la NBA, le championnat professionnel américain de basket-ball. Il a été choisi par les Sacramento Kings, ce qui constitue une première du genre pour un joueur français. A la veille de la journée au cours de laquelle les clubs font provision de jeunes espoirs mis sur le marché, les prévisions accordaient à Olivier Saint-Jean la quinzième place dans l'ordre des joueurs recrutés (Le Monde du 26 juin). A quelques minutes de la fermeture du marché, les Atlanta Hawks ont recruté Alain Digeon, vingt-deux ans, un joueur de Villeurbanne, appelé en cinquième position.

**L'ÉQUIPE DE FRANCE** a battu la Slovaquie 80-75, mercredi 25 juin, à Gerone (Espagne), à l'occasion de ses débuts dans le championnat d'Europe des nations.

**AUTOMOBILISME** : le pilote autrichien Gerhard Berger (Benetton-Renault) a déclaré forfait pour le Grand Prix de France de formule 1, dimanche 29 juin à Magny-Cours. Gerhard Berger souffre d'une inflammation aiguë du larynx.

**FOOTBALL** : le Bordelais Peter Luccin a expédié l'équipe de France en quarts de finale du Mondial des moins de vingt ans en inscrivant le but victorieux à la dernière minute d'un match crispant face au Mexique, mercredi 25 juin, à Kuching (Malaisie). En quarts de finale, la France affrontera l'Uruguay, qui a facilement dominé les Etats-Unis 3-0.

**TENNIS** : Monica Seles a battu l'Australienne Rachel McQuillan (6-0, 6-2) et la Tchèque Jana Novotna l'Allemande Wiltrud Probst (6-4, 4-6, 6-0) après six heures d'attente en raison de la pluie, mercredi 25 juin, au cours de la troisième journée du Tournoi de Wimbledon.

**LOTO** : Résultats des tirages à 51 du mercredi 25 juin. Premier tirage : 27, 29, 34, 37, 38, 41, numéro complémentaire : 42. Rapports pour 6 bons numéros : 10 802 670 F ; pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 87 800 F ; pour 5 bons numéros : 8 365 F ; pour 4 bons numéros : 178 F ; pour 3 bons numéros : 19 F. Second tirage : 10, 11, 26, 40, 44, 45, numéro complémentaire : 2 ; rapports pour 6 bons numéros : 70 619 180 F ; pour 5 bons numéros plus le complémentaire : 204 320 F ; pour 5 bons numéros : 11 330 F ; pour 4 bons numéros : 187 F ; pour 3 bons numéros : 16 F.



ÉCHECS

# Garry Kasparov est de retour parmi les hommes

ON LE DISAIT R.O. Le champion du monde d'échecs avait « imploré en vain » pendant son très médiatique et très symbolique match à New York contre Deep Blue, le superordinateur mis au point par IBM. Quand, le dimanche 11 mai, Garry Kasparov abandonna au 19<sup>e</sup> coup de la partie décisive qui l'opposait au « tas de ferraille », il entra une nouvelle fois dans l'Histoire, mais cette fois par la porte réservée aux perdants. On lui chercha des excuses et on lui en trouva. Mais il demeurait pour l'éternité le premier champion du monde d'échecs battu par un ordinateur sur un rythme de jeu normal.

Tout naturellement, « ses amis craignaient qu'il n'ait pris un petit coup sur le plan psychologique », explique Dan-Antoine Blanc-Shapira, l'agent de Kasparov pour la France. Il n'en est rien. Le Russe vient de faire son retour parmi les hommes au très relevé tournoi de Novgorod (Russie) qui regroupait, outre lui-même, cinq des douze meilleurs joueurs du monde.

Et, comme ce fut le cas pour les deux dernières compétitions auxquelles il a participé, l'Aigle de Bakou a survécu tous les autres, terminant son premier. Il devance son compatriote et ancien disciple Vladimir Kramnik, qui lui a infligé sa seule défaite du tournoi et s'affirme de mois en mois comme un des meilleurs prétendants possibles à la couronne ornant le front de Kasparov depuis 1985.

**SOUS DE REVANCHE**

Mais celui-ci a la tête ailleurs. Un champion du monde ? Un match de réconciliation du titre contre son frère ennemi de toujours Anatoli Karпов ? « Ce n'est pas sa priorité », assure Dan-Antoine Blanc-Shapira. S'il a quelque chose à prouver, c'est là où son ego a été blessé. Garry est un impulsif : il a perdu contre la machine, il veut régler cette erreur de parcours. « Soit, l'homme a soif de revanche, voire de vengeance.

Celui qui, le 1<sup>er</sup> juillet, va obtenir, avec 2 820 points, le plus fort classement qu'un joueur d'échecs ait jamais atteint (le fameux record de Bobby Fischer s'élevait à 2 780 points) a signé un long article dans le magazine américain Time du 26 mai intitulé « IBM doit une revanche à l'humanité ».

Analysant le match et les erreurs qu'il y a commises, le champion du monde a le toupet - ou l'orgueil - de poser ses conditions à ce qui serait une troisième confrontation entre le supercalculateur conçu par les ingénieurs de Big Blue et lui : « Je lance un défi à IBM pour un match de dix parties, sur vingt jours, d'un jour par jour sur deux, écrit-il dans Time. Je souhaiterais avoir accès à l'avance au contenu de dix parties jouées par Deep Blue contre un joueur neutre ou un autre ordinateur (...). Je voudrais jouer ce match plus tard cette année, lorsque je serai dans ma meilleure forme après des vacances et une période de préparation. Et je suis prêt pour jouer à tout ou rien, le gagnant remportant tout, juste pour montrer que ce n'est pas une question d'argent ».

Même s'il serait plus chevaleresque de jouer tout à fait gratuitement, avec la victoire pour seul enjeu, ces déclarations soulignent bico à quel point le champion russe a été affecté par sa défaite. Après son mea culpa, il veut réparer. Et prouver, une fois de plus, qu'il est le plus fort. Pour l'heure, IBM fait la sourde oreille à cette requête et pense peut-être au plus rien avoir à prouver.

Le cours de son ectio a spectaculairement progressé le lendemain de la victoire de Deep Blue ; par la publicité qu'il a induite, le match de New York a largement remboursé les fonds investis pendant plusieurs années dans le développement du programme. Aujourd'hui, c'est Deep Blue qui aurait tout à perdre dans une revanche.

Pierre Barthélémy

# Les relations entre les jeunes et leurs parents déclinent après 26 ans

Selon une étude, l'éloignement intervient lorsque les jeunes forment un couple ou font un enfant. La nature des discussions entre générations varie selon le sexe, l'âge et l'origine sociale

Parvenus à l'âge adulte les enfants continuent à avoir des échanges avec leurs parents même si ceux-ci déclinent. Dans le cadre familial, on n'évoque pas seulement les problèmes matériels de la vie quotidienne mais

aussi des thèmes plus précis comme les études ou la lecture. Un sociologue du CNRS, Olivier Galland, a tenté d'en savoir plus sur les sujets abordés lors des discussions entre parents et jeunes de dix-huit à vingt-neuf

ans. Il remarque que deux thèmes soulèvent certaines réticences : la vie sentimentale, au sujet de laquelle les garçons font preuve d'une particulière pudeur, et la politique, qui suscite autant de réserves de la part des deux

sexes. La spontanéité des jeunes femmes est plus grande avec leurs mères, à qui elles parlent fréquemment de leurs amours. Mais ces confidences s'atténuent assez brutalement qu'elles vivent en couple.

**LES ÉCHANGES** entre générations ne se limitent pas aux seuls flux financiers ni aux services offerts dans le cercle familial. Certes, plus difficilement quantifiables, les discussions entre parents et grands enfants en disent encore plus long sur l'état de leurs relations.

Directeur de recherche à l'Observatoire sociologique du changement, organisme dépendant du CNRS et de la Fondation nationale des sciences politiques, Olivier Galland s'est appuyé sur l'enquête Jeunes menée en 1992 par l'INSEE pour tenter de savoir comment communiquent deux générations.

Le premier enseignement de cette étude, publiée en mars dans le numéro 304-305 d'Economie et Statistique, est que le déclin des rapports entre enfants et parents n'intervient vraiment qu'après vingt-six ans et concerne tous les sujets de conversation... à l'exception des discussions politiques, thème jusqu'alors abordé le moins possible alors que, souligne l'auteur, « parents et enfants partagent le plus souvent les mêmes idées ».

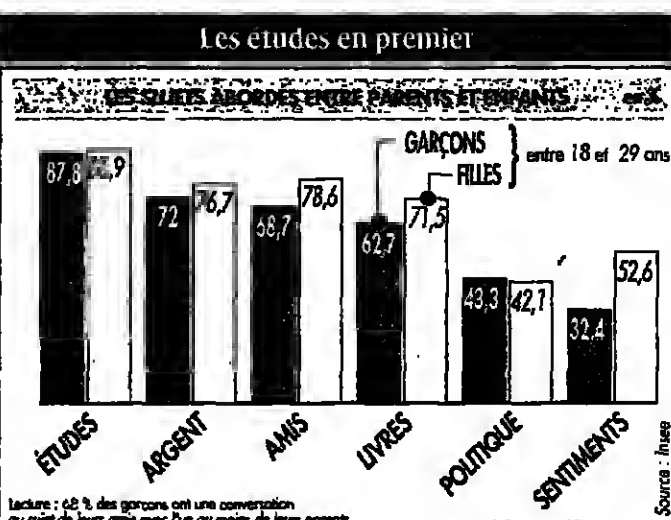
Le fait de parvenir à une indépendance financière ou de quitter le domicile parental n'apparaît pas comme un facteur essentiel d'éloignement relationnel alors que la formation d'un couple et plus en-

core la naissance d'un enfant contribuent bien davantage à réduire « l'étendue des relations verbales ». L'auteur constate également que si les filles communiquent davantage avec leurs parents, ce penchant s'atténue assez brutalement dès qu'elles vivent en couple.

**SPONTANÉITÉ DES FEMMES**

Publiée en parallèle, une autre étude d'Olivier Galland consacrée aux jeunes chômeurs précise que ces derniers, lorsqu'ils vivent avec leurs parents, leur parlent davantage que les jeunes ayant un emploi. Là aussi, c'est surtout la constitution du couple qui tend à éloigner les générations, particulièrement pour ce qui concerne les jeunes femmes privées d'emploi. Dans la même situation, les hommes maintiennent davantage d'échanges avec leurs parents. Toutefois, lorsqu'elle se prolonge, cette cohabitation ne favorise pas la communication. Celle-ci décline énormément chez les chômeurs qui, à l'approche de la trentaine, résident toujours dans leur famille.

L'étude des sujets de discussion révèle une plus grande spontanéité des jeunes femmes. « Elles parlent par exemple très fréquemment de leur vie sentimentale avec leurs pa-



Lecture : 62,7 % des garçons ont une conversation au sujet de leurs amis avec l'un ou l'autre de leurs parents.

Lorsqu'ils parlent avec leurs parents, les jeunes évoquent d'abord leurs études, un sujet de conversation dont l'importance diminue avec l'âge (95 % chez les 18 ans, 80 % chez les 29 ans) mais qui demeure toujours en tête des échanges.

rents tandis que les garçons restent beaucoup plus réservés, souligne l'étude. De dix-huit à vingt et un ans, le pourcentage de jeunes filles abordant ce sujet passe de 50 à 60 % avant de décliner à 45 % après vingt-quatre ans. En revanche, les deux tiers des garçons au moins évitent soigneusement ce sujet. Le fait de vivre seul facilite, semble-t-il, les confidences alors que les jeunes vivant en couple sont, a contrario, plus renfermés.

En général, on s'épanche de préférence auprès de sa mère. Près de la moitié des filles ont au moins un sujet de discussion qu'elles réservent exclusivement à leur mère contre 15 % des garçons avec leur père (avec lequel, cependant, on

évitera le plus souvent de parler des amours ou des amis).

Ce partage des rôles varie selon les catégories socio-professionnelles. Il est moins marqué chez les cadres et les professions intermédiaires alors que « l'orientation seule des discussions » avec les parents est plus marquée dans les familles de travailleurs indépendants que chez les salariés. Pour leur part, les enfants d'agriculteurs paraissent moins enclins à privilégier les conversations avec leur mère. De même, la présence permanente du père au foyer - parce qu'il est au chômage ou retraité - tend à modifier la donne. Les discussions sont alors moins fréquentes avec la mère, dont l'attention est sans

doute accaparée par son époux. « peut-être soumis à des conditions psychologiques difficiles ».

L'étude observe que le fait d'avoir un père ou une mère âgée de plus de soixante ans « contribue à accroître plutôt les discussions - dans le domaine des études, du travail, des loisirs ou de la culture - notamment entre les hommes et leurs parents ». Explication possible : des générations âgées renonceraient davantage que les autres à transmettre leur système de valeurs, ce qui aurait pour effet de réduire les sources de conflit. Cette hypothèse ne se vérifie pas pour ce qui concerne les discussions tournant autour de la vie sentimentale, qui s'engagent plus facilement avec des parents plus jeunes.

Lorsque les parents vivent séparés, le niveau général des échanges intergénérationnels ne paraît guère s'en ressentir. La différence vient surtout des thèmes abordés. Davantage qu'ailleurs, on évitera de parler de politique et des amis. A l'opposé, « les discussions au sujet de la vie sentimentale des enfants ont plus de chances de se produire avec des parents divorcés. Comme si une sensibilité particulière à ce sujet, due au contexte familial, favorisait les échanges ».

Enfin, si la famille traverse une épreuve - problèmes personnels pour l'un de ses membres, chômage de l'un des parents -, les échanges verbaux deviennent plus fréquents et portent de préférence sur les difficultés liées à la nouvelle situation. Dans ce cas, « ce sont surtout les enfants de sexe masculin qui engagent ce type de relation plus intense », estime Olivier Galland.

Jean-Michel Normand

# Le téléphone, « cordon paternel » pour les enfants de couples divorcés

C'EST un rituel téléphonique souvent hebdomadaire, parfois plus fréquent, qu'aucun d'entre eux ne manquerait. Lorsque les pères divorcés appellent leurs enfants, se substitue émotion et frustration. Dans le numéro 82-90 de la revue Réseaux du Centre national d'étude des télécommunications (CNET), Christine Castelain-Meunier s'est penchée sur ce « cordon paternel » irremplaçable mais redouté. Pour ce faire, la sociologue a analysé les conversations de 166 hommes d'ayant pas la garde de leurs enfants, contactés par l'intermédiaire d'une association « de défense de la paternité ».

Pour ces pères géographiquement éloignés de leur progéniture, il s'agit d'établir une relation affective pour se frayer, grâce au téléphone, « une place dans la vie quotidienne » de leur enfant. « Je l'appelle pour qu'il se souvienne de ma voix », témoigne l'un d'eux, parlant de son fils de dix-sept mois. Ces échanges, lorsqu'ils sont « dissociés de la séparation physique et du conflit parental », sont synonymes de plaisir et de satisfaction réciproques, même s'il ne faut pas se formaliser de la spontanéité de l'enfant qui, au beau milieu de la conversation, n'hésite

pas à faire savoir que d'autres occupations - jeu, télévision - l'appellent.

L'usage du téléphone « peut aussi être perçu comme source de frustration lorsqu'il signifie le manque de relation directe », insiste l'auteur de l'étude. Ainsi, un père déplore son enfermement dans « un dialogue artificiel », alors qu'un autre estime qu'avec les préadolescents et adolescents « les conversations se passent bien tant que l'on discute de choses anodines ». « Les gestes, les regards, le contact : tout cela est absent au téléphone, analyse-t-elle. La silence est présent, car insupportable, incompréhensible. Il faut parler. Le téléphone permet sans doute de maintenir un lien ténu, mais c'est aussi un subtil instrument de torture ».

**MAINTIEN D'UN LIEN AFFECTIF**

« En règle générale, souligne Christine Castelain-Meunier, les pères sont nombreux à ressentir de la tristesse face aux difficultés qui existent à pouvoir dire à leurs enfants, via le combiné, qu'ils les aiment. Ils sont contraints à la retenue au fil d'échanges banalisés et anodins, qui contrastent avec leurs élans. » Lorsqu'il est durablement présent, le passif de la rupture amène le père à « survivre négativement » la conversation avec le sentiment - plus ou moins justifié - que « les enfants ne peuvent pas parler librement ». Le garçon ou la fille peut alors, comme le constate l'un des pères interrogés, « être pris en otage par ses parents », y compris longtemps après leur rupture.

Selon l'auteur de l'étude, ce type de rapport très affectif « cadre mal avec les représentations traditionnelles des hommes au téléphone ». Pour ces derniers, la communication téléphonique serait avant tout purement fonctionnelle, le plus souvent dépourvue d'engagement émotionnel.

« On remarque des glissements dans les attitudes des pères, qui indiquent des changements à la faveur des nouvelles situations qu'ils vivent », observe Christine Castelain-Meunier. Les questions posées par les pères, mais surtout les préoccupations, les modes de relance, leur souci d'adaptation participent d'une communication compréhensive, affective. » Et fait, conclut-elle, ces pères appellent leurs enfants moins pour exercer une forme de contrôle direct sur leur existence que pour maintenir un lien affectif.

J.-M.N.

# Les « boulimiques » du combiné

Nombre de jeunes font une consommation « boulimique » du téléphone. Cette intense activité se traduit par une « durée généralement fort courte des appels se réduisant souvent à quelques mots échangés dont le contenu équivaut à une simple prise de contact ». constate une étude à paraître fin juin dans la revue Réseaux. « Ces appels très fréquents, dont les motifs explicites sont généralement « rien de spécial », se terminent souvent par « on se rappelle » tant que le programme de la journée ou de la soirée ne se dessine pas encore clairement », souligne Vanessa Manceron, qui a mené cette recherche auprès d'un groupe de jeunes de vingt à vingt-cinq ans. Chez eux, considère-t-elle, « le téléphone n'est pas un moyen de répondre à l'impossibilité de se voir mais bien d'accroître singulièrement les occasions de se rencontrer. Loin d'être synonyme d'entretiens privilégiés entre deux personnes isolées ensemble, le téléphone est, dans ce contexte, un outil constitutif d'une vie collective intense ».

Publicité

**Pour sauver Renault Vilvoorde, il est encore temps !  
Par la réduction du temps de travail, c'est maintenant**

La décision brutale de fermer Renault-Vilvoorde a suscité en Europe une réaction d'indignation généralisée s'appuyant sur une protestation de grande ampleur. L'euromanifestation du 16 mars à Bruxelles signifiait le refus d'une décision unilatérale. La lutte des Renault-Vilvoorde est devenue un symbole de la résistance à l'arbitraire patronal où les dégâts sociaux apparaissent sous le jour de l'exclusion, de la dégradation des conditions de travail et du délitement social. Il serait très grave que les jugements des tribunaux condamnant la décision de fermer l'usine Vilvoorde se traduisent malgré eux par la fermeture. La conviction, partagée par bien des salariés, que les « lois d'airain économiques » demeurent la seule réalité intangible risque d'être malheureusement confirmée. Le nouveau gouvernement porté au pouvoir par le refus du libéralisme et l'aspiration à un avenir changé y perdrait beaucoup de sa crédibilité.

Nous continuons à penser qu'une issue positive pour les salariés de l'ensemble du groupe Renault demeure possible et nécessaire. Dans le cas de Renault, le paradoxe est aujourd'hui flagrant : afin de pouvoir répondre aux commandes des nouveaux modèles, la fermeture de Vilvoorde exigerait de rajouter une troisième équipe à Douai, comme c'est déjà le cas à Palencia ! Étant une simple délocalisation interne, la fermeture du site belge est injustifiable, tout comme la suppression de 15 000 emplois en France sur les 5 années à venir. La réduction massive du temps de travail, associée à l'élaboration de solutions à plus long terme, notamment sur le plan d'un développement économique et industriel, est un des instruments de régulation pour une autre politique d'emploi au niveau du Groupe Renault.

S'il appartient aux organisations syndicales mobilisées à déterminer par la négociation les conditions d'une réduction du temps de travail, nous, citoyens, syndicalistes, universitaires et militants politiques ou associatifs, de France et de Belgique, demandons au gouvernement français, en qualité de premier actionnaire, de stopper le processus de fermeture de Vilvoorde, au Conseil d'administration du 22 juin, et de permettre ainsi l'ouverture des septennaires de négociations sur l'ensemble du dossier Renault et de l'industrie automobile. La décision d'annuler la fermeture de Vilvoorde est encore possible. Cette occasion ne peut être gâchée parce que le temps serait compté ou parce qu'il serait trop tard. L'urgence est d'abord sociale. Elle demande une réponse à la mesure de l'espoir soulevé.

**Signataires pour la Belgique :** Jean-Marie Anceaux (secr. CGSP enseignant), Anne-Marie Appelmanns (secr. interrég. FGFB Bruxelles), André Beauvois (CGSP Liège), Guy Beckers (secr. ACLVB Vilvoorde), Alain Clewewet (prés. FGFB Gend), Georges Debunne (anc. prés. FGFB), Claude Dufresne (FGFB CMB Volkswagen), Albert Fauvel (secr. SETCe Bxl), Karel Gacoms (FGFB-CMB Nord-Breban), Koen Geers (FGFB Vilvoorde), Jos Gaudens (CGSP Anvers), Georges Jacquemyns (secr. CSC Métal Vilvoorde), Annie Kerhove (secr. LSC-NVK Vilvoorde), Mil Kooymen (secr. rég. FGFB Gand), Frank Maerten (secr. CGSP ene. Anvers), Michel Nollet (président FGFB), Monique Raquet (secr. SETCa Gand), Xavier Verboven (secrétariat national FGFB), Rik Vermeersch (SETCa Vilvoorde), Wilfried Vermeulen (secr. CGSP Anvers) • Magda Barvoet (députée europ. Ageliev), Bart Anceaux (député Volksunie), Fatime Bali (Ageliev Anvers), Wilfried Barvoet (Ageliev), Hans Bontis (député SP), Eddy Bouthmans (député Ageliev), Raymond Durs (député Ageliev), Jedy Moreal (Ecolo), Nadine Peeters (cons. munic. rouge-verte Anvers), Vincent Schellens (SAP), Jef Sleecx (député flamand SP), Alain Tondeur (Parti ouvrier socialiste), Louis Van Geyt (Parti communiste de Belgique), Anne Van Lancker (députée europ. SP), Joos Wauters (député fédéral Ageliev), Freddy Willocx (député europ. SP), • Meteo Alelu (Prof. ULB), Stephen Baquijn (États généraux pour le plein emploi), Ricardo Pereira (JUL), Luc Pire (éditeur), Lise Thiry, Isabelle Stengers (philosophe), Eliane Vogel-Polsky (prof. em. ULB), Jürg Schuppisser (Merchies Europ. Belg.).

**En France :** Joël Berbe (CGT Renault), Serge Depuy (CFTC Renault), Alain Gire (CFDT Renault), Alain Martinez (CFDT Renault), Philippe Martinez (CGT Renault), Gerard Mureau (secr. Daniel Richter (CFDT Renault) • Bernard Drancot (Cedetim), Daniel Benseid (philosophe, université Paris-VIII), Thomas Courrot, Liem Hoang-Ngoc, Patrick Concialdi (jeppel des économistes pour sortir de la pensée unique), Pierre Cours-Sellies (prof. sociologie), Jacques Gaillo, Jacques Kerguel (Politique, le revue), Catherine Levy (sociologue CNRS, États-général du mouvement social), Gus Messieh, Willy Pellatier (Critiques sociales), Léon Swartzanberg, Marina Vledy, • Etienne Adam (CFDT URI Basse-Normandie), Christophe Aguton (ACI), Christine Bédon (CGT Cheminots), Annick Coupé (ISUD-PTT), Claude Debons (FGTE-CFDT), Jean Dessaint (IMNCP), Myriam Dumes (secr. gén. CGT-PTT), Jean-Louis Fournier (secr. gén. CGT métaux), Daniel Pellet-Robert (CGT RV), Daniel Sanchez (secr. féd. CGT, resp. automobile), Louis Vianna (secr. confédéral CGT), Claire Villiers (CFDT ANPE, ACI), Louie Weber (FSU).

• Gabriel Amard (maire de Viry-Châtillon, PS Gauche socialiste), Marie-Anne Ielar-Baguin (députée européenne Vents), Jean-Luc Benhamias (Vents), Jean-Jacques Boileau (IAREV), Sergio Coronado (Convergence Ecologie solidarité), Julien Drey (député PS, Gauche socialiste), Raymond Gené (IAREV), Gérard Fliche (inspecteur du travail, conseil national PS, GS), Georges Hege (député PCF), Jacky Hoffman (BN PCF, Conseil économique et social), Guy Herrier (député PCF), Alain Krivine (LCR), Alain Lipietz (Vents), Dominique Mezzi (LCR), Daniel Paul (député PCF), Guy Rouget (PCF Renault), Francis Wurtz (député européen PCF) • En outre 200 signataires n'ont pu être cités ici. Envoyez vos signatures au fax 06-33-10-1-46-45-28-17 (comité de groupe européen) ou en Belgique au 00-32-251-73-74.

LES PUBLICATIONS du Monde

2015 L'ÉCONOMIE



# Un hommage sera rendu au commandant Cousteau à Notre-Dame de Paris

La disparition, mercredi 25 juin, du pionnier de l'exploration des océans a provoqué de nombreuses réactions dans le monde. Sa seconde femme, Francine, et son fils Jean-Michel se déclarent, chacun de son côté, décidés à poursuivre son œuvre

De nombreux chefs d'Etat et de gouvernement ont tenu à rendre hommage au commandant Cousteau, décédé mercredi 25 juin à son domicile parisien. Le président de la République, Jacques Chirac, a exprimé son « admiration » et sa « gratitude » pour cet « homme de tous les rêves et de tous les défis », tandis que le premier ministre, Lionel Jospin, estimait que la planète perdait « l'un de ses défenseurs les plus reconnus ». L'hommage fut parfois plus nuancé chez les scientifiques qui, pour la plupart, reconnaissent néanmoins que ses films et ses livres furent à l'origine de leur vocation. Aux Etats-Unis, où le commandant jouit d'une immense popularité, toutes les chaînes de télévision lui ont consacré de longues émissions. « C'était un géant dans tous les sens du terme, c'était aussi un ami personnel », a déclaré le vice-président Al Gore, passionné des questions d'environnement. Les proches de Cousteau ont affirmé leur volonté de poursuivre son œuvre et son combat. (Lire aussi notre éditorial page 21.)

UN « HOMMAGE SOLENNEL » sera rendu, lundi 30 juin à 10 heures en la cathédrale Notre-Dame de Paris, au commandant Cousteau qui s'est éteint mercredi 25 juin à l'âge de 87 ans (Le Monde du 26 juin). Une affection respiratoire suivie de complications avait entraîné son hospitalisation il y a cinq mois. Son état de santé s'étant stabilisé, il avait pu regagner son domicile parisien. C'est là, à 2 h 30, que, victime d'un « accident d'origine cardiaque », le célèbre pionnier de l'exploration des océans « a rejoint le monde du silence » - pour reprendre la formule de ses collaborateurs.

L'océanographe, qui avait fait découvrir les fonds marins à des générations avant de se muer en défenseur de la planète, caractérisait dans le peloton de tête des sondages de popularité depuis des décennies. Sa disparition ne pouvait que susciter des regrets de louanges. Le président de la République, Jacques Chirac, a tenu à saluer la mémoire d'un « enchanteur », « un grand Français qui était aussi un citoyen du monde ». « Homme de tous les rêves et de tous les défis, Jacques-Yves Cousteau était aussi

un homme de conviction et d'engagement, a souligné le chef de l'Etat. C'était sur toute la planète qu'il menait combat pour protéger la nature et l'environnement », a-t-il ajouté, en exprimant « admiration et gratitude pour une vie et une œuvre au service d'une vocation ».

« La planète perd l'un de ses défenseurs les plus reconnus », a renchérit Lionel Jospin. Pour le premier ministre, le commandant Cousteau, « créateur et pionnier de l'océanographie française, n'a eu de cesse de promouvoir auprès du public les richesses d'une nature sous-marine dont il a été jusqu'au bout l'un des plus grands pédagogues. Notre pays perd l'une de ses grandes personnalités parmi les plus appréciées à l'étranger ».

« BEAU VOYAGE COMMANDANT »

Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, relève, pour sa part, le rôle de « pionnier dans la défense de l'environnement et dans la vulgarisation scientifique » de l'explorateur des mers. « Ses engagements, son franc-parler, son courage ont permis d'ouvrir des voies dans le grand mouvement

de défense des équilibres naturels. » Son collègue en charge de l'agriculture et de la pêche, Louis Le Pensec, rend hommage à « celui qui reste le plus formidable pédagogue de notre siècle sur le monde de la mer (...), le militant de la planète « mer », l'ardent défenseur du développement durable ». Pour Alain Biquet, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, « c'est grâce à son inventivité, son talent, son droit, que plusieurs générations ont pu partager un regard émerveillé sur le paysage marin et sa faune ».

« Beau voyage, commandant », a lancé Jack Lang, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée, exprimant sa « peine » de voir disparaître un homme, « si profondément enraciné dans notre imaginaire qu'un finissier par le croire immortel ». « J'ai eu la chance de le rencontrer souvent et d'être éclairé par sa générosité, son sens de l'utopie, la magie de ses aventures », a-t-il ajouté.

Les spécialistes de l'exploration marine reconnaissent, eux aussi, les mérites du commandant Cousteau, qui, sans être un scientifique, est considéré comme le père de l'océanogra-

phie française moderne. « Nous lui devons beaucoup, affirme Lucien Laubier, de l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer). Les chercheurs lui ont reproché d'avoir dérivé vers une médiatisation trop poussée alors qu'il aurait pu rester au service de la science. Mais, sans lui, nous n'aurions pas pu faire ce à quoi nous sommes parvenus ».

« UN GRAND MONSIEUR »

A Stockholm, où il s'apprêtait à recevoir le prix de sa victoire dans la course d'Europe à la voile, Loïc Peyron a salué le « papy au bannet rouge », qui a marqué sa génération. « Je ne l'ai jamais rencontré, mais c'était un grand monsieur », a dit le navigateur. L'explorateur Jean-Louis Etienne a expliqué par « la pression médiatique » et le besoin de protéger sa vie privée l'attitude hostile que pouvait parfois adopter Jacques-Yves Cousteau. « C'était un homme froid, d'un abord pos très chaleureux », a-t-il ajouté, avant de souligner sa « lucidité » et son

talent pour « mettre en scène » le monde sous-marin. A l'étranger également, la disparition du commandant Cousteau a donné lieu à un grand nombre de témoignages d'estime. Le président tchèque Vaclav Havel a affirmé que sa disparition « est une grande perte non seulement pour la France mais aussi pour l'Europe ». A Madrid, le ministre espagnol de l'environnement, Isabel Tinoco, a pris pour modèle un précurseur ayant « devancé de nombreuses années les grands mouvements écologistes ».

Pour la British Royal Geographical Society, dont la médaille d'or lui avait été remise en 1963 par la reine Elizabeth, il restera « l'un des plus grands explorateurs que le monde ait connus. Sa légende perdure. Nous bâtissons aujourd'hui sur les recherches qu'il a entamées », a déclaré Nigel Winsor, directeur adjoint de la société. De son côté, Günter Giermann, responsable de l'Institut allemand Alfred Wegener de Bremerhaven pour la recherche polaire et maritime, a qualifié l'explorateur de « personnage extraordinaire », qui « aurait les portes de la mer et la rendait familière ou citoyen normal ».

## Le bonnet rouge à la passerelle

C'ÉTAIT au printemps 1989. L'hélicoptère de La Calypso amorçait sa descente vers la plate-forme arrière, où l'équipage au complet attendait le patron. Un ciel de mousson baignait de jaune safran le golfe de Siam. Nous arrivions de Paris, via Bangkok. J'étais venu planquer, et surtout regarder faire, en vue d'accueillir Cousteau à l'Académie.

Le Commandant - pour les intimes « JYC », ses initiales - portait déjà sa tenue de bord, chemise bleue aux nombreux rayons rangés en haut des manches, bonnet rouge connu du monde entier.

« Quelle vie réussie ! », criai-je dans le laryngophone.

Pour toute réponse, un sourire des yeux, du même bleu intense que la chemise et que la mer sous la surface, avant les profondeurs. Le secret d'un destin si comblé ? « Des coïncidences chanceuses », explique-t-il ; « et un plaisir à vivre constant » ; frémissant, on pourrait dire.

Le soir même, ce serait son anniversaire - soixante-dix-neuf ans, et l'air d'un étudiant, quand il ressortait de l'eau, luisant et joyeux comme un phoque. Dans le carré, Cousteau ferait le pire au son des tangos, une moustache de danseur argentin dessinée au bouchon. Chaque plongeur racemtrait son butin de la campagne : espèces rares, épaves aperçues, séquences de film, dont le « pacha », scénariste à ses heures et depuis toujours, tirerait un nouvel épisode du feuilleton attendu par douze millions de plongeurs

et trois cents millions de spectateurs dans le monde.

L'Inné, dans cette destinée unique au XX<sup>e</sup> siècle, c'est le mélange d'une mère à principes et d'un père aventurier, plus un souffle au cœur, qui a fini par l'achever, mais contre lequel il dut batailler, au fond de l'eau. L'acquis, c'est Navale, la marotte de l'Inconnu, là, juste au-dessous des coques, et jamais éludé.

L'abrupt du militaire sûr de son fait cachait mal une sensibilité extrême, au bord des larmes, notamment quand il était question d'un frère qui collabora, aux heures sombres, autant que lui fut résistant, et quand on évoquait le fils bien-aimé disparu en service commandé dans un accident d'hydravion, en 1971, au large du Portugal.

UNE SIMPLE « CLÉ ANGLAISE »

L'homme d'affaires, dit-on, ne faisait pas de sentiment. Il est vrai qu'il se voulait producteur, dès l'enfance, autant qu'artiste, et ennemi des déficits comme des amonnes. Ce don supplémentaire, cette efficacité à l'américaine, lui assurèrent cette autre singularité chez les pionniers de ce siècle : un autofinancement libre de toute aide publique !

Il y tenait, à cette autonomie, comme à celle de son scaphandre. Il fallait le voir envoyer aux pelotes les politiciens désireux de se prévaloir de sa caution, refuser d'être candidat à l'Elysée en 1981, condamner les essais nucléaires de 1995. Il se savait plus influent avec son bannet rouge qu'avec tous

les hochets de la politique. Il croyait moins aux pouvoirs qu'à la force des peuples et des opinions, sur lesquelles il régnait de toute sa notoriété méritée, sans narcissisme ni illusion - une simple « clé anglaise », disait-il.

Père de deux enfants encore tout jeunes, JYC voulait préserver pour eux et leurs contemporains le plaisir qu'il avait eu à découvrir un monde du silence encore intact. Ne pas tirer des traites sur le bonheur des générations futures : c'était devenu une obsession.

Nan que la vie se bornât, pour lui, à ce qu'on en connaît. Avec l'âge, le catholique d'éducation avait retrouvé certains pressentiments spiritualistes. Mais ce cadeau des espaces vierges, cette planète bleutée contemplée par les cosmonautes, il les aimait d'amour. Il en parlait avec des gestes de jeune père protégeant la fantaisie d'un nouveau-né.

Si l'humanité entière était rivée à ses films, avec leurs inimitables plongeurs à la renverse, leurs ballets de palmes et de bulles au milieu d'un bleu de plus en plus sombre, de poissons toujours plus baroques, c'est qu'elle pressentait cette délicatesse, que les bêtes à ne pas faire empêcher de dormir.

Dernier découvreur de la planète avant le saut vers l'espace, Cousteau en aura été aussi le médecin de famille.

Qui verra sur notre sagesse, sans bonnet rouge à la passerelle ?

Bertrand Poirot-Delpech

## L'Amérique salue le « géant », le « vrai pionnier »

NEW YORK

de notre correspondant

Pour les Américains, Jacques-Yves Cousteau n'était pas « le commandant Cousteau », mais plus simplement « Jacques Cousteau », voire, pour les savants de la mer, « Jacques ». Cousteau faisait un peu partie de la famille aux Etats-Unis, où il était non seulement très connu, mais immensément populaire : aventurier, explorateur, génial, obstiné, courageux, son tempérament était de ceux que les Américains admirent.

Ici aussi Jacques-Yves Cousteau était un familier du petit écran. ABC, NBC, CBS, CNN, Discovery Channel, ont diffusé et même financé, pour certaines de ces chaînes, ses travaux. « C'était un motif de fierté », a souligné Ted Turner, le patron de CNN ; il était le père de l'environnement, il a été le premier à lui donner cette publicité. CNN a diffusé plusieurs fois mercredi une émission spéciale d'une demi-heure consacrée à ce « dernier grand explorateur », à « sa grande dignité et son autorité morale », dans laquelle on a pu le revoir, s'exprimant dans un anglais parfait.

A l'ONU, où est réuni toute la semaine le Sommet de la Terre, le président de l'Assemblée générale, le Malais Razali Ismail, a commencé la journée de mercredi par un hommage au commandant Cousteau, « l'un des géants de notre temps, dévoué au bien-être de la planète et de son environnement ». Représentant la France à ce sommet, le ministre de l'environnement, Dominique Voynet, a remarqué qu'il était « sans doute le Français le plus célèbre du monde. Aujourd'hui nous sommes tristes, bien sûr, à-t-elle poursuivi, mais convaincus que le meilleur hommage que nous puissions lui rendre sera de nous assurer que la France, dans son ensemble, à l'avenir, sait saluer pour son œuvre pour le développement durable ».

Le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a, lui aussi, salué la « contribution historique [de Jacques-Yves Cousteau] à la protection de l'environnement mondial. Redoublons d'efforts pour protéger l'environnement marin à la préservation duquel Jacques Cousteau a consacré sa vie », a-t-il demandé.

A la télévision, à la radio, plusieurs océanographes américains se sont aussi souvenus de l'œuvre du commandant Cousteau, de l'influence décisive qu'il a eue sur eux, d'expéditions qu'ils ont en l'honneur de mener avec lui. Steve Ertzbemsky, directeur des opérations marines au centre de recherche océanographique de Monterey Bay, en Californie, s'est rappelé le livre que lui avait offert son père à dix-huit ans ; ce livre s'appelait *Le Monde du silence*, de Jacques-Yves Cousteau, et il fut une inspiration. « Jacques était un vrai pionnier, dit-il ; c'est lui qui a mis l'océanographie à la portée du public ».

« UN HÉROS » POUR AL GORE

« C'était un géant dans tous les sens du terme », a déclaré à CNN le vice-président Al Gore, un passionné des questions d'environnement. C'était aussi un ami personnel. Nous avons eu l'occasion de travailler ensemble, et cela toujours fut incroyablement instructif pour moi. C'était un héros pour les hommes, les femmes et les enfants du monde entier ; il nous a beaucoup appris. Le secrétaire à l'Intérieur, Bruce Babbitt, sous l'égide duquel se trouvent les parcs nationaux américains, a, quant à lui, salué l'œuvre de vulgarisation du commandant Cousteau.

Sylvie Kauffmann

## Avis de coup de vent sur l'empire

QUE VA DEVENIR l'« empire Cousteau » ? Sur le plan financier, la famille n'héritera probablement que des biens privés. Le commandant Cousteau avait, en effet, vendu tous les droits d'exploitation de ses films à la chaîne américaine CNN et à la banque Worms. Quant aux deux sources principales de financement des expéditions, la Cousteau Society (200 000 adhérents aux Etats-Unis) et l'Equipe Cousteau (80 000 adhérents en France), ce sont des associations à but non lucratif, qui n'ont donc leur vie propre (*Le Monde* du 26 juin). Mais l'héritage de Cousteau, c'est aussi une image, un nom, une réputation, des idées. Il semble bien que la bataille pour le contrôle de cette « face virtuelle » de l'empire ait déjà commencé.

« CONTINUER LE COMBAT »

Francine, seconde épouse du commandant - et vice-présidente de l'Equipe Cousteau et de la Cousteau Society -, a réuni des journalistes mercredi 25 juin pour exprimer sa « formidable détermination à continuer [le] combat » de son défunt mari.

« Nous voulons réaliser Calyp-

so II, qui sera la vigie de la planète pour les cinquante ans qui viennent, a-t-elle déclaré. Je veux mettre en place avec l'aide des plus grandes instances internationales le projet de télévision « La voix humaine », destinée à valoriser les cultures des peuples les plus menacés dans leur identité. L'accompagnement personnel de la publication du livre testament qu'il venait de terminer.

Une flotte dispersée

● La Calypso, ancien dragueur de mines britannique acquis en 1950, se trouve actuellement à Marseille. Renflouée après avoir été accidentellement dans le port de Singapour en janvier 1996, elle devrait rejoindre le bassin de La Villette, à Paris, où pourrait être installé un « espace Cousteau ». Une souscription vient d'être lancée afin de mener à bien cette « opération de sauvetage ».

● L'Alcyon, lancé en 1985, est doté de deux turbopompes rigides révolutionnaires qui permettent d'économiser 30 à 40 % de carburant. Pouvant emporter

douze membres d'équipage, il fait actuellement relâche au cap Horn, dans l'attente d'une nouvelle mission.

● La Calypso II n'est encore qu'un projet. Long de 66 mètres, doté d'une turbopompe géante de 26 mètres de haut et 135 m<sup>3</sup>, ce navire pourra accueillir 34 personnes et sera capable d'emporter un hélicoptère, un hydravion de 12 places, mais aussi un sous-marin d'exploration profonde. Les plans sont prêts et les essais de maquette ont été probants. Reste à lever les 150 à 200 millions de francs nécessaires à sa construction.

Jean-Paul Dufour et Hervé Morin

**BOURSE**

Gérez votre portefeuille sur Minitel

**3615 LE MONDE**

**Communiquez !**

Adresser un E-Mail sur Internet ? Envoyer un fax ?

C'est possible à partir de votre Minitel !

**3615 LEMONDE**







**DANSE** Montpellier-Danse persiste dans sa volonté de présenter l'alliance de l'écriture chorégraphique et de l'écriture littéraire. Après le couple Mathilde Monnier et Christine Angot arrive celui formé par Pierre Guyotat et Bernardo Montet. ● POUR LA PREMIÈRE FOIS, l'écrivain donne un texte à la danse ; pour la première fois, il est en scène, sur scène. Jouée le 26 juin à la

Cour Jacques-Cœur, *Issé Timossé* est programmée pour novembre au Théâtre de la Ville de Paris. L'Afrique, la colonisation sont au centre de cette chorégraphie de révolte. Auteur radi-

cal, Guyotat rejoint les obsessions de Bernardo Montet. Tous deux font figure d'insurgés dans une époque où « on ne peut plus rien dire ». ● LE CHORÉGRAPHE, artiste associé au Centre

chorégraphique de Rennes et de Bretagne, a donné sa première œuvre de groupe en 1995. Il dit l'importance de sa rencontre avec Guyotat dans le développement de sa pensée, de sa danse.

## Pierre Guyotat pousse à bout les corps des danseurs de Bernardo Montet

Dans « Issé Timossé », l'auteur de « Tombeau pour cinq cent mille soldats » partage avec le chorégraphe des tourments communs, notamment l'asservissement. Il a accepté de parler de cette première expérience avec la danse et de sa présence en scène comme « récitant »

A MONTPELLIER-DANSE 97, après Mathilde Monnier et la romancière Christine Angot dans *Arrière, arrêtez, arrêtez !* (Le mande du 24 juin), Bernardo Montet s'attelle à l'écriture de Pierre Guyotat dans *Issé Timossé*. Dans les deux cas, les chorégraphes ont cherché des auteurs dont les mots poussent le corps à bout, l'annihilant pour mieux le revitaliser. Tout comme Christine Angot, Guyotat a conçu son texte exprès pour la danse. Aux côtés de quatre danseurs ivoiriens et d'une interprète israélienne, il a été invité à monter lui-même sur la scène comme récitant-acteur. Une première dans un itinéraire plutôt lié au secret. Il a accepté de parler de cette expérience avec le corps de la danse.

« Lorsque je travaille seul il m'arrive parfois d'essayer, sur moi en quelque sorte, certaines postures, de voir ce que ça donne — pas devant une glace —, de sentir ce que cela provoque dans le corps de se mettre effectivement en boule ou je ne sais quoi... C'est comme les prémices de la danse. Lorsque je vois les danseurs se préparer, je pense à mes figures : les putains, mâles ou femelles. Quand les putains se préparent dans le bordel, avant l'arrivée de la masse humaine dans le spectacle. Il y a quelque chose d'une attention à soi dans les deux cas. Ils sont filles et garçons, magnifiques dans leur gravité et purs dans leur enjouement. »

De l'écriture, pratique essentiellement solitaire, à la scène où l'on se montre, où l'on se fait entendre, il y a plus d'un pas. Des lectures publiques, Pierre Guyotat en fait pourtant depuis longtemps ; noo



Pierre Guyotat, le « récitant », et Bernardo Montet, dans « Issé Timossé ».

### Tourments communs

« A l'occasion de la préparation de *Issé Timossé*, on a pu parler de nos obsessions liées à l'asservissement, à l'esclavage, au colonialisme, au colon, explique le chorégraphe Bernardo Montet. Pierre s'exprime en termes de figures. Figures "du" putain et du maquereau. Il ne s'agit pas de la putain de la rue, mais du lieu d'une marginalité extrême, irrédécible, inacceptable. »

Bernardo Montet évoque aussi les difficultés à rencontrer le grand public autour de cette création, provoquées par le mouvement actuel autour de la pédophilie : « Pour toucher le grand public, le Centre contemporain de la danse a demandé à Pierre un texte. Il a proposé les premières phrases de ce qu'il dit en scène. Il n'a pas pu et a dû créer un autre texte. De même, dans le cadre des opérations de sensibilisation que j'effectue dans les lycées sur le thème de l'écriture chorégraphique et de l'écriture littéraire, jamais il n'a été possible de proposer un travail à partir de celui de Pierre Guyotat. »

par simple désir de délasserment, ou pour promouvoir ses livres, mais plutôt dans l'idée que la mise en voix de l'écriture est comme le prolongement naturel de son art, ancré dans le rythme, la musique, et appelant, plus secrètement, le mouvement du corps. « Je sais que ce qui est imprimé ne rend pas tout à fait compte de ce que je fais, précise l'auteur de *Tombeau pour cinq cent mille soldats*. Quand on publie, ce sont des mots, mais les mots ont une sonorité qui est leur sens : son et sens sont absolument liés pour moi. » Il y eut aussi plusieurs expériences théâtrales, en 1973 d'abord, avec Bond en avant, puis Bivouac, monté par Alain Dilièvre au Festival d'automne en 1987. Entre-temps, Antoine Vitez avait adapté *Tombeau* au Théâtre national de Chaillot. Mais dans tous ces cas, c'était le texte de l'écrivain qui était joué, mis en mouvement.

Dans *Issé Timossé*, pièce créée avec Bernardo Montet, Pierre Guyotat s'expose. Cette dernière étape d'un long parcours commencé à la fin des années 60 s'inscrit dans une certaine logique, intellectuelle et littéraire. A cette époque, Pierre Guyotat fut l'écrivain par lequel tous les scandales arrivèrent. Avec lui, la poésie d'avant-garde ne resta pas un simple slogan, exempté d'un engagement réel, corporel. En 1967, après *Tombeau*, cet immense chant funèbre écrit, à vingt-sept ans, sur les ruines physiques et morales laissées par la

guerre d'Algérie, l'écrivain poussa sa recherche plus loin, dans une radicalité totale, littéraire et politique : il convenait alors, dans l'avant-garde, de ne pas séparer ces deux domaines, et d'y ajouter

interdite ; au même moment, il démissionna du parti communiste. A relire ce volume aujourd'hui, on reste frappé par la farouche détermination de l'écrivain, brouillée, il est vrai, par une rhétorique idéolo-

gique et militante vertigineusement datée. L'exigence extrême, extrême même, de Guyotat se mesure aussi aux longues périodes de silence.

Cette logique passe donc aujourd'hui par la danse, par la présence du « récitant » au milieu des danseurs. « Mes textes appellent à quelque chose que les lecteurs ont du mal à faire, souligne Guyotat, avec cette volonté, constante chez lui, de s'expliquer, d'accompagner par la pensée la « sauvagerie » de l'acte

de l'écriture. Car s'ils le faisaient, il seraient en quelque sorte partie prenante. Les gens ont besoin de profondeur ; ils ont besoin d'être secoués. Dans la danse, il y a ces « ventres à terre », un peu comme dans ce que j'écris. Avec les voyelles renforcées qui vont très bas... Cela vous met vraiment le ventre au sol. Et il y a aussi des choses oériennes, douces, très légères. Il n'y a rien d'illustratif dans la chorégraphie. La danse est un art de synthèse, qui exige autant de cérébralité que n'importe quel autre art, avant de penser que la philosophie. Bernardo Montet et moi, nous nous sommes retrouvés sur des tourments communs. De même, dans le domaine de l'écriture, si on veut rendre un geste simple de la manière la plus parfaite possible, ça exige de penser énormément, de penser avant que Tintoret dessinant un mouvement des mains ou qu'un philosophe formulât un postulat. De ce côté-là, l'idée de la danse comme art du corps est un cliché. »

Lorsqu'on écoute Guyotat lire, psalmodier, on éprouve une étrange impression de douceur

— douceur prise dans un propos violent, la brutalité guerrière s'alliant toujours, depuis *Tombeau*, au sombre érotisme des rapports dominants et domoies. Tout cela comme métamorphosé par la force d'une langue chamboulée, disséquée, reconstituée selon une grammaire, une phonétique propres, jamais inaudibles. « Il ne faut pas croire que j'écris toutes ces choses avec facilité. C'est une langue, un univers, c'est un monde, une population. Oui, j'ai une population ; j'ai créé un peuple à moi, presque une espèce. Et cela, d'une certaine façon, me distingue, m'isole. C'est un monde avec ses lois, sa hiérarchie. Oui, ou bout de quelques dizaines d'années, un monde est là. C'est la parole qui gère le sexe : s'il n'y a pas de parole, l'acte n'a aucun intérêt. C'est toute la parole qui est autour qui importe. C'est leur inexistence légale qui fait de ces putains des figures extraordinairement dantesques pour la parole. »

Pierre Guyotat n'étudie pas la question sur le caractère « monstrueux » de ses textes : « J'ai de plus en plus de mal à manier la violence de mes textes. Autrefois, dans *Tombeau*, je pouvais aligner des morts. Maintenant, j'ai le plus grand mal. Ces derniers temps, lorsque la logique du texte m'obligeait à faire mourir une figure, cela me rendait effroyablement malheureux. » C'est la preuve que je prends la représentation au sérieux. J'ai compris ce que pouvait être la puissance du texte quand j'ai lu, enfant, quelques pages de *L'Histoire de Girondins de Lamartine*, qui n'était pourtant pas un violent. A propos d'une décapitation, il parle d'une tête qu'on met du temps à couper. Moi, quand j'ai lu ça à neuf ans, je me suis évanoui. Cette lecture est importante, car à quel bon écrire si ce n'est pour être lu à la lettre ? on touche un point sur lequel j'ai toujours été perplexe : l'irresponsabilité, l'impunité de l'artiste. »

J'ai toujours écrit dans une sorte d'insouciance quant à la chose même, qui est dure, difficile. Et en même temps, je n'ai jamais considéré qu'un artiste devait être à l'abri de la loi. Ce n'est pas la question de la censure. C'est très à la mode de transformer ainsi le vie de l'artiste, d'en faire quelque chose qu'on ne touche pas. Si l'on fait de l'art une fonction et de l'artiste un être, on leur enlève ce qui fait qu'ils existent : le langage que la liberté est une chose terrible. »

Patrick Kéchichian

## Le souffle guerrier de deux insurgés

C'EST le souffle qui réunit Pierre Guyotat et Bernardo Montet. Le souffle de la colère, comme on dit d'une explosion qu'elle a tout soufflé sur son passage. Quand Bernardo Montet danse, il matérialise l'air tout autour de lui. Danse organique, fondée sur l'élan, le geste jusqu'au-boutiste. Danse de naseaux et de grondement. Pendant onze ans, il a été le compagnon de création de la chorégraphe Catherine Diverres, presque une « égérie » au masculin, tout d'abord au sein du studio DM (Diverres-Montet), de 1983 à 1994, puis ensuite au Centre chorégraphique national de Rennes et de Bretagne. Parfois, il s'échappe pour un solo. Parfois, il va rejoindre un de ses frères de danse pour une équipée sauvage. Ainsi, en 1986, le retrouve-t-on aux côtés de François Verret dans *La Chute de la maison carton*.

A cette époque, Bernardo Montet découvrait *Eden, Eden, Eden*, de Pierre Guyotat, œuvre d'insurrection sexuelle, interdite à sa parution en 1970. Laurence Louppe, critique de danse, invite l'écrivain à voir le duo. « Je ne me suis pas senti mûr pour affronter l'homme, se rappelle Bernardo Montet. Notre rencontre a eu lieu six ans plus tard, alors qu'il mettait en scène Bivouac au Théâtre de la Bas-

tille. Depuis, on ne s'est jamais perdu de vue. C'est ma plus belle rencontre depuis celle avec le maître japonais de danse butô, Kazuo Ohno, en 1982. »

En 1995, Bernardo Montet quitte Catherine Diverres. Seul, il crée *Oscules*. La pièce, unanimement louée, montre pourtant à quel point il lui sera difficile, mais pas forcément impossible, d'échapper à l'influence de « la Diverres ». Pour *Issé Timossé* (en langue ibo : expérience traversée par le corps), sa deuxième pièce de groupe qu'il monte avec quatre danseurs ivoiriens et une danseuse israélienne sur la musique de Michèle Bokanowski, il demande à Pierre Guyotat un texte, prenant d'un coup le risque maximum d'être totalement lui-même : soit il disparaît face à la langue et à la présence inouïe de l'écrivain sur scène, soit, à l'inverse, il réussit à affirmer sa danse parce que sa collaboration avec Guyotat déficiale la voie à des fantasmagories du corps en mouvement qu'il n'appartient d'ailleurs qu'à lui. Qu'à eux deux.

« En Côte d'Ivoire, je suis le Blanc. Ici, je ne suis pas le Blanc, puisque ma mère est vietnamienne et mon père gyanais, explique Bernardo Montet. Je suis un pur fruit de la colonisation. Pierre Guyotat est un grand danseur qui ne bouge pas.

C'est un danseur dans la conscience qu'il a du corps. C'est très difficile de danser avec lui, devant lui. Il ne dit rien, mais il met la barre si haut que tu ne peux bager qu'avec une conscience extrême de ton être. Dans le flou existant, c'est un pilier. Il n'a jamais dérogé à sa ligne de pensée. A Angers, où nous étions en résidence au Centre national de danse contemporaine, Pierre a dansé une lecture au cours de laquelle il était entouré de jeunes. Si certains ont des yeux carrés à force de regarder la télévision, ceux qui étaient déplacés pour l'écouter cherchent une autre réalité. On parle peu de ces jeunes-là. Ils sont plus nombreux qu'on ne croit. »

### « LE MOT QUI MET EN TERRE »

Relation d'un fils qui aurait trouvé son père putatif ? « Plutôt un compagnon avec lequel j'aimerais bien continuer à travailler. Il a une telle idée de ce qu'est le théâtre. Sa conception est davantage un théâtre de figures que de personnages. Une figure qui aurait toujours une charogne dans la bouche, car celui-là seul a la parole libre, comme il aime à dire. » Avec le romancier, le chorégraphe explore sa mémoire, son trouble identitaire, mais aussi sa langue maternelle, qui n'est justement pas celle de sa mère. « C'est la danse qui m'enracine dans ce dé-

colage entre langue et origine. La langue de Pierre est un engagement total du corps. Il cherche le mot qui met en branle, qui met en terre. Son écriture lui passe déjà par le corps, la transperce. En 1981, après un écrit, il a connu quinze jours de coma... J'avais un problème avec le mot liberté. Il m'a appris qu'il suffit de dire "liberté", par exemple, pour ouvrir le sens, et commencer à se libérer soi-même. Notre questionnement ne se situe pas au même niveau — il travaille depuis quarante ans — et, en même temps, je peux créer avec lui. »

Bernardo Montet est allé à Abidjan chercher ses danseurs. Un article paru dans *La Revue noire* l'a mis sur la piste du chorégraphe ivoirien Massidi Adiatou. A l'issue d'un stage réunissant une vingtaine de danseurs, il choisit Clarisse Doukpe, qui a pour particularité d'être championne de rock cubain par couple, Blaise Kouakou, Mark Veb. Montet fait aujourd'hui équipe avec la danseuse israélienne Tal Belt Halachmi. Guyotat met son écriture en corps avant même de la dire. Le chaman et l'Africain sont convoqués le 26 juillet, à la nuit tombante, cour Jacques-Cœur. Esprits du mal, donc du bien, êtes-vous là ?

Dominique Frétyard

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. 01-48-00-20-20 - Téléc. DROUOT 642 260  
Informations téléphoniques au : 01-48-00-20-17  
ou sur Minitel, 36-17 Drouot  
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris  
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu  
la veille des ventes, de 11h à 18h. Exposition le matin de la vente.  
Régisseur O.S.P., 136, avenue Charles de Gaulle,  
92523 NEUILLY-SUR-SEINE CEDEX. 01-46-40-26-09.

**LUNDI 30 JUIN**  
S.2- Bons meubles. M<sup>me</sup> LOUDMER  
**MARDI 1er JUILLET**  
S.9- ET MERCREDI 2 JUILLET S.9 Archéologie, haute époque.  
PIASA, PICARD, AUDAP, SOLANET & ASSOCIES  
**MERCREDI 2 JUILLET**  
S.4- Tableaux modernes. PIASA, PICARD, AUDAP, SOLANET & ASSOCIES  
**VENDREDI 4 JUILLET**  
S.5 ET 6 Art abstrait et contemporain. M<sup>me</sup> LOUDMER  
S.8- Grands vins et alcools. M<sup>me</sup> LOUDMER  
S.10- Tableaux, art déco. M<sup>me</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD

LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, 12, rue Drouot (75009) 01.42.46.61.16  
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009) 01.44.79.50.50  
PIASA, PICARD, AUDAP, SOLANET & ASSOCIES, 5, rue Drouot (75009)  
01.53.34.10.10



## Premiers pas et grandes promesses des élèves du Conservatoire national d'art dramatique de Paris

Cornille à vélo, trois Phèdre et un Marivaux d'eau de source ont marqué les « Journées de juin »

Depuis que l'acteur d'exception Marcel Bozzini dirige le Conservatoire national supérieur d'art dramatique de Paris, il a changé non seule-

ment plusieurs enseignants mais, par petites touches, le contenu même du travail des apprentis acteurs. Les « Journées de juin » ont ainsi

permis de découvrir, sous la direction de Muriel Mayette ou de Dominique Valadié, ceux qui nous enchantent bientôt sur toutes les scènes.

« SEIGNEUR, que dites-vous, et qu'en dira la Grèce ? » C'est la tragédie, c'est Racine ; sur les planches de leur Conservatoire, jeunes filles en robes de plage et garçons torse nu, jeans élimés, baskets, donnent corps aux alarmes d'Hermione, de Bérénice, de Néron - mais Néron, lui, se montre à nous nu comme la main. Il est fait au tour, ses paroles y gagnent une lumière charmante, une acidité de cristaux de sel. Ce sont des élèves de seconde année, non plus des « ados » mais presque. De la jeunesse, ils ont le naturel, l'air frais du matin, et ni les gaucheries ni les à-peu-près : ils sont tout-acteurs déjà. De l'acteur ils ont la présence, l'irradiation sans chichis, les paysages intérieurs neufs, cet art d'inventer une illusion d'optique qui est une autre vérité. Ils se donnent des airs de ne douter de rien.

C'est un garçon, Joseph Menant, un grand brun au profil droit, qui, bien à son aise dans une robe noire, joue Phèdre, la fille de Mino et de Pasiphaë. Un rôle tout de ruptures de ton : les paroles de cérémonie - « Noble poussière... Coupable durée... Sang déplorable » - viennent à la traversée de cris échappés - « Comment se sont-ils vus ? Depuis quand ? Dans quels lieux ?... Les o-t-on vus souvent se parler, se chercher ? Dans le fond des forêts alloient-ils se cocher ? » Or Joseph Menant, en reine Phèdre, ne nous paraît pas un homme déguisé. Il n'a rien des qui-proquos et des douleurs du travesti, il enjambe les apparences, « c'est Venus tout entière à sa proie attachée », une Phèdre évidente, d'une solitude entière. Très beau.

Lui succède une Phèdre presque enfant, en robe rose, une convention, innocente, farceuse, Julie Pilod. Son Hippolyte est le Néron tout charmes dehors de tout à l'heure, Jérôme Huguet, mais il a cette fois passé un Jean. Julie Pilod éclaire sa Phèdre en grande artiste. Oui, déjà. Et il est étonnant de voir, enfin, une Phèdre si jeune (jeune comme la Phèdre de l'Histoire, qui avait dix-huit ans). Elle a l'âge des premières amours. Julie Pilod est une merveille de sponta-

néité, un ange de toutes les couleurs, une cascade d'inventions, qui pleurent, qui sourient, qui nous prennent de court, et qui sont justes. Et voici qu'après la Phèdre de Joseph Menant et celle de Julie Pilod en apparaît une troisième, Marion Beulque, saisissante aussi, protégée, maternelle, étreinte, par une Cécile de première force, Céline Carrère.

### POÉSIE VIOLENTE

Tout le champ de ce théâtre du Conservatoire se métamorphose alors en un mirage d'une charge de poésie violente : les trois Phèdre, que la vie a quittées, sont demeurées là, étendues par terre, proches l'une de l'autre, dans une pénombre rouge et or ; et toutes les mémoires et tous les espoirs qui sont ici, ce soir, en jeu, se confondent en une seule chimère, la Grèce de Racine et la France d'aujourd'hui, le mensonge du jeu et l'être réel de ces étudiants, acteurs accomplis, apparitions imaginaires, sans passé apparent, mais quelles vies ont-ils devant eux ?

Moment de grâce, que nous devons aussi, ou avant tout, au professeur de ces comédiens, Muriel Mayette, qui ne peut pas ne pas être aussi, par moments, leur metteur en scène. Ces trois Phèdre unies par la mort, ce n'est que le défilé habituel des passages, en public, des élèves, l'un après l'autre, métamorphosé par la mise

en scène en une métaphore superbe de l'« ici et maintenant ». Le lendemain, ces mêmes acteurs, méconnaissables, mais aussi inventifs, aussi radioactifs, donneront la comédie de Cornille. La Ploce Royale, comme s'ils jouaient au volley-ball sur une plage, avec le même allant, et c'était étonnant pour quiconque aime Cornille, car les portraits connus de lui sont ceux d'un homme âgé, et Joseph Menant, Anne Bonvier, Céline Carrère, Marina Hands, pédalant sur leurs vélos ou se battant comme des chiffonniers dans les primevères, retrouvaient, pour une fois, la photo d'un Cornille junior. Julie Pilod et ses camarades allaient présenter aussi quatre très belles pièces en un acte des débuts de Jean-Claude Grumberg, qui jamais n'avaient été jouées. Il est évident que Muriel Mayette suscite, en chacun et chacune de ses élèves, ce qu'ils ont de plus personnel, et de meilleur. Il y a là un phénomène particulier d'attachement profond du maître pour l'élève. Il serait bon que Muriel Mayette reste là, au Conservatoire, longtemps.

Il faut fêter, d'autre part, parmi les élèves de Dominique Valadié, la révélation d'une actrice d'avenir, Stéphanie Béghain. Elle a montré, dans une interprétation des *Mémoires du tabor* de Tchekhov, d'abord une présence qui est l'attribut essentiel, sans doute inné, du grand acteur, puis des

qualités d'a-propos, de rupture d'éclairage, de liberté de parcours, de maîtrise dans l'art de tirer des bordées entre tragique et rire, de distance aussi. Stéphanie Béghain s'annonce actrice d'exception. Il fallait l'entendre dire « si on enfermait une mouche dans une tabatière, il se pourrait qu'elle y crève de dépression nerveuse, le tabac, c'est principalement une plante », ce n'est pas grand-chose direz-vous, mais ça ne s'oublie pas.

### LA CONSCIENCE DE MARIVAUX

Dans la classe de Catherine Hiegel, Julie Sicard, par une intériorité d'un calme souverain, a donné à une page de Tennessee Williams, *Parle-moi comme la pluie et l'oiseau*, beaucoup de relief et d'émotion. Dans la classe de Stuart Selde, Dorothea Casillas-Gil et Sarah Mesguich ont joué une scène de *Prince travesti* de Marivaux, un exploit : elles ont effacé, de cette comédie, ce qui est parti pris de faux-semblant, pour ne mettre en pleine lumière qu'une innocence. Il y avait une transparence d'eau de source, et aussi une très rare présence de « théâtre pur » qui a paru, à ce moment-là, être sans doute la conscience même de Marivaux. Dix minutes d'art parfait.

Cette année 1997, les « Journées de juin » étaient, pour la première fois, réservées aux présentations des élèves de première et de seconde année. Les élèves de troisième année n'étaient pas là, ils s'étaient manifestés auparavant, au cours de l'hiver et du printemps. C'est ainsi qu'entre autres un atelier dirigé par Jacques Nichet avait présenté les *Petites Œuvres morales* de Giacomo Leopardi, suite de scènes courtes d'un esprit vif, d'une philosophie insolente, par exemple une prise de bec entre « la première heure du jour » et le Soleil qui refuse de se lever parce que, depuis le fond des âges, il n'en peut plus de décaniller tous les matins, de très bonne heure, été comme hiver, sans jamais une p'tite permission de repos supplémentaire. D'excellents acteurs là aussi, Véronique Octon, Marie Vialle, Marie Dabian, Delphine Thellier, Eric Seigne, Eric Rulliat, Sébastien Thierry. Mais n'oublions pas que Jacques Nichet, sans fanfares, depuis des décennies, s'est affirmé l'un des tout premiers créateurs du théâtre de notre temps.

### Le corps et la voix

Ce mois de juin 1997, les étudiants se sont présentés sur scène, lors des Journées du Conservatoire, non pas comme des jeunes en apprentissage, mais comme des acteurs accomplis, des professionnels - et cela dès les classes de première année (mais n'oublions pas que les acteurs en herbe reçus au concours d'entrée du Conservatoire peuvent avoir été formés déjà, plusieurs années durant, par d'excellents professeurs, dans des cours privés, ou dans des conservatoires d'arrondissement, municipaux, nn en région).

En tout cas une rupture franche s'est produite entre les étudiants d'hier et ceux de cette année 1997 : tous ont acquis désormais deux choses qui tendaient à disparaître, le maintien du corps sur scène - ce qui inclut la démarche - et l'art de se faire entendre sans altérer sa voix (deux facultés qui sont d'ailleurs complémentaires). Progrès auquel n'est pas étranger le directeur du Conservatoire, Marcel Bozzini, qui a « renforcé » les classes de maintien, de danse, de chant et de musique.

## Prodigy ou comment réconcilier rock et techno

Le nouvel album des Britanniques est une redoutable machine de synthèse

TROISIÈME ALBUM de Prodigy et vraisemblablement « disque » de la saison (2,5 millions d'exemplaires pré-commandés avant sa sortie mondiale, le 30 juin), *The Fat of the Land* fera sans doute le crossover - passerelle entre plusieurs genres - en clair, mettre tout le monde d'accord et toucher le jackpot.

Ce groupe britannique, célébré comme « les punks de l'électronique », est sur le point de réunir les rockers et les fans de techno, deux tribus apparemment ennemies. A la fin des années 80, à la suite des pionniers Pop Will Eat Itself, plusieurs groupes de rock anglais - Happy Mondays, Stone Roses - avaient déjà flirté avec la culture dance. Aux États-Unis, Nine Inch Nails a nourri sa violence métallique de boucles synthétiques empruntées à la techno. Aujourd'hui, c'est au tour des DJ de se laisser tenter de plus en plus par le rock. On a même donné un nom à cette vogue : *big beats*. Une façon de jouer des « gros rythmes », sans a priori stylistiques. Parmi les locomotives du mouvement : Apollo 440, Fat Boy Slim et surtout les Chemical Brothers. Si Prodigy s'impose comme leader de cette tendance, c'est qu'au-delà de l'efficacité redoutable de disques mêlant électronique extasiée, beats hip-hop et tension rock, le groupe affiche une volonté de réussite qui différencie les musiciens à succès des stars potentielles. Depuis sa création, au début des années 90, le quartet n'a cessé de contredire deux des constantes de la techno : l'anonymat de ses artistes et son manque d'envergure scénique. Prodigy est l'œuvre d'un jeune

homme de vingt-cinq ans, Liam Howlett. Grand à Braintree, Essex, ce maître des machines apprend d'abord le piano. Sans passion. Son premier coup de foudre sera pour le hip-hop : il sera DJ d'un groupe de rap, Cut 2 Kill. Si le « positivisme » et les arrangements kitsch de la house l'attirent peu, l'énergie frénétique des raves sera une source d'inspiration. Alors qu'il anime une soirée, Liam est approché par Leeroy et Keith Flint. Ils lui proposent d'étouffer sa performance de chorégraphes bystrériques. Ne manquant plus qu'un maître de cérémonie pour galvaniser l'entreprise. Ce sera Maxim Reality.

### SONS INÉDITS

Premier single et acte de naissance de Prodigy en 1991, *Charly* est d'abord un succès underground. En 1993, *Experience* élargira cette réussite au grand public britannique. Un an plus tard, *Music For The Jilted Generation* fera des stars de ses membres. On les y entend défendre la culture techno (their law s'élève contre le Criminal Justice Act, une législation qui visait à interdire les raves) et se démarquer aussi des références puristes en ajoutant des guitares dans leurs hymnes à la danse. Le groupe affirme surtout une théâtralité inédite. Malgré les tatouages qui lui couvrent les mollets, Liam est un pygmalion timide qui se retranche derrière ses ordinateurs. Il laisse le devant de la scène aux pas de danse effrénés de Leeroy, aux poses et aux diambres apocalyptiques de Maxim et Keith. Cribles bicolores, visage « piercé » et yeux hallucinés, ce dernier donne une dimension punk à l'exu-

bérance du groupe. Pour Liam Howlett, leur « punkitude » tient moins du look que de la philosophie. « Nous appliquons à la lettre le slogan punk "foies-le-vous-même". Je ne suis pas un grand pianiste, Leeroy ne danse pas très bien, Keith ne sait pas chanter et Maxim ne sait pas très bien rapper. Peu importe, nous surmontons ces handicaps. »

Disque-événement, *The Fat of The Land* n'a vraiment rien de l'approximation punk. Parfait produit de synthèse, ce disque accapare les éléments les plus explosifs de chaque genre. En prenant soin de façonner des sons inédits, Liam distille une noirceur plus proche d'une tension rock que d'une extase techno. Impressionnante machine, vouée à sa propre efficacité, ce disque ne semble pourtant pas nous livrer grand-chose sur ses auteurs. L'atrayante perversité de *Breathe* ou de *Firestarter* mériterait un supplément d'âme. Le leader de Prodigy, qui vient d'enregistrer un titre avec le guitariste de Rage Against The Machine, s'éloigne des militants de la techno. Gonflé de hip-hop torturé et de distorsions industrielles, l'album prend fin sur une reprise de *Fuel My Fire*, emprunté aux furias punk de L7. « Mis à part nos machines, nous n'avons plus rien de commun avec les groupes techno. La dance music tourne en rond. Nous composons d'abord la bande-son de nos performances scéniques. En élaborant sans doute le rock du troisième millénaire. »

Stéphane Davet

\* 1 CD XL Recordings. Distribué par Delabel/Virgin.

## L'académisme magnifié pour une « Manon » historique

Pour l'opéra de Massenet, Bastille a réuni des voix splendides servies par une mise en scène évoquant les tableaux légers du XVIII<sup>e</sup> siècle

MANON, opéra de Jules Massenet. Avec Renée Fleming (Manon), Richard Leech (des Grieux), Jean-Luc Chaignaud (Lescaut), Laurent Naouri (le Comte des Grieux), Michel Sénéchal (Guillot de Mortfontaine), Chœur et Orchestre de l'Opéra de Paris, Gary Bertini (direction), Gilbert Deflo (mise en scène), Ana Yepes (chorégraphie), William Orlandi (décors et costumes), Jnël Houbert (lumière). OPÉRA-BASTILLE, place de la Bastille. M<sup>e</sup> Bastille. Les 29 juin, 1<sup>er</sup>, 4 et 7, 10 et 12 juillet (places disponibles). Tél. 01-44-73-13-00. De 60 F à 610 F.

Autrefois pilier de l'Opéra-Comique, la *Manon* de Massenet n'a pas été représentée à l'Opéra de Paris depuis 1974. Est-ce la raison pour laquelle l'orchestre maison, dont les « cadres » ont été singulièrement rajeunis depuis vingt ans, ne réussit pas à trouver en permanence le ton juste ? Autrefois, ses musiciens, qui avaient tout le répertoire français du XIX<sup>e</sup> siècle dans la tête - et les bras ! - savaient oublier l'éventuel batteur de mesure qui leur faisait face. Ils ne savent plus, malgré une discipline impressionnante et quelques interventions solistes d'une beauté ineffable. Gary Bertini est le seul regret d'une soirée par ailleurs magnifique. Il dirige certes avec précision, ne couvre qu'exceptionnellement les chanteurs, les soutient magnifiquement dans leurs airs, mais le chef ne réussit pas à construire de grandes lignes, à unifier la multiplicité des climats d'une partition difficilement kaléidoscopique de petites formes néo-classiques, de bel canto et d'harmonies progressistes, de comédie et de drame, d'humour et de larmes, de musique d'église et de... passages à vide. Musique savante qui renvoie sur l'idée, pas si fautive que cela, que Massenet se faisait de la musique du Grand Siècle : pour une fois, le ballet, les compositeurs se devaient d'intégrer à leurs opéras joués à Paris, ne rompt pas l'action. Massenet « reconstruit » une idéalisation de la musique du XVIII<sup>e</sup> siècle qu'Ana Yepes chorégraphie comme si elle travaillait avec William Christie ou Marc Minkowski.

Mis en scène, l'opéra est un spectacle. C'est un truisme, mais l'on s'interroge aujourd'hui sur le pouvoir des metteurs en scène. Certains préféreraient les remplacer par les régisseurs qui, autrefois, laissaient

les chanteurs quasiment libres sur le plateau. Le théâtre ne naît pourtant pas du chant. Il a besoin d'hommes qui donnent leur lecture des ouvrages qu'ils ont écrits. Grâce à eux, l'art lyrique vit.

L'Opéra-Bastille ne propose pas toujours une réponse adaptée à cette interrogation en offrant des spectacles qui glorifient l'académisme d'une modernité trop récente pour être ainsi épinglée. Ce reproche ne sera pas adressé à Gilbert Deflo, à son décorateur-costumier et à son éclairagiste. L'académisme qu'ils magnifient plonge ses racines dans l'idée que l'on se fait confusément d'une grande représentation d'opéra, telle qu'on peut la voir incidemment reconstituée dans un grand film - qu'il soit de Visconti ou hollywoodien. Avec distance, élégance, leur travail de reconstitution sacrifie à tous les poncifs : les chanteurs chantent très souvent face au public au devant de la scène ; s'adressent parfois quasiment à lui, le rendant complice d'une histoire qu'ils incarnent avec une vraisemblance théâtrale qui va jusqu'à la gaucherie des intonations des monologues et dialogues parlés qui émaillent *Manon*. Chaque scène devient ainsi un tableau inspiré des toiles légères et factices de peintres du XVIII<sup>e</sup> siècle. Minutieusement composés, presque réformés sur eux-mêmes, ces tableaux vivants s'ordonnent en une série baignée par une lumière réinventant l'univers vacillant d'une lanterne magique.

L'opéra, c'est aussi (il) des voix. Celles réunies par Bastille sont des archétypes historiques. La sublime Renée Fleming résume plus d'un siècle de répertoire. Sa technique vocale, son timbre, son goût, son association à la maintenance en scène, le triomphe sur soi incarnés par Schwarzkopf, le fruité de Los Angeles, l'art du bel canto de la toute jeune Caballé, l'émotion charnelle de Leontyne Price. Richard Leech serait « le » ténor insolent de santé vocale, pas toujours subtil, mais ô combien émouvant ; Laurent Naouri, « le » père bienveillant à la voix blessée, protectrice et autoritaire ; Jean-Luc Chaignaud, « le » baryton qui s'en veut d'être méchant, qui aboie parfois. Michel Sénéchal ? Il est le vieux chanteur qui a tout vécu en quarante-cinq ans de carrière et qui vient avec tendresse, malice et complicité jeter ses derniers et somptueux feux au côté de la relève.

Alain Lompech

Michel Cournot

## Cinq jours de fête où l'écrit se montre et prend la parole



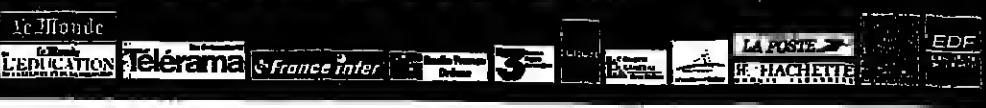
### Spectacles

Claude Piéplu  
Quator Sine Nomine  
Bidier Sandre  
Juliette Greco  
Sylvia Joly  
Marc Roger

### Expositions

Ateliers  
Débats  
Cafés littéraires  
Marché de l'écrit  
Chambres d'écriture

26230 Grignan  
Drôme Provençale  
04 75 46 55 83





## Les Beaux-Arts font la fête

L'école expose ses travaux et dresse un banquet en hommage à Platon et aux demandeurs d'asile

CHACQUE ANNÉE, l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts ouvre ses portes au public. Les ateliers exposent leurs travaux et toutes les pratiques s'entrechoquent. Des événements s'organisent pour l'occasion, ajoutant le charme de l'éphémère à celui de l'invention. Un banquet se tiendra le 28 à partir de 20 h 30 en hommage à Platon et, plus encore, aux demandeurs d'asile issus de trente-cinq pays. Ceux qu'héberge le centre de Créteil prépareront les mets, selon les traditions de leurs pays d'origine. Pendant ce temps, des élèves de l'école peindront une interprétation contemporaine du *Rodeo de la Méduse* de Géricault, récit d'un naufrage et d'un sauvetage trop



tarde. Ces manifestations sont organisées avec l'association France Terre d'asile. La veille, à la nuit tombée, il se pourrait que des choses se passent le long de la Seine ou sur les bateaux-mouches qui la parcourent — des choses que nul ne veut encore dire. Plus classiquement, à l'occasion du Mois de l'estampe, les gravures réalisées cette année aux Beaux-Arts seront présentées dans les ateliers et dans la galerie du Palais des études.

★ EN584, 14, rue Bonaparte, Paris-6<sup>e</sup>. ★ Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 01-47-03-50-00. De 10 heures à 23 heures, le 27 juin ; de 11 heures à 20 heures, le 28. Participation au banquet : 60 F.

## UNE SOIRÉE À PARIS

Pierre-Laurent Almard (piano) Répertoire immense, intelligence aigüe des textes, Pierre-Laurent Almard n'a pas son pareil pour dénouer poétiquement les fils des œuvres qu'il interprète. Œuvres de Chopin, Bartok, Ligeti, Scriabine et Messiaen. *Orangerie du parc de Bagatelle, Paris 16<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Pant-de-Neuilly, 20 h 45, le 26. Tél. : 01-45-00-22-19, 150 F.* Takashi Shibuya Orchestra Mix Dynamite Typographica Kazumi Watanabe Duo L'Année du Japon en France n'oubliera pas le jazz. Le public français pourra ainsi découvrir le noœtte du pianiste Takashi Shibuya, qui pioche dans les styles, et Mix Dynamite, le quatuor du pianiste Fumio Itabashi, qui combine les sonorités traditionnelles et l'électronique du jazz-rock (le 26). Le septuor Typographica est le versant le plus improvisé et bristifié — et le plus original — de la programmation. Quant au guitariste Kazumi Watanabe, virtuose touche-à-tout, il est là-bas et ici une vedette (27). Les Halles-L'Auditorium, 5, porte Saint-Eustache, Paris 4<sup>e</sup>.

M<sup>e</sup> Châtelet-les Halles, 20 heures, les 26 et 27. Tél. : 01-42-36-13-90. 120 F. Mah Damba Lohi Traoré Mah Damba est une griotte malleenne dont la voix échappe aux normes, et dont la bonne humeur jongle avec les octaves. Elle est accompagnée au luth n'goni par son mari Mamaye Kouyaté. En première partie, Lohi Traoré, un de ces magnifiques huiemmes africains que l'on a redécouverts dans la foulée d'Ali Farka Touré, rencontre l'harmonisateur Vincent Buchet. *New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Châtelet-d'Eau, 20 h 30, le 26. Tél. : 01-45-23-51-41.* De 110 F à 130 F. Compay Segundo Fiquete Latino Fervents défenseurs du son et de la trova, Compay Segundo poursuit sa croisade en faveur de la latinité caribéenne sans que le poids des années d'altère en rien une énergie dantesque et amoureuse. *Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Voltaire, 21 heures, le 26. Tél. : 01-47-00-55-22. 130 F.*

## ART

Une sélection des vernissages et des expositions

### VERNISSAGES

Sylvie Blocher Bertrand Gadamra Françoise Quardon Forum culturel, galerie, 1-5, place de la Libération, 93 Le Blanc-Mesnil. Tél. : 01-48-14-22-22. De 9 heures à 19 heures ; samedi jusqu'à 18 heures. Fermé dimanche, lundi et fêtes. Du 1<sup>er</sup> juillet au 20 septembre. Entrée libre. Jacques Deshaies Chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière, 47, boulevard de l'Hôpital, Paris-13<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Gare-d'Austerlitz, Saint-Marcel. Tél. : 01-42-17-60-60. De 8 h 30 à 18 h 30. Du 28 juin au 3 juillet. Entrée libre.

### EXPOSITIONS PARIS

Allighieri et Botticelli Galerie Liliane & Michel Durand-Dessert, 28, rue de Lappe, Paris-11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bastille. Tél. : 01-49-06-92-23. De 11 heures à 19 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 27 juillet. Entrée libre. Manuel Alvarez Bravo Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Hôtel-de-Ville. Tél. : 01-42-77-38-24. De 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 13 juillet. Entrée libre. Manuel Amorin Galerie Marwan Hoss, 12, rue d'Alger, Paris-1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Tuileries. Tél. : 01-42-96-37-96. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30 ; samedi de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 18 juillet. Amours Fondation Cartier, 261, boulevard Raspail, Paris-14<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Raspail. Tél. : 01-42-18-56-50. De 12 heures à 20 heures ; jeudi jusqu'à 22 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 2 novembre. 30 F. Antonin Artaud Galerie de France, 54, rue de la Verrière, Paris-6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Hôtel-de-Ville. Tél. : 01-42-74-38-00. De 10 heures à 19 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 26 juillet. Entrée libre. L'art de l'ingénieur, constructeur, entrepreneur, inventeur Centre Georges-Pompidou, galerie Nord et Sud, Forum, place Georges-Pompidou, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 29 septembre. 45 F. Arts du Nigeria Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie, 293, avenue Daumesnil, Paris-12<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-Dorée. Tél. : 01-44-74-85-00. De 10 heures à 17 h 30 ; samedi, dimanche de 10 heures à 18 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 26 juillet. Entrée libre. Canevas Implicites Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 13, quai Malaquais, Paris-6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 01-47-03-50-00. De 13 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 13 juillet. 20 F.

13 heures et de 14 heures à 18 h 30 ; samedi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 11 juillet. Entrée libre.

Jean-Michel Basquiat Musée Maillol - Fondation Dina Vierny, 61, rue de Grenelle, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rue-du-Bac. Tél. : 01-42-22-59-58. De 11 heures à 18 heures. Fermé mardi et fêtes. Jusqu'au 29 septembre. 40 F. Ben, Philippe Perin Maison européenne de la photographie, 5-7, rue de Fourcy, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Paul, Pont-Marie. Tél. : 01-44-78-75-00. De 11 heures à 20 heures. Fermé lundi, mardi et fêtes. Jusqu'au 13 juillet. 30 F. Pierre Blumhuth Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris-3<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Hôtel-de-Ville ou Rambuteau. Tél. : 01-42-71-09-33. De 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre. Entrée libre.

Louise Bourgeois Galerie Karsten Greve, 5, rue Debelleye, Paris-3<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 01-42-77-19-37. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre. Entrée libre. Anne Broecker Galerie Gastaud & Caillard, 6, rue Debelleye, Paris-3<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 01-42-74-22-95. De 14 heures à 19 heures ; samedi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 5 juillet. Entrée libre.

Jean-François Briant Galerie Di Meco, 9, rue des Beaux-Arts, Paris-6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 01-43-54-10-98. De 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 19 juillet. Entrée libre. Pol Bury Galerie Louis Carré & Cie, 10, avenue de Messia, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Miromesnil. Tél. : 01-45-62-57-07. De 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 18 h 30 ; samedi de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 11 juillet. Entrée libre. César Galerie nationale du Jeu de paume, 1, place de la Concorde, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Concorde. Tél. : 01-47-03-12-50. De 12 heures à 19 heures ; samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 21 h 30. Fermé lundi. Jusqu'au 19 octobre. 38 F. Maurice Cockill Galerie Civiades, 5, rue Saint-Anastase, Paris-3<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 01-42-72-40-02. De 14 h 30 à 19 heures ; samedi de 12 heures à 19 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 26 juillet. Entrée libre.

Philippe Cogné Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Hôtel-de-Ville. Tél. : 01-42-78-11-71. De 14 heures à 19 heures ; le matin sur rendez-vous. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 25 juillet. Entrée libre. Canevas Implicites Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 13, quai Malaquais, Paris-6<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Saint-Germain-des-Prés. Tél. : 01-47-03-50-00. De 13 heures à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 13 juillet. 20 F.

Jean Cousin, Norman Brown Galerie Peinture fraîche, 29, rue de Bourgogne, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Varenne ou Invalides. Tél. : 01-45-51-00-85. De 11 h 30 à 19 heures ; lundi et samedi de 13 heures à 19 heures. Fermé dimanche et fêtes. Jusqu'au 5 juillet. Entrée libre.

Design, prix européen 1997 Cité des sciences et de l'industrie, 30, avenue Corentin-Cariou, Paris-19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-la-Villette. Tél. : 01-36-68-29-30. De 10 heures à 18 heures ; dimanche jusqu'à 19 heures. Fermé lundi. Jusqu'au 31 août. 50 F. Raoul Dufy, les années 30 Espace Electra, 6, rue Tégamies, Paris-7<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Sèvres-Babylone. Tél. : 01-42-84-23-60. De 11 h 30 à 18 h 30. Fermé lundi et fêtes. Jusqu'au 13 juillet. 20 F. Eric Fischl Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg, Paris-3<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rambuteau. Tél. : 01-42-72-14-10. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 25 juillet. Entrée libre.

Fred Jenkins Galerie Fall, 127, rue Vieille-du-Temple, Paris-3<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-44-78-07-64. De 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 12 juillet. Entrée libre. Jonathan Lasker Galerie Thaddeus Ropac, 7, rue Debelleye, Paris-3<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-42-72-99-00. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 19 juillet. Entrée libre. Fernand Léger (1881-1955) Centre Georges-Pompidou, Grande Galerie, 5<sup>e</sup> étage, place Georges-Pompidou, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 29 septembre. 45 F. Livres d'artistes Bibliothèque nationale de France, galerie Mansart, 38, rue de Richelieu, Paris-2<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bourse. Tél. : 01-47-03-81-26. De 10 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 12 octobre. 35 F.

Charles Long Galerie Nathalie Obadia, 5, rue du Grenier-Saint-Lazare, Paris-3<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Filles-du-Calvaire. Tél. : 01-42-74-67-68. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 25 juillet. Entrée libre. Made in France 1947-1957, cinquante ans de création en France Centre Georges-Pompidou, Musée, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> étages, place Georges-Pompidou, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 29 septembre. 38 F. Magies Musée Dapper, 50, avenue Victor-Hugo, Paris-16<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Victor-Hugo. Tél. : 01-45-00-01-50. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 29 septembre. 20 F. Chris Marker Centre Georges-Pompidou, 3<sup>e</sup> étage, collections contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rambuteau. Tél. : 01-44-78-12-33. De 12 heures à 22 heures ; samedi, dimanche et fêtes de 10 heures à 22 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 29 septembre. 20 F.

Yang Lin, Chang Hung-Mel, Wang Yang Américain-chinois (1 h 35). VO : 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (4) ; Elysées Lincoln, 9<sup>e</sup> (01-43-96-36-14) ; Sept Parmissiens, 14<sup>e</sup> (01-43-20-32-20).

Américain-chinois (1 h 35). VO : 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (4) ; Elysées Lincoln, 9<sup>e</sup> (01-43-96-36-14) ; Sept Parmissiens, 14<sup>e</sup> (01-43-20-32-20). Français (2 h 14). d'Albert Brooks, avec Debbie Reynolds, Albert Brooks, Rob Morrow, Lisa Kudrow, Isabel Glasser, Peter White. Américain (1 h 44).

VO : Clichés, 9<sup>e</sup> (01-45-33-10-82). MUNK, LEMMY ET COMPAGNIE de Nils Skapans et Janis Cimermanis, dessin animé letton (46 min). VF : Studio des Ursulines, 9<sup>e</sup> (01-43-26-19-09) ; Le République, 11<sup>e</sup> (01-48-05-51-29) ; Le République, 11<sup>e</sup> (01-48-05-51-29).

LES PLEINS POUVOIRS de Clint Eastwood, Gene Hackman, Ed Harris, Laura Linney, Scott Glenn, Dennis Haysbert. Américain (2 h 01). VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1<sup>er</sup> ; UGC Odéon, 6<sup>e</sup> ; UGC George-V, 8<sup>e</sup> ; Gaumont Parissiens, 14<sup>e</sup> (4).

THE BLACKOUT (\*\*) d'Alfred Hitchcock, avec Marlene Dietrich, Claudia Schiffer, Béatrice Dalle, Sarah Lassez, Dennis Hopper, Steven Bauer. Américain (1 h 46).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1<sup>er</sup> ; Les Trois Mousquetaires, 9<sup>e</sup> (01-46-33-97-77) ; Publicis Champs-Élysées, (01-47-20-76-23) ; La Bastille, 11<sup>e</sup> (01-47-07-48-60).

LA VIE DE JÉSUS de Bruno Dumort, avec David Douché, Geneviève Cottrai, Kader Chaatouf, Geneviève Cottrai, Sébastien Delbaere, Sébastien Baillet. Français (1 h 28).

UGC Ciné-cité les Halles, 1<sup>er</sup> ; Épée de Bois, 5<sup>e</sup> (01-43-37-57-47) ; Saint-André-des-Arts II, 8<sup>e</sup> (01-43-26-80-25) ; UGC Rotonde, 6<sup>e</sup> ; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (4) ; Le Cinéma des cinéastes, 17<sup>e</sup> (01-53-42-40-20).

VOYAGE AU DÉBUT DU MONDE de Manoel de Oliveira, avec Marcello Mastroianni, Jean-Yves Escoffier, Leonor Silveira, Olego Doria, Isabel de Castro, Isabel Ruth. Français (1 h 33).

VO : Latina, 8<sup>e</sup> (01-42-78-47-88) ; Le Quartier latin, 5<sup>e</sup> (01-43-26-84-69) ; La République, 11<sup>e</sup> (01-48-05-51-33) ; Studio 28, 18<sup>e</sup> (01-46-06-36-07) ; WHEN WE WERE KINGS de Leon Gast, avec Mohammed Ali, George Foreman, Don King, James Brown, B. B. King, Norman Mailer. Américain (1 h 28).

22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 29 septembre. 38 F. Migrants : Mika Valnio Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris-16<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. Tél. : 01-53-47-40-00. De 10 heures à 17 h 30. Fermé dimanche. Jusqu'au 6 juillet. 27 F.

Jean-Luc Moulène, Jörg Sasse, Koo Jeong-A Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson, Paris-16<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. Tél. : 01-53-47-40-00. De 10 heures à 17 h 30. Fermé dimanche. Jusqu'au 6 juillet. 27 F. Gabriel Orozco, Sigmar Polke Galerie Chantal Crousel, 40, rue Quincampoix, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rambuteau. Tél. : 01-42-77-38-87. De 11 heures à 19 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 26 juillet. Entrée libre.

Grand Palais, galeries nationales, place Georges-Clemenceau, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Champs-Élysées-Clemenceau. Tél. : 01-44-13-17-17. De 10 heures à 20 heures ; mercredi jusqu'à 22 heures. Fermé mardi. Jusqu'au 14 juillet. 50 F. La police au goût Musée du Louvre, aile Sully, 1<sup>er</sup> étage, entrée par la pyramide, Paris-1<sup>er</sup>. M<sup>e</sup> Palais-Royal, Louvre. Tél. : 01-40-20-51-51. De 9 heures à 17 h 45. Fermé mardi. Jusqu'au 25 août. 45 F. Gobae, Kelley, Koons, Moké, Prina, Samiba, Sherman Galerie Samia Soouma, 16, rue des Coutures-Saint-Gervais, Paris-3<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Chemin-Vert, Saint-Paul. Tél. : 01-42-78-40-44. De 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 26 juillet. Entrée libre. Antonio Saura Galerie Leblond, 13, rue de Téhéran, Paris-8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Miromesnil. Tél. : 01-45-63-13-19. De 10 heures à 18 heures ; samedi de 14 heures à 18 h 30. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 25 juillet. Entrée libre. 20 designers de Wallonie et de Bruxelles Centre Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin, Paris-4<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Rambuteau. Tél. : 01-53-01-96-96. De 11 heures à 18 heures. Fermé dimanche et fêtes. Jusqu'au 7 septembre. 20 F. Lawrence Weiner Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris-3<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Hôtel-de-Ville. Tél. : 01-42-71-09-33. De 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Jusqu'au 26 juillet. Entrée libre.

### EXPOSITIONS ÎLE-DE-FRANCE

Joël Kemmerer Maison d'art contemporain Chailly-lour, 5, rue Julien-Chailly, 94 Fresnes. Tél. : 01-46-68-58-31. De 14 heures à 19 heures ; samedi de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 18 heures ; dimanche de 10 heures à 13 heures. Fermé dimanche. Jusqu'au 27 juillet. Entrée libre. Francisco Ruiz de Infante La Ferme du Buisson, centre d'art contemporain, allée de la Ferme, 77 Noidel. Tél. : 01-64-62-77-41. De 14 heures à 19 heures et les soirs de spectacle jusqu'à 20 h 30. Fermé dimanche. Jusqu'au 6 juillet. Entrée libre.

### REPRISES

L'AMATEUR de Krzysztof Kieslowski, avec Jerzy Stuhr, Małgorzata Zabłowska, Ewa Poles, Stefan Czerwinski, Jerzy Nowak, Tadeusz Brzozowski. Polonais, 1979 (1 h 40).

VO : 14-Juillet Haute-Faillie, 6<sup>e</sup> (4). LES BELLES ET LE CLOCHARD de Hamilton Luske, Clyde Geronimi et Wilfred Jackson. dessin animé américain, 1955 (1 h 15).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1<sup>er</sup> ; VF : UGC Ciné-cité les Halles, 1<sup>er</sup> ; Gaumont Opéra I, 1<sup>er</sup> ; 01-43-12-91-40 ; Rex, 2<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; Gaumont Parissiens, 14<sup>e</sup> (4) ; Gaumont Marignan, 14<sup>e</sup> (4) ; UGC George-V, 8<sup>e</sup> ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> ; UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (4) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (4) ; 01-48-28-42-27 ; 14-Juillet sur-Seine, 15<sup>e</sup> (4) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (01-46-36-10-96) ; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (4).

LE COUPLE INVISIBLE de Norman Z. McLeod, avec Cary Grant, Constance Bennett, Roland Young, Billie Burke, Alan Mowbray, Eugene Pallette. Américain, 1937, noir et blanc (1 h 40).

VO : Action Ecoles, 9<sup>e</sup> (01-43-25-72-07) ; L'Entrepris, 14<sup>e</sup> (01-45-43-41-63). LE HASARD de Krzysztof Kieslowski, avec Bogusław Linda, Tadeusz Lomnicki, Zbigniew Zapasiewicz, Bogusław Pawelec, Marzena Trybala, Jacek Borcowski. Polonais, 1982 (2 h 02).

VO : 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (4). SANS FIN de Krzysztof Kieslowski, avec Grazyna Szapolowska, Maria Pakulnis, Aleksander Bardini, Jerzy Radziwinski. Polonais, 1984 (1 h 55).

VO : 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (4). SHOAH de Claude Lanzmann, Français, 1974/1984 (9 h 30). Le Cinéma des cinéastes, 17<sup>e</sup> (01-53-42-40-20) ; (+) Réservation au 01-40-30-20-10.

(\*\*) Films interdits aux moins de 12 ans. (\*\*) Films interdits aux moins de 16 ans. (+) Réservation au 01-40-30-20-10.

## CINÉMA

### NOUVEAUX FILMS

ANACONDA Film américain de Luis Llosa, avec Jon Voight, Jennifer Lopez, Ice Cube, Eric Stoltz, Jonathan Hyde, Karl Wührer (1 h 30).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1<sup>er</sup> ; Gaumont Marignan, 14<sup>e</sup> (4) ; UGC George-V, 8<sup>e</sup>.

BOUGE ! Film français de Jérôme Cornuau, avec Ambre Bouketa, Ophélie Winter, Patrick Bourde-Delmas, Bernard La Coq, Léa Oudier, Sami Naceri (1 h 39).

UGC Ciné-cité les Halles, 1<sup>er</sup> ; Gaumont Ambassade, 14<sup>e</sup> (4) ; 59-108 ; UGC George-V, 8<sup>e</sup> ; Paramount Opéra, 14<sup>e</sup> (4) ; 56-31 ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> ; Gaumont Gobelins Faure, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88) ; Gaumont Parissiens, 14<sup>e</sup> (4) ; Miramar, 14<sup>e</sup> (4) ; 39-17-10-00 ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (4) ; 01-48-28-42-27 ; Pathé Wepler, 14<sup>e</sup> (4) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (01-46-36-10-96) ; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (4).

LE CIEL EST À NOUS (\*) Film franco-canadien de Graham Guit, avec Romane Bohringer, Melvil Poupaud, Jean-Philippe Ecoffrey, Elodie Bouchez (1 h 30).

Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (01-40-39-99-40) ; Gaumont Opéra I, 1<sup>er</sup> (01-43-12-91-40) ; 14-Juillet Beaubourg, 3<sup>e</sup> (4) ; 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (4) ; Gaumont Ambassade, 14<sup>e</sup> (4) ; 59-108 ; UGC George-V, 8<sup>e</sup> ; Paramount Opéra, 14<sup>e</sup> (4) ; 56-31 ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> ; Gaumont Gobelins Faure, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88) ; Gaumont Parissiens, 14<sup>e</sup> (4) ; Miramar, 14<sup>e</sup> (4) ; 39-17-10-00 ; Mistral, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; Gaumont Convention, 15<sup>e</sup> (4) ; 01-48-28-42-27 ; Pathé Wepler, 14<sup>e</sup> (4) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (01-46-36-10-96) ; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (4).

CITY OF CRIME (\*) Film américain de John Irvin, avec Harvey Keitel, Stephen Gorty, Timothy Hutton, Famke Janssen, Wade Dominguez, Michael Jai White (1 h 37).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1<sup>er</sup> ; UGC Odéon, 6<sup>e</sup> ; UGC Rotonde, 6<sup>e</sup> ; UGC Champs-Élysées, 10<sup>e</sup> ; 8<sup>e</sup> ; Majestic Bastille, 11<sup>e</sup> (01-47-00-02-48) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (4) ; Majestic Passy, 14<sup>e</sup> (4) ; 01-42-24-46-24 ; CLUBBED TO DEATH (\*\*) Film français d'Yolande Zauberman, avec Elodie Bouchez, Béatrice Dalle, Roschdy Zem, Richard Courcet, Gérard Thomassin, Luc Lavandier (1 h 30).

Gaumont les Halles, 1<sup>er</sup> (01-40-39-99-40) ; Gaumont Opéra I, 1<sup>er</sup> (01-43-12-91-40) ; 14-Juillet Odéon, 6<sup>e</sup> (4).

LIBERTÉ CHÉRIE Film français de Jean-Luc Gaget, Jean-Marc Brondolo, Olivier Jahan, avec Alain Delbecq, Estelle Larrivé, Pascale Arbillot, Jacques Bonnaffé, Frédéric Pierrot, Emma de Caunes (1 h 30).

Reflet Médias, 5<sup>e</sup> (01-43-54-42-34). MENTEUR, MENTEUR Film américain de Tom Shadyac, avec Jim Carrey, Maura Tierney, Justin Cooper, Jennifer Tilly, Woosie Kurtz, Amanda Donohoe (1 h 26).

VO : UGC Ciné-cité les Halles, 1<sup>er</sup> ; UGC Odéon, 6<sup>e</sup> ; Gaumont Marignan, 14<sup>e</sup> (4) ; UGC Normandie, 14<sup>e</sup> (4). PAR AMOUR POUR GILLIAN Film américain de Michael Pressman, avec Peter Gallagher, Michelle Pfeiffer, Claire Danes, Laura Linney, Wendy Crewson, Bruce Altman (1 h 33).

VO : UGC Forum Orient Express, 1<sup>er</sup> ; Espace Saint-Michel, 1<sup>er</sup> (01-44-07-02-39) ; Elysées Lincoln, 9<sup>e</sup> (01-43-96-36-14) ; Sept Parmissiens, 14<sup>e</sup> (4) ; 01-43-20-32-20.

PASSAGE DES HOMMES LIBRES Film franco-vénézuélien de Luis Armando Roche, avec Roy Oupis, Christian Vadim (1 h 35).

VO : Latina, 8<sup>e</sup> (01-42-78-47-88). PORTRAITS CHINDIS Film français de Martine Ougousson, avec Helena Bonham-Carter, Romane Bohringer, Marie Trintignant, Elsa Zylberstein, Yvan Ahtal, Sergio Castellito (1 h 50).

UGC Ciné-cité les Halles, 1<sup>er</sup> ; UGC Odéon, 6<sup>e</sup> ; Saint-Lazare-Passquier, 8<sup>e</sup> (01-43-87-35-43) ; 14-Juillet Bastille, 11<sup>e</sup> (4) ; Les Nation, 10<sup>e</sup> (01-43-43-04-67) ; Gaumont Gobelins Faure, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88) ; Gaumont Parissiens, 14<sup>e</sup> (4) ; 59-108 ; UGC George-V, 8<sup>e</sup> ; Paramount Opéra, 14<sup>e</sup> (4) ; 56-31 ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> ; Gaumont Gobelins Faure, 13<sup>e</sup> (



## COMMUNICATION

LE MONDE / VENDREDI 27 JUIN 1997

**PRESSE** Pour la première fois de son histoire, le groupe Desfossés International a enregistré au mois d'avril des résultats positifs. Le nouveau responsable de ce secteur

presse du groupe LVMH, Fabrice Larue, s'est efforcé de vendre des actifs déficitaires, comme le quotidien *L'Agefi*, et de développer la publicité dans les autres titres. ● GRÂCE à

une nouvelle formule lancée à l'automne 1996, *La Tribune* a augmenté ses ventes de 7,6 % et prévoit de les accroître encore. ● CETTE augmentation des ventes du second

quotidien économique français a lieu alors que la diffusion globale de la presse a tendance à stagner selon Diffusion-Contrôle. Parmi les plus fortes augmentations des

ventes enregistrées en 1996 figurent *L'Equipe* et *L'Evénement du jeudi*. Les magazines destinés aux enfants voient aussi leur diffusion augmenter

## Desfossés International annonce être sur la voie du redressement

PDG du groupe depuis moins d'un an, Fabrice Larue a réussi à rétablir les comptes. Les ventes du quotidien « La Tribune » et de l'hebdomadaire « Investir » ont augmenté, tandis qu'il se délestait du journal financier « L'Agefi », source de pertes importantes

LA FILIALE presse du groupe LVMH, Desfossés International, sort du rouge. « Pour la première fois de son histoire, le groupe Desfossés International a enregistré au mois d'avril des résultats positifs », souligne Fabrice Larue, PDG du groupe depuis septembre 1996. Il est en mesure de remplir l'objectif fixé par Bernard Arnault, daos *Le Monde* du 21 mars : « Cette société fera des bénéfices en 1997. » Ces bénéfices devaient cependant être moins importants que prévu : « Le changement de gouvernement peut entraîner un coup de frein sur les privatisations, ce qui risque d'entraîner une baisse des recettes publicitaires », explique Fabrice Larue. Desfossés International est organisé autour de trois pôles : un quotidien, *La Tribune*, deuxième quotidien économique français après *Les Echos* ; un hebdomadaire, *Investir*, et une filiale électronique, *Victoire Télématique*, devenue *Victoire Multimédia*. Le groupe a cédé à son ancien directeur général, Philippe Micoulet, le quotidien financier, *L'Agefi*, qui était une des principales sources de pertes de Desfossés International.

En 1994, le groupe affichait pour Desfossés International et *Investir* un déficit de 58 millions de francs. Celui-ci était de 38 millions en 1995 et de 35 millions en 1996, sur un chiffre d'affaires d'environ 450 millions de francs. En 1996, *L'Agefi* a perdu encore 15 millions de francs, tout comme *La Tribune*, dont le déficit était au même niveau qu'en 1995, alors que le budget prévoyait un résultat d'explo-

tatino négatif de 10 millions. Le quotidien économique a prévu un déficit de 6 millions de francs pour 1997.

Veron de Radio-Nostalgie, en septembre 1996, Fabrice Larue avait pour mission de rétablir les comptes. C'est chose faite, notamment avec la cession de *L'Agefi*. Par ailleurs, avec Elisabeth Descombes, veuve de NRJ, à la direction générale, une politique publicitaire agressive a été menée. Enfin, la direction serre les comptes et le groupe, qui était installé sur trois sites rue Notre-Dame-des-Victoires, à Paris, se

concentre sur deux immeubles. Les journalistes semblent faire le gros dos, avec un léger sentiment de malaise et une vigilance accrue à l'égard des éventuelles pressions de l'actionnaire. Les relations sont tendues, sans qu'il n'y ait eu de véritable écart depuis l'arrivée de Fabrice Larue.

### « RÉSULTATS PROMETTEURS »

La rédaction de *La Tribune* a été placée sous la responsabilité d'Ivan Leval, directeur de l'imprimerie, bientôt secondé par un nouveau directeur de la rédaction, Philippe Mudry, veau du *Figaro*.

**Economie.** Une nouvelle formule du quotidien, préparée de longue date, a été lancée à l'automne 1996. Elle a donné de bons résultats, selon Fabrice Larue, pour qui « les résultats du premier trimestre sont prometteurs », avec une augmentation des ventes en kiosque de 7,6 %. Fabrice Larue prévoit une augmentation de la diffusion payée de 10 % au premier semestre par rapport à la même période en 1996. Cette année-là, la diffusion totale a été de 72 125 exemplaires.

*La Tribune* a enfin lancé, en janvier, une édition Méditerranée, qui

a permis une augmentation des ventes en kiosque de 15 % jusqu'à la fin avril. « On va continuer l'expérience jusqu'à la fin de l'année », explique Fabrice Larue, et on décidera peut-être ensuite de faire des éditions dans d'autres régions. Nous devons cultiver nos différences. *La Tribune* réalise 51 % de sa diffusion en province. »

*Investir* a également lancé une nouvelle formule, en mars, qui lui a permis de dépasser les 100 000 exemplaires, contre 93 281 exemplaires en 1996. Enfin, la rentable filiale *Victoire Télématique* est devenue *Victoire Multi-*

média et poursuit sa croissance. « On va se développer dans le multimédia, par croissance interne ou par acquisition », explique Fabrice Larue.

Homme de radio, après avoir commencé sa carrière dans les journaux gratuits, Fabrice Larue a fait la découverte de la presse écrite d'informations et de son économie difficile : « Dans ce secteur, quand on augmente le chiffre d'affaires, les coûts industriels augmentent en même temps, alors qu'en radio, au-delà d'un certain seuil, quand le chiffre d'affaires progresse, c'est la marge qui progresse. » Sans parler des coûts imprévus, comme la hausse des tarifs postaux, même si, ce qui concerne *La Poste*, le plus préjudiciable lui semble moins être le prix payé que le manque de qualité : « Un abonné doit avoir le journal avant 9 heures du matin. » Il compte développer le portage à domicile pour améliorer cette forme de diffusion des journaux. « On consolide, on développe le multimédia, on verra s'il y a des progrès après. C'est une belle ambition de maintenir la rentabilité. C'est un exercice difficile d'équilibrer les comptes des journaux », conclut Fabrice Larue. Il a franchi plusieurs étapes, mais la question reste posée sur la volonté de Bernard Arnault dans le secteur de la presse. Se développer ou se désengager ? La consolidation des comptes pouvant être un préalable à la vente de l'ensemble du pôle presse, dans lequel il a perdu de l'argent.

Yves-Marie Labé

Alain Sallès

## « L'Equipe » affiche la plus forte progression des quotidiens nationaux en 1996

**DIFFUSION CONTRÔLE** - nouveau nom de l'Office de justification de la diffusion, OJD - a décerné, mercredi 25 juin, ses « Etoiles 1997 », qui récompensent les journaux ayant enregistré les plus fortes hausses de leur diffusion payée en France. C'est traditionnellement l'occasion pour cette association tripartite regroupant journaux, annonceurs et publicitaires de dresser le tableau de l'année écoulée, à partir des 847 titres membres de l'organisme qui préside le publicitaire Xavier Dordor.

Diffusion Contrôle indique ainsi, sur la base de son Observatoire de l'écrit, que l'année 1996 a été celle d'une certaine « stagnation », même si des familles de presse (journaux sportifs, revues masculines et de charme, presse pour enfants et, dans une moindre mesure, hebdomadaires de programmes de télévision) réalisent des scores honorables.

La recomposition du paysage médiatique - apparition des chaînes thématiques, impor-

tance croissante des services on line et d'internet, etc. - incitent les éditeurs à parler sur le dynamisme et sur les atouts de l'écrit, ainsi que sur un contrôle accru de la diffusion des titres, offrant ainsi une « transparence » et une meilleure efficacité vis-à-vis des publicitaires et des annonceurs.

### DIFFUSION TOTALE EN BAISSE

Toutefois, la diffusion totale payée de la presse grand public en France (ventes en kiosques et abonnements de l'ensemble des titres, qu'ils soient quotidiens ou périodiques) a baissé de 0,22 % en 1996 par rapport à 1995. La diffusion totale payée de la presse quotidienne a baissé, quant à elle, de 1,40 % : les quotidiens nationaux ont certes enregistré une hausse de leur diffusion payée de 0,31 %, mais celle des régionaux et départementaux a décliné de 2,06 %. En moyenne, en 1996, la diffusion totale (France plus étranger) des 12 titres nationaux a été de 2 618 548 exemplaires par numéro, celle des 54 titres

régionaux et départementaux de 5 912 016 exemplaires.

En presse quotidienne, pour les journaux diffusant à plus de 100 000 exemplaires, *L'Equipe* a été récompensée pour l'augmentation de ses ventes (371 606 exemplaires en moyenne en 1996, soit 8,85 % de plus qu'en 1995). Pour les moins de 100 000 exemplaires, c'est *Le Quotidien de la Réunion* (+ 7,75 %) qui a été récompensé.

En presse magazine, les deux lauréats sont *L'Evénement du jeudi* (+ 30,18 %) dans la catégorie des plus de 100 000 exemplaires et *L'Affiche* (+ 48,01 %) pour les moins de 100 000. Du côté de la presse hebdomadaire régionale (PHR), *L'Echo du Berry* est récompensé pour sa progression de 17,35 %. En presse technique et professionnelle, deux titres ont aussi été distingués : *Informatique Magozine* (+ 41,70 %) et *Décision Environnement* (+ 37,57 %).

## Opérations « coups de poing » et tensions dans la presse

LE CONFLIT opposant une minorité de salariés des Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP), membres du Livre CGT, à la direction de l'entreprise de messagerie s'est traduit, depuis dix jours, par quatre opérations « coups de poing » dans plusieurs imprimeries ou centres de distribution de la région parisienne, perturbant gravement la fabrication et la distribution des journaux.

La dernière opération a été l'intrusion d'une centaine de militants du Livre CGT, mercredi 25 juin, dans les locaux de Bayard-Routage Poste (BRP) filiale de routage de Bayard Presse à L'Hay-les-Roses, Val-de-Marne. Ils y ont détruit 300 000 exemplaires de journaux selon la direction de Bayard Presse : 150 000 du groupe *Prisma Presse* (*Femme actuelle*, *Capital*, *Géo*), 135 000 de Bayard Presse (*Prions en église*, *Notre temps*, *Le Chasseur français* et *Phosphore*) et 16 000 d'Hachette. « L'agression a

été commise par un commando armé de motrques », a indiqué le groupe de presse catholique. Selon des témoignages, les manifestants ont déclaré « récupérer le travail pris aux NMPP ».

« Les menaces, les violences physiques sur les personnes, le sabotage de publications destinées principalement aux abonnés ne constituent jamais des arguments », a protesté Bayard Presse dans un communiqué. Il s'agit en fait d'une prise d'otage, BRP n'étant ni de près ni de loin, lié aux négociations ou aux conflits actuels entre les NMPP et le syndicat du Livre. »

Il s'agit de la quatrième opération de ce type menée par des membres du Syndicat du Livre. Ils protestent contre le projet de modernisation des NMPP dans différents centres de distribution, notamment de la presse magazine (*Le Monde* du 21 juin). Les militants sont issus pour la plupart du centre de Rungis, et leur action ne recueille pas la totale adhésion du

Comité intersyndical du Livre parisien CGT. Prévue dans le cadre de la restructuration des NMPP et acceptée en janvier par les représentants du Livre CGT, la mise en place d'une équipe unique - au lieu de deux actuellement - dans deux centres de tri et d'expédition ou lie-de-France a été fixée par les NMPP au 7 juillet.

Des membres du Livre CGT avaient mené, vendredi 20 juin, une opération visant la distribution de magazines, et notamment de *Télé 7 jours*, titre-vedette d'Hachette, l'opérateur des NMPP. Plus de 150 000 exemplaires de *Télé 7 jours* et 80 000 exemplaires du *Pigro-Magazine* avaient été détruits ou bloqués dans les locaux d'un transporteur privé à Fontenay-le-Vicomte (Essonne). Selon des témoins, une centaine de personnes avaient basculé dans du matériel de chargement les palettes contenant des exemplaires.

La semaine dernière, des militants du Livre avaient perturbé la

parution de la plupart des quotidiens parisiens du matin en investissant trois imprimeries, le 18 juin. Le lendemain, l'imprimerie du *Monde*, à Ivry-sur-Seine, avait également été bloquée, ce qui avait empêché la fabrication du quotidien et sa distribution.

Ce conflit a lieu alors qu'en province le Livre CGT s'affronte à la direction du Livre. Le syndicat bloque depuis le début de la semaine la sortie de la nouvelle formule du journal montpelliérain, tant que ses revendications en termes d'emploi et d'augmentation salariale ne sont pas satisfaites. Quant au *Parisien* et à *L'Equipe*, ils n'ont pas paru jeudi 26 juin, à la suite d'une grève des rotativistes de la CGT, liée à la construction d'une nouvelle imprimerie à Saint-Ouen. La direction indique que cette grève n'est « absolument pas justifiée, aucune menace ne pesant sur leur emploi ou leur statut ».

Y.-M. L.

## L'INA souffre des restrictions budgétaires de la télévision publique

POUR l'Institut national de l'audiovisuel (INA), présenter des résultats en équilibre pour l'année 1996, comme l'a fait son président Jean-Pierre Teyssier, mardi 24 juin, relève du tour de force. La décision de TF1 de se passer des services de l'INA a brutalement privé l'entreprise de 30 millions de francs de recettes. « Un tel choc aurait été fatal à une entreprise pri-

vé », diagnostique M. Teyssier. Le chiffre d'affaires 1996 (614 millions de francs) est pourtant resté stable, principalement grâce à une augmentation de la redevance (270 millions contre 234 millions de francs), dont la part s'établit à la même hauteur que les ressources commerciales. L'exercice dégage finalement un résultat net de 3,3 millions de francs, en augmentation de 27 %.

Le désengagement de TF1 a accéléré la mise en route du projet INA 2000, destiné à restructurer l'entreprise en vue de la « conquête de nouveaux clients » (*Le Monde* du 8 février). La nouvelle organisation est trop récente pour que ses effets soient déjà sensibles. L'année 1997 sera difficile, en raison des restrictions budgétaires dont souffrent les chaînes de télévision publiques, mais aussi parce que, selon Jean-Pierre Teyssier, « *La Cinquième* est gelée depuis six mois » du fait du projet de fusion avec Arte et du départ de

Jean-Marie Cavada et de son équipe dirigeante. Or cette chaîne a acheté 49 % des émissions intégrales vendues par l'INA en 1996.

Les difficultés des télévisions publiques incitent donc l'Institut à faire porter son effort de « redéploiement commercial » sur la fourniture de programmes (en intégral ou en extraits) aux nombreuses chaînes thématiques générées par l'avènement de la technologie numérique.

### REDÉFINIR DES RÈGLES

Pour son activité de formation, l'INA souffre aussi de la rigueur budgétaire de l'audiovisuel public. « Les deux tiers de nos clients pour la formation sont privés. Notre formation est l'une des meilleures d'Europe pour les nouvelles technologies. Nous venons de remporter un appel d'offres pour TF1 ainsi que pour la Commission des communautés européennes », déclare Jean-Pierre Teyssier, en s'étonnant de l'image obsolète qui colle à la

peau de l'Institut dans la télévision de secteur public.

Le patron de l'INA souhaite donc, pour 1997, un « accompagnement de l'Etat » sous deux formes : « un rappel aux règles du jeu des chaînes publiques en matière de formation » et que « les règles de l'archivage public soient étendues à *La Cinquième* et à *La Sept-Arte* ». Cette dernière obligation ne figurait pas dans le projet de loi sur l'audiovisuel dont la discussion a été interrompue par la dissolution anticipée de l'Assemblée nationale.

Enfin, les responsables de l'INA envisagent déjà de demander à l'Etat une rallonge de 10 millions de francs de la redevance, en 1998, afin de rester à la pointe des technologies pour la restauration et la numérisation des archives. « C'est un patrimoine dont il est propriétaire », justifie Jean-Pierre Teyssier.

Jean-Jacques Bozonnet

## La chaîne américaine Cartoon

### bientôt conventionnée par le CSA

CARTOON NETWORK, chaîne thématique pour les enfants de l'Américain Ted Turner, devrait prochainement être conventionnée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), a indiqué, mercredi 25 juin, le président de l'organisme de régulation, Hervé Bourges, au Salon Multimédia. Selon lui, la chaîne devra « faire la preuve de son conventionnement en Grande-Bretagne » pour que « ses programmes puissent être légitimement repris sur le câble français ». La nouvelle directive « Télévision sans frontières » permet à un programme conventionné dans un Etat membre de l'Union de l'être automatiquement dans les autres pays européens. Cartoon, bien qu'elle ne respecte pas les quotas d'œuvres européennes, doit être conventionnée en Grande-Bretagne grâce à une procédure particulière à la loi britannique. « Rien ne s'opposera plus désormais à la reprise des chaînes émisses depuis un autre Etat de l'Union européenne, même s'il s'agit de programmes décalés », a estimé M. Bourges. Le CSA avait refusé le conventionnement de Cartoon, en 1994, pour non-respect des quotas (*Le Monde* du 24 mai).

### DÉPÊCHES

■ **NUMÉRIQUE** : Shalom Channel, « première chaîne de télévision juive diffusée par câble et satellite », sera lancée en 1998. Télévision généraliste, Shalom Channel sera retransmise simultanément en analogique et en numérique. Le budget annuel de la chaîne, contrôlée par Network Television International (NTI), s'élève à 80 millions de francs. Shalom Channel, basée à Paris, Londres et Jérusalem, espère 50 000 abonnés par câble et satellite à la fin 1998.

■ **CÂBLE** : Histoire, chaîne thématique par câble et satellite, contrôlée par La Sept/Arte, France Télévision, l'Institut national de l'audiovisuel, France Télécom et des investisseurs privés, sera reprise sur les réseaux câblés de la Lyonnaise Câble. Lancée le 14 juillet, Histoire sera diffusée sur le canal 21 à la place de la version câble de La Cinquième, a annoncé, mercredi 25 juin, le câble-opérateur.

■ **TÉLÉVISION** : la majorité des journalistes de la rédaction de Télésonne, chaîne locale de l'Essonne, sont en grève depuis mardi 24 juin. Ils s'opposent à la suppression d'un poste de journaliste et à la transformation de celui de directeur de l'information en directeur de production. Paul Lorient, sénateur-maire (MDC) des Ulis, président de Vidéocable 91, société anonyme d'économie mixte locale mettant en œuvre Télésonne, a notifié, par courrier, la « mutation » de la directrice de l'information. Un « refus éventuel conduirait à un licenciement économique », a ajouté M. Lorient. Télésonne, diffusée sur onze villes du département, rassemble 30 000 abonnés.

### RÉSULTATS GRANDES ÉCOLES

**Concours passerelle**  
**ESC PAU - ESC AMIENS - ESC NICE**  
Admission : 27 juin

**ESC TOULOUSE**  
Admissibilité : 27 juin

## 3615 LEMONDE

### LATREILLE

SPÉCIALISTE DES TRÈS BEAUX VÊTEMENTS

## soldes d'été

QUALITÉ IRREPROCHABLE  
PRIX EXCEPTIONNELS

62, rue St André-des-Arts, 6<sup>e</sup>  
Tél. 01 45 26 44 10  
PARIS 6 - METRO : 4 - JUS MINGES



## Rentrer maison

par Jacques Buob

IL Y EUT DEUX enterrements, mercredi soir, au journal de TF 1. Un vrai, celui du commandant Cousteau, et un autre, d'un genre différent, car l'intéressé, Dieu merci, est toujours vivant. Souvenez-vous, Jacques Pradel, l'affaire des extra-terrestres de Roswell. L'animateur avait fait ses choux gras de cette histoire de vaisseau spatial habité tombé un jour de 1947 dans le désert du Nouveau-Mexique. Plus fort, il présentait le film de l'autopsie d'un petit personnage aux yeux démesurés, sans nez et sans cheveux, qui aurait été effectué dans le plus grand secret par les services secrets US peu après la surprenante découverte. Des chirurgiens virent tout de l'autentique. L'affaire fit scandale. Même à TF 1, une si étrange révélation causa de l'émotion. On demanda à Pascal Bréguet, la productrice, de diligenter une contre-enquête, dont les résultats restèrent confidentiels. Roswell scella en tout cas le sort de Jacques Pradel (qui plaide la naïveté), et eut son rôle dans le changement d'orientation de TF 1, désormais, comme on sait, « en quête de sens ».

Le ministère américain de la défense avait décidé de rendre publique sa version des faits, on attendait avec une certaine curiosité de voir comment ce délicat sujet serait traité au JT de 20 heures. Poivre d'Arvor commença, comme il se devait, par la mort du « Français le plus connu au monde », avec extraits du *Monde du silence*, la valse de Jojo-le-mérou et le témol-

gnage de Nicolas Hulot. Il passa à un reportage sur les moniteurs de colo traumatisés par les affaires de pédophilie, puis aux difficultés rencontrées par les magistrats pour organiser le procès Papon. Après la destruction à la dynamite d'un immeuble de dix-huit étages à Meaux (Seine-et-Marne), Poivre aborda l'accident de la station Mir, ce qui lui offrait une liaison élégante avec « l'affaire ».

Ce fut ciselé. « Le mystérieux incident de Roswell, dit-il, a peut-être été élucidé par un rapport de l'armée de l'air américaine. Il y a cinquante ans, un élève affirmait avoir vu les restes d'un vaisseau spatial, ce qui avait donné naissance à une légende souvent véhiculée (sic). Selon l'US Air Force, les soucoupes étaient des cibles radars, et les extra-terrestres des mannequins. » Il donna ensuite la parole à Ulysse Gosset, correspondant aux États-Unis. Celui-ci expliqua que les mannequins étaient chargés de tester les conséquences d'une éjection en vol et que des erreurs de calcul les ont fait atterrir hors du périmètre militaire. La guerre froide interdisait de faire allusion à ces tests, d'où « les témoignages et les controverses (re-sic) ». Mais, conclut le correspondant, « un demi-siècle plus tard, après des dizaines de livres, de films (re-sic) et documents controversés, Roswell reste une attraction touristique ». Archives, extraits de la conférence de presse du porte-parole de l'armée et quelques témoignages illustraient le sujet. Deux minutes, montre ou main, pour tourner, avec discrétion mais efficacité, la page Pradel.

## Frère Cadfael est de retour

Le moine de Shrewsbury, héros des romans d'Ellis Peters, revient sur Canal Plus pour deux nouvelles enquêtes criminelles inédites

HEUREUSE surprise de ce début d'été : « Cadfael » est de retour sur Canal Plus après un an d'absence. Le sympathique moine bénédictin de l'abbaye de Shrewsbury enfila à nouveau sa robe de bure et ses sandales pour deux nouvelles enquêtes inédites à la télévision française. La chaîne cryptée en profite pour offrir une session de rattrapage à ceux qui ignoraient encore cette savoureuse série télévisée des polars médiévaux de la romancière anglaise (décédée en 1995) Ellis Peters. Les huit épisodes découverts à l'été 1996 sont rediffusés les dimanches après-midi (vers 16 h 40), de 29 juin au 31 août, tandis que les deux inédits ont l'honneur de la première partie de soirée des vendredis 27 juin et 4 juillet.

L'actio du *Lépreux de Saint-Gilles* se déroule essentiellement à l'abbaye de Shrewsbury, au début du XII<sup>e</sup> siècle, et constitue une bonne entrée en matière pour ceux qui découvrent la série. On y retrouve frère Cadfael (Derek Jacobi, tonsuré de fratre), et son acolyte le shérif adjoint Hugh Beringar (Sean Pertwee), appliqués à résoudre une affaire criminelle peu ordinaire. Résumons. Le haron Huo de Domville et la jeune Iveta de Massard arrivent à l'abbaye de Shrewsbury pour s'y marier. Leur alliance résulte d'un marché passé entre le baron, homme âgé et stérile, et les tuteurs de la jeune fille, héritière d'une grande fortune. Mais la belle est amoureuse d'un jeune homme, Joscelin, écuyer du baron de Domville. Le jour des nocces, Huo de



Domville est retrouvé mort, égaré après une chute de cheval. Joscelin est soupçonné d'être responsable du crime, et poursuivi. Cadfael ne croit pas à la culpabilité du jeune homme et va tout faire pour prouver son innocence et débusquer le vrai coupable.

L'intrigue est habilement ficelée, l'histoire riche en rebroussements, mais, comme d'habitude, c'est sur Cadfael que se focalise l'attention. Chacun des épisodes est en effet l'occasion d'en savoir un peu plus à propos de cet homme hors du commun, un passé plus que mystérieux. Dans *Le Lépreux de Saint-Gilles*, celui que les autres moines considéraient essentiellement pour

ses talents d'herboriste et sa capacité à concocter tisanes et oignons révèle qu'il fut croisé avant de choisir la vie monacale, et qu'il combattit contre les Fatimides lors de la bataille de Jérusalem.

On devine aussi que, dans une autre vie, il approcha les femmes. « Vous êtes un drôle de moine », s'exclame Joscelin, étonné que Cadfael comprenne « si bien » sa passion pour Iveta. « Avez-vous été marié ? », ose le jeune homme. « Non, mon expérience de la vie n'a jamais été jusque-là », répond le moine. Drôle de moine en effet qui, s'il ne convola jamais en justes nocces, fut amoureux d'une femme dont il eut un enfant. Replié dans

un monastère, il n'en est pas moins resté curieux des hommes. Passionné par les fleurs et les plantes - « mon jardin, c'est un peu mon Eden personnel » -, il use de sa connaissance de la médecine et de la nature pour mener ses enquêtes avec une minutie et une précision dignes de Sherlock Holmes.

Qui mieux qu'une romancière anglaise aurait pu donner vie à un tel personnage ? C'est en 1977 qu'Ellis Peters (de son vrai nom Edith Mary Fargeton), ancien officier qui fut préparateur en pharmacie avant de se lancer dans l'écriture de romans policiers, imagina ce moine herbivore héros d'aventures historico-criminelles au cœur du XII<sup>e</sup> siècle. Le premier livre où Cadfael apparaît, inspiré de l'histoire mouvementée des reliques de sainte Winifred, connut un succès international, encourageant la romancière à entreprendre une série. Vingt aventures et trois courts récits sont parus, traduits en vingt langues. Seules dix histoires ont pour le moment été adaptées à la télévision. Trois autres seront tournées en Grande-Bretagne en 1998, que l'on découvrirait probablement en 1999 de ce côté-ci de la Manche.

Sylvie Kerviel

\* « Cadfael » : *Le Lépreux de Saint-Gilles*, Canal Plus, vendredi 27 juin à 20 h 45 (rediff. mercredi 2 juillet à 15 h 10) ; *La Foire de Saint-Pierre*, vendredi 4 juillet, à 20 h 35 (rediff. mercredi 9 à 15 h 15).

### TF 1

**20.45 JULIE LESCAUT**  
Week-end.  
Série O de Marion Sarraut, avec Véronique Genest, Jérôme Anger (105 min).  
Pendant son week-end, Julie découvre le cadavre du propriétaire d'un club vidéo. Son enquête la conduit sur une filière de la drogue...  
**22.30 L'INNOCENCE ARMÉE**  
Téléfilm O de Jack Bender, avec Gérard Philipe, Kate Jackson (100 min).  
0.10 Les Rendez-vous de l'entreprise.  
Magazine présenté par Jean-Marc Sylvestre.  
0.40 et 1.20, 2.00, 3.00, 4.00, 4.40 TF 1 nuit.  
0.50 Cas de divorce. Série.  
Lambert contre Lambert.  
1.30 et 2.10, 4.15, 5.10 Histoires naturelles. Documentaire. 3.30 Cade à la dérive. Série. (RBF) (rediff.). 4.30 Musique. Concert (20 min).

### France 2

**20.55 ENVOYÉ SPÉCIAL**  
Magazine.  
Spécial 300<sup>e</sup> émission (105 min).  
Pour fêter la trois centième d'« Envoyé spécial », cinq personnalités du petit écran ont choisi un reportage qu'ils commentent : « Dis-moi Celine » (Paul Amant), « Pluie de feu » (Christophe Ballester), « Silence, on tue » (Michel Field), « Un château de rêve » (Georges Pernoud) et « Le Pan dans le texte » (Laure Adler).  
0.00 Expression directe. CCNVE.  
0.05 Au bout du compte.  
0.10 Journal. Bourne. Métro.  
0.30 Le Cercle de minuit. Magazine. Best of (120 min).  
20.0737  
2.30 Football : La Coupe America : Brésil-Honduras. 12 h 15. 2.30 24 heures d'infos. 4.30 Métro 2. 4.40 Stratégie du silence. Documentaire. 5.05 Maman. Dessin animé. C'est la chanson. 5.15 Chip et Charly. Dessin animé. La rivière de diamants (25 min).

### France 3

**20.50 ANGÉLIQUE, MARQUISE DES ANGES**  
Film de Bernard Borderie, avec Michelle Merle (194, 120 min).  
0.00 Journal. Métro.  
**23.25 NEW YORK DISTRICT**  
Film de David Twohy.  
Série de Hélène Houd, avec Paul Sorvino, Christopher Noth (45 min).  
0.10 Saga-Cités. Magazine. Sarcasme, 1997 après J-C (rediff., 30 min).  
0.40 Espace francophone. Florilège en hommage aux 15 ans du magazine (2/2) (30 min).  
22.31758  
1.15 La Grande Aventure de James Ouellet. Feuilleton. La collision. 2.05 Musique. Concert (20 min).

### Arte

**20.40 SOIRÉE THÉMATIQUE : AMERICA LATINA, GUÉRILLAS EN AMÉRIQUE LATINE**  
Soirée présentée par Hervé Claude.  
20.45 Histoire de guérillas.  
De Zapata aux zapatistas, documentaire de Gérard Chailand et Jérôme Kanapa (1997, 60 min).  
21.45 Enlèvement au Salvador. Documentaire de Niza Kakosalos (1994, 55 min).  
22.40 Venezuela : les guérilleros au pouvoir. Documentaire de Miguel Cortés (1997, 55 min).  
23.35 La Fille du puma. Film d'Ulrich Hübner et Asa Faringer, avec Angeles Cruz, Erika Carillo (1994, v.o., 90 min).  
1.05 Music Planet : 500 Making Sense. Film documentaire de Jonathan Demme (1984 ; rediff., 120 min).  
2.25 Tracks. Spécial Michael Jackson (rediff., 30 min).

### M 6

**20.45 GRAINES DE STAR**  
La sélection des finalistes.  
Diversément présenté par Laurent Boyer et Yves Lecoq.  
Invités : Marc Fely, Richard Anconina (145 min).  
**23.10 ANNIHILATOR**  
Téléfilm O de Michael Chapman, avec Susan Blakesley (100 min).  
Un homme poursuivi par la police se réfugie chez une femme qui vit seule depuis le départ de son mari.  
0.50 Fréquentastor.  
Emilzon présentée par Laurent Boyer.  
Yves Lecoq.  
0.50 M 6.  
1.45 Best of trash. 2.45 E = M 6 (rediff.). 3.15 Jazz 6. Magazine. 4.35 Spécial plus vite que la musique. La France au top (rediff.). 4.40 Faites comme chez vous. Magazine (rediff.).

### Canal +

**20.35 LES MAÎTRES DU MONDE**  
Film de Geoff Murphy, avec Steven Seagal, Katherine Heigl (1994, v.o., 94 min).  
0.05 Mémoires d'immigrés, l'héritage maghrébin. Documentaire de Yasmine Bengueloul (135 min).  
Deux ans de travail pour faire parler les pères, les mères, les enfants. Des tragédies, des bouffées de vie. A ne pas manquer.  
**23.10 PIÈGE À GRANDE VITESSE**  
Film de Cliff Smith, avec Steven Seagal, Katherine Heigl (1994, v.o., 94 min).  
0.05 Mémoires d'immigrés, l'héritage maghrébin. Documentaire de Yasmine Bengueloul (135 min).  
Deux ans de travail pour faire parler les pères, les mères, les enfants. Des tragédies, des bouffées de vie. A ne pas manquer.

### Radio

**France-Culture**  
20.30 Lieux de mémoire. Les châteaux de la Loire.  
21.32 Fiction : Le Théâtre des poètes. William Butler Yeats.  
22.40 Nuits magiques.  
0.05 Du jour au lendemain. 0.45 Les Clapiers du music-hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).  
**France-Musique**  
20.00 Concert de jazz. Concerts de jazz.  
Présences 97. Donné le 13 février, salle Olivier Messiaen, à Radio-France, par les Solistes de l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Patrice Caratini : La Rivière de glace, de Carlos Marín, dir. Patrice Caratini, de Alvin avec le trio Cesarus Alvin, piano, Eddie Gomez, contrebasse, Dudu Fursica, batterie. Festival de jazz de Grenoble. Donné le 19 mars, au Musée de Grenoble, par l'Orchestre régional de jazz Rhône-Alpes, dir. Gil Leshner. Musique de Wheeler, Eric Le Lann, trompettes. Concert donné le 24 avril, au studio Charles Trenet, de Radio-France, à Paris, par le Sextette de Jean-Louis Chautemps : Œuvres de Nizkor.  
22.30 Musique plurielle.  
23.07 Histoire de disques.  
0.00 Triage nocturne. 1.00 Les Nuits de France-Musique.  
**Radio-Classique**  
20.40 Les Soirées.  
Chaput enregistré le 8 janvier, à la Salle Pleyel, par Leon Fleisher et l'Orchestre de Paris, dir. Carlo Maria Cini, Œuvres de Brahms.  
22.35 Les Soirées. (suite). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

**ABONNEMENT VACANCES**

**Ce n'est vraiment pas le moment de vous passer du Monde**

**Abonnez-vous !**

☐ OUI, je souhaite m'abonner au Monde pendant mes vacances (en France métropolitaine uniquement).

Je choisis la durée suivante : 701 MQ 005

☐ 2 semaines (13 N°) : 91 F ☐ 2 mois (52 N°) : 360 F

☐ 3 semaines (19 N°) : 126 F ☐ 3 mois (78 N°) : 536 F

☐ 1 mois (26 N°) : 181 F ☐ 1 an (312 N°) : 1 890 F

► Je joins mon règlement soit : F par

☐ Chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde

☐ Par carte bancaire N° \_\_\_\_\_

Date de validité \_\_\_\_\_ Date et signature obligatoires \_\_\_\_\_

► Mon adresse en vacances : du \_\_\_\_\_/07/ au \_\_\_\_\_/07/

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_

► Mon adresse habituelle : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_

vous pouvez également vous abonner sur 3615 LE MONDE code ABO

\* Pour l'étranger nous consulter

Bulletin à renvoyer au plus tard 12 jours avant votre départ à : LE MONDE services abonnés 24, avenue de la République - 93446 Châteaufort Cedex - Tél. : 01 47 37 37 00

### TV 5

**20.00 Travelling avant**  
Film de Jean-Charles Tacchella (1987, 115 min).  
22.00 Journal (France 2).  
22.35 C'est à dire. Magazine.  
France 2 du 23/07/97.  
0.00 Courants d'art. Magazine.  
0.30 Soir 3 (France 3).

### Planète

**20.35 Salgado.**  
21.25 Jura sauvage. (2/2).  
22.10 Carnets de prison.  
0.00 L'École buissonnière. Film de Jean-Paul Le Chanois (1948, N., 110 min).  
22.20 Gaspard de Besse. Film d'André Hugon (1995, N., 100 min).  
0.00 Le Club. Invité : Jacques Reebol.  
1.15 Cette nuit ou jamais (Tonight or Never). Film de Mervyn LeRoy (1951, N., v.o., 90 min).  
4713231

### Animaux

**20.00 Le Monde des reptiles.**  
20.30 Daphnia mon venin.  
21.00 Le Monde sauvage. Le mécanisme de survie.  
21.30 Flipper le dauphin. Dauphin en poursuite.  
22.00 Birds of Paradise. Paradis exotique.  
23.00 Les Céants de Ningaloo.

### Paris Première

**20.00 et 0.10 20 h Paris Première.**  
Magazine.  
21.00 Indiscret. Film de Stanley Donen (1954, v.o., 105 min).  
22.45 Stars en stock. Ingrid Bergman.  
23.15 Beatles Go Baroque. Concert. Direction musicale : Peter Breiner (35 min).  
15617626

### France Supervision

**20.30 Soir de première.**  
Pièce de théâtre de Michel Canny. Avec Françoise Préost (75 min).  
21.45 L'île angélique. D'Alain Jomy.  
23.05 Trio Amadei. Concert enregistré au Palais de Côme (60 min).  
76042510

### Ciné Cécil

**20.30 L'École buissonnière**  
Film de Jean-Paul Le Chanois (1948, N., 110 min).  
22.20 Gaspard de Besse. Film d'André Hugon (1995, N., 100 min).  
0.00 Le Club. Invité : Jacques Reebol.  
1.15 Cette nuit ou jamais (Tonight or Never). Film de Mervyn LeRoy (1951, N., v.o., 90 min).  
4713231

### Ciné Cinémas

**20.30 Le Vent de la plaine**  
Film de John Huston (1959, 120 min).  
22.30 Before the Rain. Film de Milcho Manchevski (1994, v.o., 110 min).  
0.20 La Putain du roi. Film d'Asaf Capri (1990, 130 min).  
11920379

### Festival

**20.30 Les Amants du Tage**  
Film de Henri Verneuil (1994, N., 110 min).  
22.20 La Maison dans la dune. Téléfilm de Michel Mees (1988), avec Tchéky Karyo (85 min).  
37012084

### Série Club

**20.15 Les Arpents verts.**  
My Husband the Rooster Remar.  
20.40 Le Club. Magazine.  
20.45 Les Incommensurables. Le retour, petit mineur.  
21.35 Port Breach.  
22.30 Alfred Hitchcock présente.  
Le patient impatient.  
23.00 Les Enfers obscurs. Quand l'histoire s'emmêle.  
23.45 Lou Grant. La disparition.  
0.40 Thérèse Humbert.  
Si l'argent ne fait pas le bonheur, rendez-le (60 min).

### Canal Jimmy

**20.00 Le Meilleur du pire.**  
Magazine.  
20.35 L'Instinct de l'ange. Film de Richard Dembo (1992, 119 min).  
22.30 Chronique de la route.  
22.35 La Bamba. Film de Luis Valdez (1986, v.o., 105 min).  
67768220

### Disney Channel

**20.10 Un vrai petit génie.**  
20.35 SOS fantômes.  
21.20 Les Twist II.  
21.45 Les Erwanneurs. Alene.  
22.40 Les Monstres.  
22.50 Légendes vivantes d'outre-mer.  
23.35 Thunder Alley (25 min).

### Téva

**20.30 et 23.30 Téva interview.**  
20.55 Le Prix de la passion. Film de Leonard Nimoy (1988, 110 min).  
22.45 Murphy Brown.  
23.10 Téva vie pratique.  
0.00 Téva spectacle (60 min).

### Voyage

**20.00 et 23.30 Suivez le guide.**  
22.00 Blue Ocean.  
Western Sam.  
22.30 L'Heure de partir. Magazine (35 min).  
**Eurosport**  
15.15 et 23.00 Tennis.  
En direct. Internationaux de Grande-Bretagne. 4<sup>e</sup> jour (185 min).  
17.30 Cyclisme en direct. Tour de Catalogne. 9<sup>e</sup> étape (30 min).  
18.00 et 1.00 Cyclisme. 10<sup>e</sup> et dernière étape : Dax - Zurich (194 km).  
20.00 Nouvelle vague.  
20.30 Basket-ball. En direct. Championnat d'Europe : France - Lituanie (90 min).  
22.00 Football. Championnat du monde des moins de 20 ans.

### Muzzik

**19.55 Ennio Morricone**  
et Catherine Mouchette jouent Satie. Concert (65 min).  
607432084  
**21.00 Europa Jazz Festival**  
au Mans. Concert (125 min).  
509429220  
23.05 Solo Tango.  
0.00 The Zouzzini Syndicate. Concert enregistré lors du festival Sons d'hiver en 1997 (120 min).  
500398282  
2.00 Taurus. Opéra d'Antonio Salieri. Enregistré au festival de Schwetzingen (185 min).  
662228650

### Signification des symboles :

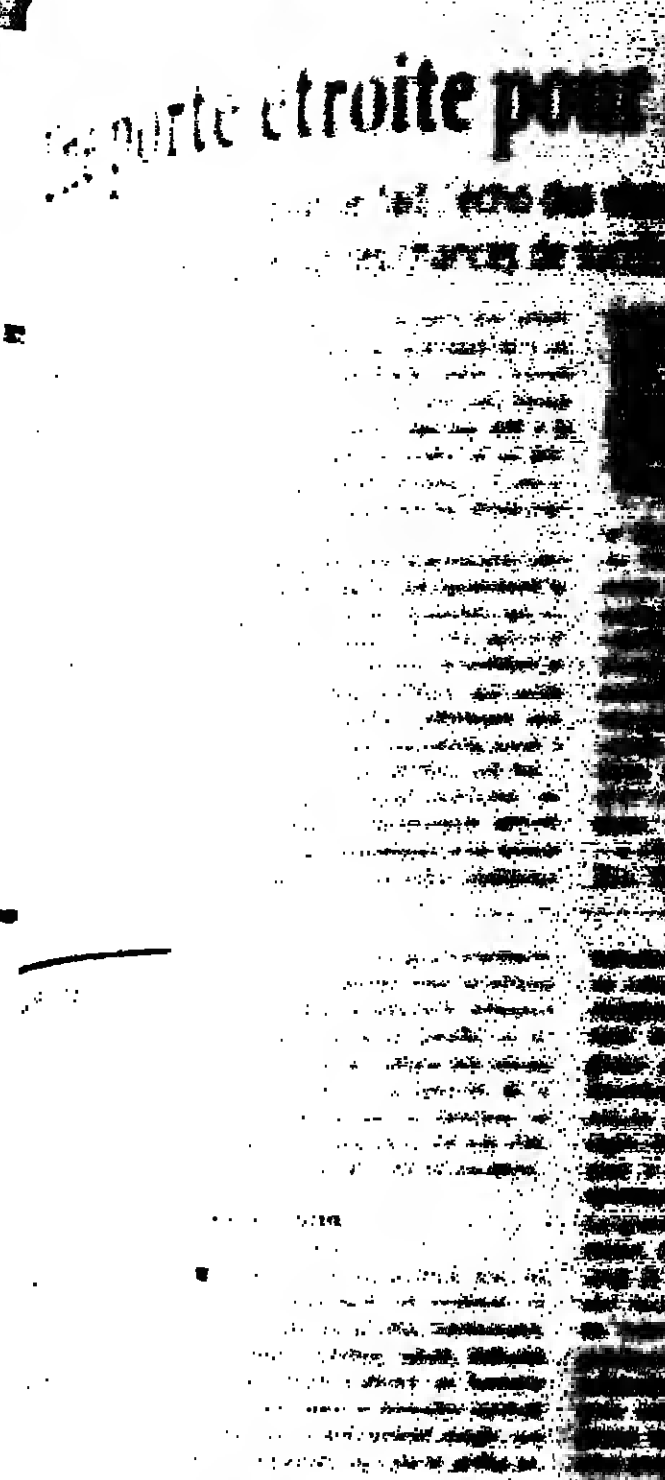
► Signifié dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».

■ On peut voir.

■ Ne pas manquer.

■ Chef-d'œuvre ou classique.

◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.









## Cadeaux empoisonnants

par Pierre Georges

À AMSTERDAM, une bicyclette. À Denver, une moutre. Ailleurs, autre chose. Soot-ils dans un tel dénuement, nos chefs d'Etat et de gouvernement, qu'il faille ainsi assurer leur dot? Le cadeau est au tapis rouge ce que la cerise est au gâteau: une tradition, un acte coutumier. Entre échange de civilités tribales et honneurs rendus au chef, il fait partie des choses qui se font, cérémonial du souvenir, coffret déposé aux marches du trône. Dès l'instant où les Etats sont souverains, leurs chefs le sont aussi: qui voit se succéder à la Cour, à leur Cour, les mages de l'histoire et de l'usage.

Pour vous, Sire, ces quelques fleurs, ces quelques verroteries, cet indigne bibelot! Terrible piège du cadeau de l'entreprise. Le refus serait d'une grossièreté inouïe. L'accepter est d'un embarras constant. Le garder d'une gojaillerie sans nom. Toot chef d'Etat bien-né se trouve ainsi dans l'obligation de créer, en marchant, son conservatoire des présents reçus. Il devient le fournisseur exclusif et le gardien agréé de son propre musée. Il est dans la situation, tout de même frustrante, de collectionner les souvenirs, façon bol La Baule-Les Pins, et de n'en point faire profiter son buffet.

Et d'ailleurs, à quel servent ces cadeaux? Cette bicyclette néerlandaise par exemple? En bonne logique, on pourrait répondre: «A faire du vélo.» Mais, outre que les chefs d'Etat n'ont guère le temps de musarder et que les services de sécurité s'y opposeraient, sauf à constituer un peloton armé comme croiseur de bataille, si la fantaisie les en prenait, il leur faudrait acheter une bicyclette bien à eux. Les règles élémentaires de la déco-

logie et de la prudence l'imposeraient. Par nature, en effet, le présent fait aux chefs d'Etat est du type cadeau empoisonné. Ou empoisonnant.

D'où cette conclusion formelle: le cadeau de sommet profite plus à celui qui l'offre qu'à celui qui le reçoit. Comment assurer la promotion de la bicyclette batave? Comment vanter les mérites d'une montre suisse? En transformant les dirigeants de ce monde en hommes-sandwichs! En offrant, à Denver, une moutre d'une valeur de 100 000 francs à chacun des grands hommes, la firme savait ce qu'elle faisait. L'objet ne pouvait que brûler le poignet démocratique des destinataires. La preuve, d'ailleurs: réfugiés derrière son contrat de travail qui lui interdit d'accepter les présents d'une valeur de plus de 150 dollars, Tony Blair a refusé la montre. Et si les autres l'ont acceptée, c'est pour faire savoir aussitôt qu'ils la déposeraient au clou national. Le seul espoir de la firme était donc que l'on cite son nom, en publicité universelle. Comme montre au Sommet ou sommet de la Moutre. Ce fut réussi partout. Ce sera raté là.

Car on ne voudrait pas, en matière de cadeaux, tomber dans le cas pendable du percepteur d'Anecy. Voilà bien un homme qui vécut sur un grand pied, le nôtre d'ailleurs. Il aimait tant les femmes que, submergées de cadeaux, elles finirent par le lui rendre. Fleurs, bijoux, voitures, appartements, et même, on ne se refait pas, bons du Trésor, le percepteur savait parler aux dames. Cela nous coûta 55 millions de francs. Cela lui valut quinze années de prison. Espérons tout de même qu'elles ne seront pas ingrates, sans lui offrir des oranges.

## L'hypothèse d'un report du procès de Maurice Papon suscite colère et indignation

La chancellerie affirme que tout sera fait pour maintenir la date prévue, en octobre

COMME un ultime épisode à l'interminable procédure qui a abouti, en septembre 1996, au révoqué de Maurice Papon devant la cour d'assises, l'éventualité d'un report d'au moins deux mois du début de son procès a suscité, mercredi 25 juin, l'indignation des parties civiles.

Officieusement fixé au 6 octobre, le procès de l'ancien secrétaire général de la préfecture de la Gironde, accusé de complicité de crimes contre l'humanité pour avoir autorisé son concours actif à l'arrestation de 1 560 juifs entre juin 1942 et août 1944, devait se tenir dans une salle d'audience en bois construite dans l'actuelle salle des pas perdus du palais de justice de Bordeaux. Cet espace devait accueillir environ six cents personnes: parties civiles, avocats, témoins, journalistes et public. Les plans avaient été arrêtés, une enveloppe budgétaire prévue par le ministère de la justice à hauteur de 10 millions de francs, taxes comprises, et deux appels d'offres lancés, dont le dernier, engagé le 27 mai a ré-

vé à l'ouverture des plis le 19 juin, un dépassement d'environ 7 millions de francs.

Mardi 24, les conseils des parties civiles ont donc été avisés par le parquet général près la cour d'appel de Bordeaux que, s'il devait se tenir dans les conditions initialement prévues, l'audience devrait être retardée d'au moins deux mois afin de procéder à une révision du projet et à un nouvel appel d'offres. Dénouant «l'incompétence bureaucratique» des autorités judiciaires bordelaises, une «maladresse», voire «une volonté expresse de retarder l'échéance», les avocats des familles des victimes s'y sont catégoriquement opposés.

Avocat de diverses associations d'anciens déportés, Michel Zaoui a demandé qu'un véritable plan Orsec judiciaire soit mis en place pour assurer l'audience dans les conditions prévues. Gérard Boulanger, avocat de vingt-six familles, a estimé que «l'Etat devait cela aux familles», rappelant que les sommes qu'il avait «obscurcies par spoliation pendant

la guerre étaient infiniment plus importantes». «Il y a des parties civiles qui se sentent mourir et veulent tenir jusqu'au procès, a-t-il dit. C'est l'horizon de leur vie.» Enfin, Serge et Arno Klarsfeld, avocats de l'Association des fils et filles des déportés juifs de France, ont fustigé «le motif si futile qui ne peut apparaître aux yeux de l'opinion publique que comme un prétexte à une manoeuvre de la chancellerie pour protéger Papon». La Ligue des droits de l'homme a déclaré qu'il y en avait de la crédibilité de l'institution judiciaire.

PAS DE CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES

Mercredi 25 juin, le ministère de la justice a cependant assuré que tout serait fait pour ne pas retarder la date du début du procès. En 1995, interrogé alors qu'il était candidat à l'élection présidentielle, Lionel Jospin avait évoqué le procès de Maurice Papon, soulignant que la justice devait être «rendue dans des délais raisonnables». Néanmoins, il ne semble pas question, pour le mi-

nistère, d'octroyer des crédits supplémentaires. La salle de 600 places pourrait donc être remplacée par une salle de 250 places pourvue de moyens vidéo permettant la retransmission des débats dans une ou plusieurs salles annexes, comme cela a déjà été le cas pour d'autres procès, tels celui de la catastrophe de Furiani.

En 1987, à Lyon, le procès de Klaus Barbie s'était tenu dans la salle des pas perdus du tribunal, qui avait été réaménagée pour un coût de 1 million de francs (1,3 million de francs 1997). En 1994, à Versailles, celui de l'ancien chef milicien Paul Touvier avait imposé 4,5 millions de francs de travaux dans la cour d'assises, ce qui avait permis de porter sa capacité d'accueil de 120 à 332 places. Le président de la cour d'assises avait alors écarté diverses hypothèses, telles la location du palais des congrès ou la construction d'un chapiteau sur le parking de la cour d'appel, et exigé, pour juger Touvier, «un lieu de justice».

Jean-Michel Dumay

## La station Mir gravement endommagée lors d'une collision avec un cargo spatial

LA STATION ORBITALE russe Mir a été gravement endommagée, mercredi 25 juin à 11 h 20 (heure française), dans une collision avec le cargo de ravitaillement russe Progress M34. L'accident s'est produit lors d'une manoeuvre d'amarrage en mode manuel. Le choc a occasionné un trou de 3 cm dans le laboratoire Spectre et la dépressurisation qui a suivi a contraint les trois cosmonautes à bord - les Russes Vassili Tshiblev et Alexandre Lazoukine et l'Américain Michael Foale - à fermer d'urgence le sas pour isoler ce module du reste de la station.

L'équipage, qui dispose d'une capsule de secours Soyouz, est hors de danger, mais le carambolage a aussi endommagé plusieurs panneaux solaires et privé la station de la moitié de ses ressources électriques. Une partie des équipements de bord a été désactivée afin d'économiser l'énergie, et Mir, plongée dans l'obscurité, a été réorientée pour mieux tirer profit du rayonnement solaire. Le cargo Progress, qui a été placé sur une orbite «parking» distante de la station, devrait rapidement la quitter pour plonger vers la Terre et se désinté-

grer dans l'atmosphère. Cet accident s'ajoute à une série d'incidents, dont le plus récent fut l'incendie survenu en février (Le Monde du 27 février), alors que six passagers se trouvaient à bord. Des difficultés d'amarrage avaient, par ailleurs, été rencontrées, notamment avec le cargo Progress M-33. C'est lors d'une expérience destinée à tester le système d'amarrage que la collision du 25 juin est survenue, pour des raisons encore indéterminées.

«Dès que la situation sera stabilisée et que nous aurons évalué le potentiel opérationnel de Mir, nous discuterons avec les Russes ce qu'il convient de faire», a indiqué Frank Colbertsoo, directeur du programme navette-Mir de la Nasa, qui n'exclut pas un arrêt de la mission. Michael Foale, actuellement à bord, est le cinquième de sept Américains qui doivent effectuer des séjours de plusieurs mois en orbite avec les cosmonautes russes, afin de préparer le moutage puis l'exploitation en commun de la future station spatiale internationale Alpha. La prochaine relève, assurée par la navette Atlantis, n'est prévue qu'en septembre. (AFP, AP, Reuter)

■ SUISSE: le rapprochement en cours depuis plusieurs mois entre Le Journal de Genève et Le Nouveau Quotidien de Lausanne vient d'aboutir (Le Monde du 12 décembre 1996). Les responsables des deux publications ont annoncé la création, en 1998, d'un journal commun baptisé provisoirement Le Nouveau Journal.

## BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LE MONDE

Cours relevés le jeudi 26 juin, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei 20624,76 -0,36 +6,53

Hong Kong index 15128,02 +0,42 +12,46

Tokyo Nikkei sur 3 mois

20624,76

1997

1996

1995

1994

1993

1992

1991

1990

1989

1988

1987

1986

1985

1984

1983

1982

1981

1980

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

Cours au Var. en % Var. en %

2606 2506 fin %

Paris CAC 40 2881,90 +0,50 +24,45

Londres FT 100 4639,20 -0,02 +12,64

Zurich 1840,25 - - +40,80

Milan MIB 30 20470 -0,07 +30,41

Frankfurt Dax 30 3798,51 - +31,50

Bruelles 19451 -0,13 +27,24

Suisse SRS 2642,69 - +41,89

Madrid Ibex 35 6913,17 - +34,11

Amsterdam CBS 591,90 - +35,35

Tirage du Monde daté jeudi 26 juin 1997: 518 670 exemplaires

## NOTRE PREMIER MOUVEMENT BANCAIRE A ÉTÉ UNE ADHÉSION.

# ENTREPRISES NATEXIS

Entre deux pôles complémentaires, l'attraction est inévitable... Entre nous et les entreprises, si le courant passe, c'est parce qu'elles pensent comme nous et que nous pensons comme elles.

Elles recherchent performance, souplesse et inventivité: en associant le savoir-faire de ses ingénieurs de la finance, son expérience des marchés et l'efficacité de sa relation bancaire courante, NATEXIS apporte aux entreprises, en France et à l'international, la réactivité et les compétences qu'elles attendent.

NATEXIS: un nouveau concept d'expertise pour les entreprises.



Plus d'expertise pour l'entreprise.

Retrouver Angela Cart

Au-delà des morts et d





LE FEUILLETON  
DE PIERRE LEPAPE  
« Venise et la Révolution  
française » sous  
la direction  
d'Alessandro Fontana,  
Francesco Furlan  
et Georges Sarr. Page II

DENTON WELCH  
page VI



## Retrouver Angela Carter

**E**lle est un exemple de plus, tragique, de ce que la société demande aux écrivains, aux artistes : qu'ils meurent et « fassent posthumes ». Angela Carter a rendu les armes le 16 février 1992 à Londres. Cinquante et un ans, cancer du poulmon, un petit garçon de neuf ans, sept romans, trois recueils de poèmes et de nombreux articles de journaux. Elle n'était pas une inconnue, cette femme si douce, à l'imagination étrange et libre. Quand elle avait adapté pour le cinéma *La Compagnie des loups*, réalisé par Neil Jordan en 1985 (1), on avait même beaucoup parlé d'elle. Toutefois, elle n'était pas vraiment reconnue. Trop libre, peut-être, justement.

Mais elle est morte prématurément. Et soudain « chacun y alla de sa larme », constatait Paul Barker, l'un de ses premiers éditeurs, dans un article de *The Independent on Sunday*, en janvier 1995, quand on entreprit, en Angleterre, de republier tous les livres d'Angela Carter. « Les notices nécrologiques qu'on écrit sur elle étaient plus laudatives que toutes les critiques jamais parues de son vivant sur ses écrits », précisait Barker. Les tirages de ses livres ont été épuisés en quelques jours. Elle est devenue l'écrivain contemporain le plus lu sur les campus anglais. On a vendu 30 000 exemplaires, en édition de poche, de son dernier roman, terminé pendant sa maladie. Ce roman, « *Bien malin qui connaît son père...* », est l'un des deux que publie aujourd'hui en français Christian Bourgois (dans les prochains mois, il va faire paraître quatre autres titres, *Black Venus*, *The Magic Toyshop*, *Several Perceptions* et *Sho-*

*Trop libres pour être admises de son vivant, les voix de la romancière anglaise nous parviennent enfin. En échos sauvages et ironiques*

*dow Dance* – le premier texte d'Angela Carter, paru à Londres en 1966). Avant d'être morte, la proie de ce que l'essayiste Marina Warner qualifie de « *nécrophilie populaire* », Angela Carter fut, selon son éditeur Carmen Callil, « en avance sur son époque, et pas seulement dans son œuvre de fiction ». « Elle écrivait avec une grâce sauvage », dit aussi Carmen Callil. Grâce et sauvagerie : deux mots qui conviennent bien à cette femme passée sans transition d'un physique d'adolescente à une allure de grand-mère précoce, troquant sa chevelure rousse flamboyante de henné contre des cheveux gris.

Drôle de personne, toute de mystère et de contrastes, cette petite fille de la guerre, née en mai 1940, qui commença à écrire dans les sixties. Elle admirait beaucoup les livres de Georges Bataille et les films de Jean-Luc Godard. Elle pourrait d'ailleurs être un personnage de Godard, intellectuelle dérangée qui ose écrire un essai sur *La Femme sodomite* (1979), féministe attaquée par les féministes parce qu'elle n'était pas assez dogmatique.

Le dogmatisme, quand on est un créateur, on peut le laisser aux gens sans imagination et accepter d'être détesté par eux, car on existera longtemps après qu'ils auront disparu. Quand Angela Carter a

commencé à écrire ses singuliers « contes de fées inversés », on l'a classée « dans un courant romanesque qu'on a qualifié de "gothique" parce qu'on voyait en lui une résurgence des forces de l'irrationnel en honneur dans le roman gothique, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle », explique Christine Jodis dans son essai *De petits enfers variés* (2). Mais le « réalisme magique » d'Angela Carter n'empruntait « formes, images et symboles » que pour leur « donner une résonance spécifiquement moderne ».

Comment penser et se penser, aujourd'hui, quand on est une femme, prisonnière d'archétypes fallacieux, « depuis le mythe de la pureté rédemptrice de la Vierge, jusqu'à celui, réconfortant et apaisant, de la maternité triomphante » ? Pour répondre, Angela Carter a exploré tous les chemins, cherché toutes les voies, à travers une multitude de voix, de styles – et les deux livres qu'on traduit aujourd'hui illustrent bien cette diversité de son œuvre. Autant Lave est un texte concentré,

Josyane Savigneau.

troublant, placé sous le signe d'une folie destructrice, étonnante, autant « *Bien malin qui connaît son père...* » est un roman où la narratrice s'amuse et se grise de son propre récit, désopilant et loufoque, retraçant quelque soixante années de l'histoire du théâtre et du cinéma, à travers le destin de deux jumelles, Nora et Dora Chance, rejets illégitimes d'un grand acteur shakespearien, lui-même issu d'une lignée de comédiens.

Dans *Love*, on est fasciné par la manière dont Angela Carter fait monter la tension, fait surgir la violence, la folie, dans cette histoire à trois, entre deux frères et Annabel, sorte d'Opélie « capable de toutes les nuances de la mélancolie, depuis



la tristesse indolente jusqu'au désespoir le plus noir ». Mais comme le dit Carter elle-même dans sa postface, « *Love a été écrit en 1969 et ses personnages, pas tout à fait les enfants de Marx et de Coca-Cola et d'ailleurs ceux de Nescafé et de l'Éloi-providence, sont les parfaits et purs produits de cette époque* ». Dans ce qu'elle avait conçu comme « une sorte de version moderne et populaire d'Adolphe » de Benjamin Constant, Angela Carter n'avait pas encore trouvé sa liberté singulière. On pourrait porter sur ce livre le jugement qu'elle met dans la bouche de la narratrice de « *Bien malin qui connaît son père...* » : « *Maintenant que je suis vieille, je crois comprendre pourquoi nous agissons même*

quand nous avions dix-huit ans : nous étions insensibles à l'ironie. »

L'ironie, c'est la qualité première de Dora, qui, le jour de ses soixante-quinze ans, décide de raconter sa vie – et celle de sa jumelle Nora. Elles sont « identiques » – « Dans le temps, la seule façon de nous différencier, c'était notre parfum : elle prenait Shollimar et moi Mitsouko » – mais pas « symétriques », ce qui les a préservées de la monotonie de la gemellité et leur a permis bien des aventures. Trop maquillées – « le goût de la peinture de guerre survit aux batailles » –, un peu déchaînées, Dora et Nora n'ont pas renoncé à la vie, au désir, à la parole. Si elles sont de retour à Londres, du mauvais côté de la Tamise, selon Dora, (dans la maison où elles sont nées), elles en ont vécu des aventures, de Londres à Manhattan et Hollywood, en ce siècle dévasté par deux guerres mondiales ! Leur histoire, c'est du théâtre dans le théâtre – une pièce comique, enjouée, geste testamen-

taire d'une romancière qui va mourir et choisit de s'arrêter sur ces mots, « nous allons continuer à chanter et à danser jusqu'à la fin, n'est-ce pas les enfants ? »

(1) *La Compagnie des loups* a paru en français aux éditions du Seuil en 1985. Ont aussi été traduits : *La Passion de l'Éve nouvelle* (Seuil, 1982) ; *Des nuits au cirque* (Seuil, 1988) ; *Feux d'artifice* (Presses de la Renaissance, 1989).

(2) Seuil, 1989.

« BIEN MALIN QUI CONNAÎT SON PÈRE... » (Wise Children) d'Angela Carter. Traduit de l'anglais par Michel Doury, éd. Christian Bourgois, 354 p., 150 F.

« LOVE » d'Angela Carter. Traduit par Anouk Neuhoof, éd. Christian Bourgois, 206 p., 95 F.

## Au-delà des morts et des mots

Visages du Fayoum, jouissance du langage. Deux invites poétiques de Jean-Christophe Bailly

L'APOSTROPHE MUETTE  
Essai sur les portraits  
du Fayoum  
de Jean-Christophe Bailly.  
Ed. Hazan, 175 p., 200 F.

LE PROPRE DU LANGAGE  
Voyages au pays des noms  
communs  
de Jean-Christophe Bailly.  
Seuil, « La librairie du XX<sup>e</sup> siècle »,  
245 p., 110 F.

Jean-Christophe Bailly publie deux livres ensemble. Il doit y avoir des raisons accidentelles. L'accident n'est jamais ce qui règle la publication. Surtout quand la langue des morts et la langue des mots, pareillement éprouvées à des réalités sensibles, se relaient et relacent, comme pour rappeler à ce qui, chez Bailly, constitue une œuvre. Une opération. Beaucoup d'ouvrages, en tout cas, une bonne vingtaine, que les éditeurs, le plus souvent distributeurs en essais, récits, poésie, théâtre et arts. Le lecteur fait la part des choses. Il sait remémorer la langue de Bailly, une langue lumineuse, attentive (sans les ancrés de la philologie pour mettre le texte en panne), sonore (sans les coups de clairon mystique auxquels le

théâtre se condamne souvent), exacte (sans l'afféterie de la « littérature écrite »), la langue de Bailly est le lien, son point d'incitation, la raison de ses textes.

Prenez ses titres. Ils tranchent définitivement. On mettrait un écolier aux prises avec les titres de Bailly (*Le Paradis du sens*, *La Comparaison*, *La Ville à l'œuvre*, *Adieu*, *essai sur la mort des dieux*, *Beau fixe*, *Lumières*, *Duchamp* etc.), il saurait dire, il saurait rêver Bailly et peut-être, au passage, réinventer de mémoire un peu de poésie (« *quel-*

Francis Marmande.

que chose de bleu qui paraissait une oïle... »). De ses deux derniers livres, l'un est un essai sur les portraits du Fayoum, les visages gréco-romano-égyptiens qui désignent l'ensemble des portraits de momies provenant de l'Égypte romaine. Leur mélancolie directe, les yeux dans les yeux, à quelque chose qui appelle. Voilà pour les sous-titres et autres aversissements. Bailly intitule son essai : *L'Apostrophe muette*.

Rien dans l'œuvre de Bailly n'est imbibé de pathos, capsulé de cliché quant ou soumis à ce qui régit : le chantage à l'émotion. C'est comme une poésie agie en permanence. En

prose ou avec les armes de la dialectique, dans le dialogue comme dans l'esthétique, c'est d'un acte poétique qu'il retourne. Cela fait peur ? Il y a là une ivresse de vie, une énergie qui s'engouffre, quelque chose de bleu qui rompt autant avec le dolorisme contemporain qu'avec la pose de gaieté. Bailly va au-devant des mots (*Voyages au pays des noms communs*) : « Ce livre s'efforce de comprendre le bonheur qui traverse le langage. » C'est téméraire mais c'est vrai : « Non en étudiant les règles ou les flexions, mais en partant des noms, des unités de résonance par lesquelles le sens afflue. »

On a donc droit à un alphabet bizzarroïde (une sorte de décoctioo d'alphabet), de *Allez à Yole*, en passant par *Néon*, *Nuit*, *Ombre*, *Onde*, *Orange*, *Oui*, *Ours*, etc. Difficile d'extraire, parce que tout est dans le mouvement, dans la tresse mélodique où se nouent les sons, les sens foudrus en jouissance, une érudition qui se donne des airs de danseuse pour ne pas gêner, et la joie d'intelligence. Pour prendre quelques voisins, c'est beaucoup plus fruité que Ponge, bien moins méchant que Bataille, pas aussi obsessionnel que Leiris. Le plus naturellement du monde, très doucement,

ça s'appelle *Le Propre du langage*. Sous la grâce ambulatoire, il y a ce qui tient au voyage et à son invitation (Baudelaire, évidemment, mais aussi Walter Benjamin). « *L'envoi des morts dans leur royaume, qui fait du défunt égyptien une sorte de voyageur, est ainsi clairement opposé à l'adieu au vivant en quoi se résume au se résumerait l'attitude des Grecs*. » Or du Fayoum viennent ces visages mi-grecs mi-raïns, à l'intranquille sérénité qu'adresse à l'avenir un éternel présent. Si les mots sont les mots, et déjà beaucoup plus que des mots, d'être alignés dans le glossaire secret d'un Bailly (beau nom de dictionnaire) à ciel ouvert, les chapitres de *L'Apostrophe muette* portent des titres de poèmes, des titres à aimer qui la font vibrer : *Invitation*, « Tu as peint le portrait d'un mort », *Le seuil*, *Bon courage !* « Le rêve d'une ombre... » Quand on la prend au mot et à hauteur d'homme, la mort (cette répudie de l'hygiène actuelle, l'obscurité invitée télévisée des dîners en famille), la mort reste le por motif des poètes et celui des penseurs. Sans en faire une histoire, sans s'abimer d'angoisse : en sondant ses visages et en disant les mots. Comme il convient.

Ce livre a reçu le  
prix des lecteurs de  
BeauxArts  
magazine



CITADELLES  
MAZÉROD









## La sainte de l'abîme

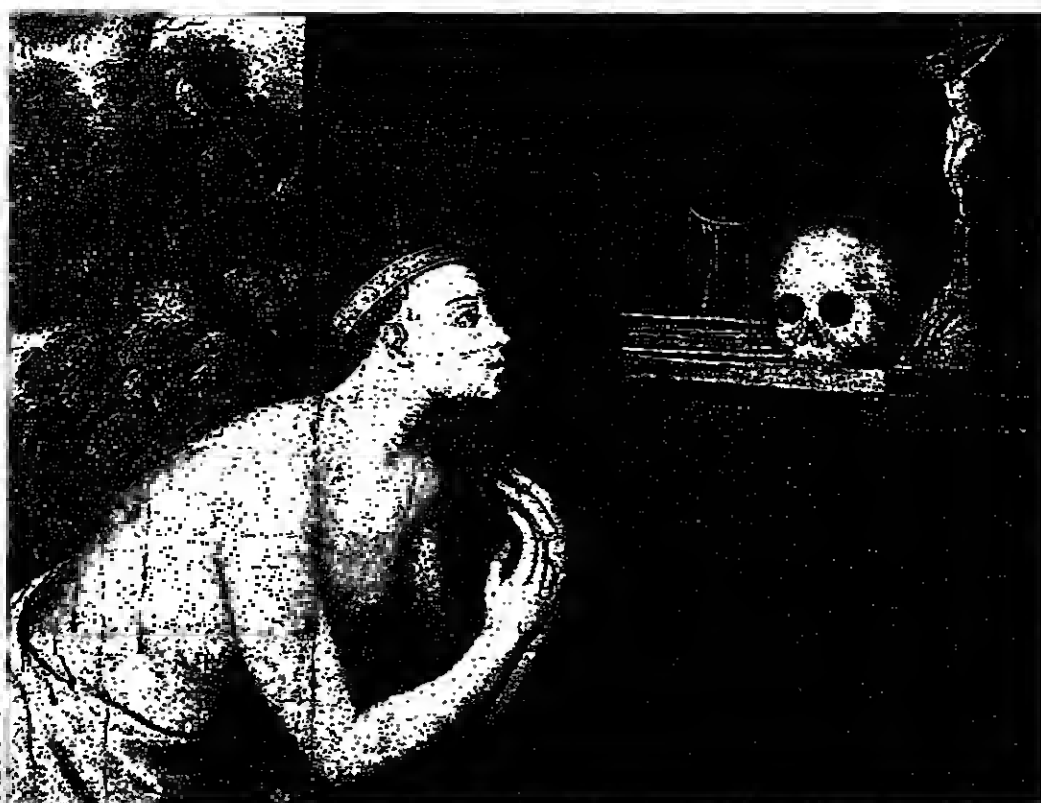
Parallèlement à l'écriture d'évangiles apocryphes, Claude Louis-Combet se penche sur une figure singulière de la sainteté « élaborée » par les missionnaires du XVII<sup>e</sup> siècle : Rose de Lima. Une rencontre avec l'expérience mystique et une réflexion sur une démarche singulière

L'ÂGE DE LA ROSE  
de Claude Louis-Combet.  
Ed. José Corti, 284 p., 120 F.

PASSIONS APOCRYPHES  
de Claude Louis-Combet.  
Frontispice d'Hélène Csech.  
Ed. Lettres vives, coll. « Entre  
4 yeux », 60 p., 79 F.

Il existe une association entre le discours de la sainteté et celui de la sexualité. Sade avait parfaitement su exploiter la hiérarchie des péchés, c'est-à-dire de la gravité de leur pénitence, en s'en servant de modèle pour une hiérarchie des plaisirs. Jean Genet fonda sa poésie sur ce même système du blasphème. Entre eux deux, Flaubert écrit de fausses baginographies selon le même principe. Sa *Tentation de saint Antoine* n'a-t-elle pas cet arrière-fond mélancolique, caractéristique des écrivains qui traquent les affinités des saints, du sexe et de la mort ? « D'où vient l'ensorcellement des courtisanes, l'extravagance des rêves, l'immensité de ma tristesse ? », demande la Luxure à la Mort, dans son génial dialogue. Avant lui Sade, après lui Bataille.

Et, dans une zone intermédiaire, plus floue, vont venir des écrivains qui tentent, à leur manière, de décrypter, dans quelques vies de saintes, cette fureur mystique d'extase, d'ascèse, de frustration et d'illumination. On connaît les travaux, si poétiques, si profondément inspirés de Jean-Noël Vuarnet, tragiquement disparu il y a deux ans. Claude Louis-Combet suit la même voie. Né en 1932 à Lyon, il s'est longtemps occupé de l'enfance inadaptée. Son œuvre, qu'il définit comme une « mythobiographie », est constituée de récits poétiques, où il explore les liens de l'inconscient et de l'imagination. Après une trentaine d'ouvrages parus chez Pata Morgana, Flammarion, Cheyrolle,



« Vie de sainte Rose de Lima, pénitence de la sainte flagellation » (Cuzzo, XVIII<sup>e</sup> siècle)

Albin Michel, à la Différence, il publie d'une part une vie d'Isabelle Flores, dite Rose de Lima, et des sortes d'évangiles apocryphes (tels qu'ils étaient, du reste, évoqués par Flaubert lui-même), une vie de « Judas », la femme de Judas, épouse du Christ, un monologue de la sœur d'un personnage dont parla Maître Eckart et enfin un *Stabat Mater* au masculin, c'est-à-dire un *Stabat Filius*. « Cependant, il entendait le souffle, le rauque halètement qui montait et descendait et, dans cette respiration d'agonie, il sentait un peu de voix maternelle, une parole qui disait tout, comblant l'écart, déchirant le voile de ténèbres qui tom-

boit du ciel avec l'orage. » Le fils au pied de la croix de sa mère : une fois encore, il est difficile de ne pas songer au dernier livre de Jean-Noël Vuarnet, *L'Agne-Mère* (Gallimard, 1995), tout entier tourné vers le rapport d'une sainte et de son fils.

Rose de Lima, née en 1586, morte dans sa trente-deuxième année, fut l'objet d'un culte, avant même sa canonisation et devint la patronne de l'Amérique. Elle fait partie de l'énorme population de saints que conquirent les missions des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, soucieuses de donner aux civilisations foudroyées des dieux plus proches et plus humains qu'une déité ab-

strait. Leurs vies, écrites à la hâte et sans la moindre information, étaient souvent des délires - que railla Voltaire avec délectation -, auprès desquels les évangiles paraissent les récits d'une vie d'enfant ordinaire. Lévitations, résurrections, jeûnes illimités, guérisons instantanées, saignements spontanés. Le chapitre des saignements sera riche dans le cas de Rose. Et les détails les plus farfelus abondent.

Née à l'instant où toutes les roses (d'importation) éclosent à Lima, dans la famille d'un conquistador, troisième fille après deux bébés mort-nés, Isabella Flores aura de nombreuses mani-

festations d'un destin mystique. A court d'idées, son biographe anonyme de 1835 - époque confuse où le renouveau catholique réactionnaire puisait son inspiration dans l'effervescence romantique et, parfois, l'entretenait -, emprunte à la vie de Catherine de Sienne quelques épisodes saugrenus, mais en invente de son cru. On offre à la petite Isabelle-Rose des gants parfumés pour aller à la messe. Dès qu'elle entre dans l'église, ils dégagent une odeur pestilentielle. Elle comprend aussitôt le message, et va dans la forêt dépecer un porc-épic pour s'en faire des gants : les piquants de l'intérieur, bien entendu.

Les clivages seront dès lors sa première préoccupation. Jusqu'à ce qu'elle rencontre un ermite, dont le bas du corps est enterré et dont les seins produisent du lait dont il se nourrit. Une telle rencontre, plus buchelesque que nature, ne pouvait que la conforter dans son exaltation. L'ermite se nomme Dom Claudius *in utero*, voilà qui suffit pour que Claude Louis-Combet décale, à travers cette coïncidence de prénoms, un lien entre la sainte et lui. Car, on s'en doute, le livre qu'il écrit ici n'est pas à mettre entre les mains des bien-pensants catholiques. Et pourtant, malgré des remarques ironiques, sceptiques, provocantes, on peut être certain que l'écrivain touche souvent à l'essentiel de l'expérience mystique.

« La nuit, toujours la nuit - et des désirs à formes fantomatiques qui errent de ne pouvoir s'agripper à la lumière », écrit-il pour évoquer Lima et, bien au-delà, toute une atmosphère lancinante qui « produira » la sainte.

Se construisant dans le dégoût de son propre corps et dans la passion hystérique pour un Christ tantôt désincarné, tantôt charnel, la jeune femme cherche tous les moyens d'assouvir un désir double de torture physique et de

douceur spirituelle. Et, parallèlement, l'écrivain réfléchit à ce qui, irrésistiblement, le conduit à ces vies de saintes - « une essence féminine autrefois rêvée, et comme une sororalité transcendante et consentante, frisée de perversité », consentant que, chez lui, l'écriture est un substitut de la prière. Une prière sans Dieu, mais non dépourvue d'un lyrisme mystique, obsédée par l'absence matérielle de l'objet d'amour.

Ce texte inclassable, d'été de pages profondes sur l'expérience intérieure, sur l'adoration, sur la part féminine de chaque homme, mais aussi de remarques impitoyables sur l'élaboration de la sainteté à l'époque du génocide sud-américain, apparaît en même temps comme une autocritique aiguë, ce qui lui donne une grande vitalité et une espèce de candeur touchante. Le livre s'achève sur une scène hallucinée, où la mère vénère le sexe de sa fille entrant dans la mort. « De la ténacité du sexe, s'épanchoit, enivrante et vivace, l'odeur de la sainteté. » Ici aussi, revient en mémoire, c'était inévitable, la rose de Genet, celle de l'ange Harcamone, dans *Miracle de la rose*. Et les vers énigmatiques de Nerval : « Roses blanches, tombez ! vous insultez nos Dieux, / Tombez, fantômes blancs, de votre ciel qui brûle : / La Sainte de l'abîme est plus sainte à mes yeux ! »

René de Cécatty  
★ Signaux deux revues entières consacrées à Claude Louis-Combet : *Prétence* (hors-série n° 8, sous la direction de Jean-Christophe Millois, avec un entretien, un inédit, *Prélude*, une bibliographie complète et des textes de Michel Camus, Françoise Ascal, Jacques Anet, José-Louis Durval, etc. 40 F, 11, rue Villado, 75001 Paris) et *La Revue des sciences humaines* (avec des inédits et des contributions de Salah Stenit, Bernard Noël, Christian Hubin).

## Les saisons de Claude Roy

Portraits, souvenirs, voyages, aphorismes scandent le nouveau « livre de bord » de ce poète à l'écoute des pulsations du temps

CHEMINS CROISÉS 1994-1995  
de Claude Roy.  
Gallimard, 316 p., 120 F.

POÈMES À PAS DE LOUP  
1992-1996  
Gallimard, 152 p., 90 F.

Si, d'année en année, Claude Roy tient ses « livres de bord », ce n'est pas pour faire des économies de mémoire, amasser un magot de souvenirs : « Je voudrais n'être pas grappe-temps comme on est grappe-temps », dans ces cahiers, scandés par les saisons, se succèdent portraits, souvenirs, aphorismes, rencontres. Un genre mêlé qui convient à ce brillant « touche-à-tout », né « d'inné ».

Dans ses « essais d'autobiographie », de *Moi je à l'automne*, il a d'abord tenté de se « tirer au clair ». Pas facile. Il y a une « demi-douzaine de Claude » qui ont habité la même écorce : « un écrivain ironique, un amoureux qui se voudrait à la fois Tristan et Dom Juan, un « révolutionnaire » sentimental et libéral... », un poète au ton juste, qui se définissait, à ses débuts, comme « mineur ».

Dans les six « livres de bord », la connaissance de soi ne se sépare pas du désir de comprendre le monde extérieur. Romancier, essayiste, Claude Roy est aussi voyageur, comme l'ont été Superville et, surtout Larbaud, dont il admire le goût, la générosité, la curiosité et la chaleur critique. L'expérience et les voyages l'ont « épouillé de quelques sophismes, illusions et balivernes », sans pourtant lui faire perdre l'espoir, et l'impudence.

Même si son corps « grogne un peu d'avoir été rocambolesque, recousu, rejoint », il évoque avec reconnaissance les médecines, à qui il doit d'avoir prolongé sa « permis de séjour ». L'épreuve de la maladie lui a apporté une sorte de paix silencieuse, de « confiance

sons questions ». S'il a abordé avec un léger désarroi le passage au « chiffre quatre-vingts », il garde, selon le jugement de Marthe Robert, « le cœur triste et l'esprit gai ». Il est contradictoire, comme la réalité elle-même, n'aimant les certitudes qu'incertaines, et sème de menues graines de sagesse paradoxale, non dans ses maximes, mais dans des « minimes » imparables : « Mourir, d'accord, il faut bien. Mais orrêter de vivre, non. »

A voix basse, on peut dire merci à la vie, en parlant de « choses légères » : une embelle, un peu de brume de chapeau, l'infime tremblement de l'air. La vraie légèreté, pour Claude Roy, n'est pas absence de poids, de densité. C'est la légèreté de l'oiseau, dont Jacques Delamain lui a « inoculé » le goût de l'observation. Il écoute la mésange nonnette et la grive litonne, s'étonne de la « double vie » des canards, et voit l'homme à l'image de son voisin, le merle Aristide qui est « comme nous tous, un être de bien et de mal, d'amitié et de haine ».

1995. Hiver. La fréquentation d'Aristide coïncide avec la relecture de Voltaire. « On ouvre au hasard le Dictionnaire philosophique portatif : « Que répondre à un homme qui vous dit qu'il aime mieux obéir à Dieu qu'aux hommes et qui, en conséquence, est sûr de mériter le ciel en vous égorgeant ? » Quand et où cela fut-il écrit ? En Bosnie ? Au Soudan ? Au Rwanda ? En Algérie ? A Paris, le jour de la Saint-Barthélemy ? Ou sur le seuil de l'Eden, déjà loché de songe, après le meurtre d'Abel ? »

Depuis que, en 1945, Claude Roy est entré à Bergen-Belsen avec la 2<sup>e</sup> armée britannique, tout au long de sa vie, la trame du temps, le fond de l'horizon ont été « plutôt glorieux ». Mais sa sagesse d'aujourd'hui, lola des « réponses simples », n'est pas de se crispier sur les malheurs de l'histoire : plutôt de les oublier un mo-

ment, et de prendre le temps comme il vient, « parfois bien ». Au hasard des *Chemins croisés* surgissent de délicieux portraits, certains chefs-d'œuvre de perspicacité et de sympathie. Ainsi rencontre-t-on, parmi d'autres, Sarraute, « orfèvre fine » à l'écoute du « muet fracas d'un ongle qui passe », Char, pris « en flagrant délit de vision vive », Tardieu, « entre la gravité du présocratisme et la légèreté du funambule », Saint-John Perse, dont « de grands lâchers d'oiseaux traversaient les propos encyclopédiques (...). Il est des esprits face auxquels ne pouvoir placer un mot est une folie. Avec Léger, c'était un plaisir toujours rebondissant ».

Un salut à Jean Vilar, « architecte des songes et bâtisseur du périssole », une évocation tourmentée de Gérard Philipe, avec « de beaux souvenirs de silences heureux », des pages magnifiques sur la « lumière volée, (...) intérieure » du peintre Zoran Music, découvert à Venise au sortir de la guerre. Pour Claude Roy, ornithologue amateur et humaniste convaincu, l'œuvre d'art, sous ses formes diverses, reste « le plus court chemin d'un homme à un autre ».

A mi-voix, intimes, lyriques, les *Poèmes à pas de loup*, s'ils s'ouvrent sur un perpétuel rêve d'ailleurs (« Depuis longtemps, j'ai envie d'aller à Vancouver », guettent la « tour de la terre », écoutent « battre le pouls du temps ». Les deux livres se terminent, identiquement, par la reprise d'un poème, *Eloges des contraires* : célébration du petit matin

Dans le clair et le vif de la vivante vie qui oublie un instant l'heure le temps lo fin et qu'il est plus tard que tu ne crois constamment. Monique Petitlon

UN INSTANT DE BONHEUR  
d'Yves Simon.  
Grasset, 178 p., 85 F.

Je suis un voleur d'instant », écrit Yves Simon, au passage d'une de ses nouvelles (« Lettre à la petite assasine »). Cette phrase exprime avec sincérité, au-delà de la métaphore, ce que ce recueil cherche à saisir de la réalité, de l'actualité, de la nature des sentiments, d'une manière incroyablement sensible et vivante, comme si sa plume avait trouvé un accord parfait avec la précision toute poétique de son regard et le camouflage de ses émotions. Ces onze nouvelles se partagent entre deux modes d'inspiration.

Il y a, d'une part, les nouvelles qui racontent ou explorent des situations romanesques ou allusives : l'histoire d'une jeune femme subitement plaquée par l'homme de sa vie et qui part à l'aventure sur une autoroute (« Brasero ») ; la dérive d'un SDF, au cœur d'un cruel hiver, qui attend désespérément l'arrivée d'un mandat (« Notre-Dame d'Aubervilliers ») ; cette inoubliable femme noire, victime d'une agression, qui se console en jouant du violon (« L'Œillet fané »), ou encore ce jeune garçon qui s'apprend à fêter ses dix ans et s'éveille à la sensualité au contact de sa grande sœur (« L'Enfant à un chiffre »).

Toutes ces nouvelles sont mesurées, pleines de grâce et de nuances, entre le fait divers et le jaillissement du souvenir.

Et puis, d'autre part, il y a ces textes narratifs, à la première personne, où l'on retrouve le charme romantique de ses romans, où le « je » n'est jamais tout à fait un

## Valses à deux temps

Au fil de ces courts récits, Yves Simon allie subtilement rêverie amoureuse et réalisme distant

autre, où le récit devient plus intérieur, modelé de références (« La Seconde Mort de Werther »), d'aveux et de confidences (« Irène et l'Origine du monde ») ; et là, Yves Simon ne joue plus avec son plaisir de conteur, mais

avec le plaisir des mots, de la subtile alliance de la rêverie amoureuse et du réalisme distant, avec lequel il parvient à nous émouvoir de ses désillusions ou de ses douleurs.

Nicolas Bréhal

NANCY HUSTON  
INSTRUMENTS  
DES TÉNÈBRES

PRIX DU  
LIVRE INTER



APRÈS LE "GONCOURT  
DES LYCÉENS",  
UN ROMAN QUI EST,  
UNE FOIS ENCORE,  
PLÉBISCITÉ  
PAR SES LECTEURS !

ACTES SUD  
« un endroit où aller »

★ A signaler la parution du prochain *Amour en Livre* de poche (n° 14149), ainsi que d'un recueil d'articles, *La Route vers l'infini* (Livre de poche, « Biblio », n° 4 251).

## Sombres de combustion

I

VOUS CHERCHER  
LE LIVRE ÉCRIT



livraisons

LITTÉRATURE FRANÇAISE

● **CHOSSES DITES**, de Louis Calaferte  
Solitaire, puriste, d'une insolence amicale, Calaferte parlait toujours haut, fort et vrai. De révoltes en colères, de camaraderie en passion, il nous laisse plus de soixante-dix œuvres, tous styles et genres mêlés. Sont rassemblés ici ses entretiens avec Pierre Drachine, diffusés sur France-Culture en 1988, et un *Inventaire grammatical d'une biographie portative*. On y lit que la littérature est une chose merveilleuse, une poésie surtout. On retrouve une verdeur à la Prévert, une violence et une aigreur à la Cloran « *Cynique, donc sentimentale* », on aimerait oser dire « *plaisant* ». (Cherche-Midi, 200 p., 96 F.)

● **RIEN QUE L'AMOUR**, de Lucien Becker  
Guy Goffette a rassemblé cette belle édition des poésies complètes, augmentée de documents divers, de Lucien Becker (1911-1984), commissaire de police de son état, résistant dans le Vercors, poète salué par Gaston Bachelard et Jean Follain, Joë Bousquet et René Char, par Jean Paulhan, qui parlait de son « *ordre* » et de sa « *fureur obscure* », ou encore par Jacques Rêda qui remarquait le « *son mot* » et le « *mouvement obstiné* » de ses vers. La poésie de Becker, tout entière composée sous le signe de la femme et du désir qu'elle inspire, peut bien faire « *vieux jeu* », elle n'en demeure pas moins forte, émouvante. (La Table Ronde, 430 p., 150 F.)

● **CINÉMA**, de Tierno Monénembo  
Que faire quand, en Guinée, on est un « *petit môme, insignifiant chose* », pris entre un père sévère, ses épouses, un maître de Coran qui veut voir vos larmes sous son fouet et une Française qu'on aimerait sans son air d'institutrice revêche ? L'école buissonnière, trouver des compagnons qui aident au rêve, et s'initier à la vie par le cinéma, avec Kirk Douglas, Gregory Peck, Gary Cooper... Mais cette année 1958 est celle des bouleversements. « *Général* », et « *Boubou-Bionc* » s'affrontent. Autrement dit, de Gaulle, et Sékou Touré qui préfère « *la liberté dans la pauvreté à l'opulence dans l'esclavage* ». Fiction et réalité, les rêves d'un enfant et le destin d'une nation : réunir ces deux sujets est une gageure que l'auteur tient avec talent. Vif, mordant, le récit résonne du ton de l'authenticité. (Seuil, 217 p., 95 F.) A signaler également, en poche, *Les Écailles du ciel*. (Points Seuil n° 9343, 192 p., 31 F.)

● **DANS LA SALLE OBSCURE**, de Jacques Laurant  
Les treize petits récits qui composent ce recueil retracent un éveil à la conscience à travers des souvenirs cinématographiques d'enfance et de jeunesse dans le Maroc des années 50. Dans la « *blanche* » ville natale, puis à Casablanca, la « *solle obscure* » offre un refuge à l'enfant timide. Feuilletant sa mémoire de cinéphile, Laurant retrouve, intactes, les salles (Rialto, Ritz, Vox, Lynx), le cérémonial de la séance, le « *rayon folio* » de l'ouvreuse qui débuse les petits resquilleurs lorsqu'ils occupent les fauteuils « *club* ». Les séquences de films jouent, dans sa recherche du temps perdu, le rôle habituel des instantanés photographiques. Au visage ingénu et navré de Laurel, sa façon de « *ne pas être tout à fait au monde* », succèdent l'enivrant monde du silence de Cousteau et Malle, le perturbant, insolite *Il Bidone* de Fellini, *Lo Splendeur des Amberson* de Welles. Les *Dernières Vacances* de Leenhardt accompagnent l'adieu à l'enfance, tandis qu'une double découverte, décisive – *La Pyramide humaine* de Rouch et *Shadows* de Cassavetes – scelle pour l'adolescent l'alliance de la vraie vie et du cinéma. (Seuil, 127 p., 85 F.)

LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

● **PAYS FRONTIÈRE**, d'Emil Tode  
Qui est l'auteur de ces lettres écrites de Paris à l'adresse d'un certain Angelo ? On n'en saura rien. Pas un participe au féminin, pas un détail révélateur, rien qui dévoile l'identité de l'expéditeur. Depuis Amsterdam, depuis Paris, le mystérieux auteur – dont on sait qu'il est venu d'un petit pays d'Europe orientale pour traduire une anthologie de la poésie française – confie à son compagnon (amant mythique ?) ses observations, ses sensations et ses tentations : les vêtements parisiens, les musées, le *Gilles* de Watteau, la statue de l'hermaphrodite, un professeur de philosophie, l'attente du courrier dans la boîte aux lettres... C'est là, à partir de la boîte aux lettres, que se définit le « *pays frontière* », le lien entre Paris et le pays d'origine, entre l'auteur et son compagnon, le lieu de son regard étranger sur un monde occidental qu'il contemple sans illusions. (Traduit de l'estonien par Antoine Chavlin, Gallimard, 162 p., 90 F.)

● **LA JAMBE SUR LA JAMBE**, de Faris Chidyaq  
Le roman fleuve d'un écrivain arabe anticonformiste du XIX<sup>e</sup> siècle. Faris Chidyaq,xicologue libanais, traducteur de la Bible, voyageur et touche-à-tout, voulait à une époque d'indigence littéraire offrir à la langue arabe un texte qui lui redonnerait le goût de vivre. D'une verve débordante et d'un humour burlesque, le récit, écrit pourtant dans la dèche à Paris, retrace les aventures initiatiques d'un jeune colporteur, Faryaq. Voyages, rencontres et savoureuses conversations permettent au narrateur – tantôt Faryaq, tantôt Chidyaq – de dénoncer les maux des sociétés orientales, brocarder le conservatisme cléricale et plaider en faveur des droits de la femme. Chidyaq est précurseur en littérature comme en matière de critique sociale, et son œuvre, publiée à Paris en 1855, a longtemps été considérée comme blasphématoire au Liban. La première – et impétueuse – traduction en français, de René R. Khawam, n'a paru qu'en 1991. (Réédition, Phébus, coll. « Domaines arabes », 752 p., 180 F.)

● **IVRESSE DE BROCCART**, de Hisako Matsubara  
Après avoir brillamment terminé ses études, Nagayuki revient avec son épouse Tomiko dans sa belle-famille. Malgré les bouleversements de ce début de XX<sup>e</sup> siècle, l'avenir du jeune couple s'annonce prometteur : on vient de proposer au jeune homme de partir aux États-Unis pour le compte d'une grande société japonaise. Mais les préceptes du père de Tomiko, grand samouraï dont la sagesse millénaire se trouve détournée par la réalité des temps modernes, vont changer le cours de la vie de sa fille. La souffrance de la jeune femme, déchirée entre son attachement aux valeurs du monde traditionnel et son désir de vivre avec son mari, se transforme en une tragédie qui, au-delà du cas individuel, symbolise l'ouverture du Japon au monde moderne. Le récit de facture linéaire est rythmé par de belles pages poétiques. Née à Kyoto, Hisako Matsubara, issue de la noblesse japonaise, a été élevée dans un temple shinto à Tokyo. Mariée à un Allemand, elle vit aux États-Unis. (Traduit de l'allemand par Patrick Charbonneau, Actes Sud, 283 p., 138 F.)

Tendrement loufoque

Questions absurdes, rencontres inattendues, et neuf histoires improbables signées Vassilis Alexakis.

PAPA et autres nouvelles de Vassilis Alexakis. Fayard, 188 p., 95 F.

Avec son humour, son côté farceur pince-sans-rire, son sens du croquis, son goût pour le dessin elliptique, la caricature en quelques traits (il a publié trois recueils de dessins humoristiques), Vassilis Alexakis est, à l'évidence, doué pour le texte court. Et, pourtant, jusqu'ici, Alexakis n'avait publié que des romans et des récits (sauf en Allemagne où un livre de nouvelles, *Pourquoi tu pleures ?*, a paru en 1991). Peut-être son prix Médicis, en 1995, pour un très beau roman, *La Langue maternelle* (1), lui a-t-il donné une plus grande liberté – et la possibilité d'éviter un refus de son éditeur devant un livre qu'on craint de ne pas vendre, parce qu'on sait les Français quasi phobiques de la brièveté, de la concision des nouvelles.

En tout cas, s'il reste des lecteurs pour questions absurdes, situations loufoques, rencontres inattendues et impossibles, ils vont être comblés par les neuf petites histoires improbables de ce délicieux recueil grec, qui a depuis longtemps adopté la France et sa langue. « *Comme tu immigré, j'ai dû travailler dur pour faire porter mon présent en France* », écrit Alexakis dans une sorte de prologue où il se défend d'être paresseux pour mieux expliquer à quel point il aime rester au lit « *une journée (...)* ou deux journées, très rocambolesques... ». « *L'oppression de la longue m'a demandé bien des efforts aussi (...)* je ne parlais guère de la Grèce dans mes premiers livres écrits en français : j'évitais de me souvenir pour mieux me faire accepter. Il est vrai que mes rapports avec la Grèce ont évolué. Il ne me fait pas trop de scènes, à présent, quand je m'ob-

sente trop longtemps en Grèce. » Le français, il en joue comme d'un instrument dont il possède toutes les subtilités. Il manie avec jubilation les ellipses, les surprises, les coq-à-l'âne. On croit être embarqué sur le même bateau que lui, ou bien le suivre dans une promenade, une observation, un accès de curiosité, des méandres psychologiques, puis, en passant au paragraphe suivant ou en tournant la page... on ne sait plus où l'on en est. Ou bien, au contraire, on tombe – de haut – sur un drôle de « *pot-aux-roses* ».

Qui dira vraiment ce qu'il en est de « *Papa* », texte sous le signe duquel est placé tout le recueil ? Une affaire de quiproquo ? Un homme qui ne veut pas accepter son âge, sa paternité, son vieillissement ? Un peu de tout cela, pour, peut-être, un mauvais rêve... Encore que... Quant au catalogue de Manufacture de 1977, est-il aussi romanesque que le voit Alexakis ? Cache-t-il « *pour de vrai* » cette étrange aventure de taxidermiste qui finit bien mal (« *Le taxidermiste victime de son art* ») ? Mémorise, cette « *matière plastique avec laquelle on fabrique des assiettes et des gobelets* », quel joli nom pour une épouse mélancolique, n'est-ce pas ? Surtout si elle est délaissée par son taxidermiste de mari et qu'on a du mal à savoir quel est le plus fou des deux. Si Alexakis veut rire, c'est souvent pour ne pas trop se laisser gagner par une douce mélancolie. Pourtant, quand il parle de « *La belle Hélène* » ou de « *Zoé* », la tendresse le rejoint. Et on en est ému.

Jo. S.

(1) Fayard et Le Livre de poche n° 14038  
\* Fayard republie deux livres de Vassilis Alexakis précédemment parus au Seuil : un roman, *Tulgo*, et un récit, *Paris-Athènes*.

Lumières ottomanes

Loin des turqueries folkloriques, Louis Gardel construit un beau roman sur la pureté et le pouvoir

L'AUREOLE DES BIEN-AIMÉS de Louis Gardel. Seuil, 142 p., 79 F.

Louis Gardel – comme il l'a déjà prouvé dans *Fort Sagonne* et *Dor-Boroud* – aime les épopées brûlantes, les sagas solaires, les destins de conquérants illuminés, traversant des terres lointaines que l'Histoire embrase. *L'Aurore des bien-aimés* se rattache aussi à l'Histoire : nous sommes dans la Turquie du XVI<sup>e</sup> siècle. Mais qu'on ne s'attende pas avec Gardel à une énième « *turquerie* » avec foule de janissaires, harems comblés, fiots de soie, de sang et de poisons. Renonçant à tout pittoresque oriental, assourdissant toutes les flamboyances d'époque, se contentant de quelques couleurs, de quelques sons – si bien que le livre paraît étrangement silencieux – pour installer un décor, et usant d'un style rigoureux, parfait (extrême concision de la phrase, ellipses de la narration, condensation des actions et des périodes), Louis Gardel fait de la Turquie un théâtre presque abstrait et nu où l'on croit entendre les battements de cœur de ses personnages. Il privilégie constamment l'analyse de ces cœurs malmenés par le dilemme entre loyauté et pouvoir, innocence et gouvernement, stratégie et pureté.

La pureté qui domine d'abord le roman et lui donne sa lumière est celle de l'amitié qui se noue entre Soliman, descendant d'Osman, fondateur de la dynastie ottomane, et promis à son tour à devenir sultan, et Ibrahim, le jeune esclave grec qui entre à l'école des pages avant d'être admis dans le sérail grâce à la protection de Hassa Hatun, la mère du prince (magnifique personnage de matrone impériale, gonflée d'amour et d'angoisse pour son fils). Comment maintenir une telle amitié quand – Soliman accédant au sultanat – le pouvoir

arrive ? En l'exerçant ensemble. Luttas solidaires contre les menaces incessantes de complots, départs côte à côte pour les guerres menées contre les chrétiens de Hongrie puis les châteaux de Perse, partage égal des triomphes : leur amitié doit être un exemple aux yeux du monde.

Si le romancier rend ses personnages aussi proches, c'est parce qu'il ne sont jamais prisonniers de leur propre pouvoir, en connaissant la précarité, en mesurant d'avance les désenchantements et n'entendent pas laisser cette puissance paralyser leurs sentiments. Soliman demeure un homme libre, il cherche surtout à se grandir mentalement, et, grâce à la méditation, finit par préférer l'éclat du ciel à celui du glaive. Quant à Ibrahim, il se borne à être le double ébloui de Soliman, en préservant son innocence.

Cette innocence, il la partage avec Hürrem, la jeune esclave ruthène par laquelle il se laisse ensorceler et qu'il offrira plus tard à Soliman comme pour maintenir entre eux une circulation d'amour : c'est un très beau personnage de femme, ludique, espiègle, qui se moque du pouvoir et ne songe qu'à aimer le sultan, avec une fougue naïve, une candeur exaltée. Mais comment le pouvoir finit-il par se venger ? Louis Gardel scrute avec une acuité discrète, par des glissements de mots, de pensées et d'attitudes plus sombres chez ses personnages, le cheminement de l'empoisonnement intérieur, la sourde distillation du venin du pouvoir dans les âmes les plus pures. C'est le maintien d'une élévation – dans l'inspiration, le style, la vision existentielle et romanesque – qui rend si singulier, si beau, ce roman de Louis Gardel qui touche par sa grandeur humble, son austérité ardente, sa lumière d'aurore calme et amoureuse.

Jean-Noël Pancrazi

Visages des rêves

Dans ses nouvelles, Hubert Haddad ouvre quelques portes cachées dans la banalité de l'existence

LA FALAISE DE SABLE d'Hubert Haddad. Ed. du Rocher, 204 p., 110 F.

Les nouvelles d'Hubert Haddad sont des instruments de précision qui portent la fiction à son plus haut degré de révélation. L'événement intime qui a suscité le texte est happé par un mystère qui paradoxalement augmente ses chances de réalité. Les six récits de *La Falaise de sable* se situent aux frontières de l'ironisme, au moment où le souvenir individuel est absorbé par la légende qu'il inspire.

*La Falaise de sable*, la dernière nouvelle du recueil, a la friabilité du temps, mais aussi la résistance du conte qui solidifie l'improbable. Les narrateurs s'y succèdent et s'y interrompent, amplifiant les échos à rebours d'une histoire qui s'enfonce dans le passé, de l'automne 1997 (le lecteur reste donc dans l'expectative d'un futur proche) à l'hiver 1830. L'été 1947 et le printemps 1880 sont les relais intermédiaires d'une aventure circulaire et infinie qui se clôt pour renaitre en 1997, un ressassement de vague comme une ride essentielle à la surface de l'océan insondable.

Le vieil écrivain narrateur qui marche sur la falaise fait renaitre l'enfant qui, cinquante ans plus tôt, était venu s'inquiéter des traces de la guerre et de la libération. Il rencontre un étudiant et se souvient du vieil ermite enfermé dans un blockhaus qui lui raconta pourquoi – à soixante-sept ans – il avait arrêté sa course vaine sur cette même falaise. A travers les strates de chair laissées par chaque personnage, le temps collectif se reconstruit afin de ressusciter l'enfant des origines.

Le romancier est un « *inspecteur des songes* ». Il associe le lecteur au travail de deuil et de récréation de la fiction. Les cinq autres textes

témoignent du même pouvoir singulier de la mémoire qui traque les ruses de l'oubli jusqu'à la scène des retrouvailles capitales, quand l'adulte rencontre fortuitement – croit-il – le soldat allemand qui le sauva, enfant.

*L'inconnu du terminol Beaufort* est la nouvelle la plus surprenante. Hubert Haddad invente la suite de l'aventure de King Kong, le célèbre gorille qui emporta sa proie désirée jusqu'au sommet de l'Empire State Building. Sauvé, la jeune femme cherche le singe agonisant et se love dans sa fourrure, jusqu'à l'aube, seule à pouvoir partager l'ampleur de la solitude du monstre.

La nouvelle permet toutes les audaces. Elle accélère le temps, occulte les circonstances lointaines, impose son rythme et pose sur le passé son regard froid et immortel. La vérité n'a cure de la chronologie. Le conteur (« *Il eut la sensation de retrouver l'exacte morphologie de ses rêves* ») est le sorcier de l'imaginaire. Hubert Haddad décrit la victoire secrète de l'écriture, falaise de sable où surgissent les rêves. Il gagne le pari de l'envoûtement. Ses nouvelles nous font participer au combat contre l'enfermement du rationnel. Les mots ont certes valeur de messages, mais la virtuosité de la phrase, sobre et palpitante d'images, nous aspire au cœur du texte. L'écrivain n'est que le médiateur discret d'une exceptionnelle communication avec nous-mêmes, enfin démnés face au monde parallèle que nous refusons d'écouter. Au-delà de la simple réminiscence qui fonde la plupart des fictions, Haddad ouvre lentement des portes dissimulées dans la banalité de l'existence. Nous ne sommes pas préparés à emprunter ces passages : « *L'homme, probablement, est guetté par une immortalité plus effrayante que mille morts* ».

H. M.

Bris de mémoire

Jacques Laurent prend au piège les instants-miroirs d'une vie

MOMENTS PARTICULIERS de Jacques Laurent. Grasset, 188 p., 105 F.

« *La mémoire est un fou qui seul l'enfant dompte osément* », écrit Jacques Laurent. Privilège que les années mettent à mal : trop domestiqué, le fauve s'endort dans la cage aux souvenirs. Au déclin du temps à vivre, que l'on appelle aussi fuite comme pour lui conférer une activité motrice propre, s'échappent, inattendus, incongrus parfois, des « *moments onodins* », des « *souvenirs libres et légers* » qui sont peut-être lestés d'une densité insoupçonnée. C'est à la traque de ces « *moments particuliers* » que se livre Jacques Laurent, intrigué et déconcerté, cherchant, de l'enfant à l'adulte, à les replacer dans un ordre chronologique et à en décoder le message implicite.

Pour l'innocent pervers polymorphe qu'est l'enfant, la révélation de la sensualité s'assimile à un jeu. Exploration anatomique sous prétexte de « *jouer ou docilement* », constat d'une différence lorsque avec deux petites amies il rivalise pour dessiner d'un jet d'urine son prénom sur la neige ou, plus tendancieux, les simulacres voluptueux auxquels se prête une jeune bonne en exposition des « *rondes nues* » qui émeuvent le garçonnet.

Les faux-semblants puérils virent au mensonge appliqué dans les manœuvres érotiques des adultes. Le jeune homme en vacances qui découvre, dans une cabine forestière, un couple en train de copuler retrouve, le soir, à l'hôtel, étrangers l'un à l'autre, un monsieur respectable à l'air de haut fonctionnaire et une « *vierge studieuse* » qui aide sa femme à former un écheveau de laine. De même l'étudiant du lycée Condorcet va-t-il tomber, dans une maison de rendez-vous, sur son pro-

fesseur de mathématiques, surnommé Dracula pour sa sévérité et qui, pour se disculper, lui assure qu'il aura désormais des notes au-dessus de la moyenne.

C'est encore le jeu qui entre dans les parades amoureuses. Risqué, lorsqu'une exaltée qui a acheté un revolver le teste en visant la poitrine de l'écrivain : la balle est à blanc, mais, au second coup de feu, c'est une balle bien réelle qui entre dans un coussin. Equivoque, quand la déformation alléguée d'une jeune Anglaise transforme une rencontre imprévue en une scène de malentendu. Cocasse, au spectacle de prostituées que Laurent, moyennant rétribution, incite à récrire des fables de La Fontaine, métamorphosant les filles de joie en écolières.

VERTIGE DE LA MORT

*Moments particuliers* inclut des esquisses familiales, des rappels attendris sur des figures animales, des souvenirs rattachés à la répugnance à verser le sang : la vision d'un petit lapin blanc abattu le fait, pendant la guerre, bésiter à tirer sur des Allemands, et, en Algérie, à l'insu de ses camarades, il épargne un gendarme fellagha blessé. La vie resserre aussi parfois le temps en un goulet d'étranglement : frayeur et vertige de la mort. « *Pour un écrivain porcourent avec lucidité les dernières secondes qui le conduisent à la mort, le plus cruel est la certitude qu'il se trouve de ne pouvoir jamais les écrire* ». Avant cette conclusion, et comme pour en conjurer l'évidence, Jacques Laurent nous procure ces minutes de vie. Miroir brisé de la mémoire dont les fragments recomposent l'unicité d'une sensibilité et réfléchissent, avec brillance et tranchant, de la fantaisie à la gravité, les émois, les désirs, les hantises d'un homme.

Pierre Kyria









[illegible]



## Mer des incertitudes

Le courage, l'espérance et la responsabilité...  
un roman important...

ET LA MER SE DÉCHÈNE  
de Philippe Delerm.

Ed. Gallimard-L'Arpenteur, 94 p., 78 F.

**S**ans commune d'être, les instants du temps où le corps s'éprouve, les petits riens qui font des univers, les moments uniques aux emboîtements multiples. Ce ne sont pourtant pas des choses compliquées. Des gestes de trois sous, des joies littéraires, pas plus. Appeler d'une cabine, et savoir ce que dit la voix (pas les mots, la voix), aider à écarter les petits pois, aller chercher un croissant un matin d'hiver, cueillir en fin d'été avec des enfants, des amis, des mères. Ce ne sont pas vraiment des actes, pas des nouveautés, à peine des rituels, sûrement pas des habitudes. Des ritournelles, aurait dit Deleuze. Comme des airs qui reviennent, des moments avec les autres, des tournants dans les ans. Il ne s'agit pas réellement d'états d'âme, c'est une manière de parler - ce sont des états du corps, évidemment. L'odeur des pommes qui submerge tout dans la cave, le frôlement de la dynamo sur le pneu du vélo la nuit, la première gorgée de bière, la seule qui compte. Ces filigranes dans le banal, on ne peut les rattrapper. Il faut au contraire, pour tenter d'en faire passer quelque chose dans la parole, s'y installer, les distiller, les laisser s'évaporer, s'y fondre. Trémer, autant que possible, de les habiter, même fugitivement.

Philippe Delerm campe dans ces instants fuyants. Il s'efforce de les approcher, de tisser autour d'eux des mots qui ne les écrasent pas. On ne saurait dire qu'il les décrit. C'est mieux : il les suggère, au point qu'il les laisse à resurgir intacts, des vivacités de la mémoire. Pour un peu, on s'y croirait, dans la cuisine,

**LA PREMIÈRE GORGÉE DE BIÈRE**  
et autres plaisirs minuscules  
de Philippe Delerm.

Ed. Gallimard-L'Arpenteur, 94 p., 78 F.

**LE RAT ET L'ABELLE**  
Court traité de gastronomie  
préhistorique  
de Raymond Dumay.

Ed. Phébus, 234 p., 129 F.

**FÊTES DE TABLE**  
de Michel Fauchoux.

Ed. Philippe Lebaud, 250 p., 129 F.

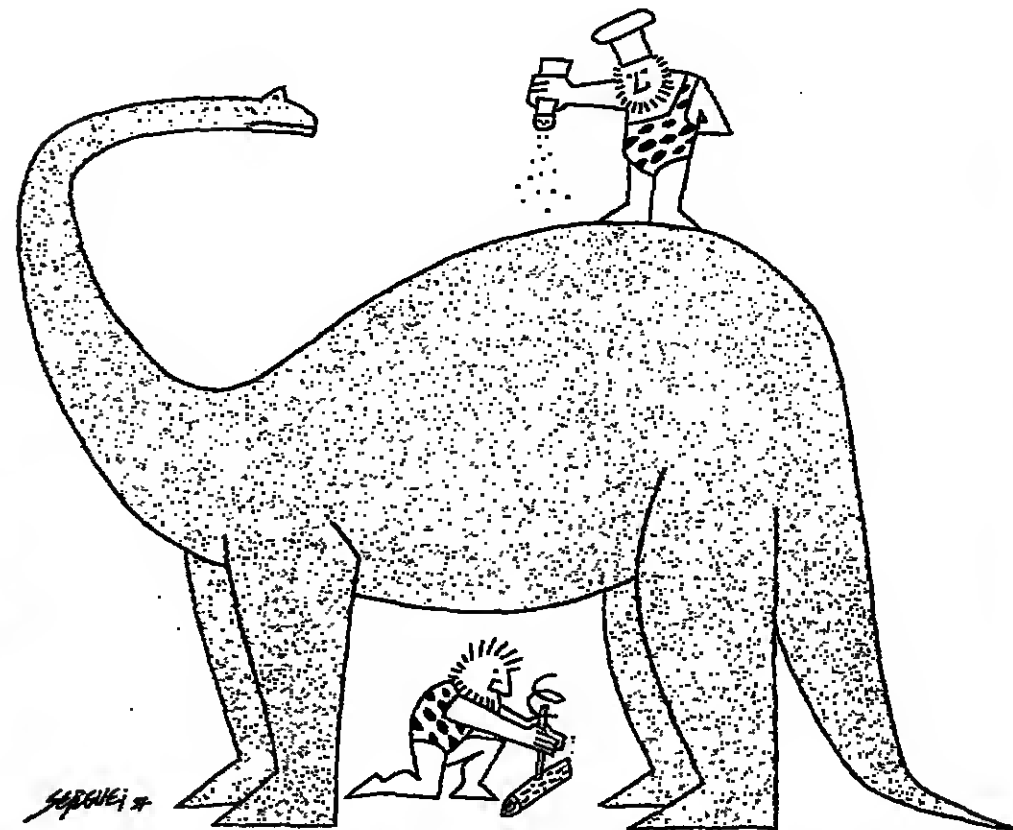
**Mon premier : les joies microscopiques de tous les jours.**  
**Mon deuxième : l'histoire des festins.**  
**Mon tout : la misère du monde**

avec le vert tendre des cosses craquantes, ou dans le salon, avec le verre de porto arrosé à courtes lampées, fausement modestes, hypocrite, buveur de « Juste un porto, alors ». Explorant la subtilité des choses simples, les courtes vignettes de Delerm sont justement senties, et finement distillées. Peut-être trop finement, si l'on considère leur arrière-goût. On songe à la perfection très urbaine de ces photos de campagne où, sur les légumes frais cueillis éparpillés sur la table, ne manquent ni la goutte de rosée au creux des feuilles exactement ni les grains de terre éparpillés sur la douceur du grès. Cela n'ôte rien au réel petit bonheur qu'engendre cette lecture, à la finesse des touches qui s'y combinent. Comment toutefois ne pas penser que ces plaisirs minuscules contiennent, sans le savoir, d'immenses machines historiques ? Sous ce charme français, façon velours et vacances, se cache une extraordinaire longue maturation des saveurs, un travail millénaire des substances et des chairs.

Pour Raymond Dumay, la gastronomie fut déjà l'idée fixe, et l'invention incessante, de nos ancêtres les plus lointains. Une telle affirmation peut paraître paradoxale. L'image que nous nous faisons des premiers âges est en effet fort éloignée des lues de la table, du raffinement de tout festin qui se respecte. C'est là, paraît-il, une grave erreur. A croire le connaisseur des vins et des mets qu'est devenu Raymond Dumay depuis des décennies, la longue marche des hommes préhistoriques à travers contrées et climats serait une suite d'inventions gustatives,

de créations papillaires et de festivités palatiales. La gastronomie imagine les recettes, suit leurs changements au fil des variations climatiques, préside leur lien aux feuilles d'arbres, aux plantes s'offrant à la cueillette. Il écrit les sentiers, les ustensiles, repère les sentiers et les voies de passage, décrit l'invention des alcools ou les noces des humains et du sel, s'ingénie à faire rêver d'une grande fête des cuisines paléolithiques. Il est possible que ces hypothèses demeurent invérifiables. Nul ne saura sans doute jamais de science sûre si les très anciens habitants de Lascoux avaient déjà entamé ces interminables débats sur les foies

## Petits riens et ripailles



de l'hydromel, du vin de bœuf ou de l'alcool de lait ? On peut en tout cas rêver de la création anonyme et généreuse des fermentations, moutures et marinades - genèse nocturne de saveurs savantes.

La suite est plus connue, mais vaut d'être rappelée : la table reflète toujours l'époque tout entière, elle constitue le lieu où se cristallise la nature et la civilisation, l'espace où s'inscrivent toutes les formes de la vie, de la fête, de la manie plus radicale, la relation fondamentale des humains au monde. De Sumer à la nouvelle cuisine (déjà bien vieille !), Michel Fauchoux brosse un panorama des festins à travers les siècles, reconstitue à son tour des recettes, cite d'innombrables textes et dessine les grands traits de l'évolution des mangeurs, de leurs mentalités, et du contenu de leurs assiettes. Il ressort de ce livre une évidence en voie de disparition : c'est à table que se sont constituées les cultures, affinées les idées, prises les décisions politiques, célébrées les alliances, depuis qu'existe l'histoire. Otez aux Grecs leurs banquets, à Rome ses festins, à la bourgeoisie ses cuisiniers, vous n'avez qu'une histoire squelettique, à peine intelligible. Le fait est : les peuples affamés n'ont pas d'histoire. Sans doute est-ce le point qui fait défaut,

dans ces célébrations érudites et joyeuses des ripailles : pas un mot sur les meurtres de faim, sur ces millions d'hommes qui crèvent à présent moins bien que des bêtes, par l'incertitude de tous. On dira que ce n'est pas le sujet, qu'on parle de la table et pas de la tombe, qu'il y eut toujours des gavés et des faméliques et qu'on ne va pas en faire une histoire... On aura tort. Car il n'y a pas moyen d'oublier, aujourd'hui, cet incompréhensible contraste entre le contentement des ventre pleins et la souffrance des mal-nourris. Un milliard trois cent millions d'hommes, à la fin de ce siècle, survivent et meurent avec moins de six francs par jour. La modernité transmet instantanément des images, multiplie les robots, accroît l'espérance de vie, mais demeure incapable de nourrir suffisamment un homme sur quatre !

Ainsi, nous avons élevé à la hauteur d'un art le fond de sauce. Nous avons au cours du temps apprêté, déglacé, flambé, bouilli, rôti, nappé, saisi, grillé, poêlé, frit, enfourné, papillonné... des denrées innombrables. Nous avons composé des mixtures insolites, forgé des alliages baroques, et les siècles nous ont vu engloutir des troupeaux gigantesques et des vaisseaux d'épices. Nous savons célébrer les nourritures, nous savons les produire, nous ne savons pas encore les partager pour que, exigence minimale, aucun être humain ne meure de faim.

Car jamais le monde n'a été si riche, tandis que jamais tant d'humains se furent si pauvres. Chacun le sait, et ceux qui ont à manger volontiers l'oublient. Il existe certes aucune solution miracle qui réglerait la situation en trois mois. Mais il n'existe pas non plus de fatalité qui rendrait cet enfer éternel. La question n'est pas qu'il y ait toujours des ventres creux à l'écart des tables fastueuses, mais qu'ils soient aujourd'hui de plus en plus nombreux au moment même où la technique permettrait qu'ils ne soient qu'un mauvais souvenir des temps anciens. Un milliard trois cent millions de petits riens ignorent la fête de vivre. Ce n'est pas commode à penser.

## Brésil fin de siècle

Le Brésil fin de siècle...  
de José-Alain Fralon

**L**e murmure déferlant qui bruit sur son passage, dans un cocktail ou un vernissage à Kookle-le-Zoute, ne trompe pas : il y a du liogot dans cet homme-là, et cette caractéristique suscite ce mélange d'admiration et d'obéissance, d'envie et de respect qui va aux personnes dont la fortune, dans toutes les acceptations du terme, ne doit rien qu'à eux-mêmes.

De cette déferrence, Albert Frère jouit sans complexe. Ce septuagénaire à la prestance iotacte, charnu et rose sous le bête, faux rood, faux rustre, possède toutes les vertus nécessaires pour assumer sereinement sa réussite. L'inspection n'est pas son fort. Ni les regrets ni les remords. Il continue donc d'entretenir avec les choses de la vie d'excellentes relations. Il lui suffit de les envisager comme il a appréhendé les « affaires » : avec audace parfois, avec prudence toujours.

Cela étant, José-Alain Fralon a compris très vite qu'Albert Frère, nonobstant le côté fascinant de sa démarche, n'était pas précisément un personnage romanesque. Ni les premiers pas à Fontaine-l'Évêque, dans un pays noir et rouillé, où les souvenirs gentiment complaisants de ses copains d'alors ni les menues péripéties d'une vie privée sans grand relief ne permettraient au biographe de camper un de ces personnages « excessifs » qui enchantent les feuilletonnistes.

Dès lors, après avoir fait un sort aux quatre anecdotes et trois rebondissements obligés, Fralon a eu l'intelligence d'abandonner l'homme pour son mouvement, le héros pour sa trajectoire, pour

## Un très cher Frère

De la mainmise sur le groupe Bruxelles-Lambert à celle de la CLT, José-Alain Fralon retrace l'ascension multiforme d'Albert Frère

**ALBERT FRÈRE, LE FILS DU MARCHAND DE CLOUS**  
de José-Alain Fralon.

Fayard, 350 p., 130 F.

mieux nous entraîner, avec une jubilation communicative, dans cet univers implacable, agressif et cocasse, superbe et accablant, qu'est le monde des affaires dans la deuxième moitié du siècle.

Premier tableau aux couleurs fortes, celui d'une Wallonie dont l'agglomération se transforme et qui, emportée dans une crise de la sidérurgie qui la dépasse, gémît cependant qu'au la retail et de grands coups de synergies et de restructurations.

Albert Frère va jouer dans cette tragédie un rôle déterminant, non sans livrer à quelques

partenaires mirobolants, hommes politiques du cru ou syndicalistes, tous plus manœuvriers, bâteurs, vindicatifs et conciliants les uns que les autres, des parties de bras d'acier légendaires. Fralon décrit ces coups de gueule patoisants, ces affrontements presque physiques, ces éruptions qui s'aboussent sur une affaire se règle, cependant que vole, d'un côté à l'autre de la table, le chèque de la subvention, celui de l'indemnisation, sans compter ceux de la compréhension.

La Wallonie sera le tremplin. La résistible ascension d'Albert Frère va se poursuivre maintenant au mépris des frontières. En France par exemple, avec « l'un des coups les plus audacieux depuis l'attaque du train postal », c'est-à-dire le contournement par « un gang peu ordinaire », dit Fralon, de la nationalisation de Paribas annoncée par le premier gouvernement Mitterrand. Un véritable « commando » international va affronter durement Pierre Maury et Jean Peyrelevade, Henri Krasucki et Jacques Delors, d'autres encore. Et ses

membres, dont le bien cher Frère, se retrouveront sur une des listes noires de l'Élysée.

Cootinons à jouer à saute-montons dans cette crépitante aventure. De la mainmise sur le groupe Bruxelles-Lambert (dont la Petrofina deviendra, pour un temps, son enfant chérie, entre toutes) à la laborieuse conquête de Dupuis (l'éditeur de Lucky Luke, des Schtroumpfs et de Gaston Lagaffe), de « l'aïeul » Tapie qui parviendra à le surprendre en déclarant à une assemblée d'ouvriers qu'il est veau « faire l'amour avec Danon » au candidat Carlo de Benedetti qu'il n'aidra pas à violer la « vieille dame » qu'est la Générale de Belgique, José-Alain Fralon raconte avec clarté les épisodes, croque avec gourmandise les protagonistes.

Parfois, son biceps trébuche, parce qu'il a glissé sur les « obligations pauvres » de Drexel Burnham. Parfois, il bifurque et, au hasard des prises de contrôle, se retrouve sur un terrain inconnu mais magique, celui de la communication, de l'audiovisuel, sur lequel, à la tête de sa CLT, il doit se mesurer à des Rousselet, des Murdoch, des Berlusconi ou des Hersant. Et il leur tient la dragée haute, le fils du marchand de clous !

A juste titre, l'auteur a renoncé à distinguer, dans la personnalité de son modèle, le commerçant de l'industriel et celui-ci du financier. Parce qu'à l'évidence les trois vocations se mélangent, se fertilisent mutuellement, font la complexité et la singularité du personnage.

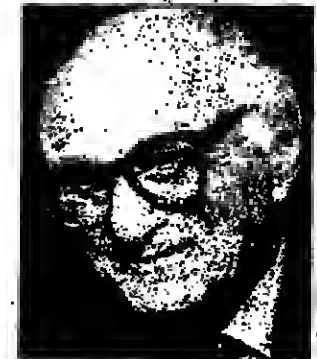
Un personnage qui n'a pas fini d'arpenter les arctures de l'information, ni celles de l'industrie ni moins encore celles de la finance. Et qu'on a donc intérêt, en France comme ailleurs, à mieux connaître.

## MAURICE RHEIMS

de l'Académie française

## UNE MÉMOIRE VAGABONDE

La préhistoire que nous vivons



"L'on se prend à penser, en ces temps de culture du vite montré, vite oublié, que Maurice Rheims est, à lui seul, un site qu'il convient de visiter."  
Bernard Rapp, L'Événement du Jeudi

"Arguant du cher désordre auquel aujourd'hui il s'abandonne, Maurice Rheims n'a jamais déambulé dans un de ses livres avec autant de nonchalance. Très brefs chapitres, ellipses, accélérations, silences. C'est, mine de rien, beaucoup d'art."  
François Nourissier, Le Figaro Magazine

"C'est en homme gouverné par les plaisirs, libre des tutelles, des conventions et des devoirs de courtoisie que Maurice Rheims conduit rondement ses mémoires... On a de la peine à croire que ce brocanteur cèleste, respirant la distinction et l'esprit puisse descendre de l'homme de Cro-Magnon en personne. C'est pourtant à ce douteux personnage qu'il n'hésite pas à s'affilier dans cette allégre confession."  
Jean-Louis Esine, Le Nouvel Observateur

"On le savait, Maurice Rheims le confirme en nous racontant comment il a musardé sa vie : la bonne humeur est une morale."  
Renauld Maignon, Le Figaro

GALLIMARD

Il faut si bon dans le jardin...  
de José-Alain Fralon



L'ÉDITION  
FRANÇAISE

# « Eichmann à Jérusalem » en procès à Berlin

Trente-cinq ans après sa parution, le texte de Hannah Arendt a été le sujet d'un colloque mettant en cause sa validité

● **Aragón chez Stock.** Jean Ristat, légataire universel de Louis Aragon, a confié aux éditions Stock les droits d'exploitation d'une cinquantaine de titres et de près d'un millier d'articles ou de textes courts, dont des inédits. Ce programme éditorial portera sur plusieurs années et sera inauguré dès octobre, à l'occasion du centenaire de la naissance d'Aragón par la réédition de deux recueils de poèmes, *Les Chœurs*, *Les Adieux* et de *Jabots mon jeu*. Jean Ristat dirigera chez Stock la collection « Digraphe » et publiera en octobre *Pour en finir avec Aragon*.

● **Sophie poursuit Anne-Sophie.** Les éditions du Seuil, qui avaient publié en 1995 le best-seller de Jean Ristat, *Le Monde d'Anne-Sophie*, ont assigné en référé les éditions Michel Lafont pour contrefaçon, parasitisme et concurrence déloyale. Sans une ouverture proche de celle du Seuil, Michel Lafont vient de publier *Le Monde d'Anne-Sophie*, signé du groupe « Les Jalons » qui avait déjà pastiché plusieurs titres de presse. Le Seuil demande l'interdiction de l'ouvrage et 100 000 francs de dommages et intérêts.

● **Danièle Brison au ministère de la culture.** Danièle Brison, 50 ans, critique littéraire à *L'Alsace* et au *Magazine littéraire*, a été nommée secrétaire pour le livre auprès de Catherine Trautmann, ministre de la culture.

● **L'édition en crise.** Selon le magazine *Les Hebdo*, nombreux sont les grands éditeurs qui en 1997 connaissent une baisse de leur chiffre d'affaires d'au moins 8 à 10 % - les secteurs du poche, de la bande dessinée, du livre pratique continuant leur progression. Lors de l'assemblée générale du Syndicat national de l'édition, mercredi 25 juin, le président, Serge Eyraud, s'est dit « très inquiet pour [son] métier », déclarant qu'il s'agissait de « la deuxième crise après celle de 1990, durant la guerre du Golfe ».

● **Première liste du Médicis.** en vue du prix décerné en novembre. Médicis français : *Le Maître des heures* de Christophe Bataille (Grasset). *Voilà*, son œuvre de Bernard Lacombe-Vadel (Gallimard), *Aquello* de Daniel Desmarquelles (Grasset), *La Télévision* de Jean-Philippe Thussaint (Minuit). Médicis étranger : *Americo* de T. C. Boyle (Grasset), *L'Après-Vie* de John Updike (Seuil), *Les Derniers jours de Hong Kong* de Paul Thérault (Grasset), *L'Information* de Martin Amis (Gallimard), *Le Procureur* d'Augusto Rina Bastos (Seuil), Médicis essais : *Le Fleuve Camille* de Pierre Assolune (Calmann-Lévy), *Beckett, l'abstrait de Pascal Casanovi* (Seuil), *Le Dernier Genet* de Hadrien Laroche (Seuil), *Aragon de François Taillandier* (Payot), *L'Amie : Duras intime* de Michèle Manceaux (Albin Michel). ● **Jacques-Yves Chustean.** Décédé mercredi 25 juin, ses Mémoires, *l'Homme, le pleure et l'orchidée* sortent en librairie mardi 29 juin (Robert Laffont).

## RECTIFICATIF

Dans l'article consacré à Germaine Tillion (« Le Monde des livres » du 13 juin), le nom de celle-ci était orthographié par erreur Germaine Tillion.



Il n'est pas rare que le souvenir d'une polémique marque à jamais le destin d'un ouvrage au point qu'on se souvienne de la controverse qu'il a suscitée plus que de son contenu. Tel a été le destin d'*Eichmann à Jérusalem* de Hannah Arendt. Ce « rapport » sur le procès d'un des principaux responsables de la « solution finale », avait été écrit pour l'hebdomadaire américain *The New Yorker* par l'auteur des *Origines du totalitarisme* (publié en français, chez Gallimard, en 1966). Force est de constater qu'aujourd'hui l'*Eichmann book* n'a rien perdu de son effet explosif, en dépit de ses approximations, de son ironie souvent déplacée compte tenu du sujet, de ses jugements sans nuance sur les conseils juifs dans l'Europe occupée (les *Judenräte*) qui firent scandale à l'époque. Une bonne partie de la communauté juive américaine et de l'intelligentsia new-yorkaise (les *New York Intellectuals*), se livrèrent sur l'essai et son auteur à ce que l'essayiste Amos Elon a décrit comme une véritable « excommunication » (allusion peut-être à celle de Spinoza). Pour Anson Rabinbach, de l'Université Princeton, la querelle autour du livre d'Arendt marque cependant l'accession de la mémoire juive de la Shoah dans l'espace public. Elle ne le quittera plus, pour le meilleur et pour le pire.

Plus de trente-cinq ans après sa parution, et tandis qu'une grande partie de la correspondance de l'auteur est désormais publiée, *Eichmann à Jérusalem* ne vit pas

seulement de la popularité dont jouit l'ouvrage de Arendt depuis une dizaine d'années. Précisément en raison de son origine journalistique, ce livre pourrait occuper le foyer d'une pensée arendtienne qui se présente avant tout comme une « anthropologie philistine » et non comme un système de pensée classique. Comme si la nouveauté des crimes du XX<sup>e</sup> siècle - en l'occurrence le crime contre l'humanité, véritable sujet de l'ouvrage - requerrait non seulement de nouvelles catégories de la raison mais aussi un nouveau style de « philosophie » dans un monde aux certitudes écroulées.

Tel était en tout cas l'avis de bien des spécialistes réunis à Potsdam, près de Berlin, du 19 au 22 juin : « Arendt est le penseur du moment post-totalitaire, ce qui explique sa renommée depuis une dizaine d'années », a par exemple souligné Seyla Benhabib, de l'Université Harvard, laquelle travaille depuis des années sur Arendt et sur l'école de Frankfurt, deux références théoriques de poids pour une certaine gauche intellectuelle américaine.

En organisant en 1997, près de Berlin, à Potsdam, un colloque consacré à « L'historiographie de l'Holocauste. L'exemple d'Eichmann à Jérusalem de Hannah Arendt », l'Université de New York, un centre de rencontres internationales et interdisciplinaires n'a croisé des chercheurs principalement allemands, américains et israéliens, prenait un risque symbolique. Ne s'agissait-il pas de mettre plus ou moins en examen (dans tous les sens de l'expression), le « procès de Jérusalem » et Hannah Arendt elle-même, là où Eichmann avait organisé avec d'autres la destruction du judaïsme européen (Wannsee, où eut lieu en janvier 1942 la conférence de la « solution finale » n'est qu'à quelques kilomètres de Potsdam) ?

UNE THÈSE NON TENABLE  
Que reste-t-il aujourd'hui d'*Eichmann à Jérusalem* ? Peu de chose, à en croire les historiens présents. Götz Aly, un chercheur allemand qui, à partir d'archives trouvées dans l'ex-URSS, voit dans la « solution finale » le produit du travail de réorganisation raciale et démographique de l'Europe par les nazis, marque ainsi sa différence : « Pour mettre en évidence la thèse selon laquelle il n'y a pas d'explication historico-rationnelle de l'Holocauste, Hannah Arendt pense que la spécificité de cet événement ne provient pas du nombre des victimes mais de l'absence de toute évaluation en termes d'utilité et d'intérêt de la part des meurtriers. Les documents récents montrent que cette thèse n'est plus tenable. De même qu'on peut déceler des objectifs utilitaristes ou massocres des milieux mentaux des populations polonaises soviétiques et yougoslaves dans le Troisième Reich, de même semblables conclusions peuvent être tirées pour la mise à mort des Juifs d'Europe. Ce qui ne rend pas, bien entendu, ces assassinats moins monstrueux ».

Un autre historien de la Shoah, Raul Hilberg, présent à Potsdam, a saisi l'occasion de cette conférence pour accabler Arendt, à laquelle son œuvre fut associée à son corps défendant. Une Hannah Arendt qui écrivait au philosophe Karl Jaspers qu'Hilberg était « assez bête et fou ».

Le ton catégorique, péremptoire même, adopté par Arendt a incontestablement braqué ses critiques. C'est ce ton qui a pu faire dire au spécialiste de la mystique juive Gershom Scholem (†), lequel était loin d'être un fanatique - que Hannah Arendt manquait d'« amour du peuple juif » (ce qui ne signifie nullement, ainsi que l'a rappelé Stéphane Mosès, de l'Université hébraïque de Jérusalem, que cette notion d'« amour d'Israël », d'origine talmudique, soit dépourvue de contenu universaliste, et se réduise à un pur slogan nationaliste). Cette posture arendtienne - on serait tenté de dire cette pose - finit par faire parfois oublier que celle-ci n'a jamais contesté la légitimité du procès de Jérusalem, contrairement à Karl Jaspers qui, lui, préconisait la traduction d'Eichmann devant une cour de justice internationale ; et contrairement à un autre philosophe, Martin Buber, qui s'opposait à l'exécution de la sentence, elle approuva la mise à mort du condamné. Certes elle fut aussi impitoyable pour le procureur israélien du procès, Gideon Hausner, derrière lequel elle voyait se profiler Ben Gourion, le premier ministre israélien d'alors, soupçonné de chercher à transformer un événement juridique en procès-spectacle à buts politiques. De fait, a noté Annette Wieviorka, dans l'historiographie du Génocide, l'avènement du témoin et de la victime comme personnage principal

date bel et bien des mises en scène pédagogiques de l'accusation. Bien des intervenants ont mis en question la fameuse formule qui clôt le livre, la « banalité du mal ». Est-elle de Hannah Arendt ou bien lui fut-elle suggérée par son mari, Heinrich Blücher, comme celle-ci le révéla à Jaspers en 1963 ? Pour le philosophe Avishai Margalit, Hannah Arendt désignerait par le terme « banal » l'incapacité, propre à l'homme totalitaire en général et à Eichmann en particulier, de penser autrement que par clichés, jusqu'au pied de la potence. Mais aussi la formule est-elle là pour inciter le lecteur à « humaniser » le mal jusque-là pensé en termes de satanisme, dans un univers non religieux. Ce problème là demeure, l'historiographie de Arendt fut-elle vieillie.

Nicolas Weill  
(1) Dans *Fidélité et Utopie*, Pocket, 1992.  
\* Ont également participé à cette rencontre, Anson Rabinbach, de Princeton (États-Unis), Idith Zertal (Tel Aviv), David Abraham (université de Miami), Jürgen Förster (Potsdam), Gabriel Motzkin (université hébraïque de Jérusalem), Dan Diner (université de Tel Aviv), Norbert Frei (Institut für Zeitgeschichte, Munich), Gesine Schwan (Freie Universität Berlin), Dana Villa (Harvard), Moishe Postone (université de Chicago), Richard Bernstein (New School for Social Research, New York). *Eichmann à Jérusalem* est disponible en poche (Folio Histoire), traduit de l'anglais par Anne Guérin et présenté par Michèle Brudy-de Launay.

● **POLAR AMÉRICAIN :** un nouveau Mary Higgins Clark. L'écrivain américaine Mary Higgins Clark est venue à Paris présenter son dix-septième roman policier, *Ni vue ni connue* (Albin Michel). Le prochain est déjà en chantier et devrait s'intituler *You belong to me*. Selon son éditeur, ses livres ont été vendus à plus de 250 millions d'exemplaires aux États-Unis et 12 millions en France. Chaque titre en France cise une moyenne de 350 000 exemplaires en librairie. *Ni vue ni connue*, indique Albin Michel, sorti le 15 mai, est en tête des ventes, et a déjà été tiré à 275 000 exemplaires (375 p., 130 F).

● **ÉTATS-UNIS :** Pynchon contesté. Pour certains (« Le Monde des livres » du 23 mai 1997), c'est un grand livre, pour d'autres ce serait surtout un accessoire à la mode à arborer avec fierté. *Mason & Dixon*, le dernier roman de Thomas Pynchon, est en tous cas en tête des best-sellers.

● **ROYAUME-UNI :** le prix Orange à Anne Michaels. Le prix littéraire le plus contesté en Angleterre car octroyé à une femme par un jury de femmes a été décerné à la jeune romancière et poétesse canadienne, Anne Michaels, pour son premier roman, *Fugitive Pieces*, l'histoire d'un jeune garçon sauvé de la boue d'une ville de Pologne durant la dernière guerre et qui part vivre avec son sauveteur, un géologue, dans une île grecque occupée par les Allemands. Le prix est doté de 30 000 £ (plus de 250 000 F).

● **PARIS 8 :** Université de Paris VIII. DEA et Doctorat d'études germaniques Allemagne, Autriche et Mitteleuropa Littérature, histoire et philosophie Tél./fax 01.43.36.07.50 et 01.49.70.07.41

CD - CD ROM - VIDÉOS - LIVRES  
50 000 CD et CD Rom  
23 000 vidéos  
300 000 Livres  
(Commande par Minitel et envoi à domicile)  
**3615 LEMONDE**

Le prix littéraire le plus contesté en Angleterre car octroyé à une femme par un jury de femmes a été décerné à la jeune romancière et poétesse canadienne, Anne Michaels, pour son premier roman, *Fugitive Pieces*, l'histoire d'un jeune garçon sauvé de la boue d'une ville de Pologne durant la dernière guerre et qui part vivre avec son sauveteur, un géologue, dans une île grecque occupée par les Allemands. Le prix est doté de 30 000 £ (plus de 250 000 F).

Le prix littéraire le plus contesté en Angleterre car octroyé à une femme par un jury de femmes a été décerné à la jeune romancière et poétesse canadienne, Anne Michaels, pour son premier roman, *Fugitive Pieces*, l'histoire d'un jeune garçon sauvé de la boue d'une ville de Pologne durant la dernière guerre et qui part vivre avec son sauveteur, un géologue, dans une île grecque occupée par les Allemands. Le prix est doté de 30 000 £ (plus de 250 000 F).

Le prix littéraire le plus contesté en Angleterre car octroyé à une femme par un jury de femmes a été décerné à la jeune romancière et poétesse canadienne, Anne Michaels, pour son premier roman, *Fugitive Pieces*, l'histoire d'un jeune garçon sauvé de la boue d'une ville de Pologne durant la dernière guerre et qui part vivre avec son sauveteur, un géologue, dans une île grecque occupée par les Allemands. Le prix est doté de 30 000 £ (plus de 250 000 F).

Le prix littéraire le plus contesté en Angleterre car octroyé à une femme par un jury de femmes a été décerné à la jeune romancière et poétesse canadienne, Anne Michaels, pour son premier roman, *Fugitive Pieces*, l'histoire d'un jeune garçon sauvé de la boue d'une ville de Pologne durant la dernière guerre et qui part vivre avec son sauveteur, un géologue, dans une île grecque occupée par les Allemands. Le prix est doté de 30 000 £ (plus de 250 000 F).

Le prix littéraire le plus contesté en Angleterre car octroyé à une femme par un jury de femmes a été décerné à la jeune romancière et poétesse canadienne, Anne Michaels, pour son premier roman, *Fugitive Pieces*, l'histoire d'un jeune garçon sauvé de la boue d'une ville de Pologne durant la dernière guerre et qui part vivre avec son sauveteur, un géologue, dans une île grecque occupée par les Allemands. Le prix est doté de 30 000 £ (plus de 250 000 F).

Le prix littéraire le plus contesté en Angleterre car octroyé à une femme par un jury de femmes a été décerné à la jeune romancière et poétesse canadienne, Anne Michaels, pour son premier roman, *Fugitive Pieces*, l'histoire d'un jeune garçon sauvé de la boue d'une ville de Pologne durant la dernière guerre et qui part vivre avec son sauveteur, un géologue, dans une île grecque occupée par les Allemands. Le prix est doté de 30 000 £ (plus de 250 000 F).

Le prix littéraire le plus contesté en Angleterre car octroyé à une femme par un jury de femmes a été décerné à la jeune romancière et poétesse canadienne, Anne Michaels, pour son premier roman, *Fugitive Pieces*, l'histoire d'un jeune garçon sauvé de la boue d'une ville de Pologne durant la dernière guerre et qui part vivre avec son sauveteur, un géologue, dans une île grecque occupée par les Allemands. Le prix est doté de 30 000 £ (plus de 250 000 F).

Le prix littéraire le plus contesté en Angleterre car octroyé à une femme par un jury de femmes a été décerné à la jeune romancière et poétesse canadienne, Anne Michaels, pour son premier roman, *Fugitive Pieces*, l'histoire d'un jeune garçon sauvé de la boue d'une ville de Pologne durant la dernière guerre et qui part vivre avec son sauveteur, un géologue, dans une île grecque occupée par les Allemands. Le prix est doté de 30 000 £ (plus de 250 000 F).

Le prix littéraire le plus contesté en Angleterre car octroyé à une femme par un jury de femmes a été décerné à la jeune romancière et poétesse canadienne, Anne Michaels, pour son premier roman, *Fugitive Pieces*, l'histoire d'un jeune garçon sauvé de la boue d'une ville de Pologne durant la dernière guerre et qui part vivre avec son sauveteur, un géologue, dans une île grecque occupée par les Allemands. Le prix est doté de 30 000 £ (plus de 250 000 F).

Le prix littéraire le plus contesté en Angleterre car octroyé à une femme par un jury de femmes a été décerné à la jeune romancière et poétesse canadienne, Anne Michaels, pour son premier roman, *Fugitive Pieces*, l'histoire d'un jeune garçon sauvé de la boue d'une ville de Pologne durant la dernière guerre et qui part vivre avec son sauveteur, un géologue, dans une île grecque occupée par les Allemands. Le prix est doté de 30 000 £ (plus de 250 000 F).

Le prix littéraire le plus contesté en Angleterre car octroyé à une femme par un jury de femmes a été décerné à la jeune romancière et poétesse canadienne, Anne Michaels, pour son premier roman, *Fugitive Pieces*, l'histoire d'un jeune garçon sauvé de la boue d'une ville de Pologne durant la dernière guerre et qui part vivre avec son sauveteur, un géologue, dans une île grecque occupée par les Allemands. Le prix est doté de 30 000 £ (plus de 250 000 F).

Le prix littéraire le plus contesté en Angleterre car octroyé à une femme par un jury de femmes a été décerné à la jeune romancière et poétesse canadienne, Anne Michaels, pour son premier roman, *Fugitive Pieces*, l'histoire d'un jeune garçon sauvé de la boue d'une ville de Pologne durant la dernière guerre et qui part vivre avec son sauveteur, un géologue, dans une île grecque occupée par les Allemands. Le prix est doté de 30 000 £ (plus de 250 000 F).

Le prix littéraire le plus contesté en Angleterre car octroyé à une femme par un jury de femmes a été décerné à la jeune romancière et poétesse canadienne, Anne Michaels, pour son premier roman, *Fugitive Pieces*, l'histoire d'un jeune garçon sauvé de la boue d'une ville de Pologne durant la dernière guerre et qui part vivre avec son sauveteur, un géologue, dans une île grecque occupée par les Allemands. Le prix est doté de 30 000 £ (plus de 250 000 F).

Le prix littéraire le plus contesté en Angleterre car octroyé à une femme par un jury de femmes a été décerné à la jeune romancière et poétesse canadienne, Anne Michaels, pour son premier roman, *Fugitive Pieces*, l'histoire d'un jeune garçon sauvé de la boue d'une ville de Pologne durant la dernière guerre et qui part vivre avec son sauveteur, un géologue, dans une île grecque occupée par les Allemands. Le prix est doté de 30 000 £ (plus de 250 000 F).

Le prix littéraire le plus contesté en Angleterre car octroyé à une femme par un jury de femmes a été décerné à la jeune romancière et poétesse canadienne, Anne Michaels, pour son premier roman, *Fugitive Pieces*, l'histoire d'un jeune garçon sauvé de la boue d'une ville de Pologne durant la dernière guerre et qui part vivre avec son sauveteur, un géologue, dans une île grecque occupée par les Allemands. Le prix est doté de 30 000 £ (plus de 250 000 F).

Le prix littéraire le plus contesté en Angleterre car octroyé à une femme par un jury de femmes a été décerné à la jeune romancière et poétesse canadienne, Anne Michaels, pour son premier roman, *Fugitive Pieces*, l'histoire d'un jeune garçon sauvé de la boue d'une ville de Pologne durant la dernière guerre et qui part vivre avec son sauveteur, un géologue, dans une île grecque occupée par les Allemands. Le prix est doté de 30 000 £ (plus de 250 000 F).

Le prix littéraire le plus contesté en Angleterre car octroyé à une femme par un jury de femmes a été décerné à la jeune romancière et poétesse canadienne, Anne Michaels, pour son premier roman, *Fugitive Pieces*, l'histoire d'un jeune garçon sauvé de la boue d'une ville de Pologne durant la dernière guerre et qui part vivre avec son sauveteur, un géologue, dans une île grecque occupée par les Allemands. Le prix est doté de 30 000 £ (plus de 250 000 F).

## A L'ÉTRANGER

### Sierra Leone : le souvenir de Graham Greene

Le City Hotel de Freetown, en piteux état actuellement après le coup d'État en Sierra Leone, était un établissement assez luxueux qui avait beaucoup séduit Graham Greene qui y séjourna quatre fois et en fit le décor de son roman *Le Fond du problème* où il l'intitule le « Bedford ». Il y vint pour la première fois en 1935 afin d'effectuer des recherches pour un roman, puis en 1942, en mission d'espionnage (le gouvernement de Vichy en Guinée était une menace pour les intérêts alliés, et l'Afrique de l'Ouest était utilisée par les Allemands pour y faire transiter des diamants industriels en provenance d'Afrique centrale). C'est alors que Greene écrivit son roman. En temps qu'agent secret, il avait beaucoup d'imagination et il aurait voulu recruter une tenancière de maison close pour faire parler les marins français en bordée à Dakar, mais l'idée ne lui vint pas à l'esprit. Cela l'aurait sans doute amusé de savoir que le City Hotel est aujourd'hui un bordel.

● **POLAR AMÉRICAIN :** un nouveau Mary Higgins Clark. L'écrivain américaine Mary Higgins Clark est venue à Paris présenter son dix-septième roman policier, *Ni vue ni connue* (Albin Michel). Le prochain est déjà en chantier et devrait s'intituler *You belong to me*. Selon son éditeur, ses livres ont été vendus à plus de 250 millions d'exemplaires aux États-Unis et 12 millions en France. Chaque titre en France cise une moyenne de 350 000 exemplaires en librairie. *Ni vue ni connue*, indique Albin Michel, sorti le 15 mai, est en tête des ventes, et a déjà été tiré à 275 000 exemplaires (375 p., 130 F).

● **ÉTATS-UNIS :** Pynchon contesté. Pour certains (« Le Monde des livres » du 23 mai 1997), c'est un grand livre, pour d'autres ce serait surtout un accessoire à la mode à arborer avec fierté. *Mason & Dixon*, le dernier roman de Thomas Pynchon, est en tous cas en tête des best-sellers.

● **ROYAUME-UNI :** le prix Orange à Anne Michaels. Le prix littéraire le plus contesté en Angleterre car octroyé à une femme par un jury de femmes a été décerné à la jeune romancière et poétesse canadienne, Anne Michaels, pour son premier roman, *Fugitive Pieces*, l'histoire d'un jeune garçon sauvé de la boue d'une ville de Pologne durant la dernière guerre et qui part vivre avec son sauveteur, un géologue, dans une île grecque occupée par les Allemands. Le prix est doté de 30 000 £ (plus de 250 000 F).

PARIS 8 Université de Paris VIII  
DEA et Doctorat d'études germaniques  
Allemagne, Autriche et Mitteleuropa  
Littérature, histoire et philosophie  
Tél./fax 01.43.36.07.50 et 01.49.70.07.41

CD - CD ROM - VIDÉOS - LIVRES  
50 000 CD et CD Rom  
23 000 vidéos  
300 000 Livres  
(Commande par Minitel et envoi à domicile)  
**3615 LEMONDE**

## Vingt ans de « Poésie »

Les revues destinées à marquer leur époque - du moins dont on peut supposer qu'elles le seront - ne sont pas si nombreuses. Les anniversaires, au-delà des manifestations et félicitations un peu obligées qu'ils appellent, constituent des carrefours à partir desquels, se retournant, on peut mesurer ce possible destin.

De *Poésie*, on ne risque pas grand-chose à dire qu'elle sera, qu'elle est déjà - dans son domaine propre de création bien sûr, mais aussi dans la réflexion sur cette création - une publication importante, digne et exigeante. Encore quelques compléments ? Variée sans cultiver un éclectisme dépourvu de pensée, diverse mais pas dilettante, peu portée au nombrilisme nationaliste mais ouverte sur tous les horizons, ne confondant pas sérieux et ennui, fuyant, malgré sa forte armature intellectuelle, les pré-supposés idéologiques, l'esprit de système nu d'anathème.

Vingt années d'existence, quatre-vingts numéros, plus de dix mille pages... Du simple point de vue quantitatif, *Poésie*, créée et dirigée par Michel Deguy, entouré d'une douzaine de membres d'un comité de rédaction et de quelques correspondants étrangers, et soutenue par une maison d'édition - Belin - présente donc déjà de solides garanties. L'anthologie qui vient de paraître, chez ce même éditeur, dans la collection « L'Extrême contemporain », qui est un peu l'émancipation de la revue et est également dirigée par Deguy, le prouve. Le choix opéré sur ces milliers de pages de proses et de vers démontre de plus que qualité et quantité peuvent fort bien s'harmoniser. On aurait

souhaité tout juste, en cette solennelle occasion, lire une histoire de la revue par elle-même... Mais il est vrai que vingt ans n'est pas encore l'âge des bilans ! On découvrira notamment d'intéressantes considérations sur le caractère « & » de *Poésie* (l'esperluette), par Jean-Yves Pouilloux, le sommaire de tous les numéros et un impressionnant index des auteurs et traducteurs (290 p., 160 F).

Outre une exposition au Centre Georges-Pompidou (jusqu'au 30 juin), un numéro spécial (80) de *Poésie* vient de paraître. Il est d'une grande richesse, dans le domaine contemporain français et étranger (286 p., 120 F). Un peu plus tôt, avait paru un fin et beau « Cahier Michel Deguy », dirigé par Yves Charnet (*Le Poète que je cherche à être*, La Table ronde/Belin, 318 p., 180 F). Certes, ce doit être une rude et (un peu) gênante épreuve que de se voir soi-même sujet d'un tel hommage. Mais cela n'est que l'enveloppe de ces choses. À lire les différentes études (et non « improvisations » plus ou moins réussies) rassemblées de ce cahier - de Jacques Roubaud, Jacques Darras, Jude Stéfani, Jean-Michel Maulpoix à Jean-Marie Gleize, Jean-Luc Nancy, Jacques Derrida, Pierre Pachet... -, on se convaincra de la cohérence de la démarche de Deguy - démarche poétique, mais aussi philosophique. Là aussi un regret : l'absence d'une vraie bibliographie. « Dans *Poésie*, je lis le refus de la posture du renoncement », écrit Jacques Roubaud. Il n'est pas incohérent de découvrir ce même « refus » dans l'œuvre de Michel Deguy.

Patrick Kéchichian

## AGENDA

● **LE 28 JUIN. PSYCHANALYSE.** A Paris, l'École lacanienne de psychanalyse propose une rencontre-débat avec Adolf Grünbaum sur le thème « Critique de la psychanalyse et de ses détracteurs » (salle Chaillot-Galliera, 28, av. George-V, 75008 Paris. Inscription : 01-45-49-29-36).  
● **DU 27 AU 29 JUIN. COCTEAU.** A Nice, 2<sup>e</sup> Salon du livre en hommage à Jean Cocteau et remise du Prix du grand roman Baie des Anges (Jardin Albert-I<sup>er</sup>).  
● **DU 28 JUIN AU 31 AOÛT. « JE ».** En Gironde, l'association Vers le livre d'artiste organise « L'été du livre en Gironde » sur le thème du « je » en écriture (rens. et liste des bibliothèques : 05-57-95-75-88).  
● **LE 29 JUIN. LIVRE.** A Fontenay-la-Joute seront rassemblés autour de Claude Michelet les lauréats du concours d'écriture organisé à l'occasion du centième anniversaire de la mort d'Alphonse Daudet. Leurs œuvres sont réunies dans *Les Nouvelles Lettres de mon Moulin*.  
● **LE 30 JUIN. SOCIÉTÉ.** A Paris, l'Association des amis de la revue *Passage* organise un colloque sur le thème « Science,

environnement et société » à partir de 9 h 30 (Palais du Luxembourg, salle Clemenceau).  
● **DU 1<sup>er</sup> AU 31 AOÛT. CROISADE.** A Chartres, exposition « Chartres et la première croisade, un certain regard » (Cellier de Loëns, rue du Cardinal-Pie ; ens. : 02-37-36-09-82).  
● **LES 5 ET 6 JUILLET. AUTOBIOGRAPHIE.** A Ambérieu-en-Bugey, Journées de l'autobiographie (ateliers, rencontres, débats...) organisées par l'Association pour l'autobiographie (APA, La Grenette, 10, rue A.-Bonnet, 01500 Ambérieu-en-Bugey).  
● **LES 5 ET 6 JUILLET. ARISTOTE.** A Chartres, les Amis du Centre médiéval européen organisent un colloque européen sur le thème « Aristote, l'École de Chartres et la cathédrale » (Auditorium du Crédit agricole, 1, rue Daniel-Boutet, inscription et ens. : 02-37-36-09-82).  
● **DU 15 AU 20 JUILLET. BRITISH.** A Fragne-en-Berry, l'association Regards croisés organise un atelier d'écriture franco-britannique sur le thème « Fiction-writing » (inscription et ens. : 01-42-78-76-36).  
● **DU 2 AU 5 SEPTEMBRE. SCIENCE.** A Romainville, orga-

nisation d'un congrès international « Pour Darwin » (inscription et ens. : 01-43-55-54-43).

**LE LECTEUR**  
La littérature à en mourir de rire  
Dans tous les kiosques 15 F

Dans le n° 4 : Soliers à découvrir  
« Un enchantement de l'esprit »  
Angelo Rinaldi  
« Le bonheur est dans Le Lecteur »  
Jérôme Garcin

